

Université de Montréal

#PropagandeLGBT #Théoriedulgenre #Wokisme

Veiller sur Twitter pour saisir l'évolution des discours anti-genre diffusés en France

Par Ugo d'Estienne du Bourguet - Laquièze

Département de science politique

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Maîtrise (M. Sc.) en science politique

Août 2023

© Ugo d'Estienne du Bourguet, 2023

Résumé

Depuis l'essor d'Internet, et particulièrement des réseaux sociaux, les espaces en ligne sont devenus des canaux de communication privilégiés pour diffuser un discours s'opposant au « genre », à la « propagande LGBT », et plus récemment au « wokisme ». Dans ce mémoire, je m'inspire des pistes méthodologiques ouvertes par la littérature francophone sur les campagnes anti-genre numériques, pour proposer une actualisation des connaissances sur ces discours, à partir d'un corpus de *tweets* original collecté entre novembre 2022 et février 2023. En suivant une méthodologie mixte, combinant analyse quantitative et qualitative, je décris un corpus de 345 413 *tweets* à l'aide d'outils issus de la lexicométrie, pour mener une analyse critique de 70 micro-discours sélectionnés dans ce corpus. En croisant l'approche historique du discours (DHA) aux études critiques des discours issus des réseaux sociaux (SM-CDS), j'expose les vecteurs de diffusion des discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme, les thèmes qui les composent et les stratégies discursives qui les construisent, ainsi que les stratégies collectives à l'œuvre derrière la diffusion de ces types de discours. En me concentrant sur la « protection des enfants » comme thématique centrale, je montre un déplacement des discours anti-genre et anti-lgbt vers un rejet affirmé de la transidentité, et l'intégration de ces discours dans un discours contre le « wokisme » - soulignant, ce faisant, l'intérêt de privilégier une approche émique pour étudier ces campagnes. Je montre ensuite que le discours anti-wokisme passe par l'articulation d'un discours populiste – nationaliste, qui permet de formuler un appel à la protection de l'identité française contre les menaces supposées de l'Islam et du « wokisme ». Finalement, j'expose la circulation internationale des discours analysés, suggérant l'intégration de ce phénomène dans l'« ordre de désinformation », et dans une montée globale des discours populistes de droite radicale.

Mots-clés : Approche émique ; études critiques de discours ; Twitter ; populisme ; nationalisme ; anti-genre ; anti-LGBT ; anti-wokisme

Abstract

Since the rise of the Internet, and particularly social medias, online spaces have become privileged communication channels to express a discourse opposing "gender", "LGBT propaganda", and more recently "wokism". In this thesis, I draw on methodological approaches opened up by the francophone literature on digital anti-gender campaigns, to propose an update of knowledge on these discourses, based on an original corpus of tweets collected between november 2022 and february 2023. Following a mixed methodology, combining quantitative and qualitative analysis, I describe a corpus of 345 413 tweets using tools derived from lexicometrics, to conduct a critical analysis of 70 micro-discourses selected from this corpus. Crossing the discourse historical approach (DHA) with social media critical discourse studies (SM-CDS), I expose the vectors of diffusion of anti-gender, anti-lgbt and anti-wokism discourses, the themes that compose them and the discursive strategies that construct them, as well as the collective strategies at work behind the diffusion of these types of discourses. Focusing on "child protection" as a central theme, I show a shift in anti-gender and anti-lgbt discourses towards an assertive rejection of trans-identity, and the integration of these discourses into a discourse against "wokism" – underlining the value of privileging an emic approach in the study of "unpleasant movements". I then show that the anti-wokism discourse enables the articulation of a populist-nationalist discourse, which allows to formulate a call to protect the French identity against the supposed threats of Islam and "wokism". Finally, I outline the international circulation of the analyzed discourses, suggesting the integration of this phenomenon into the "disinformation order", and into a global rise of radical right-wing populist discourses.

Keywords : Emic approach ; critical discourse studies ; Twitter ; populism ; nationalism ; anti-gender ; anti-LGBT ; anti-wokism

Table des matières

Résumé	1
Abstract	2
Table des matières	3
Liste des figures	6
Liste des sigles et des abréviations.....	7
Remerciements	8
Avant-propos	9
Introduction	10
 CHAPITRE 1 : CONTEXTUALISATION	
Du mouvement social LGBTI+ français, et de son « contre-mouvement »	14
I. 1960 – 1996 : Émergence et organisation des mouvements sociaux gais, lesbiens et trans en France	15
<i>I.1. Minorités sexuelles et de genre sous le regard médical</i>	<i>15</i>
<i>I.2. Mouvements de libération gais et lesbiens, ou de la suppression d'un double standard</i>	<i>17</i>
<i>I.3. Crise du sida : l'organisation d'une communauté endeuillée, et sa stigmatisation</i>	<i>18</i>
II. 1997 – 2010 : Des mouvements « anti-PaCS » à l'émergence de campagnes contre le « genre » en Europe	23
<i>II.1. Les débats sur le PACS, ou de la formation d'un contre-mouvement</i>	<i>23</i>
<i>II.2. Apparition de l'espace de militantisme LGBT, et de l'Internet.....</i>	<i>25</i>
<i>II.3. Vers une Europe arc-en-ciel</i>	<i>28</i>
III. 2011 – 2013 : Arrivée du discours anti-genre dans l'espace français, à l'heure des débats sur le mariage et l'adoption pour tous·tes	30
<i>III.1. L'apparition de la « théorie du genre » sur le territoire français</i>	<i>30</i>
<i>III.2. Première vague des débats, avant le passage du mariage et de l'adoption pour tous·tes.....</i>	<i>31</i>
<i>III.3. Seconde vague des débats, après le passage du mariage et de l'adoption pour tous·tes</i>	<i>32</i>
 CHAPITRE 2 : REVUE DE LITTÉRATURE ET CADRE THÉORIQUE	
Campagnes anti-genre numériques : acteurs, thèmes et approches pour les étudier	38
I. De l'étude du cyberactivisme conservateur	39

<i>I.1. Étudier les mouvements conservateurs et d'extrême-droite sur le cyberspace</i>	39
<i>I.2. L'étude des discours anti-genre en ligne, depuis le mariage pour tous-tes</i>	43
II. Des voies fécondes pour étudier les discours anti-genre diffusés en ligne	50
<i>II.1. Définir les campagnes anti-genre</i>	51
<i>II.2. Le cyberspace, un nouvel espace de militantisme</i>	54
<i>II.3. L'analyse critique de discours pour saisir les campagnes anti-genre numériques</i>	56

CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE

Bricolage d'une recherche en contexte numérique	60
I. Les méthodes virtuelles pour une observation participante « périphérique »	61
<i>I.1. L'observation participante en ligne</i>	62
<i>I.2. Twitter en tant que terrain de recherche</i>	62
<i>I.3. Contexte de l'observation</i>	64
II. Les méthodes numériques pour bricoler entre Twitter, RStudio et RTweet	66
<i>II.1. Accès à l'API Twitter et authentification</i>	67
<i>II.2. Configuration de RStudio et identification des packs de codes appropriés</i>	69
<i>II.3. Constitution du corpus, tests et réalisation de la collecte de données</i>	70
III. Les méthodes computationnelles pour le traitement et l'analyse du corpus	75
<i>III.1. Les méthodes mixtes, et l'analyse de discours basée sur un corpus</i>	76
<i>III.2. Analyse de corpus inspirée de la lexicométrie</i>	78
<i>III.3. Au croisement des études critiques de discours : DHA et SM-CDS</i>	81

CHAPITRE 4 : PRÉSENTATION DES DONNÉES

Décryptage d'un corpus <i>Big Data</i>	86
I. Trois mois de LGBTIphobies sur Twitter	87
<i>I.1. Premier mois : Insultes, football et actualité française</i>	89
<i>I.2. Deuxième mois : répétition</i>	92
<i>I.3. Troisième mois : confirmation</i>	94
II. Trois mois de discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme sur Twitter	97
<i>II.1. Premier mois : Président wokiste, Eric Zemmour et Russie</i>	99
<i>II.2. Deuxième mois : Apocalypse, Sciences Po et Hongrie</i>	102
<i>II.3. Troisième mois : Drag-queens, Vierge de la Flotte et Lituanie</i>	104

CHAPITRE 5 : ANALYSE DES DONNÉES

Des discours pour construire des entités à protéger	111
I. Présentation des vecteurs de diffusion : d'un portrait de la fachosphère	112
II. « Protégez les enfants » : de la récupération politique des discours anti-genre et anti-lgbt	115
<i>II.1. Protégez les enfants de la non-conformité de genre.....</i>	<i>115</i>
<i>II.2. Protégez les enfants de l'éducation</i>	<i>123</i>
<i>II.3. Protégez les enfants du « wokisme » et de l'islamisme</i>	<i>131</i>
III. « Protégez l'identité française » : de la construction d'un discours contre le « wokisme »...	136
CONCLUSION ET DISCUSSION	144
Résultats et contributions	145
<i>Contribution empirique</i>	<i>150</i>
<i>Contribution théorique</i>	<i>151</i>
Limites du mémoire et pistes de recherche	152
Bibliographie.....	156
Annexe 1 : Captures d'écran des <i>tweets</i> analysés, par ordre d'utilisation	170

Liste des figures

[Figure 1 : Principaux thèmes du discours anti-genre diffusé en ligne].....	47
[Figure 2 : Principales stratégies discursives du discours anti-genre diffusé en ligne].....	48
[Figure 3 : Vecteurs de diffusion de discours anti-genre en ligne]	48
[Figure 4 : Stratégies identifiées derrière la diffusion de discours anti-genre en ligne].....	49
[Figure 5 : Gayphobie, Lesbophobie et Transphobie, en milliers de tweets par semaine].	87
[Figure 6 : Premier mois du sous-corpus « haine directe »].....	89
[Figure 7 : Deuxième mois du sous-corpus « haine directe »]	92
[Figure 8 : Troisième mois du sous-corpus « haine directe »]	94
[Figure 9 : Wokisme, Genre, LGBT et Autres, en milliers de tweets par semaine].....	97
[Figure 10 : Premier mois du sous-corpus « haine dissimulée »].....	99
[Figure 11 : Deuxième mois du sous-corpus « haine dissimulée »].....	102
[Figure 12 : Troisième mois du sous-corpus « haine dissimulée »]	104
[Figure 13 : Vecteurs de diffusion des discours analysés]	145
[Figure 14 : Thèmes des discours analysés]	147
[Figure 15 : Stratégies discursives des discours analysés]	148
[Figure 16 : Stratégies d'action collective derrière les discours analysés].....	149

Liste des sigles et des abréviations

AFLS : Agence française de lutte contre le sida

API : Interface de programmation de l'application

CADS : Analyse de discours basée sur un corpus

CDA : Analyse critique de discours

CUARH : Comité d'Urgence Anti-Répression Homosexuelle

DILCRAH : Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT

DHA : Approche historique du discours

FHAR : Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire

DLF : Debout la France

FN : Front National

GLH : Groupe de Libération Homosexuelle

HALDE : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

Inter-LGBT : Interassociative lesbienne, gai, bi, trans

ISSEP : Institut de sciences sociales, économiques et politiques

JRE : Journées de retrait de l'école

LGBT : Lesbienne, gai, bi, trans

LGBTI+ : Lesbienne, gai, bi, trans, intersexe et plus

LP : Les patriotes

LR : Les Républicains

LMPT : La Manif Pour Tous

MPF : Mouvement pour la France

MRP : Mouvement républicain populaire

OMS : Organisation mondiale de la santé

PaCS : Pacte civil de solidarité

RN : Rassemblement National

RSN : Réseau socio-numérique

SM-CDS : Études critiques des discours issus des réseaux sociaux

UDF : Union pour la démocratie française

UE : Union Européenne

UMP : Union pour un mouvement populaire

VIH : Virus de l'immunodéficience humaine

Remerciements

En premier lieu, je tiens à remercier ma directrice de recherche, Pascale Dufour, sans qui rien de ce qui suit n'aurait été possible. Merci pour tes qualités de directrice, d'enseignante et de chercheure. Merci de m'avoir fait confiance en acceptant de m'encadrer, merci de ta patience et de ton soutien dans les multiples moments de panique qui ont ponctué la réalisation du mémoire.

J'en profite pour remercier tout·es les élèves et professeur·es du Collectif de recherche Action Politique et Démocratie (CAPED), qui m'ont permis d'avoir un cadre de travail riche et inspirant, en plus de m'offrir la licence et la formation pour travailler avec le logiciel NVivo.

J'aimerais remercier les enseignant·es de l'Université de Montréal pour leur accompagnement. Merci à Simon Thibault, pour tes conseils avisés et ton soutien dans la démarche que j'ai suivie. Merci à Ekaterina Piskunova, sans qui je n'aurais pas fait ma maîtrise à l'Université de Montréal.

Je tiens à remercier mes parents, et particulièrement ma mère. Depuis que j'en ai formulé l'idée, tu m'as poussé à partir à Montréal, et tu m'as soutenu tout au long de cette aventure. Merci. Ce travail est le fruit de ton éducation, de tes conseils, et de la persévérance que tu m'as transmise. Merci à ma sœur, Leslie, pour notre relation précieuse, et tes conseils avisés sur le monde de la recherche.

J'aimerais remercier mes ami·es, sans qui le mémoire aurait été une longue route bien solitaire.

Merci à mes ami·es de Montréal, particulièrement Madi et Emily, vous qui m'avez écouté déblatérer sur mon sujet dès le réveil, en sirotant notre café. Merci à Séraphin, pour ton expertise et ton soutien dans ma découverte du codage et des sciences de l'informatique.

Merci à mes ami·es de Nice. Si vous étiez loin au quotidien, vous êtes toujours restés au plus près de mon cœur. L'idée de vous retrouver, en été, devant ces couchers de soleil qui embrasent la mer Méditerranée, a illuminé mes journées d'hiver montréalais.

Finalement, merci à Jacopo, pour ton affection, pour tes réflexions, et pour ton soutien au quotidien.

Merci à vous tous et à vous toutes.

Avant-propos

« Quand tu discutes avec un adversaire, essaie de te glisser dans sa peau. Tu le comprendras mieux et tu finiras peut-être par t'apercevoir qu'il n'a pas tout à fait tort et même qu'il se pourrait bien qu'il ait raison. J'ai suivi quelques temps ce conseil des sages. Mais la peau de mes adversaires était si repoussante que j'en ai tiré la conclusion suivante : il vaut mieux être parfois injuste que de ressentir une nouvelle fois encore un dégoût tel qu'on s'évanouit ».

Antonio Gramsci (1917) *Pourquoi je haïs l'indifférence* (2012, 82)

Dans les pages qui suivent, j'ai appliqué ce conseil, en me plaçant au plus près des pensées de mes adversaires – ceux et celles qui utilisent l'égalité des droits humains pour définir un projet politique. J'ai laissé mes yeux voir défiler leurs arguments, j'ai laissé mon esprit être envahi de leurs discours. Des discours parfois répugnants, souvent violents, et qui n'ont cessé de renforcer mon engagement.

Merci à ceux et celles qui ont tracé la voie, vous qui luttez, partout et quotidiennement, pour les droits des minorités sexuelles et de genre. C'est grâce à vous que j'ai trouvé la force de suivre cette approche. Pour vous, dont la liberté d'aimer et de vivre en accord avec vous-même est questionnée. Pour vous, dont l'existence est utilisée en tant qu'argument politique, je répéterai cet exercice.

#PropagandeLGBT #Théoriedugenre #Wokisme

Veiller sur Twitter pour saisir l'évolution des discours anti-genre diffusés en France

Le 23 avril 2013, l'Assemblée nationale française adopta le texte de loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de personnes de même sexe. À l'aube de l'adoption de ce projet de loi, l'ensemble du territoire français traversa une période de mobilisations, qui illustre la polarisation nationale sur le projet. Au cours de cette année de débat et de conflit, la rue et les espaces en ligne sont devenus des lieux de contestation privilégiés pour l'expression de revendications progressistes, comme conservatrices. Des sites indépendants émergent des deux bords, et les réseaux sociaux deviennent une extension du débat public. Le discours d'opposition diffusé en ligne se traduit sous de multiples facettes, avec l'apparition de discours ouvertement homophobes, comme l'hashtag #LesGaysDoiventDisparaitreCar (SOS Homophobie 2014, 21), couplés à des discours anti-genre et anti-lgbt, portant sur la protection des enfants et de la famille « traditionnelle » (Cervulle et Pailler 2014a), sur la lutte contre la « théorie du genre » (Cervulle et Julliard 2013) ou sur la défense des traditions religieuses (Blanc 2015).

Dix ans après, les réseaux sociaux restent des espaces privilégiés pour diffuser un discours s'opposant au « genre », à la « propagande LGBT », ou plus récemment au « wokisme ». Ce fait peut s'illustrer par la campagne « Protégeons nos enfants », initiée par Éric Zemmour en septembre 2022, pour lutter contre le « grand endoctrinement » qui renverrait au « lobby LGBT, [au] wokisme, [à l'] immigrationisme... toutes ces idéologies [qui] infiltrent peu à peu l'école depuis de nombreuses années » (*Le Point* 2022). En plus de la campagne hors-ligne, une véritable campagne numérique est déployée contre l'école, avec la création du site de campagne « Parents Vigilants », l'ouverture de comptes Twitter « Protégeons Nos Enfants », la diffusion sur Youtube d'un entretien avec la porte-parole de l'association, ou encore des publications sur LinkedIn diffusant des témoignages contre l'école. Et cette campagne numérique est soigneusement réfléchie, comme l'illustre ce passage de la déclaration d'Éric Zemmour sur son site officiel, accompagnant le lancement de la campagne : « Je veux une présence massive sur internet ; dès aujourd'hui, et je salue l'armée numérique que nous avons levée et qui fait tout autant pour nos idées que ceux qui collent des affiches » (Zemmour 2022).

Alors que la loi d'ouverture au mariage et à l'adoption pour tous·tes fête ses 10 ans en 2023, que peuvent-nous apprendre les discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme diffusés sur les réseaux sociaux français aujourd'hui ?

Derrière cette problématique est défendue la thèse que les terrains de recherche numériques représentent une voie féconde pour saisir l'évolution des discours socio-politiques. Effectivement, l'investissement des réseaux sociaux par les mouvements d'opposition, lors des débats sur le mariage et l'adoption pour tous·tes, a amené plusieurs chercheur·es à étudier l'apparition de campagnes anti-genre dans les espaces en ligne. Les principales directions suivies jusqu'alors se sont concentrées sur la construction des discours anti-genre diffusés en ligne, en identifiant les thèmes et les stratégies discursives employés, sur l'identification des vecteurs de diffusion de ce type de discours, ainsi que sur la structure des débats en ligne sur le « genre ». Cependant, les dernières recherches proposées sur cet objet d'étude se sont basées sur des corpus de discours collectés jusqu'en 2017. Les résultats de ce type d'étude étant nécessairement dépendants du corpus à partir duquel l'analyse est menée, il est pertinent de s'interroger sur ce que renfermerait un corpus de discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme collecté récemment.

Pour explorer la problématique proposée, ce mémoire est guidé par deux questions de recherches, construites à partir de la littérature portant sur les campagnes anti-genre numériques françaises. D'une part, il s'agira de voir quels types de vecteurs de diffusion de discours anti-genre peuvent-être identifiés en ligne, et à quelles stratégies la diffusion de ce type de discours répond. Les recherches antérieures m'amènent à supposer la concentration de ces discours au sein de la « fachosphère », soit la nébuleuse d'acteur·rices issu·es des différentes teintes de la droite et de l'extrême-droite françaises, et particulièrement actif·ves en ligne – suggérant l'effacement du discours religieux contre le « genre » pour l'affirmation d'un discours populiste – nationaliste, qui sert la proposition d'un projet politique.

De l'autre, il s'agira d'exposer les principaux thèmes qui constituent les discours anti-genre diffusés en ligne, et d'identifier les stratégies discursives qui permettent leur construction. Comme dans les recherches antérieures, je suppose la présence de thèmes portant sur la protection des enfants et sur l'éducation scolaire. Cependant, au vu du déplacement des problématiques LGBTI+ en France, cette dernière décennie, il se peut que des évolutions soient trouvées dans l'objet des discours de contestation. En outre, avec l'apparition et la popularisation du « wokisme » en tant

qu'élément discursif, une intégration des discours anti-genre et anti-lgbt dans un discours anti-wokisme pourrait être à l'œuvre. Finalement, et en raison des développements de Paternotte et Kuhar (2018a, §13) sur le caractère transnational des campagnes anti-genre, je soupçonne la mobilisation de discours référant à l'actualité internationale pour construire des arguments sur des questions « nationales ».

Pour répondre à ces questions de recherches, ce mémoire se base sur un corpus de *tweets* original, collecté entre les mois de novembre 2022 et février 2023. En s'inscrivant dans les études de discours, l'analyse de ce corpus de 345 413 *tweets* se fera en deux temps. D'abord, des outils d'analyse lexicométrique seront mobilisés, afin d'ouvrir une brèche dans cet échantillon *big data*. Ensuite, je procéderai à l'analyse critique d'un ensemble de *tweets* sélectionnés dans le corpus, en croisant l'approche historique du discours (DHA) aux études critique des discours issus des réseaux sociaux (SM-CDS). En s'inscrivant au croisement de la science politique, de la sociologie et des sciences de la communication, l'objectif de ce mémoire est de proposer une compréhension actualisée du discours anti-genre exprimé dans les espaces en ligne, en adoptant une démarche exploratoire. Cette recherche se veut politique, en prenant pour point de départ le contexte de mise à l'agenda des problématiques LGBTI+ par l'État français, et en supposant une interaction entre ce contexte et le phénomène étudié. Elle s'inscrit également dans le champ de la sociologie, en s'intéressant à des discours et des comportements sociaux idéologisés, sinon violents, qui découlent de représentations construites des minorités sexuelles et de genre. Finalement, cette recherche touche au champ de la communication, en se concentrant sur la survenance de ce phénomène dans le cyberspace, et spécifiquement sur les réseaux sociaux.

La pertinence scientifique de cette recherche est double. D'une part, les études portant sur le discours anti-genre et les campagnes socio-politiques qui le mobilisent sont encore jeunes, traversées par des débats et des problématiques, notamment sur l'approche théorique à adopter pour saisir pleinement les enjeux de ce phénomène. Alors que les théories des mouvements sociaux sur le *backlash* ont été privilégiées pour étudier les mobilisations anti-genre (Provost et Whyte 2017), d'autres auteur·es, dont Avanza (2018a), proposent plutôt de suivre une approche émique, qui vise à analyser les « mouvements déplaisants » pour eux-mêmes et de l'intérieur, en accordant une attention méticuleuse aux discours et aux représentations des acteur·rices. Cette approche permet de voir que « les assauts contre les droits des femmes ou des personnes LGBTI+ participent

d'un projet plus large, qui s'efforce d'établir un nouvel ordre politique, moins libéral et moins démocratique » (Paternotte 2021a, §15), point sur lequel ce mémoire tente de contribuer. De l'autre, les études prenant le cyberspace et les réseaux sociaux en tant que terrain de recherche sont également à un stade de développement récent. Mener une recherche sur un terrain en ligne, avec des outils numériques, vise à explorer les possibilités méthodologiques qu'ils permettent et à participer à la réflexion sur la valeur heuristique des données en ligne.

La pertinence sociale de cette recherche se veut également double, le cyberspace étant le premier contexte de survenance de LGBTIphobies, selon tous les rapports publiés par l'association SOS Homophobie depuis 2009, mais aussi l'un des premiers espaces d'exposition des individus de 12-25 ans appartenant à la communauté LGBTI+. Ce constat, croisé aux conclusions des recherches sur l'impact des LGBTIphobies sur la santé mentale et le bien-être des individus LGBTI+ (Lévy et al. 2009 ; Ștefăniță et Buf 2021), m'incite à approfondir les connaissances sur ce phénomène, et à considérer ce mémoire comme une forme de rétribution envers le travail mené par les chercheur·es travaillant sur le phénomène anti-genre, et les associations qui luttent pour le progrès des droits LGBTI+.

Pour approcher ces questions et développer les pistes théoriques annoncées, cinq chapitres seront présentés. Le premier chapitre propose une contextualisation historique des mouvements LGBTI+ français, et des forces d'oppositions qui se sont constituées face au progrès des droits pour les minorités sexuelles et de genre. Dans le second chapitre, je présente une revue de la littérature portant sur l'utilisation du cyberspace par les mouvements conservateurs et d'extrême-droite, particulièrement dans le cadre des campagnes anti-genre numériques. À la suite, je propose le cadre théorique qui guide mon analyse, dont la construction se trouve au croisement de la sociologie des mouvements sociaux, de la communication politique et de l'analyse critique de discours. Dans le troisième chapitre, la démarche méthodologique qui a permis la réalisation de ce mémoire est présentée, de la configuration du dispositif de collecte à l'analyse des données. Le quatrième chapitre décrit l'échantillon *big data* qui fut collecté à l'aide de méthodes quantitatives, et permet d'approcher les éléments discursifs employés dans ce corpus, en vue de l'analyse qualitative. Le cinquième chapitre présente l'analyse critique d'un ensemble de *tweet* sélectionnés, et les réponses aux questions de recherche précédemment définies. Une discussion sur l'ensemble du mémoire permet finalement de clore cette recherche, et d'ouvrir des pistes à explorer.

CHAPITRE 1 : CONTEXTUALISATION

Du mouvement social LGBTI+ français, et de son « contre-mouvement »

Ce premier chapitre présente une contextualisation socio-historique du mouvement LGBTI+ français, en relation avec les différentes forces d'opposition à l'égalité des droits des minorités sexuelles et de genre. Selon Tilly et Wood (2019), l'approche socio-historique permet, dans l'étude des mouvements sociaux, d'expliquer l'apparition de caractéristiques spécifiques des mouvements étudiés, d'identifier les changements significatifs dans leur activité, et de souligner les évolutions des conditions politiques dans lesquelles prennent place les luttes sociales. En plus des productions en sciences humaines et sociales sur l'histoire du mouvement LGBTI+ et de ses détracteurs, le travail d'archives mené par AIDES depuis 1984, ainsi que le travail mené par SOS Homophobie depuis 1997, ont été des ressources essentielles pour le développement de ce chapitre, permettant de se replonger dans ces années d'actions et de débats, à l'aide d'une chronologie qui souligne les principaux acteur·rices à l'œuvre pour lutter en faveur, ou en défaveur, des droits LGBTI+.

Ainsi, en prenant pour point de départ l'émergence des mouvements gais, lesbiens et trans, à partir des années 1960, je procède au balisage de l'histoire d'un mouvement social, et de ce qui s'apparente à son contre-mouvement, par une segmentation en trois temps. Je présente d'abord l'émergence des mouvements gais, lesbiens et trans en France avant les années 2000, et les stratégies d'exclusion à l'œuvre du côté de l'opposition. J'aborde ensuite l'institutionnalisation de ces mouvements sous le sigle LGBT¹ et l'ouverture vers une reconnaissance des droits revendiqués, par l'État français, et par les institutions européennes – ouverture qui s'accompagne cependant d'une organisation de l'opposition. J'expose finalement l'arrivée de la « théorie du genre » en France, à partir de 2011, et l'émergence de mobilisations contre le « genre » dans la foulée des débats sur le mariage et l'adoption pour tous·tes. En conclusion de ce chapitre, je propose un aperçu concis des années qui ont suivies l'adoption des lois sur le mariage et l'adoption pour tous·tes, aperçu qui sera complété par la revue de littérature lors du second chapitre.

¹ Au long du mémoire, la désignation LGBTI+ (Lesbienne, gai, bi, trans, intersexe, +) est employée en tant que désignation principale du mouvement français – cependant, par souci de chronologie, ce premier chapitre comprend également la désignation LGBT.

I. 1960 – 1996 : Émergence et organisation des mouvements sociaux gais, lesbiens et trans en France

Grâce à une floraison récente d'études sur l'histoire des minorités sexuelles et de genre, la littérature propose plusieurs points d'entrée pour retracer l'histoire des mouvements français luttant pour l'égalité des droits, indépendamment de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre. Les prémises d'un mouvement social homosexuel français peuvent être identifiées dès 1950, dans les archives de la revue « Arcadie », qui s'adressait aux personnes homophiles en émettant une volonté de rassemblement et de socialisation (Roussel 1995a) - tout en prônant la discrétion et l'intégration (Tamagne 2006). Pour autant, les premiers contours des identités homosexuelles et trans' peuvent se retracer dans leur rapport aux autorités médicales.

I.1. Minorités sexuelles et de genre sous le regard médical

Il est possible d'identifier les traces d'une identité homosexuelle à la fin du XIX^e siècle, « alors que l'emploi du terme homosexuel se répand, que les médecins définissent précisément l'homosexualité et que les lois condamnant les actes homosexuels se mettent définitivement en place » (Tamagne 2000, cité dans Prearo 2010, 28). Selon Tousseul (2016a), la définition de l'homosexualité en tant que maladie mentale, par la psychiatrie, permet de maintenir un ordre moral qui réprime les sexualités indésirables (qui ne servent pas à la procréation), en remplaçant « le curé [...] par le médecin qui prêche pareillement la conduite saine et celle qui rendrait malade » (Foucault 1974, cité dans Tousseul 2016b, §8). Cet ordre sexuel, légitimé par des considérations scientifiques, ouvrira la porte à des législations visant à condamner l'homosexualité (Tousseul 2016c, §13), ainsi qu'à des expérimentations par des psychiatres puis par des psychanalystes sur les personnes homosexuelles (Tousseul 2016d, §18) – renvoyant aujourd'hui aux thérapies de conversion, pratiques qui visent à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne. L'homosexualité cessera d'être considérée comme une maladie mentale par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 1990, puis en 1992 en France. Les thérapies de conversion seront interdites le 31 janvier 2022.

La façon de penser les identités trans a suivi une logique comparable : « Le phénomène a d'abord été inexistant, puis c'est devenu une maladie, et aujourd'hui, c'est aussi un mouvement

social qui demande des droits » (Alessandrin, cité dans Mouzon 2014a, §2). Aussi, le terme de « transsexuel » a été introduit par l'endocrinologue américain Harry Benjamin en 1953, et « désigne des personnes qui se sentent appartenir à l'autre sexe et éprouvent le besoin de modifier leur corps » (Mouzon 2014b, §5). Celui-ci était favorable au libre accès aux traitements hormonaux-chirurgicaux, et a contribué à l'acceptation des personnes trans' dans le champ de la psychiatrie – acceptation qui s'est accompagnée d'une condition : « Puisque les trans' étaient considérés comme des malades, il fallait établir un diagnostic et définir les critères qui ouvriraient ou non l'accès au traitement » (Mouzon 2014c, §11). Ces protocoles pouvaient ainsi interdire « à certains trans' des opérations chirurgicales de modification corporelle, tout en en imposant à d'autres, comme la stérilisation, condition nécessaire pour changer d'état civil » (Beaubatie 2014). En France, le « transsexualisme » n'est plus considéré comme une maladie mentale depuis 2010, précédant l'OMS, qui retirera la transidentité de sa liste des maladies mentales en 2019.

En attendant la dépathologisation de l'homosexualité et des transidentités, les mouvements gais, lesbiens et trans ont dû s'organiser pour résister aux discours médicalisant, et aux pratiques qui en dérivent. Selon Espineira (2011, §2), la première étape majeure dans la structuration des luttes sociales trans, en France, se traduit par l'apparition des premiers groupes d'autosupport trans, comme l'Association d'aide aux malades hormonaux ou l'Association Beaumont Continental – associations qui « organisent leur action autour de l'autosupport et de l'aide psychologique, et œuvrent en faveur de l'intégration sociale des personnes trans » (Jutant, Pluen et Zimmerman 2023a, §8). Du côté des minorités sexuelles, la création en 1971 du Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR), après l'émission de radio de Ménie Grégoire intitulée « l'homosexualité, ce douloureux problème », est identifiée comme le « mai 1968 » différé de l'homosexualité française (Jackson 2006a, §31). S'inscrivant en rupture avec le mouvement homophile représenté par l'Arcadie, devenu depuis un symbole de l'homophobie intériorisée (Jackson 2006b, §73), le FHAR a été une forme de *coming out* pour les minorités sexuelles, en se présentant comme un mouvement revendiquant la différence plutôt que l'indifférence, avec pour premier communiqué : « Les homosexuels en ont marre d'être un « douloureux problème ». Ils veulent faire éclater la famille patriarcale, base de cette société préoccupée de thérapeutique. Toubib, soigne-toi toi-même ». (FRAH 1971, cité dans Roussel 1995b, 5). Ainsi, les mouvements œuvrant pour les droits des minorités sexuelles et de genre ont ouvert leurs luttes sur un rapport conflictuel avec les

autorités médicales et leurs discours pathologisant, en raison de l'exclusion sociale qu'elles légitiment.

I.2. Mouvements de libération gais et lesbiens, ou de la suppression d'un double standard

En plus de leur lutte contre la pathologisation, l'une des premières revendications des mouvements gais et lesbiens des années 1970 était de faire tomber la séparation des sphères publiques et privées, personnelles et politiques (Jackson 2006c, §89), en voulant « lier libération politique, lutte des classes et défense de l'homosexualité » (Bérard et Sallée 2015a, §9). Portant une critique ouverte et radicale à la société conformiste, hétérosexuelle et capitaliste, « l'ennemi [du FHAR] n'était pas seulement l'État et la société qui essayait de réprimer l'homosexualité, mais également des organisations comme Arcadie qui s'efforçaient de la « normaliser ». » (Jackson 2006d, §31). Avec une activité principalement concentrée entre 1971 et 1972, le FHAR s'est dissous en 1974, en raison de luttes internes (Jackson 2006e, §31), et fut remplacé par le Groupe de Libération Homosexuelle (GLH). Porteur d'un discours unificateur, le GLH dénonce les multiples oppressions auxquelles sont confrontées les personnes homosexuelles, « victimes de la discrimination dans les lois, l'emploi, le logement, soumis à l'arbitraire policier et au mépris de l'opinion publique, privés de moyens d'expression » (GLH, cité dans Roussel 1995c, 7). Aussi, dans la seconde moitié des années 1970 s'opère le passage d'une culture révolutionnaire et minoritaire à une culture antidiscriminatoire, passage qui amène à une précision des revendications des mouvements gais et lesbiens, et l'orientation d'une lutte contre la répression et pour les droits humains (Martel 2000a, 78). C'est dans ce contexte qu'est fondé le Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (CUARH) en 1979, comité qui reprendra le flambeau du GLH et qui vise à dépasser « le clivage entre réformistes et révolutionnaires » et à unir les militant·es autour de revendications législatives précises (Bérard et Sallée 2015b, §14). À partir de 1978, les revendications atteignent la sphère politique, en étant reprises par les programmes communistes et socialistes d'une part, ainsi qu'à la vue de la proposition du sénateur Henri Caillavet, qui soumet la même année une loi visant, notamment, à dépenaliser les relations homosexuelles avec des mineur·es de plus de 15 ans (Bérard et Sallée 2015c, §21). En raison des objectifs énoncés en 1979, le CUARH se tourne vers les candidats à l'élection présidentielle de 1981, trouvant des réponses favorables chez les candidats de gauche, et l'absence de réponse du côté de Jacques Chirac et

Valéry Giscard d'Estaing (Bérard et Sallée 2015d, §21) – constat qui dépose une première balise sur les positions des partis de droite quant aux revendications du mouvement social. François Mitterrand sera finalement élu, et adoptera la loi sur l'abrogation en 1982. La suppression de ce double standard quant à la majorité sexuelle affaiblit le narratif normatif social et médical qui constituait l'homosexualité « comme une « perversion » dont les enfants et les jeunes mineurs doivent être protégés, plus que tout autre contact sexuel » (Bérard et Sallée 2015e, §4). Le passage de la loi de l'abrogation en 1982 symbolise le point de départ de la reconnaissance des droits des minorités sexuelles par l'État français, mais cette même année apparaîtra le premier cas de VIH dans l'hexagone.

I.3. Crise du sida : l'organisation d'une communauté endeuillée, et sa stigmatisation

Le déclenchement de la crise du sida en France, et partout dans le monde à des degrés variés, peut être comprise comme un « phénomène social total », soit « un faisceau d'évènements qui agit, bouscule, déplace des politiques, des institutions, des croyances, des pratiques » (Halbwachs s.d., cité dans AIDES 2021a, 2). Avec une dizaine de cas identifiés en décembre 1981, une riposte médicale se met en place courant 1982, notamment par la création du Groupe français de travail sur le sida et la mobilisation de l'Association des médecins gays. Les travaux de l'Institut Pasteur présentent déjà les principales voies de transmission du virus, soit par transmission sexuelle entre les personnes homosexuelles comme hétérosexuelles, par voie sanguine, par échanges de seringues et de la mère à l'enfant – ne reproduisant ainsi pas la même incitation au stigma par le discours scientifique que les instituts de recherche médicale américains, qui donnèrent d'abord le nom de Gay-Related Immune Deficiency au VIH. Il faudra attendre 1983 pour voir se former la première association nationale de lutte contre la maladie : Vaincre le sida (AIDES 2021b, 11). Si une certaine attention est accordée à l'épidémie dans la presse écrite homosexuelle, les militant·es sont dans l'ensemble peu mobilisé·es face à la crise, une grande partie s'interrogeant sur la réalité des discours scientifiques derrière l'alerte lancée (Dodier 2003a, 1), dans la continuité des rapports qu'entretenaient les minorités sexuelles et de genre avec les autorités médicales. En 1984 s'opère un tournant chez les militant·es, entre l'éclatement de « l'affaire du sang contaminé », soit la distribution de lots de sang contaminés par le VIH dans le cadre de campagnes de don de sang, et le décès du philosophe Michel Foucault, le 25 juin, à la suite de la maladie. En réponse à cette

perte, son partenaire, Daniel Defert, créera l'association AIDES, dont l'éthique reposait initialement sur le respect du secret médical, sur le principe de dépistage volontaire, sur la défense de la vie privée et du non-jugement (Martel 2000b, 79). À la fin de cette année, l'ensemble du mouvement homosexuel sera rallié à la lutte collective contre le sida, amenant les sphères médicales et militantes à répondre à la crise « ensemble » (Dodier 2003b, 2).

Au début des années 1980 s'opère également la seconde étape dans la structuration des luttes sociales trans' en France, par l'élaboration du premier protocole de prise en charge médicale des personnes trans au sein d'équipes hospitalières pluridisciplinaires, à l'hôpital Saint-Louis. De ces soins sont systématiquement exclus les « faux transsexuels », ensemble qui représentait près de 80% des demandes et qui comprenait les personnes trans séropositives, travailleuses du sexe, migrantes, homosexuelles ou bisexuelles. Les impacts de la maladie sur la communauté trans sont ainsi largement invisibilisés, en raison de « la permanence des discriminations juridiques et médicales d'une part et de la réprobation morale d'autre part, la transsexualité restant largement associée au travail du sexe » (Jutant, Pluen et Zimmerman 2023b, §11).

Si l'action politique reste hésitante quand est adressé le problème du sida, les contours d'un repli politique contre la « question homosexuelle » commencent à se dessiner. Cette opposition peut notamment s'illustrer par la déclaration de Jean-Marie Le Pen, dans l'émission *L'heure de vérité* (1984), durant laquelle le président du Front National (FN) dit d'abord « ne pas considérer l'homosexualité comme un délit, mais de toute évidence comme une anomalie biologique et sociale », pour ensuite présenter « la dénatalité comme une des conséquences de l'homosexualité [...] désignant ainsi l'homosexualité comme une menace pour la France, tout « comme l'immigration » (Le Pen 1984, cité dans Igounet 2016). En présentant l'homosexualité comme une anomalie, Jean-Marie Le Pen diffuse un discours hétéronormatif, soit un discours soutenant l'idée que « l'attirance et les relations hétérosexuelles sont la forme normale de la sexualité » (Barker 2014, 858). Mobiliser un discours hétéronormatif permet de produire, reproduire et entretenir l'idée d'une « hiérarchie sexuelle », selon laquelle « il existe une hiérarchie d'acceptabilité des pratiques sexuelles, plaçant le sexe dans un couple marié hétérosexuel et monogame comme idéal, normal et moral » (Rubin 2011, cité dans Gringas-Dubé 2020, 17). Une manière d'affirmer la supériorité hétérosexuelle est de présenter les conséquences de l'existence des minorités sexuelles, responsables de la dénatalité, de « l'hiver démographique » que la France risque de connaître selon

le président du FN – argument qui fait écho avec les politiques d’accroissement de la natalité, qui sont au cœur de l’idéologie frontiste de l’époque (Krepak 2021, 55). L’argument nataliste s’inscrit dans le discours nationaliste, qui place les naissances et la reproduction comme une priorité nationale (Bergeron et Jenson 2005, 88), permettant d’assurer la place de la femme en tant que « mère de la nation », et l’homme comme acteur reproducteur, et protecteur de la famille nucléaire hétérosexuelle, comme de la communauté nationale imaginée (Coetzee 2021a, 129). En intégrant le concept d’économie libidinale, il apparaît que l’homme homosexuel, en ne participant pas aux investissements sexuels qui créent du capital humain, participe à l’affaiblissement de la nation (Coetzee 2021b, 103) et peut être pointé du doigt comme un danger à sa longévité, soit un danger à la natalité française. Les responsables de cet affaiblissement national ne sont autres que le pouvoir en place, alors le Parti Socialiste, « responsable de ce développement de l’homosexualité en France [...] parce qu’ils l’intègrent dans leurs discours » (Le Pen 1984, cité dans *Le Monde* 1984).

Entre 1985 et 1986, de nombreuses initiatives sont mises en place par les associations de lutte contre le sida. À la suite des demandes d’AIDES, l’interdiction de la publicité sur les préservatifs est supprimée, et la sensibilisation à des pratiques sexuelles plus sûres commence en France. Le mouvement social met ainsi en place des campagnes de visibilité, alors que la Sécurité sociale commence à prendre en charge intégralement les soins liés au virus. Au crépuscule de 1986, alors que la communauté scientifique adopte définitivement l’acronyme VIH (virus de l’immunodéficience humaine), le gouvernement de François Mitterrand annonce qu’il a décidé « de faire en 1987 du sida une grande cause nationale » (AIDES 2021c, 15).

La prise en charge de la crise sanitaire par le gouvernement provoquera de nouvelles réactions de Jean-Marie Le Pen, qui déclarera dans l’émission politique *L’Heure de Vérité* (6 mai 1987) : « Je vous rappelle qu’un sidaïque hospitalisé coûte entre 500 000 et un million de francs par an et que le nombre de ceux-ci double tous les huit mois (...) dans les conditions actuelles, il y a rupture très grave de l’équilibre de la Sécurité sociale. (...) Le sidaïque est contagieux par sa transpiration, ses larmes, sa salive, son contact. C’est une sorte de lépreux ». (Le Pen 1987, cité dans AIDES 2022a).

La première apparition du terme « sidaïque » peut être retracée en 1986, par le journaliste d’extrême droite Guillaume Faye ; et ne partage sa construction, dans la langue française, qu’avec le terme « judaïque », exposant un néologisme teinté d’antisémitisme (AIDES 2022b). Cette déclaration de Jean-Marie Le Pen ouvrira la porte à un ensemble de déclarations, campagnes de

communication et prises de position sérophobes (discriminatoire envers les personnes séropositives) par les membres du FN – par exemple la campagne de recrutement du FN en 1990, qui appelle à rejoindre ses rangs par l'utilisation de l'acronyme SIDA pour désigner : « Socialisme, Immigration, Drogue, Affairisme » (AIDES 2022c).

L'expression décomplexée de l'opposition déclencherà des réactions aussi bien des institutions gouvernementales que de la sphère militante. Au cours des années 1988 et 1989, plusieurs institutions gouvernementales sont créées dans la continuité du plan de lutte contre la crise annoncé en 1987, comme le Conseil national du sida, et l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS), agence chargée de la prévention et de la communication gouvernementale sur le sida (AIDES 2021d, 17). L'AFLS sera responsable dans la décennie de 1990 de plusieurs campagnes de sensibilisation, qui s'attacheront à une représentation alors inédite en France, d'hommes gais et bisexuels, en couple ou ayant plusieurs partenaires, centrées autour de pratiques sexuelles plus sûres, par l'usage de préservatifs et de lubrifiant : « Quand vous faites l'amour avec Gilles, pensez à protéger Jérôme » (AFLS 1995, cité dans Eribon 2003, 432).

Du côté militant, une activité forte continue. En 1989, Daniel Defert prononce le discours « un nouveau réformateur social : le malade », dans lequel il propose « une analyse du rôle des personnes [séropositives] dans la construction de la réponse sociale à l'épidémie (Journal du Sida 1989) en retraçant l'évolution de l'épidémie et les actions communautaires, les actions venues d'en bas qui ont permis d'organiser une lutte, un combat auquel les autorités gouvernementales et politiques, la société civile et une partie du corps médical refusaient de s'attaquer. La même année est créée Act Up Paris, première association en France à revendiquer la construction d'une communauté homosexuelle, soit d'un ensemble organisé capable de faire pression sur les médias et les institutions par des actions collectives performatives (Broqua, de Busscher et Pinell 1997a, 59), telle que la Gay Pride de Paris en juin 1990, place de la Bastille, durant laquelle de nombreux militant·es se sont allongé·es lors d'un *die-in* (Broqua et de Busscher 2003a, 20) ou bien lorsque les militant·es d'Act Up-Paris habillèrent l'obélisque de la Place de la Concorde, à Paris, d'un préservatif rose géant sans autorisations, en 1993 (AIDES 2021e, 27). Les années 1990 sont également significatives dans l'organisation du milieu associatif trans, avec une densification des organisations d'autosupport et d'entraide, et leur structuration sur l'ensemble du territoire français. La création de l'association Prévention action santé travail pour les transgenres, dont « l'action est

centrée sur la démarginalisation, la reconnaissance et l'intégration sociale » des personnes trans', (Espineira 2015, §10) jouera un rôle déterminant dans leur prise en compte au sein des luttes contre le VIH (Jutant, Pluen et Zimmerman 2023c, §12). En 1996 arriveront les traitements de trithérapie, traitements qui permettent une baisse considérable du nombre d'hospitalisations et de décès à la suite de la maladie du sida (AIDES 2021f, 30).

La gestion de la crise sanitaire aura illustré la combinaison d'action sociale et politique par les militant·es gais, lesbiens et trans français (Broqua, de Busscher et Pinell 1997b, 60). Si la révolution sexuelle a révélé au grand jour des modes de vie gais et lesbiens radicalement à contre-pied avec la norme hétérosexuelle, la crise du sida a fait émerger l'existence du couple homosexuel, et l'inexistence d'un statut juridique l'encadrant. De cette carence juridique ont découlé plusieurs formes d'exclusions que la crise sanitaire et sociale a particulièrement rendues visibles, telles que l'impossibilité de visiter son partenaire à l'hôpital, d'assister à ses funérailles ou d'être compris dans la succession de ses biens en cas de décès (Borrillo 2017a, 3). Une forme de rupture s'opère donc avec les mouvements des années 1970 : pour des raisons pratiques, pragmatiques, les mouvements gais et lesbiens des années 1990 cherchent l'intégration et la reconnaissance juridique, plutôt que l'émancipation et la révolution – ils adoptent « une démarche bien plus utilitariste afin de régler les problèmes de la vie quotidienne des personnes séropositives » (Borrillo 2017b, 3). Pour reprendre les mots de Philippe Adam (1999), « on passe du bonheur dans le ghetto au bonheur domestique » (cité dans Borrillo 2017c, 4). Du côté de la société civile s'est également opéré un changement au cours de la crise sanitaire, dans leur perception des personnes homosexuelles et leur acceptation. Ce changement s'illustre par les résultats de différents sondages entre 1980 et 1999, qui montrent qu'en 1996, la majorité de la population considère « que les couples homosexuels devraient avoir le droit d'hériter l'un de l'autre » (77%), « bénéficier des réductions des couples sur les transports » (60%) ou de « bénéficier des mêmes avantages que les couples pour les impôts » (59%) (Broqua et de Brusscher 2003b, 22). Finalement, la crise sanitaire aura permis l'évolution des dynamiques à l'œuvre entre les autorités et les minorités sexuelles et de genre - en partant d'une répression par l'État légitimée par un discours médical, la crise du sida permettra la coopération des militant·es avec les autorités médicales, et la reconnaissance des couples homosexuels par l'État.

II. 1997 – 2010 : Des mouvements « anti-PaCS » à l'émergence de campagnes contre le « genre » en Europe

Les événements des années 1980-1990 ont également permis aux forces d'opposition, qui furent ici représentées par le FN, d'ouvrir un discours politique sur « la question homosexuelle ». D'une part, la suppression du double standard concernant la majorité sexuelle, en 1982, a permis d'alimenter un discours nationaliste basé sur un argument nataliste, qui permet de présenter « l'homosexualité comme une menace pour la France, au même titre que l'immigration ». De l'autre, la crise du sida et la forte proportion de personnes marginalisées qui furent touchées, dont les personnes homosexuel·les et trans', mais aussi les consommateur·rices de drogue et les travailleur·euses du sexe, a permis à cette même force d'opposition de porter un discours stigmatisant sur les personnes séropositives, les comparant à « une sorte de lépreux » qui impose un coût au contribuable. Aussi, à l'aube des années 2000, alors que l'État français commence à reconnaître les couples homosexuels, s'opère une convergence d'un ensemble d'acteur·rices hétérogène, uni·es dans leur rejet de « la question homosexuelle ». Cette formation sera particulièrement visible à l'heure des débats sur le PaCS.

II.1. Les débats sur le PACS, ou de la formation d'un contre-mouvement

L'évolution des revendications portées par les militant·es ainsi que les progrès dans la perception de l'homosexualité par les institutions et la société civile ont balisé la voie vers un changement majeur à la fin du millénaire, avec la proposition du projet de loi sur le Pacte Civil de Solidarité (PaCS), en 1998. L'option du PaCS visait à combler le vide juridique entourant les couples de même sexe, en proposant un contrat distinct du mariage qui facilite tout de même l'organisation de la vie commune de deux personnes majeures – permettant d'accéder à une partie des droits et obligations accompagnant la vie conjugale, comme les aides sociales et le droit à la succession (Service Public 2023).

Autour de l'adoption de ce projet de loi a émergé un mouvement d'opposition, qui deviendra la première mobilisation visible et de masse opposée aux droits des minorités sexuelles – le mouvement « anti-PaCS ». Au niveau politique, un premier blocage apparaît de la part de députés des partis de droite, comme Philippe de Villiers, alors dirigeant du parti Mouvement pour

la France (devenue Rassemblement pour la France) et Christine Boutin, alors membre de l'autre principal parti de droite Union pour la démocratie française (UDF) (Grosjean et Perrignon 1998). Si le FN n'occupe pas de place dans les débats, faute de sièges à l'Assemblée Nationale, son président exprime fermement son opposition par les canaux médiatiques : « le FN [...] est résolument contre le PACS, qui est une mesure démagogique visant à conquérir une partie peut-être de l'opinion homosexuelle, mais qui a pour inconvénient d'affaiblir encore la famille » (Le Pen 1999, cité dans Vie Publique 1999). L'intersection d'intérêts des groupes religieux et conservateurs, scientifiques et académiques (Lampmann 2014a, 14) a permis à l'opposition au projet de loi de former un mouvement social, dont l'action collective culminera lors des mobilisations du 31 janvier 1999, organisées par le collectif « Générations anti-PaCS ». Rassemblant près de 100 000 personnes à Paris, cette manifestation comprendra une expression forte de la société civile – avec des slogans tels que « Deux papas, deux mamans, bonjour les dégâts » (Forcari et Grosjean 1999a) ou bien « Pas de neveux pour les tantouzes » (Écoiffier 2013), ainsi qu'une forte représentation politique, avec la présence de membres de tous les partis de droite et d'extrême-droite de la scène politique française (Forcari et Grosjean 1999b). Lampmann (2014b, 16) notera par ailleurs que « l'Église catholique n'a pas pris le rôle d'agresseur dans toutes les discussions à propos du PaCS », bien que ce propos soit à nuancer. Si l'institution en tant que telle n'a pas émis un discours réprobateur, elle ne reconnaît tout de même pas les couples homosexuels. Par ailleurs, l'appel à la mobilisation fut lancé par Christine Boutin, représentante de la droite catholique française, et la représentation des évêques lors de la mobilisation fut assurée par Tony Anatrella, prêtre et psychanalyste français, qui inspirera largement les conceptions catholiques françaises autour du « genre », notamment par son ouvrage « La différence interdite » (Stambolis-Ruhstorfer et Tricou 2018a, 151). En outre, la conceptualisation du « genre » par l'église catholique et le Vatican avait déjà été initiée en stratégie de fond, notamment par le discours tenu par le Vatican lors de la Conférence du Caire (1994), première apparition de la notion d'« idéologie du genre » pour désigner l'ensemble des idées et des objectifs propres aux mouvements gais et féministes, qui serait la cause de l'adoption nouvelle de droits sexuels et reproductifs à travers le monde (Paternotte et Kuhar 2018b, 20).

Finalement, le projet de loi sur le PaCS sera validé en octobre 1999, après près de 120 heures de débats au parlement, en imposant malgré tout une différenciation des droits des couples homosexuels et hétérosexuels, en excluant d'emblée le droit d'adopter un enfant et de faciliter

l'obtention de la citoyenneté française à un partenaire après qu'il se sera installé et mis en couple en France (Lampmann 2014c, 17). À l'aube des années 2000, il reste encore un long chemin à parcourir pour que les minorités sexuelles aient des droits égaux à ceux des personnes hétérosexuel·les – et un chemin d'autant plus long pour que les minorités de genre voient leur existence reconnue par l'État, et qu'elles accèdent aux mêmes droits que la majorité cisgenre.

II.2. Apparition de l'espace de militantisme LGBT, et de l'Internet

Le début des années 2000 semble à la célébration. La Lesbian and Gay Pride réunit un demi-million de personnes à Paris, après un mois de festivités dans différentes municipalités françaises. À côté des militant·es se trouvent des réseaux étudiants, des salarié·es et des commerçant·es, ainsi que les grandes structures nationales de défense des droits de l'Homme tel qu'Amnesty International (Broqua et de Busscher 2003c, 20). Rodés par l'expérience militante à l'aune de la crise du sida et des débats sur le PaCS, les mouvements gais et lesbiens s'organisent pour élaborer des stratégies d'action politique communes et réorganiser le mouvement, ce qui illustre une réelle professionnalisation des groupes et militant·es dans leur capacité à dialoguer avec les autorités publiques et à organiser des actions revendicatives (Prearo 2015a, §21). En 2002, la Lesbian and Gay Pride change de nom pour devenir l'Interassociative Lesbienne, Gaie, Bi et Trans (Inter-LGBT), et désigne officiellement l'ancienne Pride comme la Marche des fiertés lesbiennes, gaies, bi et trans, introduisant au grand public l'acronyme LGBT « comme nouveau discours de mobilisation et nouveau discours militant » (Prearo 2015b, §25). En raison des divisions internes qui ont traversé les mouvements gais et lesbiens depuis la révolution sexuelle, ce sigle permet de symboliser une unité par la création d'un espace du militantisme LGBT, tout en permettant d'exploiter la division associative entre les différentes branches comme ressource politique (Prearo 2015c, §26). Différentes associations regroupées sous le segment du sigle LGBT émergeront et gagneront en importance au cours des années 2000, notamment les associations œuvrant pour les droits et la reconnaissance des personnes trans'. La politisation et la théorisation du mouvement militant trans, ainsi que la démedicalisation progressive du sujet trans, a permis cette « explosion associative », également favorisée par l'essor d'Internet (Alessandrin 2018a, §5). Ce constat s'applique également à l'émergence du mouvement intersexe (Gosselin 2014a). L'apparition des forums a ouvert la possibilité d'échanger en ligne, avec d'autres individu·es LGBT également

connecté·es, permettant le partage de savoir expérientiel et d'informations, la diffusion des revendications portées par les militant·es, ainsi qu'un mode d'organisation inédit, qui peut passer sous le radar de l'État tout en s'affranchissant des limites physiques (Gosselin 2014b ; Espineira 2015b ; Alessandrin 2018b).

Cependant, l'intérêt pour les espaces en ligne ne grandit pas seulement du côté des mouvements LGBT. Dès 2001, SOS Homophobie intègre une section « L'homophobie sur Internet » dans son rapport annuel, dans laquelle sont présentés des sites de débat politique dans la mouvance nationaliste et catholique, des déclarations sur des forums qualifiant les homosexuels de malades mentaux et de pédophiles, ou d'autres justifiant leur homophobie par la peur irrationnelle que leur crée « les pédés » (SOS Homophobie 2001, 43-4). Cette section « Internet » gagnera en importance au fil des rapports, présentant un ensemble d'acteurs variés à la source de propos homophobes ou transphobes, comprenant des blogs et des sites religieux, d'autres conservateurs et/ou nationalistes, des sites partisans et associatifs, ainsi que des forums comme jeuxvideo.com (SOS Homophobie, rapports 2001 – 2008). Dans le rapport publié en 2005, six thèmes principaux sont identifiés par l'association : le terrorisme intellectuel LGBT et l'importance du « lobby homosexuel », le communautarisme, la décadence, les déviances sexuelles, la pathologie psychique et finalement l'extermination des personnes LGBTQ+ (SOS Homophobie 2005, 61-64). L'association a également noté, dès leur apparition, le « succès » des médias sociaux pour la diffusion de discours homophobes, transphobes et d'opposition aux progrès des droits LGBT (SOS Homophobie 2009). En 2009, Internet devient le premier contexte d'apparition d'homophobie, avec 16% des témoignages portant sur de l'homophobie en ligne (25). Encore aujourd'hui, la haine en ligne est identifiée comme premier contexte de LGBTIphobies (SOS Homophobie 2023).

Parallèlement à l'investissement des espaces en ligne par l'ensemble d'acteurs présentés précédemment, le rapport de SOS Homophobie (2001) présente la désignation d'un « lobby gay » dans les discours d'extrême-droite, comme l'illustre cette déclaration de Jean-Marie Le Pen : « le prosélytisme homosexuel a créé un lobby puissant, alors que l'institution familiale a été abaissée... La destruction volontaire des valeurs de la jeunesse est presque achevée... Le monde politique actuel est en train de préparer la guerre civile » (Le Pen 2001, cité par SOS Homophobie 2001, 39). En raison des positions explicites du président du FN, les questions de l'homoparentalité et des discriminations vécues par les minorités LGBT seront absentes des débats du second tour de

l'élection présidentielle de 2002, qui opposait Jean-Marie Le Pen au président sortant, Jacques Chirac (Gross 2010a, 118). Le second mandat de Jacques Chirac (2002-2007) répondra en partie aux revendications du mouvement LGBT quant à l'encadrement des discriminations homophobes (il faudra attendre 2012 pour que les discriminations transphobes soient considérées), notamment par le passage de la loi n°2004-1486 et la création d'organismes comme la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE). Par ailleurs, ce second mandat a ouvert la voie à cinq années de débats approfondis sur les questions de l'homoparentalité, de l'adoption et du mariage pour tous·tes. Ces débats seront source d'un clivage profond entre les partis de gauche, relativement unifiés sur les revendications LGBT quant à l'adoption et au mariage, bien qu'ils soient toujours divisés sur la PMA, et les partis de droite et d'extrême-droite, qui sont fermement opposés à l'avancée sur l'ensemble de ces questions (Gross 2010b, 118). Parmi les figures d'opposition à l'œuvre dans ces débats, il est pertinent de relever la participation de Jean-Marie Le Pen, Philippe de Villiers et Christine Boutin, déjà présents dans les mouvements « anti-PaCS ». Plusieurs membres de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) et de l'Union pour la démocratie française (UDF) exprimeront des positions explicitement homophobes, dont Christian Vanneste, qui sera condamné en 2006 pour injure homophobe (SOS Homophobie 2006, 49). Des figures ecclésiastiques se prononcent également, comme le président de la Conférence des évêques, Jean-Pierre Ricard (SOS Homophobie 2005, 20), ou le patriarche orthodoxe de Russie Alexis II, qui déclarera devant le Conseil de l'Europe : « Si certains se livrent à une propagande en faveur de l'homosexualité, il est du devoir de l'Église de dire où est le Bien car l'homosexualité est une maladie qui modifie la personnalité de l'homme » (SOS Homophobie 2007, 188).

D'autres types d'acteurs apparaissent, notamment des institutions culturelles et gouvernementales, comme l'armée et la police, des médias de droite, tel que le journal Valeurs Actuelles, ainsi que des groupes et des associations, comme l'association « SOS Papa », qui veut protéger les pères de famille hétérosexuels, en diffusant un discours qui associe l'homosexualité à la pédophilie, voir à la zoophilie (SOS Homophobie 2003, 20). En ligne comme hors-ligne, un mouvement d'opposition au progrès des droits LGBT se forme en France, dans la continuité des mouvements « anti-PaCS ». Les revendications LGBT concernant le droit au mariage, à l'adoption et l'accès à la PMA, seront un enjeu important des élections présidentielles de 2007, mais l'élection de N. Sarkozy ne favorisera pas leur approfondissement, malgré le passage d'une loi reconnaissant le statut de « beau-parent » (Gross 2010c, 121).

Aussi, entre les années 2000 et 2010, un décalage se forme entre les directions nationales sur les enjeux LGBT, et les directions régionales, soit celles suivies au niveau européen.

II.3. Vers une Europe arc-en-ciel

Les années 2000 marquent le renouveau du processus d'intégration européenne, qui passe notamment par une action politique significative des institutions européennes pour l'avancée des droits LGBTI+ au niveau régional, ainsi que l'arrivée de progrès nationaux majeurs dans différents états membres. Aux niveaux nationaux, les Pays-Bas ouvrent le bal, en autorisant le mariage et l'adoption pour les personnes homosexuelles dès 2001, suivi de près par la Belgique, qui adoptera le mariage en 2003 et l'adoption en 2006, la Suède, qui autorisera l'adoption en 2003 et le mariage en 2009, et l'Espagne, qui adoptera les deux mesures en 2005 (ILGA 2023).

Au niveau régional, l'Union européenne (UE) en tant qu'organisation se veut être un vecteur d'inclusion et d'homogénéisation, en faisant passer des mesures législatives communes à l'ensemble des états membres, par exemple avec la reconnaissance obligatoire depuis 2004 des demandes d'asile sous motif de persécution dû à l'appartenance à la communauté LGBTI+, ou par l'adoption d'une résolution contre les discriminations à l'encontre des personnes homosexuelles par le Parlement européen, en 2005. Si toutes les ambitions ne sont pas réalisées, certaines demandes seront précurseuses en matière de droits LGBTI+, comme en 2003, lorsque le Parlement européen « demande que les homosexuels puissent bénéficier du droit au mariage et à l'adoption d'enfants », sur la base de la Charte des droits fondamentaux de l'UE (SOS Homophobie 2006). Ainsi, dès le début des années 2000, l'UE s'est engagée vers le progrès des droits LGBTI+, bien que l'affirmation d'une direction politique régionale semble s'accompagner d'un retour de bâton.

Effectivement, l'adoption de la résolution contre l'homophobie a d'abord déclenché de vives réactions, de la part du représentant des évêques d'Europe, puis du cardinal Camillo Ruini, chef de l'Église catholique italienne (SOS Homophobie 2006, 49). Cette précision est loin d'être anecdotique, car l'opposition religieuse aux directions européennes sera à la source du discours unificateur du mouvement étudié ici : le discours anti-genre. Dans la continuité des conférences susmentionnées du Caire (1994) et de Beijing (1995) sont apparues des productions scientifiques sur « la théorie du genre », des ouvrages, des lexiques rédigés par des intellectuel.les, des militant.es et des journalistes reconnu.es par le Vatican (Paternotte et Kuhar 2018c, 23). Inventée

par l'Église Catholique, puis développée théoriquement et discursivement près d'une décennie durant, la notion d'« idéologie du genre » commencera à se diffuser au sein des mouvements conservateurs et d'extrême-droite européens vers la moitié des années 2000, avec une diffusion différenciée selon les États, leur trajectoire culturelle et l'avancée des droits des femmes et des droits LGBTI+ au niveau national (Paternotte et Kuhar 2018d, 20-7). La notion d'« idéologie du genre » peut se définir comme un signifiant vide ou flottant, soit « comme une notion qui veut dire tellement peu de choses qu'on peut lui faire dire beaucoup de choses » (Paternotte et Kuhar 2018f, 27). En raison de la caractéristique « flottante » du signifiant qu'est l'idéologie du genre, son emploi est adaptable à des contextes et à des objectifs politiques différents, en faisant un discours opportun pour faire un appel symbolique, soit pour essayer d'articuler un ensemble d'acteurs aux intérêts et aux objectifs différents contre un ennemi commun : « le genre ». Cinq enjeux principaux seraient à l'agenda anti-genre, soit les droits sexuels reproductifs, les droits LGBTQ+, les droits à l'éducation sexuelle, la lutte contre les violences du genre, et la législation contre les discours de haine et discriminatoires. Le caractère flexible de ce discours va permettre aux différentes formations nationales de choisir leur cible parmi ces cinq points, selon le contexte, l'idéologie du parti et le public cible (Paternotte 2020, 314-8). Aussi, l'Église catholique espagnole mentionne l'« idéologie du genre » pour la première fois en 2001, on commence à parler d'« antigenderism » en Allemagne dès 2006, et l'Italie voit émerger le premier rallye pour la famille, « Più Familia », qui réunit plus d'1.5 million de personnes en 2007. La France n'intègre pas directement le discours anti-genre, bien que les figures d'opposition ne soient pas en reste de leurs homologues européens, comme cela fut présenté précédemment.

Les années 2000 à 2010 ont été significatives pour le mouvement LGBT, avec le passage du PaCS, la restructuration et la professionnalisation du mouvement social, et un soutien affirmé de la part des institutions européennes. Cependant, c'est au cours de cette décennie qu'a su s'organiser un mouvement d'opposition national, comprenant des figures politiques, médiatiques et ecclésiastiques, ainsi que des intellectuel·les et des membres de la société civile. Ce mouvement, qui émerge lors des mobilisations « anti-PaCS », a su investir les espaces hors ligne comme en ligne pour s'octroyer une place dans l'univers du discours politique français. Alors que des campagnes anti-genre commencent à émerger chez des voisins européens, le mouvement d'opposition constitué cette décennie a préparé un terrain fertile à leur développement en France.

III. 2011 – 2013 : Arrivée du discours anti-genre dans l'espace français, à l'heure des débats sur le mariage et l'adoption pour tous·tes

Les années 2010 s'ouvrent sur une direction définie pour les mouvements LGBTI+ français. Une confirmation de l'institutionnalisation et de la professionnalisation de ces mouvements est visible, notamment par le recours toujours plus fréquent au langage du droit pour véhiculer les revendications (Paternotte 2013, §33), et l'anticipation de la campagne électorale de 2012, qui peut s'illustrer lors de la Marche des Fiertés LGBT de 2011 : « Pour l'égalité : en 2011 je marche, en 2012 je vote » (*France 24* 2011). Dans la continuité des progrès à l'œuvre dans d'autres pays européens sur le mariage et l'adoption pour tous·tes, les mouvements LGBTI+ français comptent porter ces questions au premier plan des élections présidentielles à venir. En parallèle, il apparaît une difficulté croissante pour les militant·es, les personnalités politiques et les médias d'employer un discours explicitement anti-lgbt ou homophobe. Alors que s'approchent les campagnes électorales, le discours anti-genre prendra donc toute son importance pour traduire son désaccord sur les questions LGBT « sans donner l'impression d'être motivé par l'homophobie ou la « pathologisation. » » (Stambolis-Ruhstorfer et Tricou 2018b, 151).

III.1. L'apparition de la « théorie du genre » sur le territoire français

Selon Stambolis-Ruhstorfer et Tricou (2018c, 145-6), les années 2010 marquent la « percée médiatique » des discours anti-genre en France, « via une série de contre-mobilisations à l'initiative d'organisations catholiques conservatrices », qui « ciblent très ouvertement les politiques éducatives françaises ». Ces contre-mobilisations passent, par exemple, par le lancement d'une pétition contre « un dessin animé diffusé dans certaines écoles primaires racontant l'histoire d'amour entre deux poissons mâles », ou par la dénonciation des cours d'études de genre à Science Po Paris (Stambolis – Ruhstorfer et Tricou 2018d, 146). En 2011, la sonnette d'alarme est tirée par Philippe Gosselin, face au projet du ministère de l'Éducation nationale visant à enseigner la différence entre sexe et genre aux élèves de lycée (Stambolis-Ruhstorfer et Tricou 2018e, 147) – dénonciation qui sera accompagnée d'une lettre ouverte de Christine Boutin au ministre de l'Éducation Nationale, et d'une pétition en ligne pour supprimer la mention de la « théorie du genre » dans les manuels de Sciences de lycée (*Le Parisien* 2011). Béraud et Portier (2015, 47) noteront d'ailleurs que cet événement marque l'apparition de la thématique de l'enfance en danger

dans les discours de l'opposition aux progrès LGBT. Il faudra cependant attendre que le gouvernement de François Hollande introduise le projet de loi visant à légaliser le mariage et l'adoption pour tous·tes, en 2012, pour que les campagnes anti-genre s'étendent des sphères catholiques conservatrices à la scène publique.

III.2. Première vague des débats, avant le passage du mariage et de l'adoption pour tous·tes

Le dévoilement des 60 propositions du candidat à l'élection présidentielle François Hollande, en janvier 2012, vient placer sa 31^e proposition, le mariage et l'adoption pour tous·tes, comme enjeu clivant de cette campagne. Dans le mois suivant cette déclaration, Christian Vanneste parle de la « fameuse légende de la déportation des homosexuels » (*Le Monde* 2012) et relance ainsi le débat médiatique (Prearo 2013a, §18). Le FN condamnera d'ailleurs les propos tenus par Christian Vanneste, illustrant, à l'aube des élections présidentielles, la nouvelle stratégie de dédramatisation de M. Le Pen, élue présidente du FN en 2010. Bien que les positions de Christian Vanneste aient également été condamnées par une grande partie de l'UMP – ce qui illustre ce nouveau contexte dans lequel un discours explicitement homophobe est proscrit, en comparaison au soutien unifié de ses précédentes déclarations – l'ambivalence des positions met en exergue la permanence du clivage gauche/droite sur ces questions, déjà présent lors de la décennie précédente. Ce point sera confirmé par l'opposition de Nicolas Sarkozy à cette législation, qui, « en ces temps troublés [...] ne croit pas qu'il faille brouiller l'image de cette institution essentielle qu'est le mariage » (Sarkozy 2012, cité dans SOS Homophobie 2013, 166).

Barrangou (2018a,) qualifiera ce nouveau tournant de « controverse socio-politique », soit « d'un conflit durable relatif à une décision publique et se dispersant dans une pluralité d'arènes académiques, gouvernementales, parlementaires, judiciaires, militantes, etc... » (Rennes 2011, cité dans Barrangou 2018b, §7). Se saisissant de cette fenêtre d'opportunité, le mouvement LGBTI+ initiera sa campagne d'interpellation des candidat·es aux élections présidentielles et législatives françaises, ÉGALITÉ LGBT 2012. Dans la lignée des mobilisations interassociatives qui ont traversé le mouvement depuis le début des années 2000, ÉGALITÉ LGBT 2012 est une campagne menée par les trois fédérations LGBTI+ nationales (Inter-LGBT, Coordination Inter-pride de France, Fédération LGBT), et soutenue par plus de 160 associations LGBT françaises (ÉGALITÉ LGBT 2012). Cette campagne d'interpellation est d'ailleurs une première victoire pour l'inclusion

et l'appui des revendications des personnes transgenres au sein de l'espace de militantisme LGBT (Prearo 2013b, §44). Elle passe par une campagne commune, une rencontre nationale organisée le 31 mars 2012, et un site de campagne servant de plateforme revendicative commune. La rencontre, tenu aux Folies Bergères à Paris, vient réinterpréter la forme des rencontres de campagnes des candidat.es à l'élection présidentielle, « en y intégrant des intermèdes musicaux de cabaret, des interventions associatives présentant des revendications spécifiques et des témoignages historiques poignants d'ainé.es LGBT. En même temps, les candidat.es ou leurs représentant.es sont invité.es à prendre la parole pendant 15 minutes » (Prearo 2013c, §47). Cette opération permettra au mouvement d'identifier publiquement les candidat.es pro ou anti- « mariage », et de cristalliser leurs positions sur le site de la campagne d'interpellation (Gervais 2013, §7).

François Hollande sera finalement élu en mai 2012, annonçant l'accélération du projet de mariage et d'adoption pour les couples du même sexe, ce qui produira le déclenchement d'une réaction vive au sein de la société civile. Effectivement, la loi d'ouverture du mariage pour tous les couples est une réforme sociale majeure qui implique une redéfinition de l'institution du mariage (Barrangou 2018c, §12), ce qui a été un catalyseur fort pour des actions et une mobilisation importante de la part de l'opposition. Aussi, à la suite des déclarations en septembre 2012 de la nouvelle ministre de la Justice, Christiane Taubira, émerge une première vague de mobilisations opposées au projet de loi sur le mariage et l'adoption pour tous·tes - première vague qui préludera à la naissance du collectif La Manif Pour Tous (LMPT) (Portier et Béraud 2015, cité dans Barrangou 2018d, §9).

III.3. Seconde vague des débats, après le passage du mariage et de l'adoption pour tous·tes

S'ouvre alors une période de contestation et de clivage vive qui illustre l'établissement de la rhétorique contre la « théorie du genre » au sein des groupes d'opposition français. Derrière ce nouveau cadrage discursif « est dénoncé un ensemble de mesures hétérogènes comprenant l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, les droits encadrant l'adoption et la reproduction, l'éducation sexuelle dans les écoles et un certain nombre de directives anti-discrimination de l'UE » (Stambolis-Ruhstoffer et Tricou 2018f, 144).

La première manifestation organisée par LMPT prend place le 17 novembre 2012 dans plusieurs villes de France, 10 jours après l'adoption du projet de loi du mariage pour tous.tes par

le Conseil des ministres (SOS Homophobie 2013, 169). En tête de proue du mouvement se trouve Frigide Barjot, de son vrai nom Virginie Tellenne-Merle. En raison de son histoire croisée avec les milieux gais des années 2000, et de ses performances « hautes en couleur » sur fond de musique techno lors des mobilisations, Frigide Barjot réussit à conférer une étiquette « *gay friendly* » à la Manif pour Tous en indiquant « marcher contre le projet de loi de « mariage pour tous » et contre l’homophobie » (Barjot 2012, cité par Scigacz 2012). Parmi les autres fondateur·rices de La Manif Pour Tous, Xavier Bongibault sert également l’idée d’une mobilisation « *gay friendly* », en s’illustrant par son orientation homosexuelle comme représentant des gays et lesbiennes qui s’opposaient au mariage pour tous·tes. Le troisième angle du triangle, Laurence Tcheng, se veut représenter les « gens de gauche ayant des valeurs conservatrices en matière de famille (Stambolis – Ruhstofer et Tricou 2018g, 156).

D’autres groupes et associations gagnent grandement en visibilité dans ce contexte, soit en gravitant autour de LMPT, soit en émettant une distance avec le collectif. Les Journées de retrait de l’école (JRE) s’inscrivent dans la première catégorie, en étant une association qui vise à protéger les enfants de l’enseignement de la « théorie du genre », en appelant les parents à retirer leurs enfants de l’école une journée organisée, en tant que tactique de contestation. Un autre groupe émerge pour proposer de « surveiller et [de] lutter contre le « *gender* » qui avance masqué à l’école », par un plan « Vigi-gender » (sur le modèle du plan étatique de lutte contre les actes terroristes, le « plan Vigipirate ») (Stambolis – Ruhstofer et Tricou 2018g, 147). Des groupes à tendance radicale, comme l’Institut Civitas, l’Action française, le Printemps Français ou les Hommen, prendront également de l’importance en organisant plusieurs manifestations entre 2012 et 2013, et en rejetant LMPT pour son image « douce et positive ». Comme l’illustrent Stambolis – Ruhstofer et Tricou (2018h, 157), plusieurs des actions collectives élaborées par ces groupes et associations puisent dans le répertoire d’action contemporain des mouvements *queer* et féministes, et dans la mobilisation de symboles pacifiques et progressistes.

Ces mobilisations amèneront également des représentants religieux à monter au front, comme l’illustre la réaction immédiate du cardinal Philippe Barbarin aux déclarations de Christiane Taubira, qui voit dans le mariage pour tous·tes une rupture de société, qui ouvrirait la voie à la polygamie et à l’inceste, ou celle de Gilles Bernheim, Grand Rabbin de France, qui réfute tout argument en faveur du mariage pour tous·tes et déclare la guerre « à la théorie du genre » (SOS

Homophobie 2013, 168). Plusieurs déclarations homophobes d'élus sont enregistrées de députés et maires, très majoritairement à droite et à l'extrême-droite, comme l'illustre cette déclaration du maire UMP, François Lebel : « Et pourquoi interdire plus avant les mariages consanguins, la pédophilie et l'inceste qui sont encore monnaie courante dans ce monde ? » (SOS Homophobie 2013, 110). Par ailleurs, plusieurs universitaires français·es sont invité·es aux réunions publiques de LMPT, comme la professeure de droit Françoise Dekeuwer-Defossez, ou l'enseignant de philosophie Thibaud Collin, afin de mettre en avant un discours « scientifique » qui permet « d'asseoir une certaine légitimité sociale ». Dans cette même logique, une circulation transatlantique des savoirs s'opère entre les mouvements français et leurs « expert·es » allié·es des milieux universitaires nord-américains (Stambolis – Ruhstofer et Tricou 2018i, 153). Des personnalités publiques et membres de la société civile prennent également part aux mouvements anti-mariage pour tous·tes, comme Eric Zemmour, alors journaliste, qui déclarera sur RTL que le « lobby gay [...] a soigneusement préparé son affaire » (*LaDepeche.fr* 2012), ou le pédiatre Aldo Naouri, qui mobilisera son expertise médicale des enfants pour défendre la cause des pères hétérosexuels (Monin 2012). Cette opposition s'est finalement illustrée en ligne, comme présenté par le rapport de SOS Homophobie (2013, 62), qui enregistre 35% des témoignages reçus en raison d'homophobie ou de transphobie vécue en ligne en 2012, chiffre record qui sera battu en 2013 avec 51% des témoignages liés à un contexte en ligne. Les espaces en ligne, et spécifiquement les réseaux sociaux, à l'heure où Facebook et Twitter se popularisent, ont permis d'étendre l'espace de débat public (Cervulle et Pailler 2014b), et se sont vus largement appropriés par les forces d'opposition, comme l'illustre l'apparition de *hashtags* tels que #LesGaysDoiventDisparaitreCar, #TeamHomophobe ou #SiMonFilsEstGay apparaissent (SOS Homophobie 2014, 81). L'ensemble du mouvement, hors-ligne comme en ligne, radicalisera son discours et ses mobilisations après le vote favorable du Sénat au projet de loi, en avril 2013, avec des déclarations de C. Boutin, qui évoque « une guerre civile », ou de Frigide Barjot : « Hollande veut du sang, il en aura. Tout le monde est furieux. Nous vivons dans une dictature. » (SOS Homophobie 2014, 22).

Le projet de loi sur le mariage et l'adoption pour tous·tes sera finalement adopté en mai 2013, bien que le mouvement d'opposition ait su freiner voire redéfinir des parties du projet de loi, notamment sur l'accès à la PMA pour les couples lesbiens ou sur la réduction des charges médicales

dévolues aux personnes transgenres (Stambolis – Ruhstofer et Tricou 2018j, 144). Ces années de clivage auront ainsi permis l’implantation du discours contre la « théorie du genre » parmi les rhétoriques mobilisées pour exprimer son opposition au progrès des droits LGBT.

Conclusion

Ce premier chapitre a permis de contextualiser le développement des mouvements d’opposition aux progrès des droits des minorités sexuelles et de genre, en relation avec la trajectoire suivie par les mouvements LGBTI+ français. Dans un premier temps, j’ai retracé la formation des mouvements gais, lesbiens et trans avant les années 2000. En partant de la définition pathologique des « homosexuels » et des « transsexuels » par les autorités médicales, cette partie a permis de montrer les ambitions d’émancipation et de révolution portées par les mouvements de libération sexuelle, puis la recherche d’intégration et de reconnaissance juridique à l’heure de la crise du sida, alors qu’émergeait l’existence du couple gay aux yeux de la société civile et de l’État. Ces années de crise sanitaire ont également vu apparaître les discours d’opposition à « la question homosexuelle » formulés par les partis d’extrême-droite, qui passaient alors par des arguments natalistes, puis par une stigmatisation des personnes séropositives – en plus des topoï pathologisant et associant l’homosexualité à la pédophilie, qui étaient déjà présents.

Dans un second temps, je me suis concentré sur les avancées ayant pris place à la fin des années 1990, avec l’adoption de la loi sur le PaCS, puis au début des années 2000, alors que se restructurent les mouvements gais, lesbiens et trans sous le sigle LGBT, et que s’opère une « explosion associative », favorisée par l’essor d’Internet. Néanmoins, les débats sur le PaCS s’accompagneront de la formation d’un mouvement « anti-PaCS », première mobilisation visible et de masse pour s’opposer aux droits des minorités sexuelles. Grâce à l’Internet, et dans la continuité des mobilisations « anti-PaCS », un ensemble d’acteurs conservateurs, nationalistes et religieux converge pour former un mouvement d’opposition au progrès des droits LGBT en France. En parallèle, des campagnes contre le « genre » émergent dans d’autres pays européens, comme un retour de bâton aux directions suivies par l’Union européenne sur l’avancée des droits LGBTI+ au niveau régional.

Dans un dernier temps, j’ai présenté l’apparition du discours anti-genre en France, et sa popularisation à l’heure des débats sur le mariage et l’adoption pour tous·tes. Si les débats sont

déjà houleux durant la campagne présidentielle, c'est à partir de l'élection de François Hollande que s'intensifieront les mobilisations contre ce projet de loi. S'opère alors la formation du collectif La Manif Pour Tous, ainsi que d'autres groupes et associations identitaires, catholiques, conservatrices, qui seront accompagnés par plusieurs figures politiques de droites et d'extrême-droite, ainsi que des représentants religieux, des journalistes et des intellectuel·les. Finalement, bien que ces importantes mobilisations aient freiné la réalisation de l'ensemble du projet de loi, le mariage et l'adoption pour tous·tes seront adoptés en mai 2013.

*

Grâce à une action continue des mouvements LGBTI+ après l'acquisition du droit au mariage et à l'adoption, le reste de la décennie sera ponctué de certaines avancées quant à leurs revendications. En 2016, une loi est votée pour que les personnes trans' n'aient plus à produire de documents médicaux pour faire une demande de changement d'état civil – soit à démontrer le caractère irréversible du changement de sexe, au moyen d'une intervention chirurgicale ou d'un traitement hormonal. Cependant, cette procédure est toujours judiciairisée, elle n'est pas toujours gratuite et il existe un risque de remédicalisation de fait, éléments desquels réside un risque d'arbitraire dans le traitement des demandes (SOS Homophobie 2017). Toujours durant le mandat de François Hollande sera conçu un plan de mobilisation contre la haine et les discriminations anti-LGBT sur trois ans, qui passe notamment par l'élargissement des missions de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (DILCRA), devenue DILCRAH, et qui intégrera un ensemble de lois contre les propos injurieux et diffamatoires en raison de l'identité de genre. Ce plan d'action sera renouvelé par Emmanuel Macron, de 2019 à 2022 durant son premier mandat présidentiel, puis de 2023 à 2026, durant son second mandat. Le premier mandat d'Emmanuel Macron a également mené à l'adoption de la loi de bioéthique en 2021, ouvrant la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules – tout en maintenant l'exclusion des personnes trans' de cette procédure, sauf si elles souhaitent renoncer à l'utilisation de leurs gamètes et de leur appareil reproducteur (SOS Homophobie 2020).

Si l'adoption de la loi sur le mariage et l'adoption pour tous·tes semble avoir ouvert la voie à d'autres passages législatifs répondant, en partie, aux revendications des mouvements LGBTI+, les années de mobilisation contre le mariage pour tous·tes ont également permis aux campagnes anti-genre de devenir « une caractéristique durable du paysage français » (Stambolis – Ruhstofer

et Tricou 2018k, 144). Aussi, LMPT continuera ses mobilisations, la dernière manifestation ayant eu lieu contre le projet de loi bioéthique en 2022 ; plusieurs branches du mouvement de 2012-2013 vont s'autonomiser, comme les Veilleurs, ou les Journées de retrait de l'école (JRE), qui renforcera sa rhétorique contre la diffusion de la « théorie du genre » à l'école ; et Christine Boutin continuera de parler de l'homosexualité « comme une abomination » (SOS Homophobie 2015) - mais ce ne sont plus les années du mouvement « anti-PaCS » : elle recevra une condamnation par le tribunal correctionnel de Paris pour provocation publique à la haine ou à la violence envers les personnes homosexuelles (SOS Homophobie 2016). Dans la sphère médiatique, il est pertinent de citer l'apparition de la chaîne CNEWS (anciennement I-Télé jusqu'en 2017), qui hébergera les multiples déclarations transphobes tenues par Geneviève de Fontenay, ancienne présidente du Comité Miss France qui a rejoint les militant.es de la Manif pour Tous depuis 2016 (SOS Homophobie 2020). C'est également sur CNEWS qu'Éric Zemmour déclarera que « les homosexuel.les ne devraient pas avoir d'enfants » (SOS Homophobie 2019). Sur cette chaîne, le futur candidat de droite radicale, aux élections présidentielles de 2022, trouvera un véritable tremplin médiatique pour exprimer des discours contre « la théorie du genre » à l'école, contre la propagande du « lobby LGBT », et plus récemment contre « le wokisme », une « idéologie » voire une « religion fanatique et totalitaire » (Breizh-Info 2022), qui serait importée dans les écoles par « la gauche [qui] veut que vos enfants soient des militants de gauche, voire même d'extrême gauche, des militants antiracistes, immigrationnistes, des écologistes radicaux, 'gender fluid' et furieusement anti-Français. » (Valeurs Actuelles 2022).

Finalement, le climat clivant qui s'est installé lors des débats sur le mariage et l'adoption pour tous·tes a favorisé le développement d'études portant sur le mouvement d'opposition au mariage et à l'adoption pour tous·tes ainsi que sur les campagnes anti-genre, en prenant le cyberspace et les réseaux sociaux comme terrain de recherche. Ces études seront présentées dans le prochain chapitre, au travers d'une revue de la littérature portant sur l'utilisation des espaces en ligne par les mouvements conservateurs et d'extrême-droite, particulièrement dans le cadre des campagnes anti-genre numériques.

CHAPITRE 2 : REVUE DE LITTÉRATURE ET CADRE THÉORIQUE

Campagnes anti-genre numériques : acteurs, thèmes et approches pour les étudier

La forte polarisation de la société française, lors des débats sur le mariage et l'adoption pour tous·tes, a conduit les chercheur·es en sciences humaines et sociales à investir les réseaux sociaux pour étudier cette controverse socio-politique (Cervulle et Pailler 2014c ; Ratinaud 2014 ; Julliard 2015). Depuis, les études basées sur des terrains de recherche en ligne ont proliféré, en se concentrant notamment sur les discours de haine sur Internet (Assimakopoulos, Baider et Millar 2017 ; Siapera, Moreo et Zhou 2018), sur les représentations des musulmans et de l'islam dans les discours en ligne (Törnberg et Törnberg 2016), sur les communautés masculinistes (Waldispuehl 2023a) et la cybermisogynie (Dupré et Carayol 2020), ainsi que sur les utilisateur·rices et les communautés de droite radicale et d'extrême-droite, actif.ves en ligne (Albertini et Doucet 2016a ; Maes 2018a ; Winter 2019a ; Martin 2022a).

Ce second chapitre vise à présenter la littérature développée cette dernière décennie sur l'utilisation des espaces en ligne par les mouvements conservateurs et d'extrême-droite, particulièrement dans le cadre des campagnes anti-genre numériques. À l'issue de la revue de littérature seront définies les questions de recherche qui guident ce mémoire, suivies d'un cadre théorique pour les approcher. Le cadre théorique proposé se trouve au croisement des domaines d'études soulevés par ma problématique. Pour sa construction, j'ai pioché dans la sociologie des mouvements sociaux, la communication politique et l'analyse critique de discours (CDA). La sociologie des mouvements sociaux me procure une approche pour étudier les campagnes anti-genre. La communication politique permet d'apporter une compréhension théorique du cyberspace, et de son utilisation pour la diffusion d'un narratif anti-genre. Enfin, l'analyse critique de discours permet de relier les deux domaines d'études précédents, en donnant un cadre d'interprétation au discours anti-genre retrouvé dans les espaces en ligne.

I. De l'étude du cyberactivisme conservateur

L'apparition d'Internet, des réseaux sociaux et des technologies numériques a largement participé à transformer la réalité sociale ces deux dernières décennies, comme cela fut illustré par le développement des réseaux militant trans et intersexe, au début des années 2000. Selon Dupéré et Loiseau (2017a), le développement du cyberspace, soit « de la mise en réseau d'une représentation modifiée des activités humaines sous forme numérique », a transformé notre réalité sociale selon trois dimensions. Une transformation du rapport à l'espace s'est opérée – en supprimant les limites matérielles de la réalité physique et en permettant l'ubiquité, soit la capacité d'être présent en tout lieu dans le cyberspace. Le rapport au temps se voit également modifié – avec l'apparition d'interactions instantanées, bien qu'inscrites dans une mémoire artificielle qui « suspend le temps » dans le cyberspace. Finalement, les rapports entre les individus se voient aussi transformés – le cyberspace permettant l'expérimentation d'identités par l'anonymat et la distance physique qui sépare les utilisateur·rices, ainsi qu'en ouvrant le champ des cybercommunautés (Dupéré et Loiseau 2017b, 18-32). Face à ces transformations, les chercheur·es en sociologie des mouvements sociaux ont su se saisir de ce nouveau terrain de recherche, devenu un espace de contestation indissociable de l'activisme contemporain (Tucker et al. 2017). Si ce constat s'applique aux mouvements sociaux dits progressistes, les mouvements conservateurs et d'extrême-droite ont également su s'approprier les réseaux numériques pour déployer leur répertoire d'action.

1.1. Étudier les mouvements conservateurs et d'extrême-droite sur le cyberspace

Croiser les études sur le cyberspace à la sociologie des mouvements sociaux a permis de dessiner de nouvelles voies pour étudier les mouvements conservateurs et d'extrême-droite. Ce type de mouvement peut se définir selon au moins trois caractéristiques. Ils peuvent employer des stratégies de recrutement qui mobilisent un narratif de peur et de menace d'un renversement de l'ordre hégémonique (Blee 2017a). Les acteur·rices les constituant voient leur identité individuelle imbriquée dans l'identité collective, par des procédés tels que le floutage entre la vie personnelle et la vie dans le mouvement, ou par l'apparition de pressions internes devant la sortie potentielle d'un membre (Blee 2017b). Finalement, les mouvements conservateurs et d'extrême-droite peuvent avoir recours à un répertoire d'action varié, allant de stratégies partisans à des stratégies

coercitives, en passant par des stratégies « classiques » de l'action collective contemporaine comme la manifestation (Blee 2017c ; Taylor et Bernstein 2019a). Les groupes composant ce type de mouvement se développant généralement dans le secret de leurs membres, les études présentent des limites quant au faible niveau d'accès à des données sur ces groupes (Blee 2017d). De par la prolifération des groupes d'*Alt-right* (droite alternative), ainsi que des sous-cultures misogynes, racistes et LGBTIphobes dans les espaces en ligne (Winter 2019b, 40), l'étude des mouvements conservateurs et d'extrême-droite sur les espaces numériques s'est grandement développée cette dernière décennie, révélant un terrain de recherche fertile qui permet de pallier, en partie, aux limites susmentionnées (Grant et MacDonald 2020a). Les caractéristiques inhérentes au cyberspace ont favorisé son investissement par des acteurs conservateurs et d'extrême droite, comme l'illustre cette citation de Jean-Marie Le Pen (2014) : « On a été les premiers à utiliser le Minitel, le disque souple, l'audiotel, et finalement Internet [...]. Comment je l'explique ? Par la nécessité. Il n'y a pas de meilleur aiguillon » (Cité dans Albertini et Doucet 2016b, Prologue).

En conférant à son utilisateur·rice un espace hors du radar de l'État, ainsi que la possibilité d'avoir des interactions anonymes², instantanées et qui ne tiennent pas compte des limites géographiques, le cyberspace a favorisé le développement de ces groupes préférant agir dans le secret de leurs membres. Grant et Macdonald (2020b) illustrent cet argument, en définissant l'*Alt-Right* comme un mouvement « atomisé, amorphe, prédominant en ligne et majoritairement anonyme » (Hawley 2017, cité dans Grant et MacDonald 2020c, 3). Les activistes d'*Alt-Right* peuvent employer des stratégies telles que la désinformation³, l'ironie ou le *trolling*⁴, et la taille du mouvement, sa démographie ou l'horizon des positions politiques le composant sont particulièrement difficiles à identifier, en raison des caractéristiques de l'environnement et l'emploi de ces stratégies (Grant et Macdonald 2020d, 3). Il apparaît également que la présence en ligne des mouvements conservateurs et d'extrême-droite contribue à diffuser des savoirs et un narratif alternatif qui légitime le mouvement. Effectivement, le cyberspace offre un mode de communication capable de contourner, voire de « résiste[r] fondamentalement à la réglementation

² Il vaut mieux parler de « perception d'anonymité », les autorités comme les personnes compétentes en piratages informatiques pouvant retracer l'identité d'un.e utilisateur·rice à partir de ses données (Alicie 2022).

³ « Des fausses informations intentionnellement diffusées sous forme d'articles d'actualité ou de formats documentaires simulés afin de promouvoir des objectifs politiques. » (Bennett et Livingston 2018).

⁴ Renvoi à « l'art d'irriter et de provoquer les participants des espaces de discussion sur internet, de façon délibérée, dans le but d'alimenter la polémique et de générer des conflits » (Wiktionnaire 2023).

de l'État, réduisant la capacité de répression d'un État en entravant sa capacité à contrôler le flux d'information et la communication politique » (Garrett 2006a, 213).

Dans la littérature française, le concept de « fachosphère » permet d'illustrer cette appropriation des nouveaux canaux de communication par les mouvements conservateurs et d'extrême-droite. La « fachosphère » est définie par Albertini et Doucet (2016c, Prologue) comme une nébuleuse d'acteur·rices issus d'extrême-droite et de la droite identitaire, conservatrice et catholique, dont le dénominateur commun serait une « opposition commune à la modernité libérale et à son idéal de société ouverte ». Cet ensemble hétérogène a su investir le cyberespace pour « contourner le filtre des médias « traditionnels » et [pour] toucher directement l'audience » à travers des sites et blogs, des pages Facebook ou des comptes Twitter, et des pratiques telles que le pollupostage (*spamming*⁵) et le *trolling* (Albertini et Doucet 2016d, Prologue). Cette désignation est cependant rejetée par l'ensemble concerné, comme l'illustre cette citation d'Ivan Rioufol, éditorialiste au *Figaro* : « La fachosphère, terme plébiscité cet été par les médias censeurs, est ce lieu rare où les opinions vivent encore en liberté dans le réel » (cité dans Albertini et Doucet 2016e, Prologue). Les groupes et utilisateur·rices composants la « fachosphère » semblent ainsi se rapprocher des groupes issus de l'*Alt-Right* américaine, par « une politique de négation » qui rejette les politiques progressives, le libéralisme et le « politiquement correct » (Malmgren 2017), et qui conduit l'*Alt-Right*, tout comme la « fachosphère », à « une fétichisation de la liberté d'expression et de la culture des trolls » (Hodge et Hallgrimsdottir 2019, 575).

Finalement, les utilisateur·rices rattaché·es à ce type de mouvement peuvent mobiliser un répertoire coercitif dans les espaces en ligne, par exemple par des menaces de violences physiques, sexuelles et psychologiques, du cyberharcèlement, ou des attaques techniques comme le *doxing*⁶. Dans cette lignée, l'étude de Maes (2018b) retrace le processus de radicalisation des « troles » d'extrême-droite par l'analyse d'un corpus de discours de cyberharcèlement qui le ciblait personnellement, faisant ressortir toute la construction d'« un monstre imaginaire » chez le « trole ». Nourri généralement par de la littérature complotiste et de droite radicale, ce « monstre » imaginé devient une cible contre laquelle il faut lutter, quitte à mobiliser de la violence dans cette

⁵ Envoyer des messages électroniques indésirables, des pourriels, en grande quantité (Wiktionnaire 2023).

⁶ Tactique consistant à publier des documents et des données d'autrui pour l'exposer, également employée par des cyberactivistes anti-fascistes et anti-racistes (Winter 2019).

quête (Maes 2018c, §67). Cette construction peut ainsi s'incarner par tout discours relevant de l'antiracisme, du féminisme ou du « gauchisme » - soit par des discours porteurs d'une vision progressiste. Selon Martin (2022b, §5), ces stratégies discursives d'outrance, de désinformation et de violence verbale qu'emploie « la fachosphère » serviraient un objectif double, « permet[tant] à la fois de disqualifier l'adversaire pour rendre ses arguments inaudibles, et de faire diversion pour diriger le débat public dans le sens souhaité ». Face à ces stratégies se développent des recherches visant à exposer le continuum des violences politiques exercées par ce type d'acteur·rices dans les espaces en ligne et hors-ligne (Winter 2019c ; Waldispuehl 2023b). Ces études soulignent la nécessité d'une meilleure compréhension des répertoires d'action des mouvements, y compris des répertoires coercitifs, afin de développer les études sur le terrorisme d'extrême-droite, qui reste peu étudié contrairement au djihadisme (Bjørge et Ravndal 2019). Ce manque peut s'expliquer en raison d'un problème de classification et d'identification de ce type de terrorisme, des actions violentes déployées par des militant·es de droite radicale pouvant être classées en tant que « crime haineux » (Koehler 2016, 89). Cette problématique se transfère au cyberspace, par la porosité des frontières discursives entre les discours porteurs d'une idéologie conservatrice ou nationaliste, et les discours de haine (Rinn 2022, §12).

Cette première partie a présenté les caractéristiques inhérentes qui font du cyberspace un espace à investir par ce type de mouvement. Ces éléments permettent de rendre compte de la pertinence des études portant sur l'utilisation des espaces en ligne par les mouvements conservateurs et d'extrême-droite. D'une part, il apparaît que ces études contribuent à l'une des problématiques actuelles de la communication politique sur l'« ordre de désinformation », ce qui renvoie à « l'émergence de systèmes d'information alternatifs, qui permettent de bloquer les médias traditionnels et fournissent à ceux qui les suivent des croyances émotionnellement satisfaisantes autour desquelles ils peuvent s'organiser » (Bennett et Livingston 2018a, 132). Cette première partie illustre également la fertilité du cyberspace en tant que terrain de recherche pour étudier les mouvements conservateurs et d'extrême-droite contemporains. Ces constats exposent finalement la nécessité d'une meilleure compréhension des répertoires d'actions employés par ce type de mouvement, notamment des répertoires coercitifs déployés dans les espaces en ligne, afin de permettre une meilleure définition et identification, et de dessiner des réponses appropriées à ce type de stratégie.

1.2. L'étude des discours anti-genre en ligne, depuis le mariage pour tous·tes

Les débats sur le mariage et l'adoption pour tous·tes ont permis d'exposer le cyberspace et les réseaux sociaux comme des lieux de contestation nouveaux, favorisant l'émergence d'une littérature nationale sur les campagnes anti-genre dans les espaces numériques. Cette littérature s'est principalement concentrée sur la construction du discours anti-genre diffusé en ligne, en identifiant les thèmes ainsi que les stratégies rhétoriques qui le composent.

En produisant une analyse de discours à partir du lexique du collectif *Vigi-Gender*, Husson (2015a) propose de définir le discours anti-genre⁷ « par une attitude critique et polémique à l'égard du genre » en tant que concept, comme objet d'étude ou envers les politiques publiques qui se fondent sur lui (1) – en précisant que la désignation « anti-genre » n'implique pas l'existence d'un discours pro-genre, « à moins de désigner sous ce terme les recherches produites dans le cadre des études de genre » (Huson 2015, 11).

L'un des premiers thèmes relevé par la littérature renvoie à la religion, spécifiquement catholique, dans la continuité des origines catholiques de l'institutionnalisation d'un discours opposé « à l'idéologie du genre », comme cela fut présenté dans le chapitre précédent. La rhétorique catholique mobilise des arguments naturalistes, tels que le respect des lois naturelles (Olivesi 2017a, 9) et la préservation de « l'ordre de la création » (Julliard 2016a, 149), ainsi que la réaffirmation de la différence des sexes et des rôles genrés qui en découlent (Husson 2015b, 9). L'argument naturaliste permet de déployer un discours d'opposition aux progrès sur des enjeux liés à la parité et aux revendications féministes, mais également un discours stigmatisant des personnes trans' et des corps « volontairement indéterminés », en opposition aux corps « naturellement sexués » qui relèveraient de la normalité (Julliard 2017a, §21). Ce type de discours est également illustré par les débats d'ordre physiologiques qui apparaissent en ligne sur des sujets liés aux personnes trans' (Olivesi 2017b, 5).

Le second thème saillant de cette littérature renvoie à la protection des enfants, et du modèle familial traditionnel, en soulignant la nécessité de protéger les enfants de l'« idéologie du genre » pour leur santé mentale (Olivesi 2017c, 3). Ici aussi, la différence des sexes est réaffirmée,

⁷ La désignation « discours anti-genre » est utilisée ici, bien que les études mentionnées puissent utiliser d'autres désignations, parmi lesquelles « mobilisations anti-genre [sur Twitter] », « discours hétérosexiste, antiféministe » ou « discours de haine dissimulée » dans ses déclinaisons homophobes, transphobes, LGBTIphobes...

notamment pour rappeler les rôles essentiels, bien que différenciés, du père et de la mère dans le développement de l'enfant (Husson 2015c, 10), condamnant ce faisant la folie des parents qui ne sauraient protéger leurs enfants, voire qui leur imposerait cette idéologie (Olivesi 2017d, 3). Cette thématique ouvre également aux discours condamnant l'école et les institutions éducatives nationales, perçues comme des organes de diffusion de la « théorie du genre » par les militant.es anti-genre, comme illustré par l'attention soutenue portée à la ministre de l'Éducation Nationale jusqu'en 2017, Najat Vallaud – Belkacem qui, dans le corpus de tweets collectés par Julliard (2022a, §1) entre 2014 et 2017, est mentionnée près d'un *tweet* sur cinq.

Un troisième thème ressort de la littérature sur la construction des discours anti-genre diffusés en ligne, renvoyant au discours populiste contemporain. Le discours populiste peut se définir comme « un discours dichotomique dans lequel le « peuple » est juxtaposé à l' « élite » à partir d'un antagonisme bas/haut, ce « peuple » étant construit discursivement comme un grand groupe impuissant, par opposition à cette « élite » conçue comme un petit groupe illégitimement puissant » (De Cleen et Stavrakakis 2021a, 95). Dans son expression anti-genre, ce type de discours peut s'illustrer par des arguments rejetant les institutions gouvernementales, comme illustré par la condamnation de l'éducation nationale par les militant.es anti-genre. Ce rejet des institutions peut renvoyer plus largement à un rejet du gouvernement, qui mobiliserait le genre par démagogie pour vouloir s'attirer les voix de certaines catégories de citoyens (Julliard 2016b, 148), ou par complicité avec les instances supranationales comme l'Europe ou les Nations Unies qui œuvrent pour imposer « la théorie du genre » (Julliard 2016c, 149).

Cet argument désignant le genre comme une imposition étrangère se retrouve dans le dernier thème identifié ici, qui s'inscrit dans le discours nationaliste - soit « un discours structuré autour du point nodal « nation » qui lui-même est envisagé comme une communauté limitée et souveraine, existant à travers le temps, liée à un certain espace qui se construit à travers une opposition intérieur/extérieur entre la nation et ses « autres ». » (De Cleen et Stavrakakis 2021b, 95). Aussi, le genre peut être décrit comme un produit importé de l'étranger (Olivesi 2017e, 7) directement menaçant pour la nation, en étant traduit comme le signe de la décadence de notre société, une référence propre à la rhétorique conservatrice (Olivesi 2017f, 10). Le discours alarmiste peut également présenter le genre comme un « péril pour la civilisation » (Julliard 2016d, 150) en mobilisant un discours dystopique basé sur des références de science-fiction, ou un

discours biblique qui annonce l'arrivée du jugement dernier (Olivesi 2017g, 10). Finalement, ces deux types de discours présentent le genre comme une manipulation de langage (Husson 2015d, 5), porteuse d'une idéologie défendue par dogmatisme ou prosélytisme, et qui peut être comparée au nazisme, au communisme ou à l'État Islamique (Julliard 2016e, 148). Ces éléments amènent à la construction d'un « ennemi unique » (Husson 2015e, 13), qui peut se comprendre comme l'ensemble politico – médiatique dans son expression populiste, ou comme l'ensemble porteur de l'« idéologie du genre », et qui, dans les deux cas, s'oppose au « peuple », à la communauté imaginée, et aux valeurs conservatrices et nationalistes portées par les producteurs de ce type de discours. Ces thématiques peuvent finalement conduire à un discours complotiste, qui présente l'imposition de la théorie du genre comme le fruit d'un « complot juif-homosexuel », duquel découle « un discours antimaçonnique, anti-sataniste et nationaliste » (Chetcuti – Osorovitz et Teicher 2017a, 123).

Parallèlement, il ressort de cette littérature que la construction du discours anti-genre diffusé en ligne passe avant tout par une stratégie de redéfinition du « genre », comme l'illustre le recadrage opéré par les Journées de retrait de l'école (JRE), qui traduit « le programme de sensibilisation pilote « ABCD de l'égalité » en « théorie du genre » à l'école » (Harsin 2017a, 198). Cette stratégie discursive répond à une volonté de simplification et d'unification, qui vient « neutraliser le pouvoir heuristique des termes du lexique de la théorie féministe » (Julliard 2017b, §4), en plus de recadrer l'objet de la contestation (Harsin 2017b, 204). D'autres stratégies discursives sont identifiées dans la construction de la rhétorique anti-genre, parmi lesquelles l'emploi de l'ironie et de l'hyperpolitesse (Lorenzi-Bailly et Guellouz 2019a, §1), la moquerie et la caricature, la distorsion et l'hyperbole, ainsi que l'énonciation d'affirmations non vérifiables et provocantes sur le plan émotionnel (Harsin 2017c, 204). Les auteurs notent également la violence dans les prises de paroles, qui peut passer par des attaques personnelles comme par la mobilisation de stéréotypes liés à l'appartenance à la communauté LGBTQ+, ou par l'expression de discours de haine (Harsin 2017d, 204 ; Lorenzi-Bailly et Guellouz 2019b).

Une autre direction suivie par la littérature sur le cas français vise à identifier les vecteurs de diffusion de ce type de discours et à étudier la structure des débats sur le genre en ligne. De ces recherches ressort un ensemble hétérogène d'acteurs, d'associations et de groupes militants, d'organisations politiques, mais également des médias et des sites internet (Chetcuti – Osorovitz

et Teicher 2017b, 122). Au niveau des associations et des organisations militantes, plusieurs groupes présentés dans le premier chapitre réapparaissent, parmi lesquels « La Journée de retrait de l'école » (JRE), l'institut « Civitas », ou « la Manif pour Tous », les « Hommen », ou « le Printemps français » (Julliard 2016f, 143 ; Harsin 2017e, 194 ; Chetcuti – Osorovitz et Teicher 2017c, 125-132 ; Stambolis – Ruhstofer et Tricou 2018l, 155). Plusieurs médias ressortent également de ces recherches, que cela soit des médias traditionnels, par exemple Le Figaro et Valeurs Actuelles, ou des médias alternatifs et des blogs, tel que Fdesouche.com, Lesalonbeige.blogs.com ou lagauchematuer.fr (Julliard 2016g, 143). Les organisations et figures politiques comprises comme vecteurs de diffusion de discours anti-genre en ligne sont peu à être identifiées, bien que des acteur·rices comme Valérie Pécresse ou Arnaud Poulain ressortent des études mobilisées ici (Julliard 2016h, 143). Julliard (2016f) identifie également des vecteurs de diffusion individuels, tels que @OFRanois60200, militant anti-genre suivi par le compte officiel de M. Le Pen sur Twitter, @Jeangabard, universitaire diffusant un discours anti-« néo-féminisme » en tant qu'idéologie qui serait opposée à la famille, ou @Michelonfray, compte officiel du philosophe et polémiste français, qui s'est rapproché des milieux de droite et d'extrême-droite ces dernières années, comme l'illustre son dernier projet, la revue *Front populaire* : « L'actualité vue par les souverainistes » (Policar 2020).

Selon Harsin (2017f), la diffusion de discours anti-genre en ligne répond à des tactiques de recrutement, de sensibilisation interne et d'organisation de mobilisations hors-ligne (Harsin 2017g). Julliard (2017c) complète ce point, en indiquant que l'énonciation de ce type de discours à un pouvoir performatif, dont « [l']élaboration atteste d'une lutte symbolique qui concerne les catégories à travers lesquelles une société pense l'ordre sexuel » (Garbagnoli 2014, cité dans Julliard 2017d, §4), et dont « l'expression permet de fonder la cohésion du sujet collectif militant « anti-genre » (Kunert 2012, 175, cité dans Julliard 2017e, §4). Finalement, la recherche de Julliard (2018a), en exposant les ressorts discursifs racistes et sexistes des discours anti-genre, présente la coalition large d'opposants à « la théorie du genre » actifs en ligne, constituée notamment de communautés antiféministes, conservatrices, identitaires ou catholiques (Julliard 2018b, §42). Chetcuti-Osorovitz et Teicher (2017d, 139) présentent une conclusion proche, en indiquant que « les convergences entre groupes a priori opposés qui s'opèrent dans l'opposition à la loi du « mariage pour tous » s'appuient sur les nouvelles technologies numériques via les réseaux

sociaux, la montée du populisme et sur une stratégie performative de renversement d'images et de valeurs ».

En dernier lieu, il convient de préciser que, parmi les différentes études mentionnées ici, trois méthodes principales ont été identifiées pour étudier les discours anti-genre diffusés en ligne. D'une part, il est possible de cerner le discours anti-genre par la surveillance événementielle des discours réactionnaires produits autour d'un article de presse (Olivesi 2017h), ou d'une publication (Lorenzi – Bailly et Guellouz 2019c). Suivre les campagnes numériques d'un groupe précis (Harsin 2017h) ou d'un blogueur identifié comme producteur de discours anti-genre (Tricou 2016) est également une voie pertinente. Finalement, la mise en place d'un dispositif de veille basé sur des mots-clés préalablement définis est une méthode fertile, qui a permis à Virginie Julliard de produire plusieurs recherches à partir d'un corpus collecté sur trois ans (2016, 2017, 2018, 2022).

Cette seconde partie a permis de présenter la littérature portant sur le discours anti-genre diffusé dans les espaces en ligne français. D'une part, une certaine attention à la construction du discours diffusé a été accordée par les chercheur·es mentionné·es, faisant ressortir les principaux thèmes, et stratégies discursives par lesquelles passe le discours anti-genre. Ces éléments sont résumés respectivement dans les figures 1 et 2 ci-dessous.

Discours religieux et conservateur pour la préservation de l'ordre établi

Respect des lois de la nature	Protection des enfants et de la famille
<ul style="list-style-type: none"> • Arguments naturalistes et physiologiques • Réaffirmation de la différence des sexes 	<ul style="list-style-type: none"> • Protéger les enfants contre "la théorie du genre" • Sécuritisation de la famille nucléaire hétérosexuelle

Discours populiste et nationaliste pour la constitution d'un « ennemi unique »

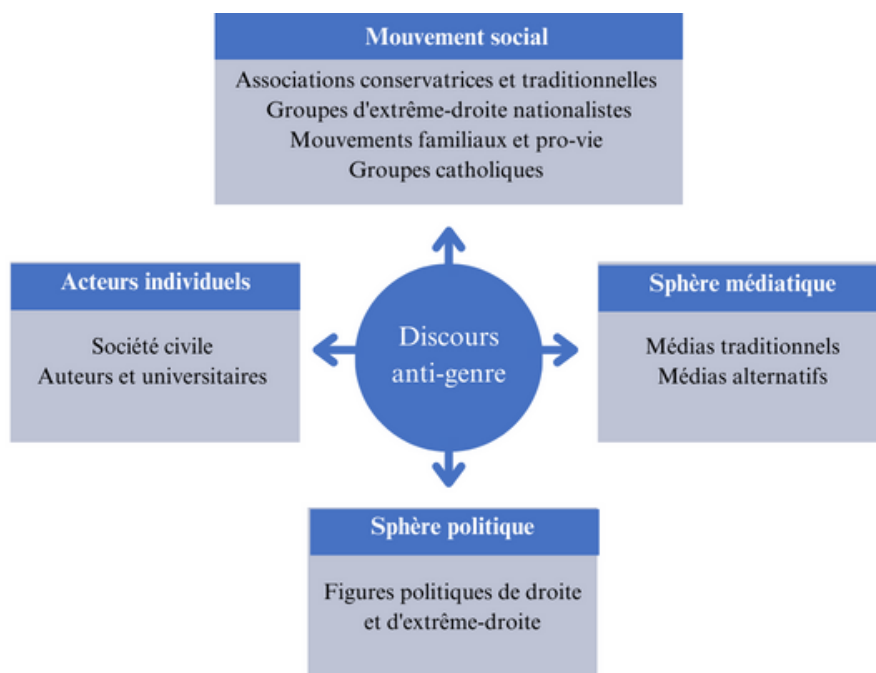
Mise en opposition "peuple"/"élite"	Défense de la nation française
<ul style="list-style-type: none"> • Rejet des institutions gouvernementales • Le "genre" comme stratégie démagogique de l'Etat • Discours complotiste 	<ul style="list-style-type: none"> • Le "genre" comme produit importé de l'étranger • ...comme symbole de la décadence • ...comme "péril pour la civilisation"

[Figure 1 : Principaux thèmes du discours anti-genre diffusé en ligne]

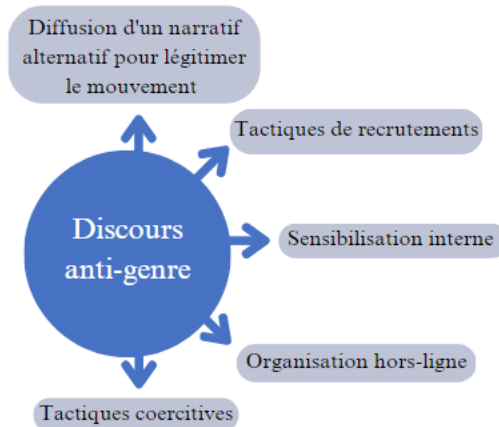
Stratégie de redéfinition	Procédés de langage	Violence verbale
<ul style="list-style-type: none"> • Simplification et neutralisation • Recadrage de l'objet de contestation 	<ul style="list-style-type: none"> • Ironie et hyperpolitesse • Hyperbole et distorsion 	<ul style="list-style-type: none"> • Attaques personnelles • Moquerie et caricature stéréotypée • Discours de haine

[Figure 2 : Principales stratégies discursives du discours anti-genre diffusé en ligne]

De l'autre, les recherches présentées se sont concentrées sur l'identification des différents vecteurs de diffusion de discours anti-genre en ligne, et des stratégies à l'œuvre derrière l'énonciation de ce type de discours. La figure 3, ci-dessous, propose une illustration des différents vecteurs de discours anti-genre répertoriés par la littérature, et la figure 4 présente les stratégies auxquelles peut répondre la diffusion de ce type de discours.



[Figure 3 : Vecteurs de diffusion de discours anti-genre en ligne]



[Figure 4 : Stratégies identifiées derrière la diffusion de discours anti-genre en ligne]

Ces études illustrent un ensemble de vecteurs hétérogène, qu'il est pertinent de relier au concept de « fachosphère », les conclusions présentées par Chetcuti – Osorovitz et Teicher (2017e) et par Julliard (2018c) renvoyant à cette nébuleuse d'acteur·rices issu.es d'extrême-droite et de la droite identitaire, conservatrice et catholique. Certains pans de la littérature sur cet objet d'étude n'ont cependant pas été mobilisés, par exemple les études s'intéressant au rôle des plateformes des réseaux sociaux dans la modération des discours de haine.

Plutôt que d'identifier les manques dans la littérature présentée ici, je souhaite plutôt mettre l'emphase sur l'absence d'études basées sur un corpus de données collecté récemment. Comme indiqué précédemment, plusieurs méthodes ont été appliquées pour étudier les discours anti-genre diffusés dans les espaces en ligne, dont des dispositifs de collecte qui passent par la mise en place d'un dispositif de veille sur les réseaux sociaux. Les recherches de Julliard (2017f) s'appuient sur cette méthode, en se basant sur un corpus de tweets collectés entre 2014 et 2017, à l'aide de mots-clés tels que #ThéorieDuGenre, #ManifPourTous ou #Gender. Les résultats de ce type d'étude étant nécessairement dépendants du corpus à partir duquel l'analyse est menée, il est pertinent de s'interroger sur ce que renfermerait un corpus de discours anti-genre collectés en ligne aujourd'hui, dix ans après le passage du mariage et de l'adoption pour tous·tes.

Aussi, que peut nous apprendre le discours anti-genre diffusé en ligne aujourd'hui ?

Derrière cette problématique est défendue la thèse que les terrains de recherches numériques représentent une voie féconde pour saisir l'évolution des discours socio-politiques, et qu'une étude basée sur un corpus original et actuel permettra d'enrichir les connaissances existantes sur les campagnes anti-genre numériques, sans pour autant infirmer les recherches antérieures. Au contraire, je soutiens que les directions d'analyse proposées par la littérature sont toujours pertinentes, bien que le contenu à analyser - soit la composition du discours et les acteur·rices qui le diffusent - ait probablement évolué.

Pour explorer cette problématique, ce mémoire vise à répondre aux questions de recherches suivantes, élaborées à partir des figures proposées précédemment :

- Qui participe aux campagnes anti-genre numériques aujourd'hui ? Quels types de vecteurs de diffusion de discours anti-genre peuvent-être identifiés ?
- Quels sont les principaux thèmes qui composent le discours anti-genre, et par quelles stratégies discursives passe-t-il ?
- À quelles stratégies d'action collective répond la diffusion de ce type de discours ?

Pour approcher ces questions, je m'appuie sur le cadre théorique qui fera l'objet de la prochaine partie, et qui sera suivi des pistes théoriques qui guident mon analyse.

II. Des voies fécondes pour étudier les discours anti-genre diffusés en ligne

Ce mémoire se base sur un cadre théorique construit à partir d'éléments conceptuels issus des domaines d'études soulevés par ma problématique de recherche. Cette partie se décline en trois temps. D'une part, je présente une définition du mouvement anti-genre et de son « autonomisation », en précisant l'approche théorique qui me permettra de l'étudier. J'apporte ensuite une compréhension socio-politique du cyberspace et de son utilisation tactique et stratégique par des militant·es anti-genre. Finalement, je m'inscris dans l'analyse critique de discours (CDA), ce qui me permet de relier les deux sous-parties précédentes en donnant un cadre d'interprétation aux discours anti-genre diffusés en ligne. À l'issue de cette partie, je proposerai les pistes théoriques qui guident mon analyse.

II.1. Définir les campagnes anti-genre

Dans le premier chapitre, les campagnes anti-genre ont été présentées en relation avec les mobilisations pour les droits des minorités sexuelles et de genre, afin de présenter l'émergence de ces campagnes comme un contrecoup à la montée des revendications et de la visibilité du militantisme LGBTI+. Cette première définition des campagnes anti-genre permet de les analyser au prisme des théories des mouvements sociaux sur le *backlash*. Selon Mansbridge et Shames (2012a, 154) le *backlash* se définit comme un processus de résistance dynamique comportant au moins trois critères : il doit s'agir d'une réaction à l'action d'un mouvement social, qui comporte un élément de coercition, et qui essaye de rétablir, totalement ou en partie, un pouvoir pour maximiser ses intérêts et préférences en termes de résultats. Le mouvement de contestation qui s'est mobilisé en 2012-2013 répond à ces différentes conditions. En émergeant après l'adoption de la loi sur le mariage et l'adoption pour tous·tes, le mouvement d'opposition à ce projet a employé des répertoires d'action variés, notamment partisans et coercitifs, pour freiner voire empêcher son adoption, soit pour défendre le modèle de la famille nucléaire hétérosexuelle alors remis en question. Ainsi, les théories sur le *backlash* permettent de rendre compte de la nature relationnelle des campagnes anti-genre et des mobilisations LGBTI+, en illustrant le processus de résistance dynamique à l'œuvre du côté anti-genre, par le déploiement de contre-stratégies et l'invocation d'une identité « construite par concours d'identité », pour reprendre la notion de Taylor et Bernstein (2019b, 138). Les théories sur le *backlash* permettent également de considérer le contre-mouvement pour ses effets sur le mouvement, qui peuvent s'exprimer par une transformation du répertoire d'action, ou par le repli du mouvement par exemple (Mansbridge et Shames 2012b, 157). Néanmoins, bien que ces campagnes ciblent les avancées en matière de droits des femmes et des personnes LGBTI+, cette approche a été critiquée pour plusieurs raisons.

D'abord, à un niveau conceptuel, la notion de *backlash* s'appuie sur une compréhension plutôt mécanique de l'histoire, « selon laquelle certaines actions déclencheraient presque automatiquement une contre-offensive », entretenant de fait une « lecture linéaire et téléologique de l'Histoire » (Paternotte 2021b, 12). En outre, cette approche tend à réunir un ensemble d'acteurs hétérogènes sous le même drapeau, pouvant conduire à des catégorisations binaires, « qui ne permettent pas de saisir la diversité et les tensions qui traversent un ensemble complexe de forces et d'acteurs » (Paternotte 2021c, 13). Ce type de catégorisation risque également de « renforcer la

fiction d'une unité du féminisme ou du militantisme LGBTI », alors que ces mouvements restent divisés sur des questions comme la prostitution, les droits des personnes trans ou la gestation pour autrui (Paternotte 2021d, 13).

La perspective du *backlash* s'oppose également aux résultats d'études empiriques sur cet objet. Il a notamment été illustré que, dans plusieurs pays, des campagnes anti-genre sont déclenchées de manière préventive, « pour empêcher le développement futur de revendications et de réformes spécifiques », ou pour atteindre d'autres objectifs, par exemple gagner des élections (Paternotte 2021e, 14) - remettant en question l'aspect réactionnaire qui définit le *backlash*.

Finalement, sur le plan politique, cette perspective « isole excessivement les questions de genre et de sexualité du reste de la société », ce type de campagne comportant généralement des éléments relevant « d'angoisses raciales et culturelles », et participant également à des attaques plus larges contre la liberté académique et la production de connaissances (Paternotte 2021f, 14). En outre, isoler les questions de genre et de sexualité peut prévenir la construction de solidarités entre les acteurs progressistes, et la formation de coalitions intersectorielles, pourtant à l'œuvre du côté conservateur. Aussi, l'approche du *backlash* pourrait conduire à l'autocensure des actions progressistes, dans l'espoir que le repli diminuera la probabilité d'une réaction (Paternotte 2021g, 14).

Ces critiques amènent Paternotte (2021h) à la conclusion que le *backlash*, comme mise en récit de l'offensive conservatrice anti-genre, « ne permet pas de voir que les assauts contre les droits des femmes ou des personnes LGBTI participent d'un projet plus large, qui s'efforce d'établir un nouvel ordre politique, moins libéral et moins démocratique ». Néanmoins, cela reste un outil analytique pertinent pour illustrer les transformations des questions de genre et de sexualité par les militant·es anti-genre, « en champs de bataille cruciaux et en symboles puissants de la société que [ce projet] souhaite construire » (Paternotte 2021i, 15).

Pour pallier ces limites, Paternotte (2023a) suggère de suivre une approche émiqque pour étudier les campagnes anti-genre, soit une approche qui vise à analyser les « mouvements déplaisants » pour eux-mêmes et de l'intérieur, en accordant une attention méticuleuse aux discours et aux représentations des acteurs, « afin de prendre en compte le point de vue indigène » (De Sardan 1998, cité dans Avanza 2018b, 115). Cette approche permet d'employer la formule anti-genre en tant qu'étiquette descriptive, « qui ne prend pas de position politique ou idéologique sur

les idées ou la position des acteurs étudiés, mais qui vise à être aussi proche que possible de leurs catégories de compréhension » (Paternotte 2023b, 81), le risque de caricaturer et de mal interpréter les personnes étudiées étant important, lorsque le point de vue « indigène » est si différent de celui de l'universitaire qui les étudie.

En suivant cette perspective, Paternotte (2023c) s'appuie sur le roman de Frankenstein pour proposer une définition de l'état actuel des campagnes anti-genre, non pas pour insister sur la « monstruosité » de ces campagnes, mais pour explorer l'idée de leur diversité constitutive. Cette métaphore se décline en trois points. Premièrement, l'imaginaire populaire confond souvent le créateur et sa créature : « les campagnes contre le genre – soit la créature – sont souvent confondues avec leur créateur, l'Église catholique romaine », alors que les campagnes anti-genre ne sont plus un monopole catholique (Paternotte 2023d, 96). Deuxièmement, la créature du Dr Frankenstein n'est pas un animal ancien, issu d'une région reculée, « mais une création moderne issue de la science de son créateur ». De même, les campagnes anti-genre ne doivent être considérées comme le résultat de l'ignorance, mais comme « la conséquence d'efforts intellectuels coordonnés et de stratégies de plaidoyer bien pensées » (Paternotte 2023e, 96). Troisièmement, le Dr Frankenstein ne parvient pas à maîtriser sa création. Les campagnes anti-genre actuelles ne sont plus contrôlées par l'Église catholique, et des acteurs avec lesquels l'Église entretient des relations conflictuelles ont également adopté la rhétorique anti-genre (Paternotte 2023f, 96).

Les campagnes anti-genre sont donc comprises ici comme un phénomène à multiples facettes, qui rassemblent un large éventail d'acteurs, des partis politiques aux mouvements sociaux, en passant par les membres de l'église catholique, actifs sur différentes scènes. La métaphore développée par Paternotte (2023g) insiste sur la plasticité et l'adaptabilité des campagnes anti-genre. Le « genre » en tant qu'élément discursif peut ainsi jouer le rôle de « colle symbolique », en rassemblant sous un même terme diverses questions attribuées à l'agenda libéral, et en permettant l'articulation d'une coalition d'acteurs hétérogènes par la construction d'un nouveau sens commun (Kováts & Põim 2015).

Afin d'étudier les campagnes anti-genre selon une approche émiqque, le discours anti-genre est considéré ici comme un système de signification construit, qui permet aux militant·es anti-genre de se représenter à travers une identité collective et des intérêts, dans l'univers du discours politique français. L'univers du discours politique renvoie au « terrain sur lequel les acteurs luttent pour la

représentation ; à l'espace où s'affrontent des identités socialement construites » (Jenson 1994a, 194). Parce qu'au sein de cet univers coexistent des acteurs aux identités collectives variées, « leurs pratiques et leurs systèmes de signification se bousculent pour attirer l'attention et la légitimité » (Jenson 1991, 52). Selon cette compréhension, « le politique est un combat pour l'autodéfinition plutôt que pour une définition par l'autre [...] être intégré dans l'univers du discours politique enlèv[ant] de l'espace aux autres » (Jenson 1994b, 195). Selon Jenson (1994c, 196) la conjoncture historique est l'un des déterminants de la capacité d'autodéfinition : l'univers du discours politique peut rencontrer des périodes de crises ou de turbulences, « soit des temps de changements profonds, où le traditionnel se meurt et où le nouveau tente de naître, des périodes d'agitation politique, de divergences et d'incertitudes ». Dans de telles périodes, les identités collectives et la définition des acteurs sont en jeu, en plus de la répartition des ressources, « certains acteurs défendent le passé et ses acquis quand d'autres favorisent le futur et le changement » (Jenson 1994d, 196).

Cette première sous partie a permis de définir une approche théorique pour étudier les campagnes anti-genre. La prochaine sous-partie vient poser une compréhension socio-politique du cyberspace, afin d'illustrer le rôle de celui-ci dans l'autonomisation des campagnes anti-genre, et la prévalence du discours comme mode d'expression en ligne.

II.2. Le cyberspace, un nouvel espace de militantisme

Le cyberspace est compris comme un espace intégré à la réalité matérielle, dont le développement a transformé notre réalité sociale selon trois dimensions : l'espace, le temps et les rapports entre les individus (Dupéré et Loiseau 2017c). Aussi, si les informations retrouvées sur le cyberspace sont virtuelles, l'espace en tant que tel est en lien direct avec la réalité matérielle, que cela soit dans les installations qui permettent son fonctionnement, ou dans les utilisateur·rices qui créent et utilisent du contenu et des données en son sein (Dupéré et Loiseau 2017d, 73-5). Cette compréhension du cyberspace permet de considérer les discours en ligne non pas comme l'expression abstraite d'une opinion virtuelle, mais comme des discours reflétant une représentation qui prend racine dans la réalité. Les transformations apportées par le développement du cyberspace sur l'action collective et le militantisme peuvent se comprendre selon trois facteurs interdépendants : les structures de mobilisations, les structures d'opportunité et les processus de cadrage (Garrett 2006b).

Au niveau des structures de mobilisation, en plus du coût de participation et de communication qui se voit grandement réduit, le cyberspace facilite le rassemblement et la mise en réseau d'individues dispersées géographiquement, ce qui préside à l'émergence et à l'expansion du cyberactivisme et qui, par extension, facilite la création et le développement de communautés en ligne (Garrett 2006c, 206). L'aspect facilitateur du cyberspace pour dépasser les limites physiques se retrouve également dans les activités contentieuses des mouvements sociaux, par une transformation des répertoires de contestation (Garrett 2006d, 208) – d'une part par le support de stratégies déployées dans la réalité matérielle, mais aussi par le déploiement de tactiques et de stratégies basées sur le cyberspace (Van Aelst et Van Laer 2010, 1148). Le développement des espaces en ligne produit aussi des conséquences dans les enjeux internes des organisations des mouvements sociaux, facilitant la collaboration entre les organisations du mouvement social traditionnelles, et rendant plus probable l'adoption d'autres formes organisationnelles, décentralisées et non hiérarchiques (Arquilla et Ronfeldt 2001, cité dans Garrett 2006e, 211), comme dans le cas de l'*Alt-Right*. Par ailleurs, du fait de la facilitation d'activités transnationales par la capacité d'ubiquité permise par le cyberspace, et l'internationalisation des mouvements sociaux, Ayres (1999, cité dans Garrett 2006f, 213) soutient que les structures d'opportunité nationales sont influencées par les événements et alignements qui s'opèrent à l'échelle internationale et régionale. Enfin, le cyberspace offrant un canal de communication capable de contourner la régulation de l'État, cela permet aux cyberactivistes de diffuser des cadres discursifs élaborés par les mouvements sociaux (Garrett 2006g, 213). Cette dimension se voit transformée en profondeur avec l'arrivée des réseaux sociaux numériques, tels que Facebook ou Twitter, et l'émergence d'« influenceurs » des espaces en ligne, compris comme « des personnes qui façonnent l'opinion publique et font la publicité de biens et de services grâce au calibrage consciencieux de leur personne en ligne » (Lewis 2018, 4). À ces influenceurs individuels s'ajoutent les comptes de partis politiques, les comptes de médias traditionnels comme alternatifs ou bien des pages de « mêmes », pour former un véritable écosystème qui peut servir de « chambre d'écho » pour relayer un discours politique (Mabi 2021a, §13).

Toutefois, les réseaux socio-numériques ne sont pas « une toile où l'information circule de manière fluide et horizontale grâce à la sagesse des foules » (Mabi 2021b, §4). Cet espace comporte des règles spécifiques, qui, par les algorithmes, structurent la communication selon « des métriques de visibilité qui accordent à la forme du message et à son cadrage un rôle décisif dans sa capacité

à circuler et à rencontrer ses publics » (Mabi 2021c, §5). Les groupes conservateurs et d'extrême-droite présents en ligne ont su développer la capacité de profiter des règles algorithmiques pour diffuser un discours idéologique : « à l'aide de publications provocatrices et percutantes, grâce à des troupes capables d'agir de manière coordonnée pour influencer les algorithmes, [ces groupes] sont en capacité de tirer profit de la concurrence algorithmique pour s'assurer que leur message touche un large public » (Mabi 2021d, §17).

Cette seconde sous partie a permis de définir le cyberspace, en présentant les différentes transformations apportées par les espaces en ligne sur le militantisme contemporain. La prochaine sous-partie permettra de présenter l'Analyse Critique de Discours (CDA) en tant qu'approche théorique, pour étudier les discours anti-genre diffusés en ligne.

II.3. L'analyse critique de discours pour saisir les campagnes anti-genre numériques

Les deux segments précédents visaient à mettre l'emphase sur le discours, d'abord en tant que « glue » des campagnes anti-genre, mais également en tant que forme d'expression contestatrice favorisée par les caractéristiques du cyberspace. Cette dernière sous-partie présente les études critiques de discours, apportant ce faisant une définition des discours qui seront analysés.

Selon Fairclough, la CDA a traditionnellement pour objectif de comprendre comment les stratégies discursives produisent et reproduisent les inégalités sociales, les abus de pouvoir et la domination (Fairclough 2001, cité dans Baider 2019a, §15). Le modèle de Fairclough amène à comprendre le discours comme « la langue en usage, et qui doit être replacée dans son cadre socioculturel et sociohistorique. [Le discours] est une pratique avant tout qui agit dans et sur la société. Ces pratiques discursives sont à l'origine de notre réalité sociale et définissent en particulier les relations et les identités sociales » (Baider 2019b, §15). Aussi, l'approche de la CDA décrit, interprète et explique les inégalités sociales et les rapports de domination compris dans un discours (Mullet 2018).

Cette approche permet d'étudier les discours anti-genre diffusés en ligne, par la déconstruction et l'interprétation des stratégies et cadres qui les composent, afin de faire ressortir le sens que leur attribue leurs producteur·rices. Comme le souligne Baider (2019c, §18), si les représentations discursives de la communauté LGBTI+ ont été moins étudiées par les chercheur·es

s'inscrivant dans l'approche CDA que le thème de la migration ou du racisme, certain·es chercheur·es ont élaboré cette question. En prenant racine dans la théorie de Foucault, qui pose que le pouvoir est basé sur des règles disciplinaires, la pratique sexuelle comme accès à la vie peut être instrumentalisée en tant que « matrice de discipline et comme principe constitutionnel de régulation » (Foucault 1976, cité dans Baider 2019d, §19). La non-hétérosexualité, une identité de genre autre que cisgenre et la non-hétéronormativité en général viennent déranger « la doxa sexuelle » car, d'une part elles ne respectent pas les règles sociales, et de l'autre elles appartiennent à cet ambigu, donc à l'impur, à l'anormal (Kristeva 1997, cité dans Baider 2019e, §19). Ici, le discours est donc considéré « comme l'espace privilégié de la reproduction de cet ordre social et hétéronormatif, l'hétérosexualité ayant le statut d'être non marqué sexuellement » (Baider 2019f, §19).

Le discours anti-genre a été défini précédemment comme un signifiant vide qui implique « une attitude critique et polémique à l'égard du genre » en tant que concept, comme objet d'étude ou envers les politiques publiques qui se fondent sur lui (Husson 2015f ; Paternotte et Kuhar 2018g). À la vue des mises en garde par les chercheur·es sur le risque de *concept-stretching* du terme anti-genre, « qui désigne une vague spécifique d'activisme conservateur et n'est donc pas synonyme d'antiféminisme, de misogynie ou de lutte contre les droits LGBTI » (Paternotte 2023h, 16), les discours LGBTIphobes, soit « le rejet de tout de ce qui dévie de l'hétérosexualité et des normes de genre » (SOS Homophobie 2023, 20), feront également l'objet de mon analyse.

Lorenzi-Bailly et Guellouz (2019d, §1) proposent de comprendre les discours de haine « comme étant la manifestation d'une volonté de nier l'autre dans son essence, voire de l'anéantir, s'actualisant linguistiquement par une violence verbale fulgurante ou une haine plus dissimulée ». Selon cette définition, il y aurait deux facettes au discours de haine. Une explicite et qui ne laisse pas place à l'interprétation, mobilisant des formules violentes et condamnables, facette répondant donc à la définition juridique, soit toute forme d'expression qui répand ou justifie une forme de haine basée sur l'intolérance (Conseil de l'Europe 2023). L'autre est implicite, détournée, dissimulée – elle passe par une forme de performance, qui demande la mise en exergue d'une image positive au cœur du discours, pour préserver la face de la personne derrière, et laisser une ambiguïté dans son interprétation (Vernet et Määttä 2021a, §78). Le discours de haine dissimulé peut être exprimé par des procédés comme l'ironie ou l'hyperpolitesse (Lorenzi-Bailly et Guellouz 2019e,

§37), par la mobilisation d'un discours « scientifique » ou par l'emploi de topoï et de stéréotypes ciblant l'homosexualité et la transidentité (Vernet et Määttä 2021b, §75).

Dans sa variante LGBTIphobe, le discours de haine se traduit par une mise en altérité des minorités sexuelles et de genre, souvent accompagnée d'un rejet moral explicite. Si le discours homophobe est longtemps resté cantonné à un lexique injurieux et explicite, il peut aujourd'hui être présenté comme « une opinion discutable, discutée », passant, par exemple, par l'argumentation religieuse ou médicale pour justifier le discours (Vernet et Määttä 2021c, §5). L'émergence d'un discours LGBTIphobe dissimulé est à relier à la « percée médiatique » du discours anti-genre dans les années 2010, en réponse à l'apparition d'une difficulté croissante pour les militant·es, les personnalités politiques et les médias d'employer un discours explicitement homophobe (Stambolis – Ruhstorfer et Tricou 2018m, 151).

Ces éléments amènent à repenser la dynamique sous-jacente aux discours de haine, pour rendre compte de leurs hétérogénéités, leurs contradictions et leur pluralité – justifiant l'intérêt d'en étudier les multiples expressions.

Conclusion

Ce second chapitre a d'abord permis de présenter la littérature sur les mouvements conservateurs et d'extrême-droite actifs sur le cyberspace, exposant les caractéristiques inhérentes aux espaces en ligne qui les rendent attrayant pour ce type de mouvement. En m'intéressant spécifiquement à la littérature sur les campagnes anti-genre numériques, quatre figures synthétiques ont pu être proposées. Ces figures présentent les thèmes et les stratégies discursives qui composent le discours anti-genre, ainsi que les vecteurs de diffusion identifiés par les auteur·es, et les stratégies auxquelles répond la diffusion de ce type de discours. À l'issue de la revue de littérature a été énoncée la problématique, et les questions de recherches qui guident ce mémoire ont été définies.

Dans un second temps, j'ai présenté le cadre théorique à partir duquel est menée mon analyse. En s'éloignant d'une compréhension des campagnes anti-genre comme un retour de bâton aux mobilisations féministes et LGBTI+ pour privilégier une approche éémique, la métaphore de Frankenstein proposée par Paternotte (2023i) permet d'illustrer la plasticité et l'adaptabilité de ces

campagnes, qui ont pour dénominateur commun le « genre » en tant qu'élément discursif. En considérant le discours anti-genre comme un système de signification construit qui permet aux militant·es opposé·es au « genre » de se représenter dans l'univers du discours politique, les questions de recherche développées précédemment visent à identifier quels acteur·rices essayent de se créer, ou de conserver leur place, dans l'univers du discours politique français, et quels thèmes et stratégies discursives sont mobilisés pour y parvenir. Je soutiens qu'adopter une approche émique dans l'étude des campagnes anti-genre permet d'enrichir l'analyse de ce mouvement et des acteurs qui le composent, et d'exposer le projet plus large qui sous-tend à ces mobilisations (Paternotte 2021j). J'ai également présenté les transformations apportées par le cyberspace sur le militantisme, en soulignant les modifications dans les structures de mobilisations, et l'internationalisation des mouvements sociaux favorisée par les espaces en ligne. En considérant le caractère transnational des campagnes anti-genre, je soutiens que le cyberspace facilite la circulation transnationale de discours anti-genre, et que les structures d'opportunité nationales peuvent être influencées par les événements régionaux et internationaux. Par ailleurs, le cyberspace favorise la diffusion de savoirs et de narratifs alternatifs, en offrant un canal de communication « hors du radar » de l'État, tout en permettant la mise en place de chaînes de diffusion qui peuvent servir de « chambre d'écho » à un discours politique. Ces éléments amènent à penser l'hétérogénéité des types de vecteurs à la source de discours anti-genre diffusé en ligne, pouvant aller des partis politiques aux « influenceurs », en passant par des médias ou des groupes. Finalement, j'ai présenté l'analyse critique de discours (CDA) en tant que cadre d'interprétation, qui permet de considérer le discours comme une pratique qui peut être décrite et interpréter, et dont l'analyse peut expliquer les inégalités sociales et les rapports de domination compris dans ce discours. En désignant un second type de discours qui intéresse mon analyse, je ne vise pas à vérifier la nature phobique et irrationnelle qui générerait ce type de discours. Au contraire, la direction soutenue ici est d'approcher le discours LGBTIphobe comme un discours rationnel et construit, qui peut être instrumentalisé, par la mobilisation d'émotions ou d'un ton alarmiste, pour se créer une place dans l'univers du discours politique, et porter un projet politique plus large que l'humiliation et le rejet des individu·es LGBTI+. Aussi, dans son expression dissimulée, je préfère parler de discours anti-lgbt, pour souligner le caractère politique de ce type de discours.

Le prochain chapitre permettra de présenter la méthodologie à partir de laquelle a été réalisée cette recherche – de la mise en place de la collecte de données à l'analyse du corpus.

CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE

Bricolage d'une recherche en contexte numérique

Le cyberspace a apporté des transformations considérables dans l'étude, et dans l'activité des mouvements sociaux. En raison de ma trajectoire individuelle de jeune *queer* « geek », qui s'est en grande partie construit derrière son écran, cet espace familier s'est rapidement imposé comme une direction stimulante, autant théoriquement que méthodologiquement. J'avais également développé un intérêt pour les études de discours, qui prennent une place manifeste dans les recherches portant sur du matériel collecté en ligne.

En investissant l'activité des mouvements LGBTI+ et des militant·es anti-genre sur les réseaux sociaux, il m'est apparu très vite, ici encore grâce aux rapports de SOS Homophobie, que les espaces en ligne étaient le théâtre d'expression décomplexée d'une haine polymorphe, visant aussi bien les minorités raciales que sexuelles et de genres, en passant par les morphologies physiques, la confession religieuse ou l'engagement des individu·es. Je constate également que les discours survenant sur cet espace font l'objet d'études importantes, largement inscrites dans la littérature sur les discours de haine. C'est au fil des semaines de collecte qu'est devenue particulièrement visible la relation des discours LGBTIphobes et des discours anti-genre et anti-lgbt : qu'ils soient explicites ou implicites, ces discours ciblent les mêmes groupes de populations, et le discours y est mobilisé comme outil de domination symbolique.

Ces cheminements illustrent l'approche abductive à partir de laquelle a été construite la démarche méthodologique présentée au cours de ce chapitre. Elle se décline en deux temps. Dans un premier temps, j'ai réalisé trois mois d'observations participante « périphérique » sur l'espace francophone de Twitter, au cours desquels j'ai collecté l'ensemble des productions hebdomadaires de *tweets* renvoyant à des mots et formules-clés spécifiques, à l'aide d'une recherche automatisée.

Dans un second temps, j'ai analysé l'échantillon collecté en m'appuyant sur une méthode mixte, qui croise la lexicométrie aux études critiques de discours. À l'aide d'outils tirés de la lexicométrie, je commence par décrire le corpus de micro-discours collectés, composé de 345 413 *tweets*, en illustrant la production des *tweets* par semaine selon les différents mots-clés utilisés, ainsi qu'en présentant les mots les plus fréquents des sous-corpus définis comme de la haine directe et de la haine dissimulée, par mois de collecte. Je mène ensuite une analyse critique de discours,

en croisant deux approches des études critiques de discours : l'approche historique du discours (DHA) et les études critiques de discours sur les réseaux sociaux (SM-CDS).

Pour présenter cette démarche, je suis les différentes vagues méthodologiques qu'a connues la recherche en contexte numérique, selon la vision d'ensemble proposée par Marres (2012a). Premièrement, l'auteure identifie les méthodes traditionnelles (*method-as-usual*) en sciences sociales, qui sont utilisées pour étudier les phénomènes numériques sans chercher à les adapter (Marres 2012b, 149). Deuxièmement sont identifiées les méthodes computationnelles (*big methods*), méthodes associées aux outils issus des domaines de l'informatique et des mathématiques pour exploiter « les opportunités que les médias en ligne offrent pour le développement de réseaux à grande échelle et l'analyse textuelle » (Marres 2012c, 149). Troisièmement, il y a les méthodes virtuelles, qui renvoient à la transformation digitale des méthodes sociologiques, soit à l'application dans un contexte numérique de méthodes qualitatives (Marres 2012d, 150). Finalement, il y a les méthodes numériques, qui cherchent également à appréhender des phénomènes socio-culturels dans leur manifestation en ligne, en employant cette fois des outils issus directement de l'environnement numérique. Introduire ces orientations méthodologiques permet d'annoncer l'organisation du chapitre, l'approche méthodologique suivie dans ce mémoire s'inscrivant au croisement des méthodes virtuelles, numériques et computationnelles.

I. Les méthodes virtuelles pour une observation participante « périphérique »

Les méthodes virtuelles, développées notamment par Hine (2000, 2005), se concentrent sur la transposition des méthodes qualitatives de recherche sociale dans les environnements numériques en ligne – soit « la façon dont des méthodes comme l'analyse de discours et l'ethnographie ont été et pourraient être transformées par leur application dans [ce] nouveau contexte » (Marres 2012e, 150). En suivant cette tradition, il s'agira de transposer les méthodes d'observation participante aux espaces en lignes numériques.

1.1. L'observation participante en ligne

Pour constituer mon corpus de *tweets*, trois mois d'observation participante « périphérique » sur l'espace francophone⁸ de Twitter ont été menés. Selon Gagnon (2012, 61), « cette technique sert à recueillir des données relatives à des comportements ou à des conditions environnementales observables ». L'observation participante se situe à l'entre-deux d'une immersion totale avec le sujet d'étude, et d'une prise de distance complète avec le sujet. Si les utilisateur·rices de Twitter, soit les personnes qui produisent les données recherchées, ne sont pas directement informés de ma présence sur ce terrain particulier, l'observation est participante au sens où « [elle] implique, à des degrés divers, que le chercheur prenne un rôle, participe à la vie de la communauté qu'il étudie » (Coulon 2002, cité dans Serpereau 2011a, 81). Dans mon cas, un compte personnel sera paramétré pour profiter des fonctionnalités de Twitter, mais l'observation participante en tant que telle « [est] marquée par la volonté d'interférer le moins possible avec le terrain social étudié » (Serpereau 2011b, 81). En ce sens, l'observation participante devient « périphérique » au sens de Adler, puisque « le chercheur n'occupe pas de rôle actif dans la situation » (Serpereau 2011c, 82). Cette compréhension de l'observation participante s'applique particulièrement bien à Twitter, qui « permet d'être au cœur des échanges, grâce aux données ouvertes et publiques, tout en étant invisible, en périphérie » (Arsenault 2015, 42). D'autres éléments viennent appuyer le choix de Twitter comme cas d'étude et comme terrain d'observation.

1.2. Twitter en tant que terrain de recherche

Pour une rapide contextualisation, Twitter est un système de microblogging apparu en 2006, dans lequel la production de *tweets* obéit aux règles éditoriales suivantes : concision du message par une limite de 280 caractères, exposition publique dans l'interface, impossibilité d'interdire des réponses à ses tweets, système d'indexation original par des *#hashtags* et des fonctions de promotion du contenu par des *retweets*, des favoris, des partages et la mention d'autres utilisateurs (Magat 2020a). C'est un réseau socio-numérique (RSN) tourné vers l'actualité politique,

⁸ Sur l'espace francophone et non français, n'ayant pas trouvé de code permettant une délimitation géographique sur les discours collectés ; seulement linguistique.

institutionnelle, médiatique et culturelle, davantage que sur l'actualité de nos « amis » et de sphères plus fermées, à l'instar de Facebook ou Instagram.

Choisir Twitter comme cas d'étude dans le cyberspace se justifie d'abord par l'empirie. De par l'importance du cyberspace dans la répartition des contextes de haine, SOS Homophobie propose depuis 2009 un détail dans la répartition des violences au sein du cyberspace. En 2013, durant les débats sur le mariage pour tous·tes, Twitter s'impose en tête de liste des espaces en ligne dans lesquels surviennent des LGBTIphobies en France. Depuis, Twitter restera parmi les premiers espaces de survenance de LGBTIphobies aux côtés de Facebook et de Youtube, selon les témoignages reçus par l'association (SOS Homophobie, 2009 – 2023).

Par ailleurs, l'étude de Twitter en tant qu'espace de conflit a fait l'objet de nombreuses recherches ces dernières années, présentées dans le chapitre deux. Cette prolifération d'études a permis de baliser la voie pour mener des terrains sur cet espace. La popularité de ce réseau social en tant que terrain de recherche numérique s'explique notamment par les avantages méthodologiques que présente cette plateforme. La grande majorité des *tweets* étant publics, leur collecte et traitement automatique via l'interface de programmation de l'application (API) de la plateforme sont facilités, par rapport à des espaces comme Facebook, davantage cloisonnés par des réseaux d'amis et des groupes privés. Pouvoir accéder à l'API de la plateforme permet d'interagir avec l'application Twitter à l'aide de packs de codes, qui répondent à des besoins spécifiques selon la recherche – d'où l'aspect automatisé de la collecte de donnée. Cet aspect du RSN a été mis en avant par la plateforme, qui a intégré les comptes-développeurs, destinés notamment aux chercheur·es, et qui permettent d'accéder facilement à ces fonctionnalités. Il existe deux API twitter principaux à configurer : l'API REST, qui permet de formuler un éventail de questions aux bases Twitter, et l'API Stream, qui garantit une lecture en continu du flux de données, et qui extrait des résultats en fonction d'une liste de mots-clés explicite. Ces fonctionnalités permettent la constitution de large échantillon de *tweets* (et de leurs méta-donnés) de manière automatisée et systématique (Magat 2020b).

Finalement, en raison de la nature du contenu retrouvé sur twitter, choisir ce terrain de recherche semble pertinent, vu la centralité du discours dans cette recherche, alors que des médias comme Instagram auront du contenu imagé, et Youtube du contenu vidéo. En menant un terrain de recherche sur Twitter, les premières données recherchées seront des *tweets*, compris comme des

micro-discours individuels. Avec ces *tweets* viennent des méta-données. Les études critiques de discours issus des médias sociaux (SM-CDS), en tant que méthode, me permettra d'identifier les méta-données à considérer pour répondre à mes questions de recherche.

1.3. Contexte de l'observation

Mener une observation participante demande de considérer le contexte dans lequel est réalisée la collecte de données. La collecte s'étant déroulée du dimanche 20 novembre 2022 au dimanche 5 février 2023, que s'est-il passé dans l'actualité qui intéresse mon sujet ?

La collecte de données a commencé le même jour que la coupe du monde de football 2022, qui a pris place au Qatar. En raison de plusieurs controverses en termes de droits humains et de coût environnemental, un appel au *boycott* a été lancé par des sportifs, des artistes, des entreprises et des ONG (Pezet 2022), mais l'évènement se déroulera malgré ces polémiques, et la finale France – Argentine deviendra un nouveau record d'audience planétaire pour une finale de Coupe du monde (Dassonville 2022). Parallèlement, depuis le 24 février 2022, la Russie a lancé une invasion militaire de l'Ukraine, alors que la guerre russo-ukrainienne a commencé en 2014, avec l'annexion de la Crimée. À partir de septembre 2022, l'Ukraine a initiée une contre-offensive. En raison de l'implication de la France dans ce conflit armé, en tant que soutien diplomatique comme militaire, l'actualité russo-ukrainienne est suivie par l'ensemble des médias français avec attention, y compris sur les réseaux sociaux. Il est pertinent de noter qu'en novembre 2022, la Russie a durcit ses législations contre la « propagande homosexuelle » envers les mineur·es, pour l'étendre à l'ensemble des productions culturelles (médias, Internet, littérature ou cinéma notamment), et pour transformer la désignation par une interdiction de « la propagande LGBT, du changement de sexe et de la pédophilie » (Viktine 2022).

Au niveau national, Éric Zemmour a lancé en septembre 2022 la campagne « Protégeons nos enfants », afin de lutter contre le « grand endoctrinement » qui renverrait au « lobby LGBT, [au] wokisme, [à l'] immigrationisme... toutes ces idéologies [qui] infiltrent peu à peu l'école depuis de nombreuses années » (Tanguy 2022). Introduit dans le premier chapitre, le « wokisme » est une récupération du mot « woke », qui a été popularisé lors des premières mobilisations du mouvement Black Lives Matter, en 2012 et en 2014. Le mot « woke » a été défini en 2017 par le dictionnaire Oxford comme signifiant « éveillé ou conscient, en particulier aux discriminations

raciales et aux injustices sociales » (Canet et Dupuis-Deri 2022a, 28). Ce mot sera cependant repris par des voix réactionnaires, qui vont redéfinir ce qui désigne initialement « un état d'esprit (être éveillé aux discriminations), pour en venir à caractériser un groupe social en particulier (les Wokes) », permettant de désigner par extension toutes les forces progressistes, notamment les mouvements antiracistes, féministes et LGBTI+ (Canet et Dupuis-Deri 2022b, 28). Cette récupération a émergé aux États-Unis, puis au Québec par des figures médiatiques comme Mathieu Bock-Côté (aujourd'hui chroniqueur sur CNEWS), pour connaître une percée médiatique en France en 2021, lorsque le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, déclara dans les médias que le « wokisme » est un « nouvel obscurantisme » qui viendrait « saper la démocratie et la République » (Canet et Dupuis-Déri 2022c, 28). Depuis, le discours anti-wokisme a été repris par les sphères politiques et médiatiques de droite et d'extrême-droite (Robert 2022, §1) et certaines figures intellectuelles de la gauche dite « républicaine » (Laval 2022, §5), notamment pour cibler les universités perçues comme des laboratoires du « wokisme » – dans la continuité de l'« islamo-gauchisme », terme également popularisé par Jean-Michel Blanquer, qui permet d'associer les universitaires (gauchistes) avec l'Islam radical.

Hormis l'intégration du « wokisme » dans les menaces qui cibleraient les enfants français, il est pertinent de noter les 10 ans de mobilisation de la Manif Pour Tous en novembre 2022 (de Longraye 2022), et le premier anniversaire du parti créé par Éric Zemmour pour sa campagne présidentielle, Reconquête⁹, en décembre 2022 – deux évènements significatifs pour le corpus constitué.

Par ailleurs, ma collecte de donnée a débuté avec le rachat de Twitter par « le multimilliardaire le plus détesté des wokes » (Eynaud 2023a), Elon Musk. De ce rachat sont apparues plusieurs conséquences. D'une part, au moins 62 000 comptes de plus de 10 000 abonnés, précédemment bannis pour avoir violé les règles de la plateforme, ont été réintégré dès la prise en fonction de E. Musk (Platformer, cité dans Travère 2023a). Parmi ces comptes se trouvent différentes figures des sphères conservatrices, masculinistes et racistes tels que l'influenceur masculiniste Andrew Tate, arrêté en décembre 2022 pour proxénétisme (*Radio-Canada* 2023) ou le suprématiste blanc et néo-nazi américain Nick Fuentes (Travère 2023b). En France, cela a permis

⁹ S'écrit « Reconquête ! », mais sera désigné par « Reconquête » pour une raison de ponctuation.

le retour de figures politiques comme Jean Messiha, ancien cadre du RN, ou de l'essayiste à la source du « Grand Remplacement », Renaud Camus (Eynaud 2023b). Par ailleurs, Elon Musk a revu le système de certification de la plateforme, qui, par une pastille bleue, permettait d'authentifier l'identité de l'utilisateur·rice et donc le « sérieux » de son profil (Travères 2023c). Ce système de certification est devenu accessible via un abonnement mensuel, permettant de s'autocertifier bien plus facilement. Travères (2023d) note que le site francophone complotiste « Les DeQodeurs », par exemple, arbore désormais cette pastille bleue, certifiant au regard des utilisateur·rices les informations que propose ce média. En outre, Elon Musk a renvoyé 50% de l'effectif mondial de Twitter (soit 4000 personnes), pour que trois mois après, seulement 1300 personnes travaillent encore activement chez Twitter. Ces vagues de licenciement ont réduit significativement les effectifs des équipes de modération des contenus haineux et de la désinformation, favorisant ainsi la libre expression de discours condamnables (Travères 2023e).

Mon entrée de terrain s'est ainsi faite dans un climat international polémique, et dans un environnement tout aussi controversé sur la plateforme numérique. Le contexte national intéresse particulièrement mon sujet, cette collecte ayant démarré deux mois après le lancement de la campagne « Protégeons Nos Enfants » par Éric Zemmour. Les déclarations accompagnant cette campagne suggèrent la présence importante de discours anti-wokisme dans le corpus constitué.

II. Les méthodes numériques pour bricoler entre Twitter, RStudio et RTweet

Le programme des méthodes numériques, développé notamment par Richard Rogers (2009), se concentre sur « l'adoption générale des méthodes propres aux sciences sociales dans les environnements numériques en ligne, et les conséquences pour la forme et les perspectives de la recherche sociale numérique » (Marres 2012f, 151). Cette approche avance que les dispositifs numériques dominants, tels que les moteurs de recherche, les sites et les réseaux sociaux, « peuvent être adaptés à des fins de recherche sociale, et accorde à ces dispositifs la capacité d'informer le développement de nouvelles méthodes de recherche sociale », qui conduiraient à des analyses « nativement numériques » (Marres 2012g, 151). C'est dans la tradition des méthodes numériques qu'a été développée ma méthode de collecte de *tweets*, via l'API de la plateforme sociale et grâce au langage informatique. Aussi, mettre en place cette méthode m'a demandé

d'adopter la philosophie des « ingénieur·es de recherche », qui passe par trois principes : « hacker » (bricoleur de code), « maker » (apprendre en faisant) et « open source » (courant de pensée selon lequel le code source d'un logiciel doit être libre, soit exécutable, consultable, modifiable et redistribuable par n'importe qui) (Antolinos-Basso et al. 2022, §3).

En septembre 2022 m'est venue l'idée d'investir Twitter en tant que terrain de recherche. En plus des motivations empiriques précisées plus haut, des échos sur les fonctions de recherche avancées de Twitter m'ont incité à vérifier les possibilités permises par cette plateforme sociale pour y collecter des données, en créant un nouveau compte Twitter @hugddb. La mise en place de la collecte de donnée a commencé le 7 novembre 2022, avec la création d'un courriel relié à mon nouveau compte Twitter Developer, ainsi qu'avec l'installation du langage informatique R sur mon ordinateur, et de la console RStudio qui l'accompagne. La prochaine étape était de formuler la demande d'accès à l'API Twitter.

II.1. Accès à l'API Twitter et authentification

Plusieurs niveaux d'accès sont proposés par l'interface Twitter Developer. L'accès « Essentiel » permet d'accéder rapidement à l'API Twitter v2, via la plateforme de développement. L'accès « Élevé » permet d'obtenir « un accès gratuit et supplémentaire aux points de terminaison et aux données, ainsi qu'à des environnements d'applications supplémentaires ». Ce niveau d'accès permet notamment d'interagir avec l'API de Twitter via des applications extérieures, et élargit considérablement le nombre de *tweets* récupérables par mois (500 000 contre 2 millions). Finalement, l'accès « Recherche Universitaire » donne des libertés considérables, particulièrement en termes de *tweets* collectables par mois, et dans l'accès aux archives de Twitter : ce niveau d'accès permet de rechercher à travers la mémoire numérique du réseau social, quand le niveau d'accès « Élevé » ne permettra de rechercher que parmi les *tweets* publiés dans les 6 à 9 derniers jours (Twitter Developer 2023). Si le niveau d'accès universitaire me semblait le plus pertinent pour la collecte de donnée, son utilisation est conditionnée par la capacité du demandant à fournir trois liens certifiant de son appartenance au milieu universitaire : un lien vers un compte google scholar ; un lien du profil de chercheur·e au sein de son institution ; et le profil du/de la chercheur·e au sein d'un groupe de recherche. N'ayant pu répondre à la seconde condition en tant qu'étudiant à la maîtrise, je me suis tourné vers le niveau d'accès « Élevé », qui a permis de redéfinir mon

approche. Plutôt que de retracer les discours étudiés à l'aide des archives de Twitter, la mise en place d'un dispositif de veille permet la captation des *tweets* publiés dans les 6 à 9 jours précédents les moments de collecte¹⁰.

Pour continuer la configuration, après le niveau d'accès vient le choix de la méthode d'authentification à l'API Twitter, parmi 4 options : OAuth 1.0a (permet à une application Dev Twitter autorisée d'accéder aux informations d'un compte privé ou d'effectuer une action au nom d'un compte Twitter) ; App Only (permet d'accéder aux informations accessibles publiquement sur Twitter) ; Basic Authentication (authentification via le serveur http) ; OAuth 2.0 Authorization code flow with PKCE (permet de s'authentifier au nom d'un autre compte avec un meilleur contrôle sur l'étendue d'une application et les flux d'autorisation sur plusieurs appareils) (Twitter Developer 2023). Dans le cadre de cette enquête, n'ayant pas besoin de faire d'action sur Twitter (en tant que participant) ou d'accéder aux informations spécifiques d'un compte, mais seulement d'accéder aux données publiques de Twitter, l'authentification App Only est suffisante. La mise en place de cette procédure d'authentification s'est faite avant le déblocage de l'accès élevé, dans la section *Developer Portal* -> Projects and apps -> Project 1 -> ProjetQ1 (qui correspond à mon « application ») -> Keys and Tokens.

Dans la section Keys and Tokens, il faut inscrire l'API Key et l'API Key Secret, qui sont les clés d'identification données par Twitter Développeur lors de la création d'un compte Developer, ainsi que le Bearer Token, soit le jeton d'authentification à l'application, donné au même moment que les clés d'identification. Il faut également fournir un jeton d'accès et son « secret » (Access Token and Secret), qui sont générés à partir des trois premiers éléments.

Pour autant, je n'ai pas pu m'authentifier via RStudio avant que mon niveau d'accès « Élevé » ait été approuvé. La demande d'Accès « Élevé » se fait également dans le Developer Portal. Il faut transmettre à Twitter différentes informations de bases (mail, nom d'utilisateur, pays de localisation et niveau de codage informatique), puis développer l'utilisation envisagée de l'API de Twitter. Dans mon cas, ce développement comprenait une présentation de mon profil d'étudiant, de mes intérêts de recherche et de mon projet. Pour présenter le projet, j'ai insisté sur les détails méthodologiques et les données que je comptais récolter à l'aide de l'API Twitter.

¹⁰ A noter que les conditions d'accès à l'API Twitter ont été modifiées le 9 février 2023. L'accès « Elevé » est devenu l'accès « Basic » et coûte maintenant 100\$US/mois, et l'accès « Recherche Universitaire » a été retiré (Coëffé 2023).

Suite à ma demande, l'équipe de Twitter Developer m'a contacté par courriel pour questionner mes intentions et demander des détails sur l'utilisation de l'API envisagée. Au cours de ces échanges j'ai dû apporter plusieurs précisions au projet, notamment que je n'allais pas devoir faire d'action directement sur Twitter, ce qui prévient mon interaction avec des utilisateur·rices, et limite mon utilisation de leurs données personnelles et de leur contenu. J'ai également précisé le cadre dans lequel sera présenté mon mémoire. Finalement, l'accès « Élevé » me sera accordé au bout de 36 heures d'échanges par courriel, et je n'ai plus jamais eu ni à échanger avec Twitter sur ma recherche, ni même à accéder à Twitter pour mener cette collecte, grâce à la console RStudio.

II.2. Configuration de RStudio et identification des packs de codes appropriés

Parallèlement à la configuration de l'application sur Twitter, j'ai dû m'introduire au monde des codes et du langage informatique, afin de voir les possibilités avec ces outils jusque-là intouchés. L'idée d'utiliser le codage informatique est venue de la présentation tenue par Magat (2020c), dont la diapositive est accessible en ligne. En plus de développer les différents aspects qu'impliquent une recherche avec Twitter comme terrain, la chercheuse précise qu'il est possible « de collecter directement depuis R avec le package « twitterR » qui s'appuie sur l'API » (Magat 2020d). À la lecture de ces lignes, et en tant que non initié, j'ai pu bénéficier du soutien d'un ami, étudiant en science informatique et familier avec le langage R. Si celui-ci n'avait jamais exécuté d'opérations semblables avec R, son expertise m'a été précieuse pour savoir naviguer sur la console RStudio, lire, entrer et modifier des lignes de codes, ainsi que des conseils propres à tout domaine d'étude – soit quoi chercher, où le chercher et comment.

À partir de cette introduction, il m'a été facile de retrouver le package de codes mentionné par Magat (2020e), mais des recherches menées sur Github, une plateforme où les développeurs partagent leurs packs de codes et répondent aux problématiques de ceux qui les utilisent, ainsi que sur Reddit, un forum de discussion, m'ont informé qu'un package plus récent avait été développé pour les mêmes fonctions et avec une utilisation simplifiée : le package RTweet.

Search tweets or users

Search for up to 1000 tweets containing #rstats, the common hashtag used to refer to the R language, excluding retweets:

```
rt <- search_tweets("#rstats", n = 1000, include_rts = FALSE)
```

[Code utilisé pour la recherche de tweets à partir du package RTweet]

Triangler entre différents forums et essayer plusieurs requêtes et packages de codes ont été des étapes importantes, afin de réussir à éclaircir les zones grises qui couvraient encore ce moment de configuration, et la réalisation qui s'en venait. Après le package « Rtweet », j'ai trouvé le package « writexl » pour transposer les données collectées via RStudio sur un fichier Excel (Data to Fish 2021). Finalement, avec les bons packages installés, l'accès « Élevé » à l'API Twitter autorisé et mon authentification effectuée, liant ainsi mon application Twitter à ma console RStudio, mes premiers tests pouvaient commencer.

II.3. Constitution du corpus, tests et réalisation de la collecte de données

Une fois qu'ont été sélectionnés les codes qui serviront ma collecte de donnée en cohérence avec les objectifs de cette enquête, il me faut définir les éléments qui vont constituer le corpus, soit les mots et formules clés qui guideront les semaines de collecte. Plusieurs principes de base doivent guider la constitution du corpus (Sitri et Barats 2017a). Il faut d'abord le construire en fonction des questions et des pistes de recherche, ou selon les outils et catégories qui seront mobilisés pour le constituer. Il faut ensuite contextualiser les textes contenus dans le corpus, informer sur leur contexte de production, ainsi qu'inclure un axe de comparaison entre les composants, qui permettra de faire ressortir les spécificités de l'objet étudié (Sitri et Barats 2017b, §2-7).

Ici, la logique de constitution qui guide le corpus est principalement basée sur mon outil de collecte, soit la recherche par mots et formules clés. Après avoir défini le contexte dans lequel allait être mené la constitution du corpus, j'ai formulé deux types de discours recherchés et comparables – la haine directe, renvoyant aux discours LGBTIphobes, et la haine dissimulée, renvoyant aux discours anti-genre et anti-lgbt. Ces types de discours peuvent être définis selon un ensemble de mots et de formules clés qui ont été « semés » au cours du chapitre contextuel, illustrant la constitution du corpus principalement par voie archivistique (Sitri et Barats 2017c, §14).

Aussi, les discours LGBTIphobes ont initialement été identifiés à l'aide des mots-clés suivants :

Gayphobie	Lesbophobie	Transphobie
enculé ; sodomite ; pédé ; pd ; pédéraste ; pédo ; pédophile ; lopette ; tapette ; tarlouze ; tantouze ; pedale ; fiotte	gouine ; goudou ; butch ; brouteuse	travesti ; travelo ; trav

Pour la catégorie gayphobie, qui renvoie à une forme d'homophobie touchant spécifiquement les hommes, la définition des mots-clés s'est faite à l'aide du rapport de SOS Homophobie publié en 2018, qui identifie des catégories d'insultes hétéronormatives, parmi lesquelles des insultes stigmatisant les pratiques sexuelles des gays (pd/pédé, enculé, sodomite, pédéraste) et des insultes stigmatisant l'identité de genre des gays (pédale, tapette, lopette, tantouze, tarlouze, fiotte). J'ai rajouté en complément « pédo » et « pédophile » pour vérifier si la pédophilie était mise en relation avec l'identité homosexuelle masculine dans les discussions.

Pour la catégorie lesbophobie, qui renvoie à une forme d'homophobie touchant spécifiquement les femmes, j'ai utilisé le même rapport de SOS Homophobie (2018), qui identifie des insultes stigmatisant l'identité de genre des lesbiennes (gouine, goudou, butch) ainsi que leurs pratiques (brouteuse) (SOS Homophobie 2018, 73). Pour la catégorie transphobie, qui renvoie au sentiment ou à la manifestation de rejet, de mépris ou de haine envers les personnes ou comportements associés aux transidentités, je me suis appuyé sur le chapitre « Les trans sont des travestis, des homos invertis » (Espineira et Thomas 2022) de l'ouvrage *Transidentités et transitude*, et complété par le site de SOS Transphobie (2019).

La différence du nombre de mots-clés recherchés par catégorie peut d'abord s'expliquer par les manifestations différenciées de gayphobie, de lesbophobie et de transphobie. Selon le rapport de SOS Homophobie 2022, les manifestations de gayphobie passent d'abord par les insultes (54%), quand les manifestations de lesbophobie comportent principalement du rejet (64%) puis des insultes (39%), de même que pour les manifestations de transphobie, qui comportent à 79% du

rejet, puis des insultes à 27%. Les mots-clés définis pour constituer le sous-corpus « haine directe » illustrent également le biais lié à ma positionnalité de chercheur, homme, cisgenre et gay ; alors que les mots-clés renvoyant à la gayphobie sont le produit de mon expérience individuelle, et dont la sélection a été appuyée par la littérature, les mots-clés renvoyant à la lesbophobie et à la transphobie ont été définis à partir des termes péjoratifs les plus courants selon les études mentionnées. Pour prévenir ce biais dans la constitution du sous-corpus « haine directe », il aurait été préférable de co-définir les mots-clés renvoyant à la lesbophobie et la transphobie auprès de personnes concernées par ce type de violence, afin de privilégier leurs expériences situées.

Du côté de la haine dissimulée, les discours compris comme anti-lgbt ou anti-genre ont été initialement identifiés par les mots et formules clés suivant :

Anti-genre	Anti-lgbt	Anti-progressiste	Autres
Idéologie du genre Théorie du genre Manif pour tous	Lobby LGBT Propagande LGBT	Woke, wokisme, wokiste Islamogauchiste, NUPES	Terf, detrans, detransition, heterophobe, heterophobie, cisphobe, cisphobie, power rangers, LGPD

Pour la catégorie de discours anti-genre, j'ai repris les formules « théorie du genre » et « idéologie du genre » qui avaient déjà été recherchées par Julliard (2016g, §7), en ajoutant « Manif pour tous » pour voir l'état des discussions autour du collectif éponyme, qui a largement contribué à diffuser les discours contre le « genre » en France, dix ans auparavant.

Pour la catégorie de discours anti-LGBT, j'utilise les formules « Lobby LGBT », déclinaison du « lobby gay » de Jean-Marie Le Pen apparu avec l'espace de militantisme LGBT, et « Propagande LGBT », dont l'une des racines peut être retracée à la condamnation du « prosélytisme homosexuel » pendant les années de la crise du SIDA en France. L'utilisation de cette formulation s'est vue actualisée avec le passage de la loi fédérale russe n°135-Φ3 contre « la

propagande homosexuelle » auprès des mineur·es. Comme précisé dans le contexte de collecte, cette loi s'est vue renforcée en novembre 2022 pour s'étendre à l'interdiction de « faire la promotion de relation sexuelle non-traditionnelle » auprès de tous les publics, médias, livres ou en ligne, ainsi que de « la promotion du changement de genre et de la pédophilie » (Euronews 2022).

La catégorie « anti-progressiste » a été créée principalement à but de vérification. Comme précisé précédemment, le terme « wokisme » s'est imposé en France courant 2021. Comprenant notamment les luttes LGBTI+, parmi les différentes luttes progressistes animées par « l'idéologie woke », rechercher l'utilisation de ces termes vise à vérifier la relation des discours anti-wokisme, anti-lgbt et anti-genre. J'ai ajouté « islamo-gauchisme » et « NUPES », abréviation qui renvoie à la « nouvelle union populaire écologique et sociale », soit la coalition des partis de gauche qui s'est formée sur la scène politique française, à l'issue des élections présidentielles de 2022.

Finalement, la catégorie « Autres » renvoie à des mots et formules clés repérés lors des premières semaines d'enquête, et dont il semblait pertinent d'observer l'évolution de leur utilisation. L'abréviation « TERF » est l'acronyme de *trans-exclusionary radical feminists*, soit les militant·es féministes qui rejettent l'identité des femmes trans et qui sont hostiles à l'inclusion des personnes trans et non-binaires dans les mouvements féministes (Dictionary.com 2023). « Detrans » et « Detransition » désignent les personnes anciennement trans, et le procédé qui permet de « détransitionner ». Il est important de noter que cet argument est mobilisé par les mouvements anti-trans aux États-Unis, pour présenter la transition comme « anormale » ou « l'accès au soin d'affirmation du genre [...] comme une option trop facile » (Sansfaçon, Gelly et Susset 2022). Les mots « Heterophobe-ie » et « cisphobe-ie » suivent la même logique de construction que « racisme anti-blanc » pour désigner des formes de discriminations vécues par la majorité dans un contexte ordinaire, et non systémique. Enfin, « LGPD » et « Power Rangers » ont été identifiés comme des procédés discursifs permettant de désigner la communauté LGBTI+ péjorativement, tout en contournant les systèmes de modération.

Au cours du premier mois de terrain, mon processus de collecte sera sujet à plusieurs modifications, autant dans les paramètres des codes employés que dans les mots et formules clés recherchés. Ces modifications reflètent la familiarité progressive avec l'outil de collecte, ainsi que de premières observations faites.

Au niveau des codes employés, le premier ajustement fut de trouver le bon plafond de *tweets* collectables par mots-clés recherchés. J'ai commencé avec $n = 1000$, soit 1000 *tweets* collectables pour un mot-clé, pour l'élever à $n = 5000$ la 2^e et la 3^e semaine, puis finalement à $n = 10\ 000$ à partir de la 4^e semaine. Je me suis stabilisé à 10 000 *tweets* par mots-clés pour être sûr de capter l'ensemble des *tweets* produits, le seul terme atteignant ce plafond étant « enulé », en tant qu'insulte parmi les plus utilisées de la langue française (Lebugle Mojdehi 2018a, §17). À la quatrième semaine de collecte, un autre choix méthodologique a été fait : celui de ne pas inclure les *retweets* (code) pour la collecte du sous-corpus de haine directe, mais de les inclure pour le sous-corpus de haine dissimulée. Ce choix découle directement du précédent, les termes renvoyant à la haine directe, et particulièrement « enulé », atteignant le plafond $n = 10000$ sans *retweet*, quand ceux relevant de la haine dissimulée ne dépassaient pas 10 000 avec les *retweets*. Pour autant, lors de l'analyse des données, j'ai pris conscience que ce choix a faussé la comparabilité des deux sous-corpus, et qu'il aurait été préférable d'inclure les *retweets* pour les deux sous-corpus, ou pour aucun.

Au niveau des mots et formules clés recherchés, j'ai également dû faire des choix durant les premières semaines de collecte. Certains termes renvoyaient trop « directement » à leur signification – aussi, le terme « pédophile » renvoyait avant tout à des discours portant sur des affaires de pédophilie, et l'abréviation « nupes » à l'actualité de la gauche française. L'abréviation « terf » s'est avérée être largement utilisée en tant que contre-discours, par des militant·es transféministes. Finalement, la formule « power rangers » m'est apparue dans un *tweet* qui désignait les personnes de confessions juives de « dragons célestes » (en référence au manga « One Piece »), et les personnes LGBTI+ de « power rangers » (en référence à la série homonyme, et à leurs uniformes de toutes les couleurs). Croyant tenir une piste intéressante en plus d'être originale, j'ai collecté cette formule pendant 3 semaines, jusqu'à ce que la collecte soit étouffée par la sortie du nouveau film « Power rangers ».

Ma méthode de collecte s'est stabilisée au bout de la 4^e semaine, et sera menée hebdomadairement à partir de la feuille de code suivante :

```

[Forme générale] :
st2 <- search_tweets2(c("x", "x"), lang = "fr", n = 10000)
write_xlsx(st2, "test0_mot-recherché.xlsx")

[Haine directe] :
st2 <- search_tweets2(c("trav", "travelo", "travesti"), lang = "fr", include_rts = FALSE, n = 10000)
write_xlsx(st2, "test12_trav-elo-esti.xlsx")

st2 <- search_tweets2(c("gouine", "goudou", "butch"), lang = "fr", include_rts = FALSE, n = 10000)
write_xlsx(st2, " test12_gouine-goudou-butch.xlsx")

st2 <- search_tweets2(c("encule", "brouteuse", "sodomite"), lang = "fr", include_rts = FALSE, n = 10000)
write_xlsx(st2, " test12_encule-brouteuse-sodomite.xlsx")

st2 <- search_tweets2(c("pd", "pédé", "pédo", "pédéraste"), lang = "fr", include_rts = FALSE, n = 10000)
write_xlsx(st2, " test12_pd-pédé-pédéraste-pedo.xlsx")

st2 <- search_tweets2(c("lopette", "tarlouze", "tantouze", "pedale", "fiotte", "tapette"), lang = "fr", include_rts = FALSE, n = 10000)
write_xlsx(st2, " test12_lopette-tarlouze-tantouze-pedale-fiotte-tapette.xlsx")

[Haine dissimulée] :
st2 <- search_tweets2(c("manif pour tous", "ideologie du genre", "theorie du genre"), lang = "fr", n = 10000)
write_xlsx(st2, "test12_manifpourtous-ideologie-theoriedugenre.xlsx")

st2 <- search_tweets2(c("LGPLD", "lobby LGBT", "propagande LGBT"), lang = "fr", n = 10000)
write_xlsx(st2, " test12_lgpd-lobby-propagandelGBT.xlsx")

st2 <- search_tweets2(c("woke", "wokisme", "wokiste"), lang = "fr", n = 10000)
write_xlsx(st2, " test12_woke-isme-iste.xlsx")

st2 <- search_tweets2(c("heterophobe ", " heterophobie ", " cisphobe ", " cisphobie "), lang = "fr", n = 10000)
write_xlsx(st2, " test12-hetero-cisphobe-ie.xlsx")

st2 <- search_tweets2(c("detrans", "detransition"), lang = "fr", n = 10000)
write_xlsx(st2, " test12_detrans-ition.xlsx")

st2 <- search_tweets2(c("islamogauchisme", "islamogauchiste"), lang = "fr", n = 10000)
write_xlsx(st2, " test12_islamogauchisme-iste.xlsx")

```

[Lignes de codes à la douzième semaine de collecte : forme générale ; directe ; dissimulée]

Le dimanche 5 février 2023 sera le dernier jour de mon observation participante « périphérique ». Une fois le corpus constitué, les prochaines étapes sont le traitement puis l'analyse des *tweets* collectés, à l'aide des méthodes computationnelles et virtuelles.

III. Les méthodes computationnelles pour le traitement et l'analyse du corpus

Les méthodes computationnelles (*big methods*), sont associées aux outils issus des sciences mathématiques et informatiques pour explorer les possibilités offertes par les médias en ligne pour « le développement de réseaux à grande échelle et l'analyse textuelle [automatisée] » (Marres 2012h, 149). Ces méthodes sont généralement liées à l'extraction, l'analyse et la visualisation de vastes corpus de données (*big data*) issues d'Internet et des réseaux sociaux (Millerand, Myles et Proulx 2020, 28).

Une fois que le corpus de *tweets* fut constitué, il m’a fallu formater et nettoyer les données collectées, afin de permettre leur exploitation par des outils logiciels. Les fichiers Excel créés avec le package de codes « writexl » et via RStudio étaient illisibles par des logiciels de traitement de données, ce qui m’a demandé de recréer un fichier Excel par semaine de collecte et d’y transférer les données correspondantes. Une fois cette étape réalisée, j’ai pu supprimer les doublons de la collecte, identifier les variables qui m’intéressaient et sélectionner les mots et formules clés qui seront analysés. J’ai décidé de ne pas analyser les mots [lopette, tapette, tarlouze tantouze, pédale, fiotte], estimant que le sous-corpus renvoyant à la gayphobie était déjà surreprésenté, ainsi que [islamo-gauchisme], dont les résultats s’éloignaient de mon objet d’étude. À l’issue de ces opérations, mon corpus est constitué de 345 413 *tweets*, ce qui s’apparente à un échantillon *big data*. En m’appuyant sur les méthodes computationnelles et virtuelles, je suis une méthodologie mixte issue de l’analyse critique de discours basée sur un corpus pour traiter, présenter et analyser le corpus constitué.

III.1. Les méthodes mixtes, et l’analyse de discours basée sur un corpus

Les méthodes de recherche mixtes peuvent se définir par la combinaison de manière intégrée de méthodes qualitatives et quantitatives au sein d’un projet de recherche, permettant d’établir un « pont » entre les deux traditions méthodologiques (Turcotte 2016, 114). Les méthodes quantitatives désignent l’utilisation « d’outils d’analyse mathématiques et statistiques, en vue de décrire, d’expliquer et de prédire des phénomènes par le biais de concepts opérationnalisés sous forme de variables mesurables » (Duchastel et Laberge 2014a, §11). Cette tradition cherche la possibilité de généralisation, en procédant à une réduction de la complexité de l’objet d’étude, favorisant une démarche déductive et encourageant ainsi les analyses en largeur (*thin*) qui se basent sur des variables, afin de mesurer et d’expliquer (Duchastel et Laberge 2014b, §14). Les méthodes qualitatives permettent à l’inverse des analyses en profondeur (*thick*) et visent la compréhension du sens plutôt que l’explication causale. Cette tradition diffère dans son épistémologie, favorisant la subjectivité et l’empathie du chercheur, insistant sur la singularité et le contexte et s’appuyant sur les idées de « transférabilité », de crédibilité et d’engagement axiologique – soit la prise de conscience par le chercheur de ses propres biais et expériences qui pourraient venir influencer sa recherche (Duchastel et Laberge 2014c, §13). En mélangeant ces deux traditions méthodologiques,

je souhaite proposer une méthode mixte dite « séquentielle », selon laquelle « la mobilisation d'une méthode dépend logiquement d'une autre méthode au préalable » (Aguilera et Chevalier 2021a, §36), en entrant dans l'analyse par une méthode quantitative, pour l'approfondir à l'aide d'une méthode qualitative.

Suivre une méthode mixte permet de pallier certaines des limites identifiées dans la pratique de recherche en ligne, notamment sur Twitter. D'une part, les méthodes purement quantitatives, appuyées sur des échantillons *Big Data*, présentent des difficultés pour la validation des résultats. De l'autre, les méthodes qualitatives, basées sur des échantillons plus petits, « semblent difficilement transposables à de grandes échelles » - d'où le développement d'une approche « quali-quantitative » (Venturini et Latour 2010, cité dans Severo et Lamarque-Perrin 2018, §2). En suivant cette tradition méthodologique, je vise à répondre à la stratégie d'« enrichissement », qui vise « à enrichir théoriquement l'approche quantitative en dévoilant des processus ou des mécanismes qu'elle ne pouvait pas saisir », sans remettre en cause le résultat obtenu à l'étape quantitative (Aguilera et Chevalier 2021b, §43). Cette stratégie me permet de dessiner de grandes catégories de discours à partir de l'étape quantitative, pour venir enrichir ces catégories par l'analyse qualitative.

Pour ce faire, je compte m'appuyer sur les méthodes de recherches combinant la linguistique de corpus et l'analyse de discours, comprises sous la désignation d'analyse de discours basée sur un corpus (CADS). Ce courant de recherche peut être présenté comme une analyse de discours « dont la validité est renforcée par l'utilisation de méthodes d'analyse de corpus perçues comme plus « scientifiques » ou « empiriques » (Ancarno 2020a, 174), ou à l'inverse comme une analyse de corpus enrichie par les méthodes qualitatives de l'analyse de discours, qui permettent de fournir un aperçu du contexte dans lequel le langage est utilisé (Ancarno 2020b, 175). La CADS renvoie à de nombreuses directions possibles, certaines études utilisant seulement une gamme d'outils issus de l'analyse de corpus ou de l'analyse de discours, tandis que d'autres peuvent mobiliser une approche analytique particulière issue de ces traditions méthodologiques. Aussi, les prochaines parties visent à « rendre compte explicitement de la mesure dans laquelle [je m'appuie] sur la linguistique de corpus et l'analyse du discours, et [à] expliquer quelles méthodes spécifiques de ces deux domaines » sont utilisées (Ancarno 2020c, 176).

III.2. Analyse de corpus inspirée de la lexicométrie

La linguistique de corpus peut se définir comme « un ensemble de méthodes pour explorer de grandes quantités de textes disponibles numériquement » (Ancarno 2020d, 166), notamment pour en obtenir une vision d'ensemble spécifique (Kutter 2017a, 170). Certaines de ces méthodes favorisent l'analyse de corpus thématiques, soit des corpus construits selon la question de recherche, et qui « se concentrent sur l'exploration corpus-linguistique de catégories telles que les topoï ou les cadres sémantiques » (Kutter 2017b, 171), ce qui est le cas du corpus constitué.

Parmi les approches possibles, la lexicométrie renvoie à la discipline qui prend en charge l'analyse informatisée du discours et du lexique, soit « toute une série de méthodes qui permettent d'opérer, à partir d'une segmentation, des réorganisations formelles de la séquence textuelle et des analyses statistiques portant sur le vocabulaire » (Leimdorfer et Salem 1995, cité dans Souti 2015a, 123). La lexicométrie consiste donc à analyser des textes en comptant les mots qu'ils contiennent, « c'est-à-dire en identifiant les motifs que dessine la répétition des éléments du lexique d'un corpus » (Cointet et Parasio 2018a, §10), à l'aide de logiciels de statistique lexicale. Cette méthode permet de « déconstruire le plus objectivement possible un texte pour accéder à son sens » (Mayaffre 2005, cité dans Souti 2015b, 129). Cependant, certains sociologues considèrent la lexicométrie comme « une façon superficielle de traiter les textes » (Cointet et Parasio 2018b, §10), notamment parce qu'elle consiste à attribuer un sens aux occurrences d'un terme sans interroger ses contextes d'apparitions (Cointet et Parasio 2018c, §14). La pertinence scientifique de cette méthode est également questionnée, cette approche s'arrêtant à une description « graphique, visuelle, matérielle et informatique » des textes (Souti 2015c, 126).

Intégrer la lexicométrie dans un dispositif méthodologique mixte permet cependant de pallier ces limites, l'analyse qualitative qui suivra visant à enrichir l'étape quantitative de l'analyse. Pour commencer une analyse lexicométrique, la première étape, après avoir constitué le corpus d'analyse, est de procéder à sa division en plusieurs sous-parties comparables – division qui tient compte des pistes théoriques qui guident l'analyse (Souti 2015d, 126). Dans le cas présent, la division du corpus s'est faite en deux étapes. La première division est faite selon le type de discours identifié, ouvrant à un sous-corpus « haine directe » et à un sous-corpus « haine dissimulée ». La seconde division est faite selon le mois de collecte des discours, chaque mois comportant respectivement quatre semaines de collecte. Cette seconde division vise à permettre une

comparaison lexicale des sous-corpus « haine directe » et « haine dissimulée », selon le mois de collecte, afin de faire ressortir l'évolution thématique des deux sous-corpus.

Après la division du corpus global en sous-corpus, il faut mettre en place des programmes lexicométriques qui vont effectuer les calculs statistiques de lexique des sous-corpus – bien qu'il ne faille pas perdre de vue « qu'il appartient au linguiste d'interpréter les faits quantitatifs décelés par la machine » (Souti 2015e, 126). Parmi les options de logiciels permettant de faire des statistiques lexicales, j'ai choisi de me tourner vers le logiciel NVivo, qui appartient à la famille des logiciels ADQAO/CAQDAS, soit des logiciels qui permettent « d'aider les utilisateurs à organiser et à analyser des données hétérogènes, non numériques et non structurées » (Bazeley et Jackson 2019, cité dans Point et Baudet 2023a, §3). Selon Roy et Garon (2013a, 166), NVivo présente plusieurs faiblesses, en utilisant des outils empruntés aux méthodes quantitatives, en possédant son langage propre et, de par la diversité des outils d'analyse possibles, une certaine difficulté dans la prise en main. NVivo n'est pas « conçu pour faire des analyses statistiques ou des comptages d'occurrences » (Krief et Zardet 2013, §52), bien qu'il permette de compter la fréquence des mots contenus dans un corpus, de générer des tableaux et des graphiques, et « d'utiliser des outils qui rappellent les méthodes quantitatives » (Roy et Garon 2013b, 166). Aussi, l'utilisation de NVivo pour mener l'analyse de mon corpus se justifie davantage pour l'étape qualitative de l'analyse de discours, pour laquelle les possibilités d'importation d'un grand nombre de données textuelles, la traçabilité des opérations ainsi que la flexibilité du logiciel pour l'organisation possible des données et la visibilité de celles-ci sont autant d'arguments qui justifient ici l'adoption de NVivo (Point et Baudet 2023b, §39). L'analyse lexicométrique sera donc limitée à la description du corpus par la fréquence des mots les plus présents des sous-corpus, et à une première catégorisation lexicale et thématique de ceux-ci, répondant à l'objectif de cette première étape quantitative, qui vise avant tout à faciliter l'étape qualitative de l'analyse, en créant une brèche dans un corpus *big data*.

Une fois l'analyse statistique effectuée, il s'agit d'illustrer l'analyse lexicométrique, toujours à l'aide de NVivo. Pour ce faire, j'utilise des nuages de mots pour présenter les mots les plus fréquents des sous-corpus analysés statistiquement. Les nuages de mots permettent de construire une représentation graphique des mots d'un texte dans laquelle ceux-ci s'affichent dans des polices de caractères plus ou moins grandes, qui sont fonction de leur fréquence d'apparition

dans le texte (Fleury, Née et Barats 2017a, §44). Ce sont des représentations visuelles à interpréter prudemment, qui ne permettent pas de « comprendre » le corpus en tant que tel, mais plutôt d'ouvrir un point d'entrée privilégié dans le texte (Fleury, Née et Barats 2017b, 51). Pour les construire, j'ai paramétré les nuages de mots de sorte à ce qu'ils présentent les 100 mots à correspondance exacte, d'au moins 3 lettres, les plus fréquents des sous-corpus, en éliminant 1) les mots les plus utilisés de la langue française selon le dictionnaire de NVivo, 2) les mots-clés recherchés pour faire la collecte de données (qui sont les plus fréquents des sous-corpus) et 3) les termes propres à l'espace de diffusion des discours collectés, soit à Twitter ([http](http://twitter.com), [twitter](https://twitter.com), [tweet](https://twitter.com/statuses/public_tweets)). Après avoir essayé d'autres paramètres, notamment l'illustration des 100 mots les plus fréquents à correspondance des mots lexicaux (plutôt qu'exacte), le paramétrage choisi s'avère être le plus fiable pour « compter les mots » présents dans les sous-corpus, en plus de permettre une meilleure lisibilité et de conférer un aperçu plus large de l'hétérogénéité des discours contenus dans les sous-corpus.

En complément des nuages de mots, j'intègre deux graphiques à barres regroupées, représentant respectivement les sous-corpus « haine directe » et « haine dissimulée ». Un graphique à barres est une technique employée « pour présenter des données de façon visuelle pour que le lecteur puisse rapidement connaître un motif ou une tendance » : plus les barres sont hautes, plus la valeur est grande. Un graphique à barres regroupées permet de comparer des ensembles de données sur les mêmes éléments, en donnant au moins deux informations pour chacun des éléments sur l'axe des x (Statistiques Canada 2023). Dans le cas présent, ces graphiques à barres regroupées sont le produit du croisement matriciel « production de *tweets* en milliers » par « semaine de collecte », afin de faire ressortir l'évolution de la production de *tweets* en fonction des catégories de requêtes. Pour réaliser ces graphiques, de nouvelles divisions doivent être faites sur les sous-corpus. J'ai d'abord décliné les sous-corpus « haine directe » et « haine dissimulée » en reprenant les catégories de requêtes esquissées pour la collecte de données. J'ai ensuite dû séparer les trois mois de collecte en douze semaines, afin d'illustrer l'évolution de la production de *tweets*, par catégories de requête, au fil des semaines de collecte. Ces opérations faites, les graphiques à barres ont été réalisés à partir du logiciel Excel, qui offre la possibilité de faire des illustrations visuellement satisfaisante, tout en étant facile à manipuler et à modifier. Ces graphiques permettent d'illustrer trois mois de discours de haine directe, et trois mois de discours de haine dissimulée sur Twitter, afin d'en faire ressortir la variation de production selon les catégories de requêtes et

d'identifier des pics de production, compris comme des segments pertinents à explorer à l'aide du logiciel.

III.3. Au croisement des études critiques de discours : DHA et SM-CDS

Une fois l'étape quantitative réalisée, il s'agit de passer à l'analyse qualitative du corpus de micro-discours collectés. Pour ce faire, et en cohérence avec l'approche théorique de la CDA présentée dans le chapitre deux, les méthodes employées ici suivent l'analyse de discours en tant que champ de pratique analytique. Cette compréhension de l'analyse du discours vient de nouveau justifier le choix de méthodes mixtes plutôt que d'une méthode purement qualitative ou quantitative – l'analyse du discours et de son contenu s'appliquant à des phénomènes comprenant a priori des aspects à la fois qualitatifs et quantitatifs (Duchastel et Laberge 2014d, §15). Selon Coman et al. (2022, §1), « l'analyse de discours – dans une perspective compréhensive ou critique – s'attache à mettre en lumière la dimension latente du discours, c'est-à-dire les messages et valeurs implicitement véhiculés par un discours à travers son agencement, ses composantes linguistiques, l'inscription dans son contexte socio-historique, ainsi que les références à d'autres discours ». Aussi, l'analyse de discours critique vise, dans le cas présent, à mettre en lumière les dimensions contenues dans les discours LGBTIphobes, anti-lgbt et anti-genre collectés, en faisant ressortir les principaux thèmes et stratégies discursives qui les constituent. L'analyse critique des discours collectés, mise en lien avec le cadre théorique construit dans le chapitre deux, vise également à identifier les principaux types de vecteurs de diffusion, et les stratégies d'action collective auxquelles répond la diffusion de ces types de discours.

Parmi les différentes approches des études critiques de discours, je m'appuie sur l'approche historique du discours (DHA) et sur les études critiques des discours sur les réseaux sociaux (SM-CDS) pour réaliser l'analyse qualitative des discours sélectionnés à l'issue de l'étape quantitative.

L'approche historique du discours est une approche interdisciplinaire, axée sur le problème, et qui repose sur le principe de triangulation, qui permet aux chercheurs de minimiser le risque d'une trop grande subjectivité en travaillant sur la base d'une variété de données, de méthodes, de théories et d'informations (Wodak 2015a, 2). Dans son application, la DHA « prend en compte les

relations intertextuelles et interdiscursives entre les énoncés, les textes, les genres et les discours, ainsi que les variables sociales et sociologiques extralinguistiques, l'histoire d'une organisation ou d'une institution et les cadres situationnels » (Wodak 2015b, 5). Sa mise en place passe par une analyse tridimensionnelle : après (1) avoir identifié le contenu ou les thèmes spécifiques d'un discours donné, (2) les stratégies discursives sont étudiées, puis (3) les moyens linguistiques sont examinés en tant que types, et les réalisations linguistiques spécifiques, dépendantes du contexte sont examinées en tant que « jetons » (Wodak 2015c, 12). Selon Wodak (2015d, 12), d'un point de vue heuristique, cinq questions permettent d'orienter l'analyse :

1. Comment les personnes, les objets, les phénomènes/événements, les processus et les actions sont-ils nommés et désignés linguistiquement ?
2. Quelles sont les caractéristiques, les qualités et les traits attribués aux acteurs sociaux, aux objets, aux phénomènes/événements et aux processus ?
3. Quels sont les arguments utilisés dans le discours en question ?
4. Dans quelle perspective ces nominations, attributions et arguments sont-ils exprimés ?
5. Les énoncés respectifs sont-ils articulés ouvertement ? Sont-elles intensifiées ou atténuées ?

En fonction de ces questions, cinq types de stratégies discursives sont distinguées par la DHA : « (1) la stratégie référentielle ou de nomination qui vise à la construction discursive de groupes d'appartenance et de groupes d'exclusion, et qui se concrétise par des dispositifs discursifs comme les catégorisations d'appartenance, les métaphores, les métonymies et les synecdoques, (2) la stratégie de prédication qui vise à étiqueter les acteurs sociaux de manière plus ou moins positive ou négative et qui se concrétise par des attributions stéréotypées de traits et de prédicats implicites et explicites, (3) la stratégie d'argumentation qui vise à justifier les attributions positives ou négatives et se concrétise par l'utilisation de topoï utilisés pour justifier l'inclusion ou l'exclusion politique, (4) la stratégie de perspectivation qui vise à positionner le point de vue du locuteur et se concrétise par des procédés discursifs tels que le rapport, la description, la narration ou la citation d'événements et d'énoncés, et (5) la stratégie d'intensification qui vise à modifier le statut épistémique d'une proposition et est réalisée par des dispositifs qui intensifient ou atténuent la force illocutoire des énoncés » (Samaie et Malmeer 2017, 4).

Pour des considérations propres à la nature des données qui sont analysées, et à l’environnement dans lequel elles ont été collectées, je m’appuie également sur les études critiques des discours sur les réseaux sociaux (SM-CDS) pour mener mon analyse. Cette démarche inclut de fournir du contexte quant à la nature des données, la portée et la qualité de l’audience, les possibilités et les options communicationnelles fournies par ce genre de communication, et les paramètres linguistiques utilisés. En travaillant sur des données collectées en ligne, « les deux niveaux de contexte des pratiques médiatiques et des pratiques sociopolitiques devraient toujours être considérés » (KhosraviNik et Unger 2016a, 213). En écho au cadre théorique développé précédemment, la séparation du « monde en ligne » en tant qu’arène discursive spécifique ne correspond pas, sur le plan théorique, aux aspirations socialement critiques des CDS, ce qui exige de ne pas traiter les espaces « hors ligne » et « en ligne » comme étant séparés et indépendants l’un de l’autre (KhosraviNik et Unger 2016b, 213). En plus de positionner le réseau social au sein d’un contexte sociopolitique et médiatique plus large, KhosraviNik et Unger (2016c, 214) suggèrent de prêter attention aux aspects spécifiques du médium et de la situation, afin de classifier les données issues de réseaux sociaux plus efficacement, et donc de conduire une analyse plus nuancée. Le tableau ci-dessous présente certains des facteurs qui peuvent être considérés dans une analyse linguistique et sémiotique des données issues de réseaux sociaux. J’ai rajouté à ce tableau une ligne « Requête » afin d’identifier la requête par laquelle le micro-discours a été collecté.

Table 9.1 Medium and situation factors

Medium factors	Synchronicity	Asynchronous–synchronous
	Message transmission	One-to-one; one-to-many; many-to-many
	Persistence of the transcript	Ephemeral – archived
	Size of message	Amount of text conveyed
	Channels of communication	Words, image, sound, video
	Privacy settings	Public, semi-public, semi-private, private contexts
	Anonymous	Extent to which the participants’ identities are represented within a site
Situation factors	Message format	Architectures for displaying interactions
	Participation structure	Number of participants involved
	Participant characteristics	Stated or assumed demographic and ideological characteristics
	Purpose	Goals of interaction (either at individual or group level)
	Topic	Subject matter
	Tone	Formal or informal
	Norms	Accepted practices established by the group
	Code	Language variety and choice of script

[Source : Herring 2007, cité dans KhosraviniK et Unger 2015, 215]

Ainsi, pour l'étape qualitative, j'applique ces deux approches pour mener une analyse critique de 70 *tweets* sélectionnés au cours de l'étape quantitative. Interroger les *tweets* à partir des questions issues de la DHA me permet de distinguer les thèmes que renferment les micro-discours, et à identifier les stratégies discursives par lesquelles passent les *tweets*. Le tableau issu de la SM-CDS vise à m'informer sur les facteurs médiatiques et situationnels qui accompagnent les micro-discours, afin d'identifier les types de vecteurs derrière la diffusion des discours analysés, et les stratégies auxquelles répond la diffusion de ces discours.

Croiser ces deux approches me permet donc de considérer et d'analyser les multiples éléments qui serviront à formuler les réponses à mes questions de recherches.

Conclusion

Ce troisième chapitre a permis de présenter la démarche méthodologique suivie dans ce mémoire. Cette démarche se divise en deux temps. Dans un premier temps, la méthode de collecte de donnée a été définie, par la présentation de trois mois d'observation participante « périphérique » sur Twitter, ainsi que par la description détaillée des paramètres du dispositif de collecte, et des mots-clés qui ont permis de constituer le corpus de *tweets* à analyser.

Dans un second temps, l'emploi de méthodes mixtes pour analyser un corpus large de micro-discours a été justifié. D'une part, les méthodes issues des études linguistiques basées sur un corpus permettent d'ouvrir une entrée dans le corpus, à l'aide d'outils lexicométriques. De l'autre, croiser l'approche historique du discours (DHA) aux études critiques des discours sur les réseaux sociaux (SM-CDS) ouvre des voies pour réaliser l'étape qualitative de l'analyse. La première approche me fournit un questionnaire avec lequel interroger les textes analysés, pour en faire ressortir les thèmes et les stratégies discursives qui les composent. La seconde approche donne une grille d'analyse qui permet de m'informer sur les facteurs médiatiques et situationnels, soit sur le *tweet* et les métadonnées qui l'accompagnent, afin d'identifier les vecteurs de diffusion, et les objectifs derrière la diffusion des discours analysés.

Plusieurs limites se sont cependant présentées dans l'application de la méthodologie. D'une part, un biais dans la définition des mots-clés servant à la constitution du corpus « haine directe » risque de mener à une surreprésentation des discours renvoyant à la gayphobie, par rapport aux

discours renvoyant à la lesbophobie et à la transphobie. Pour prévenir ce biais, il aurait fallu co-définir les mots-clés renvoyant aux autres catégories de discours LGBTIphobes auprès de personnes concernées par ce type de violence, afin de privilégier leurs expériences situées.

De l'autre, et à la vue de la proportion des discours renvoyant à de la haine directe par rapport à ceux renvoyant à de la haine dissimulée, j'ai fait le choix, à la quatrième semaine de collecte, d'inclure les *retweets* dans la ligne de code pour la collecte du sous-corpus « haine dissimulée », et de ne pas les inclure dans la constitution du sous-corpus « haine directe ». Ce choix risque cependant de fausser la comparabilité des deux-sous corpus, ce qui m'amène à souligner la nécessité de mener une collecte de données cohérente et constante dans les choix, pour ce type de recherche.

Finalement, en raison du choix de NVivo comme logiciel de traitement de données, et de carences dans ma formation aux méthodes quantitatives, je propose une utilisation limitée des outils lexicométriques, pour privilégier l'étape qualitative. Le choix d'un logiciel d'analyse statistique lexicale, et une compréhension approfondie des méthodes lexicométriques, permettraient d'offrir une exploration d'autant plus riche du corpus constitué – et, ce faisant, de proposer une meilleure application des méthodes mixtes.

Les conséquences de ces limites dans la réalisation de la collecte de donnée risquent de s'illustrer lors du prochain chapitre, qui correspond à l'étape quantitative de l'analyse. Cette étape vise à présenter le corpus de 345 413 *tweets* constitué durant mon observation participante « périphérique » sur trois mois, afin d'ouvrir une voie en vue de l'analyse qualitative.

CHAPITRE 4 : PRÉSENTATION DES DONNÉES

Décryptage d'un corpus *Big Data*

Ce quatrième chapitre présente le corpus de *tweets* constitué durant les trois mois de veille mené sur Twitter. À l'aide d'outils lexicométriques, j'ouvre une brèche parmi les 345 413 *tweets* collectés, afin d'identifier les pics de production saillants de la période de collecte, et les mots les plus fréquents contenus dans les micro-discours.

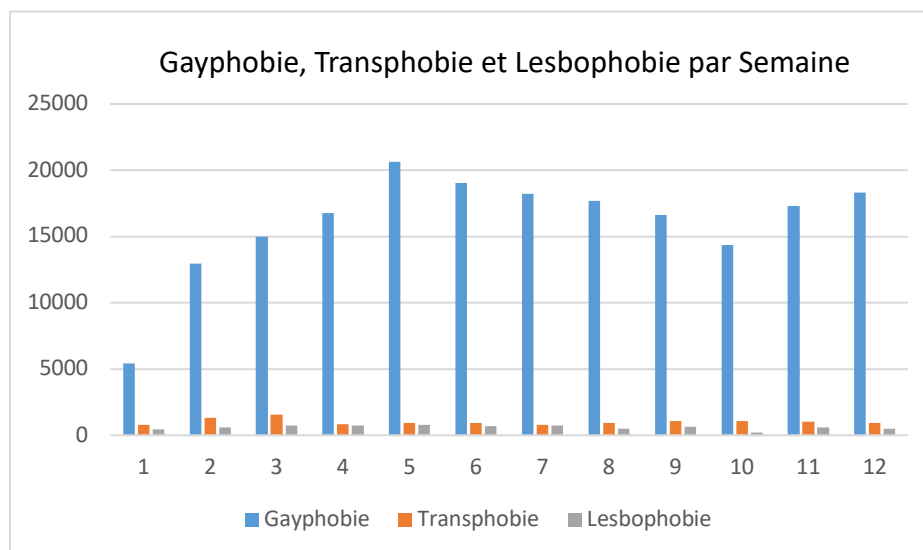
La présentation des données se fera en deux parties. La première partie vise à présenter le sous-corpus « haine directe », en utilisant un graphique à barres regroupées illustrant l'évolution de la production des discours composant ce sous-corpus, selon les catégories de requêtes et sur les trois mois de collecte. Une fois le graphique à barres décrit, il s'agira de présenter les trois nuages de mots correspondant respectivement au premier, au deuxième et au troisième mois de collecte du sous-corpus « haine directe ». À partir de ces nuages de mots, des premières catégories d'analyse seront esquissées. Dans la deuxième partie, je répète ce procédé pour le sous-corpus « haine dissimulée ». En raison de l'inclusion des *retweets* dans la collecte des discours de haine dissimulée, des *tweets* sont en partie retranscrits dans les nuages de mots illustrant les sous-corpus renvoyant à ce type de discours. Complémenté par des manipulations de recherches textuelles, je me sers de ce paramètre pour identifier les *tweets* les plus visibles de chaque nuage¹¹, soit ceux comportant le plus de mots parmi les 100 listés. C'est à partir des thèmes de ces *tweets* que je propose des catégories d'analyse.

Ainsi, l'objectif de ce chapitre est double. D'une part, je donne un aperçu des discours contenus dans ce corpus de *tweets*, en termes de production comme de composition. En décryptant cet ensemble de micro-discours, je vise à préparer le matériel à enrichir lors de l'analyse qualitative – soit à proposer de premières catégories d'analyse, à sélectionner les *tweets* qui serviront à l'analyse critique de discours, et à préciser les pistes théoriques proposées dans le chapitre deux.

¹¹ Ces tweets particulièrement visibles ne sont pas nécessairement les plus diffusés sur une période de temps étendue – ce sont les plus visibles durant le mois de collecte présenté.

I. Trois mois de LGBTIphobies sur Twitter

Cette première partie présente le sous-corpus « haine directe », soit les *tweets* ayant été collectés par les catégories de mots-clés renvoyant à la gayphobie¹², à la lesbophobie¹³ et à la transphobie¹⁴. Le graphique à barres ci-dessous permet d'illustrer la fréquence des mots-clés recherchés en nombre de *tweets* (en milliers) selon la semaine de collecte. L'ensemble représente 211 685 *tweets* publiés entre le 13 novembre 2022 et le 05 février 2023.



[Figure 5 : Gayphobie, Lesbophobie et Transphobie, en milliers de tweets par semaine]

Le premier élément qui apparaît sur ce graphique est la surreprésentation de la catégorie « gayphobie » par rapport aux catégories « lesbophobie » et « transphobie ». Les *tweets* renvoyant à la « gayphobie » s'élèvent à 192 344 *tweets*, ce qui correspond à 90.86% du sous-corpus « haine directe », quand ceux renvoyant à la transphobie s'élèvent à 12 128, soit 5.73% du sous-corpus, et ceux renvoyant à la lesbophobie s'élèvent à 7213, soit 3.41% du sous-corpus. En moyenne, 16 029 *tweets* contenant au moins un mot-clé renvoyant à la gayphobie ont été publiés par semaine de collecte, quand la moyenne de production renvoyant à la transphobie s'élève à 1011 *tweets* par semaine, et la moyenne de production renvoyant à la lesbophobie s'élève à 601 *tweets* par semaine. Cette différence entre les catégories de mots-clés renvoyant à des discours de haine directe trouve au moins deux explications.

¹² Sont inclus ici : pd, pédé, pédéraste, pédo, enclé, sodomite

¹³ Sont inclus ici : gouine, goudou, butch, brouteuse

¹⁴ Sont inclus ici : trav, travelo, travesti

D'une part, comme précisé dans le chapitre précédent, il y a un biais lié à ma positionnalité dans la définition des mots-clés qui ont permis de constituer le corpus. De l'autre, il apparaît selon différents classements faits par des médias et des associations que les termes « enculé » et « pédé » (particulièrement dans sa déclinaison « pd ») sont parmi les insultes les plus utilisées de la langue française (Charnay 2016 ; Yannus 2020). S'il n'existe pas d'étude statistique nationale récente pouvant appuyer ces classements, des études scientifiques confirment cette direction. Lebugle Mojdehi (2018b, §24) souligne la place de la sexualité au cœur des insultes employées dans l'espace public français, en identifiant 47% des insultes à l'encontre des femmes qui renvoient à la sexualité (seulement 4% relevant de l'homosexualité féminine) ; et 34% des insultes à l'encontre des hommes (dont 21% relevant de l'homosexualité masculine, déclinées à 12% pour « enculé » et 4% pour « pédé »). Aussi, dans ce sous-corpus, les termes « enculé » et « pédé » (y compris dans sa déclinaison « pd », largement supérieure en production) représentent respectivement 97 582 *tweets* (46,1%), et 45 268 *tweets* (21,4%), soit 67,5% du sous-corpus « haine directe ». Cela illustre également la surreprésentation de ces mots-clés par rapport aux autres termes renvoyant à la gayphobie. Le troisième terme gayphobe le plus représenté est « pédo », avec une moyenne de production par semaine de 3967 *tweets*.

Par ailleurs, le mot « butch » est le plus représenté de la catégorie « lesbophobie », avec une moyenne de production de 398 *tweets* par semaine¹⁵. Parmi les *tweets* renvoyant à de la transphobie, le mot « trav » est le plus représenté dans ce sous-corpus, avec une moyenne de production de 510 *tweets* par semaine, quand « travelo » et « travesti » ont respectivement une moyenne de 221 *tweets*, et de 280 *tweets* par semaine.

Il est pertinent de rappeler que ce corpus a été constitué pour répondre à des questions de recherche spécifiques. Si des hypothèses peuvent être formulées sur l'état des cyberdiscours LGBTIphobes, à la vue de la répartition des discours de haine directe entre les sous-catégories, ce n'est pas l'objet de cette recherche.

Maintenant que la production des mots-clés renvoyant au corpus « haine directe » a été présentée, la fréquence des mots composant les discours de ce corpus sera illustrée par des nuages

¹⁵ Malgré une erreur de collecte à la 10^e semaine (« bitch » au lieu de « butch »).

Les catégories de mots présents dans cette illustration sont réparties comme telles : noms communs (32%), verbes (30%), adverbes (16%), noms propres (7%) et adjectifs (9%), interjections (2%), abréviations (2%), pronoms (1%) et conjonctions (1%).

Ce premier nuage de mots renvoie à des discours hétérogènes, illustrant principalement des discussions « quotidiennes » entre utilisateur·rices, avec l'emploi de nombreux verbes et adverbes parmi les plus utilisés de la langue française, d'interjections orales telles que « bah » ou « hein » et d'abréviations propres aux discussions en ligne, comme « mdr », qui signifie « mort de rire ».

Néanmoins, certains mots de ce nuage se démarquent et peuvent être considérés comme des « mots-clés » au sens de la linguistique de corpus, soit des mots qui semblent « exceptionnellement saillants » par rapport à l'ensemble (Ancarno 2020e, 169). À partir de ces mots-clés, qui se retrouvent principalement dans les noms communs et les noms propres, de premières catégories lexicales et thématiques peuvent être esquissées – en précisant que ces catégories ont des frontières poreuses, et qu'un même mot peut renvoyer à plusieurs catégories.

La première catégorie lexicale identifiée renvoie à des insultes. 10 noms communs renvoient directement à cette catégorie lexicale. Certains mots comme « merde » (F=3398) ou « pute » (F = 1338) sont explicites, de même que pour l'abréviation « fdp » (F=1150). D'autres, tels que « mère » (F=1786), « fils » (F=1616) ou « espèce » (F=1024) demandent une vérification à l'aide d'une recherche textuelle, mais rentrent dans cette catégorie dans la majorité des utilisations. Parmi les autres catégories de mots, des adjectifs tels que « sale » (F=4032) ou « petit » (F=1888) ainsi que des verbes tels que « faire » (F=7992) ou « allez » (F=1562) correspondent également à cette catégorie, bien qu'ils soient aussi employés différemment (« allez la France ! »).

La seconde catégorie identifiée renvoie au champ lexical du football, avec des noms communs tels que « match » (F= 1348), « arbitre » (F=1268) ou « but » (F=1036). Voir apparaître le champ lexical du football en tant que seconde catégorie de ce nuage de mots peut en partie s'expliquer par la banalisation des insultes homophobes (parmi d'autres types d'insultes, y compris racistes) par les supporters dans les stades de football (Alessandrin et Raibaud 2013). En interrogeant le contexte de collecte et en effectuant une recherche textuelle en guise de vérification, il est pertinent d'inclure « monde » (F=2716) ainsi que « France » (F=2848) dans cette catégorie. Les noms propres renvoyant à des comptes d'actualité sur le football, ici @actufoot (F=2088) et

befootball (F=976), confirment que l'importance de cette seconde catégorie est due à la Coupe du Monde 2022 au Qatar, en tant que thématique.

La troisième catégorie discernable dans ce nuage de mots renvoie à la nation française, avec des mots explicites tels que « France » et « français » (F=1138), ainsi que des noms propres, ici l'identification « @bfmtv » (F=1098), soit le compte Twitter de la chaîne d'actualité télévisée éponyme, ainsi que « macron » (F=1072) et @emmanuelmacron (F=958), suggérant la présence de *tweets* portant sur l'actualité politique française.

Il reste plusieurs mots-clés difficiles à catégoriser, bien que certains mots puissent être associés, tels que « vie » (F=1656) et « mort » (F=1220), ou « femme » (F=1276) et « homme » (F=1110). Le terme « enfants » (F=2118), qui compte parmi les plus utilisés, ne semble pas être associé spécifiquement à d'autres mots du nuage. Une recherche textuelle de ce mot a permis de le relier à la requête « pédo » dans la majorité des utilisations, permettant de proposer une catégorie thématique sur la lutte contre la pédophilie. L'identification « @quantumleaptrad » (F=910) a également été interrogée à l'aide d'une recherche textuelle, me permettant de la relier à la requête « pédo ». Cela m'a également permis d'identifier deux *tweets* spécifiques, qui désignent les acteur·rices d'Hollywood et la marque Balenciaga comme des pédo-criminels qu'il faut exposer, et contre lesquels il faut protéger « nos petits », permettant ainsi de relier le compte identifié au mot « criminels » (F=1040), et de modifier la désignation de la catégorie thématique, la lutte contre la pédophilie semblant ici s'inscrire dans un discours complotiste. Finalement, un premier aperçu du mot « trans » (F=954) renvoie à des discours transphobes, à des réactions à l'actualité, ainsi qu'à des contre-discours.

Quatre catégories d'analyses peuvent être proposées à partir de ce premier nuage de mots : la catégorie lexicale renvoyant aux injures et aux insultes, et les catégories thématiques renvoyant à la coupe du monde de football 2022 ainsi qu'à l'actualité politique française. L'identification des *tweets* publiés par le compte @quantumleaptrad a permis d'ouvrir une dernière catégorie renvoyant aux théories du complot, notamment par la lutte contre un réseau d'élite pédophile.

Par ailleurs, la manipulation effectuée pour « @quantumleaptrad » permet également d'illustrer une caractéristique de la composition du nuage de mots présenté ici : reliés ensemble, certains mots compris dans ce nuage permettent de retranscrire en partie des *tweets* particulièrement visibles par l'outil de collecte. Cette retranscription des *tweets* à forte rediffusion

des mots les plus fréquents entre les deux premiers nuages de mots, qui semble principalement produite de la surreprésentation des *tweets* comprenant « enculé » et « pd »¹⁸.

J'identifie sensiblement les mêmes catégories du premier au deuxième mois. La première catégorie lexicale retrouvée ici renvoie de nouveau aux insultes, avec les mêmes mots présentant une faible variation dans leur fréquence, et l'ajout du mot « con » (F= 802) et de l'abréviation « ptn » (F=705). Les discussions autour du football et de la coupe du monde reviennent également en tant que deuxième catégorie, bien que cet événement se soit terminé à la première semaine du deuxième mois de collecte. Si les mêmes mots sont retrouvés ici, leur fréquence est réduite par rapport au premier mois (par exemple, pour le mot « arbitre » F2=775 contre F1=1268), ce qui peut s'expliquer par la fin de cette compétition. Il faut également noter l'ajout du nom propre « messi » (F=1825), qui est le mot le plus fréquent renvoyant à cette catégorie. Les mots renvoyant à la France et son actualité politique réapparaissent également, moins la mention du compte Twitter d'Emmanuel Macron et sans ajout de mots explicites y renvoyant. Il n'y a cependant pas de nouveaux « mots-clés » renvoyant à la quatrième catégorie proposée plus haut, et les mots rattachés aux *tweets* précédemment identifiés de @quantumleaptrad sont absents.

Il reste, ici aussi, plusieurs mots-clés difficiles à catégoriser. Certains mots du premier nuage réapparaissent, par exemple « enfants » (dont F2=1161 contre F1=2118). S'ajoutent le mot « compte » (F=742), qui après vérification désigne des comptes Twitter, ainsi que « année » (F=956) et « bonne » (F=804), ce qui coïncide avec le contexte de collecte du second mois, à la fin de l'année 2022. En utilisant la fonction grappe pour illustrer la liste de fréquence de mots, j'ai pu identifier l'association des mots « rien » et « dire ». En supposant la déferlante de messages pro-liberté d'expression : « On ne peut plus rien dire ! », j'ai vérifié cette association à l'aide d'une recherche textuelle, et l'utilisation majoritaire est « cela ne veut rien dire ».

¹⁸ Après différents essais, il est plus pertinent de présenter l'ensemble de l'échantillon dans les nuages de mots, plutôt que de retirer « enculé » ou « pd », et d'affiner la présentation des discours contenus dans ces nuages par des manipulations supplémentaires, par exemple la recherche textuelle.

I.3 Troisième mois de collecte : confirmation

Le nuage de mots ci-dessous illustre les 100 mots les plus fréquents du troisième mois du sous-corpus « haine directe », collecté du 14 janvier 2023 au 5 février 2023.



[Figure 8 : Troisième mois du sous-corpus « haine directe »]

Les catégories de mots présentes dans ce troisième nuage de mots sont réparties comme telles : noms communs (32%) et verbes (32%), adverbe (17%), adjectifs (9%), noms propres (4%), abréviations (2%) et interjections (2%), conjonctions (1%) et pronoms (1%). De nouveau, la faible variation des mots les plus fréquents dans ce nuage par rapport aux précédents est flagrante, reflétant la surreprésentation des *tweets* renvoyant aux requêtes « enculé » et « pd » dans le corpus « haine directe ».

Je retrouve en première catégorie lexicale des insultes, avec la suppression de « putain » et « ptn », et sans ajouts à notifier. Cette fois, la seconde catégorie la plus visible renvoie à l'actualité politique française, avec l'apparition de la mention @damienrieu, qui renvoie au profil du militant d'extrême-droite, lanceur d'alerte et chargé de la communication électorale du parti Reconquête, lors des élections présidentielles 2022. À la différence de la mention @quantumleaptrad qui renvoyait à deux *tweets* spécifiques, la mention de @damienrieu renvoie à plusieurs types de discours, allant de ceux qu'il produit et des *tweets* le soutenant, à des réactions d'oppositions vives et des contre-discours. Par ailleurs, la fréquence des mots « France » (F3=1900 contre F2=2870) et « français » (F3=719 contre F2=1404) s'est vue réduite, en raison de la fin de la coupe du monde depuis plusieurs semaines. Ce changement contextuel permet également d'expliquer la fréquence

bien plus faible des mots renvoyant au football, le seul mot s’inscrivant explicitement dans ce champ lexical (et étant utilisé comme tel) étant le mot « club » (F=599). Finalement, les mots « enfants » (F=1141), « compte » (F=668), ainsi que les associations « vie » (F=1190) - « mort » (F= 1024), et « homme » (F=623) - « femme » (F=851) réapparaissent, avec une très faible variation de leur fréquence par rapport au mois précédent. L’adjectif « vieux » (F=954) et le nom « peine » (F=591) s’ajoutent à cette liste. En effectuant une recherche textuelle de ces deux mots, leur utilisation majoritaire est directement en lien avec la requête « pédo » : « vieux pédo » et « peine [de mort pour les] pédo ». À partir de ces associations, et en écho aux tweets de @quantumleaptrad retrouvés dans le premier mois du sous-corpus de haine directe, la quatrième catégorie esquissée renvoie à la lutte contre la pédophilie.

Cette première partie a permis de présenter le sous-corpus « haine directe ». Dans un premier temps, la fréquence des requêtes utilisées pendant la collecte a été illustrée, exposant la surreprésentation de la catégorie « gayphobie » (90.86% du sous-corpus), par rapport aux catégories « transphobie » (5.73%) et « lesbophobie » (3.41%).

Dans un second temps, les mots les plus fréquents du sous-corpus « haine directe » ont été présentés, exposant de nouveau la surreprésentation des *tweets* collectés à l’aide des requêtes « enculé » et « pd ». Il en résulte une faible variation des mots les plus fréquents contenus dans les trois nuages présentés. À partir des mots les plus fréquents, des catégories d’analyse ont été esquissées, en vue de l’étape qualitative. Le tableau ci-dessous présente les cinq mots les plus fréquents des catégories lexicales et thématiques proposées ici, couplés à leur fréquence dans le sous-corpus, en pourcentage pondéré :

Insultes	Football	Politique	Pédophilie
Sale (0.32)	Monde (0.22)	France (0.27)	Enfants (0.15)
Gros (0.31)	@actufoot (0.14)	Pays (0.16)	Vieux (0.09)
Merde (0.31)	Match (0.11)	Macron (0.12)	Enfant (0.07)
Mère (0.17)	Messi (0.10)	Français (0.11)	Criminels (0.06)
Bande (0.15)	Arbitre (0.08)	@bfmtv (0.10)	Peine (0.06)

La première catégorie renvoie aux insultes, ce qui est cohérent avec les mots-clés utilisés pour constituer ce sous-corpus. C'est une catégorie lexicale, constituée de mots pouvant être employés dans d'autres catégories – ce qui suggère l'emploi d'un lexique injurieux dans la construction de discours LGBTIphobes.

La seconde catégorie renvoie au champ lexical du football. Le contexte de collecte de données, qui a pris place durant la coupe du monde de football au Qatar, en fait une catégorie thématique, et explique en partie l'importance de cette catégorie dans le sous-corpus de discours de haine directe. En raison de la controverse ayant pris place autour de cet événement, les discours compris dans cette catégorie, en plus des discours homophobes communément présents dans ce sport, renvoient également à des discours anti-lgbt, par exemple :

« @InstantFoot Jcomprend pas moi ...c du football bordel qu'est ce qu'on s'en cogne de lgbt, vs mélanger ts la , respecter les autres pays chacun ces principes,vs allez pas forcer les gens a vs aimer ...rester entre vs merde ..laisser les gens tranquille vs foiré cette du monde bande d'enculé »

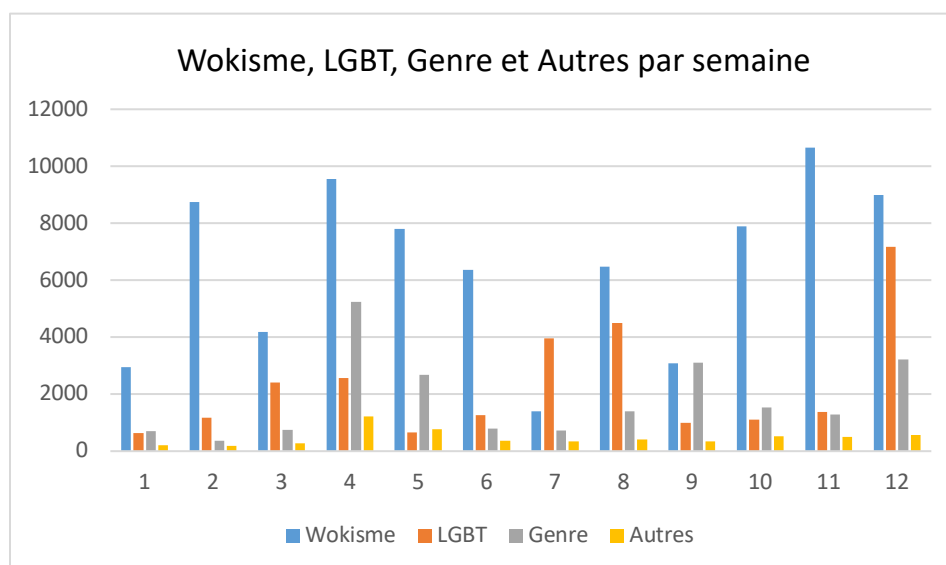
La troisième catégorie esquissée ici renvoie à la politique et à l'actualité française, ce qui est cohérent avec la nature de Twitter en tant qu'espace de débat public sur l'actualité et la politique, et en raison des paramètres de la collecte, qui cherchaient exclusivement des *tweets* francophones. Les discours compris dans cette catégorie semblent surtout renvoyer à un discours contre Emmanuel Macron, et plus largement contre son gouvernement.

La dernière catégorie proposée dans cette partie renvoie à la lutte contre la pédophilie. Cette catégorie est la seule dont la majorité des mots y renvoyant sont présents dans moins de 10% des micro-discours constituant le sous-corpus « haine directe ». En plus du stigma hérité des mouvements de libération sexuelle, l'association discursive de la pédophilie et de l'homosexualité s'est vue réactualisée en Europe ces dernières années, notamment avec les projets de loi anti-propagande LGBTI+ adoptés en Russie, puis en Hongrie – qui étaient initialement présentés comme des lois pour lutter contre la pédophilie. Par ailleurs, les discours complotistes peuvent également mobiliser des discours sur la pédophilie, comme illustrés par les *tweets* de @quantumleaptrad. Ces éléments suggèrent la présence de l'association discursive pédophilie – homosexualité.

Cette étape m’a finalement permis de survoler les données collectées, révélant un ensemble de discours très hétérogène dans ce premier sous-corpus, allant des discussions « quotidiennes » ou « banales » à des discussions sur l’actualité, en passant par des discours haineux, du contenu pornographique et des contre-discours. Dans la prochaine partie, ces opérations seront en parties reproduites, bien que j’utilise les *tweets* les plus visibles des nuages de mots pour esquisser les catégories thématiques du sous-corpus « haine dissimulée », comme précisé dans l’introduction.

II. Trois mois de discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme sur Twitter

Cette seconde partie présente le sous-corpus « haine dissimulée ». Pour ce faire, je décline ce sous-corpus en quatre catégories de requêtes désignées par « Wokisme »¹⁹, « Genre »²⁰, « LGBT »²¹ et « Autres »²². Le graphique à barres regroupées ci-dessous permet d’illustrer la fréquence des mots-clés recherchés en nombre de *tweets* (en milliers) selon la semaine de collecte. L’ensemble représente 133 726 tweets publiés entre le 13 novembre 2022 et le 05 février 2023.



[Figure 9 : Wokisme, Genre, LGBT et Autres, en milliers de tweets par semaine]

¹⁹ Sont inclus ici : woke, wokisme, wokiste

²⁰ Sont inclus ici : théorie du genre, idéologie du genre, manif pour tous

²¹ Sont inclus ici : lobby LGBT, propagande LGBT

²² Sont inclus ici : detrans, detransition ; heterophobie, heterophobe, cisphobie, cisphobe ; LGPD

En comparaison avec le graphique à barres regroupées illustrant le sous-corpus « haine directe », le premier élément qui apparaît ici est la distribution plus équitable des requêtes recherchées entre les différentes catégories.

La catégorie « wokisme » représente 58.39% de ce sous-corpus, soit 78 090 *tweets*, et est la catégorie dominante sur la majorité des semaines de collecte, excepté la semaine 7, dominée par la catégorie « LGBT », et la semaine 9, dominée par la catégorie « genre ». Avec une moyenne de production de 6508 *tweets* par semaine, c'est la seule catégorie du sous-corpus de discours de haine dissimulée qui atteint plus de 8000 *tweets* produits selon la requête de collecte. À l'intérieur de la catégorie, le mot « woke » est le plus recherché (40 925 *tweets*), suivi de « wokisme » (24 576 *tweets*) puis de « wokiste » (12 589 *tweets*).

La catégorie « LGBT » représente 20.83% du sous-corpus « haine dissimulée », soit 27 853 *tweets*. Avec une moyenne de production de 2321 *tweets* par semaine, cette catégorie dépasse la barre des 4000 *tweets* à la semaine 8, et celle des 6000 *tweets* à la semaine 12. À l'intérieur de la catégorie, la formule « propagande LGBT » (23 150 *tweets*) est bien plus recherchée que « lobby LGBT » (4703 *tweets*), bien que cette seconde formule soit la plus recherchée des semaines 1, 5 et 10.

La catégorie « genre » représente 16.53% du sous-corpus « haine dissimulée », soit 22 104 *tweets*. Avec une moyenne de production de 1842 *tweets* par semaine, cette catégorie dépasse la barre des 2000 *tweets* aux semaines 5, 9 et 12, et atteint plus de 4000 *tweets* à la semaine 4. À l'intérieur de la catégorie, la formule « théorie du genre » est la plus recherchée (12 630 *tweets*), suivie de « manif pour tous » (5613 *tweets*) puis de « idéologie du genre » (3861 *tweets*). Pour autant, « manif pour tous » est la formule la plus recherchée des semaines 1 et 9, et « idéologie du genre » est la plus recherchée des semaines 6,7 et 12.

Finalement, la catégorie « Autres » représente 4.25% du sous-corpus de discours, soit 5679 *tweets*. Avec une moyenne de production de 473 *tweets* par semaine, cette catégorie ne dépasse la barre des 1000 *tweets* qu'à la semaine 4. La faible représentation de cette catégorie par rapport aux autres peut s'expliquer par les mots-clés qui ont permis de la constituer, mots qui ont été repérés pendant le pré-terrain et dont l'inclusion visait à vérifier l'évolution de la fréquence de leur utilisation. Le pic de production identifié à la semaine 4 concerne spécifiquement les mots « detransition » et « hétérophobie ». Les trois premières semaines de collecte, ces deux mots sont

À l'inverse des mots contenus dans les nuages du sous-corpus « haine directe », qui étaient parmi les plus utilisés de la langue française, ici, de nombreux mots sont difficiles à catégoriser de par leur spécificité. Par exemple, à quoi relier les mots « disney », « soldat » ou « danse » ?

En considérant ce qui avait été détecté dans la présentation du premier mois de haine directe, ce nuage de mots comprend des *tweets* particulièrement visibles, grâce à l'inclusion des *retweets* dans le code de collecte. En croisant les mots dans ce nuage aux *tweets* les plus diffusés sur cette période de collecte²⁴, je me sers des thèmes de ces *tweets* pour esquisser les catégories d'analyse identifiables dans les nuages de mots illustrant le sous-corpus « haine dissimulée ».

La première catégorie thématique identifiée ici renvoie à la protection des enfants. Cette catégorie est construite à partir de deux *tweets* portant sur deux thèmes différents. Le premier est sur l'enseignement de la « théorie du genre » à l'école, et comporte les mots suivants : @zemmoureric ; regardez ; images ; voulez ; savoir ; apprend ; enfants ; école ; cours ; ans ; France. Le second porte sur le témoignage d'une personne trans ayant « détransitionné », et comporte les mots suivants : Ancien, soldat, icône, trans, états, unis, protéger, enfants, était, devenu, veut, aujourd'hui, desouche. Ce second *tweet* est à l'origine du pic de production de « detransition » identifié à la semaine 4.

La seconde catégorie thématique identifiée ici renvoie aux actualités internationales. Le premier thème s'inscrivant dans cette catégorie porte sur l'actualité politique russe, et a été identifié à partir de trois *tweets*, tous portant sur l'adoption d'un ensemble de lois interdisant « la propagande LGBT [...], la propagande du changement de sexe et de la pédophilie » en Russie. Ces *tweets* ont été identifiés à l'aide des mots suivants : Vladimir, Poutine, #Poutine, Russie, Douma, Parlement, signé, ensemble, lois, votées, lundi, décembre, @tvlofficel, précédemment. Un second thème peut s'inscrire dans cette catégorie. Identifié à partir de « Qatar » et « Interdit » le *tweet* associé porte sur les pratiques religieuses dans les pays du Maghreb et au Qatar. Ce *tweet* permet également de proposer une catégorie renvoyant au discours religieux.

La troisième catégorie thématique proposée ici renvoie à un discours anti-gouvernemental. Le premier *tweet* identifié dans cette catégorie est un discours d'opposition envers le président

²⁴ Les *tweets* les plus diffusés sur une période de collecte sont également identifiables via les tableaux de données Excel, qui peuvent être classés selon le nombre de *retweets* et de favoris.

français, Emmanuel Macron, et a été identifié à l'aide des mots suivants : @oliviers1359, président, humilier, critiquer, peuple, pays, dirigeant, rassemble, français. Cette catégorie thématique est également proposée à partir du *tweet* portant sur l'enseignement de la « théorie du genre » à l'école, identifié dans la catégorie renvoyant à la protection des enfants.

Une catégorie renvoyant à des discours critiques des universités peut également être discernée. Cette catégorie est construite à partir de 3 *tweets*, tous portant sur le renvoi d'une professeure de danse de l'école Sciences Po après des plaintes d'étudiant·es pour discours sexiste. Ces *tweets* comportent les mots suivants : Danse, hommes, femmes, homme, femme, école, sciences, honte, homophobie, osé.

En plus de ces quatre catégories, qui reflètent la majorité des mots présents dans le nuage présenté ici, d'autres *tweets* ont été identifiés à l'aide de seulement un ou de deux mots, à partir desquels des catégories thématiques moins fournies peuvent être proposées pour l'analyse qualitative. Ainsi, les mots « disney » et « pdg » permettent d'identifier un *tweet* de @f_desouche (« desouche ») et de proposer la catégorie thématique « culture ». D'autres *tweets* identifiables peuvent être rattachés à cette catégorie : un *tweet* nostalgique, portant sur les années 80 et l'absence de « culture woke » parmi d'autres problématiques, et un autre désignant le « wokisme » comme un « combat culturel », qui a été identifié également grâce au mot « France », ainsi que par l'identification « @cnews ». Les mots « blanc » et « honte » renvoient à un *tweet* sur la restauration d'une statue de Victor Hugo « en noir », qui permet d'ouvrir la catégorie thématique « histoire ». Le mot « blanc » renvoie également à un autre *tweet* pertinent dans cette catégorie, qui définit le « wokisme » comme « la haine d'être né blanc, la haine d'appartenir à l'histoire européenne ». Les mots « gauche » et « droite » ne renvoient pas un *tweet* spécifique, mais davantage à l'expression du clivage entre les deux bords politiques. Le mot « merde » ne renvoie pas non plus à un *tweet* spécifique, mais à l'expression de discours anti-wokisme, anti-genre ou anti-lgbt avec un langage injurieux. Finalement, en m'intéressant également aux vecteurs de diffusion derrière les discours étudiés, il est pertinent de préciser les comptes Twitter identifiés dans le nuage de mots : @zemmoureric ; @tvlofficiel ; @cnews ; @oliviers1359 ; @f_desouche (=desouche dans le nuage). L'analyse qualitative permettra de voir si ces comptes participent à la diffusion des discours étudiés, et, si c'est le cas, d'identifier à quels types de vecteurs ces comptes Twitter correspondent.

professeure de danse à Science Po. L'intérêt de représenter ce sujet dans le second mois est dû aux réactions générées depuis l'ouverture de l'affaire. Ici, trois nouveaux *tweets* ont été identifiés à l'aide des mots suivants : virus ; discrimination ; écriture ; inclusive ; sciences ; @sciencespo ; école ; homme ; femme ; danse ; cours ; @issep ; lyon ; @dupontaignan ; osé ; dire ; @amaurybrelet ; enseignement ; justifie ; existence ; incident. Inclure les *tweets* les plus visibles de cette affaire permettra de voir la structure du débat qui s'est mis en place, lors de l'analyse qualitative. Cette seconde catégorie est également construite à partir d'un *tweet* portant sur la dénonciation, par des universitaires, de la partialité de la BBC dans ses documentaires historiques. Ce *tweet* a été identifié à l'aide des mots suivants : royaume ; uni ; bbc ; universitaires ; documentaires ; partialité ; historiques ; dénoncent ; desouche ; erreur.

La troisième catégorie thématique renvoie de nouveau aux actualités internationales. Le premier thème intégré à cette catégorie porte sur la Hongrie, et est proposé à partir d'un *tweet* sur l'interdiction de la « propagande LGBT/ONG » dans les écoles hongroises. Ce *tweet* a été identifié à l'aide des mots suivants : hongrie ; écoles ; parents ; éducation ; responsables ; enfants ; ong ; orbán ; @alienoraubigne ; interdit. Un autre *tweet*, portant sur la binarité des genres réaffirmée par le gouvernement suisse, peut également être intégré ici. Il a été identifié par « nouveau » et « 2022 ».

« 2022 » renvoi également à un *tweet* portant sur l'état actuel du cinéma français, identifié également à l'aide du mot « film », ce qui s'inscrit dans la catégorie « culture » proposée précédemment. À cette catégorie s'ajoute un dernier *tweet* identifié à l'aide du mot « culture », portant sur « l'effondrement généralisé de la culture devant le wokisme ».

La dernière catégorie thématique identifiée ici porte sur la protection des enfants. Cette catégorie est ici composée de 3 thèmes. Le premier *tweet* porte sur l'école menacée par « la propagande immigrationniste et LGBT, l'enseignement wokiste et l'effondrement du niveau scolaire » - identifié à l'aide des mots : enseignement ; école ; enfants. Le second *tweet* porte de nouveau sur la « détransition » et les dangers du changement de sexe, et a pu être identifié à partir de : trans, savoir. Le troisième, identifié à l'aide des identifications @bfmtv et @ericzemmour, présente la demande de ce dernier d'avoir un débat sur l'école avec le ministre de l'Éducation Pap Ndiaye.

par exemple « protéger », « blanc » ou « merde », suggérant leur importance dans le sous-corpus « haine dissimulée ».

À partir des *tweets* les plus visibles dans ce nuage de mots, la première catégorie thématique renvoie à des contre-discours. Elle est construite à partir d'un premier *tweet* de la drag-queen @la_briochée_off, qui dénonce l'utilisation de son image par le parti Reconquête. Ce *tweet* a été identifié à partir des mots : @la ; briochée ; off ; reconquête ; extrême ; droite ; parti ; image ; autorisation ; utilise ; bien ; entendu ; rendre. Un second *tweet* rejoint la catégorie contre-discours. Identifié à l'aide des mots « existe ; blanc ; racisme », ce *tweet* affirme l'inexistence des oppressions non systémiques, par exemple le racisme anti-blanc.

Le *tweet* de @la_briochée_off peut être relié directement à un autre *tweet* identifié à l'aide des mots : « veulent ; enfants », qui ouvre le thème de la lutte contre les drag-queens à l'école. Ce thème s'inscrit dans la catégorie renvoyant à la protection des enfants. Le mot « ans » a également permis d'identifier deux *tweets* mettant de nouveau en garde contre le changement de genre et la détransition pour les enfants.

Le troisième thème identifié ici renvoie de nouveau à l'histoire française, à partir de deux *tweets* portant sur le délogement d'une statue catholique de l'espace public. Ce *tweet* a été identifié à l'aide des mots suivants : signe ; vierge ; flotte ; vouloir ; grignote ; installée ; déloger ; pays ; @ericrevell ; juste ; 1983 ; 2023 ; France ; culture. La présence du mot « culture » suggère un rapprochement des catégories « histoire » et « culture ». S'inscrivant dans ce second thème, le mot « film » renvoie effectivement à des débats sur l'état du cinéma français et les sorties récentes, s'exprimant à la fois par la condamnation du film « Franc-Tireur » et sur l'apologie du film « Vaincre ou mourir ». Ce débat est principalement retranscrit par deux *tweets*, qui ont été identifiés à l'aide des mots : maintenant ; film ; français ; monde ; France.

Le quatrième thème visible de ce nuage de mots porte sur la Lituanie, dont le *tweet* a été identifié à l'aide de : CEDH ; condamne ; Lituanie ; voulait ; seulement ; protéger ; enfants ; volonté ; juges ; @nicolasbay. Ce thème est intégré dans la catégorie « actualités internationales ».

Je retrouve finalement le thème de la binarité des genres, cette fois-ci selon Dieu – rejoignant la catégorie des discours religieux. Ce *tweet* a été identifié à l'aide des mots : allons ; vaincre ; culte ; genres ; réaffirmer ; deux ; appelés ; dieu ; hommes ; femmes. Un autre *tweet*

portant sur la binarité des genres a été identifié à l'aide du mot « sexe » - le discours « femelliste » réaffirme cette différence, permettant d'ouvrir la catégorie « discours biologique ».

Des thèmes moins fournis peuvent être de nouveau identifiés à partir de mots-clés non attribués. À partir du mot « ministre », un *tweet* portant sur « l'agenda du ministre PapNdiayie » a pu être identifié, rejoignant la catégorie « discours anti-gouvernemental ». Finalement, l'adjectif « grand » renvoi à un *tweet* spécifique, portant sur « le grand endoctrinement » à l'EDHEC Lille. Ce *tweet* rejoint la catégorie renvoyant à des discours critiques envers les universités. Comme pour les mois précédents, des comptes Twitter ont été identifiés dans le nuage de mots : @la_briochée_off ; @ericrevell ; @f_desouche ; @nicolasbay ; @bfmtv.

Cette seconde partie a permis de décrire le sous-corpus « haine dissimulée ». Illustrer la distribution des catégories de requête de ce sous-corpus a permis de rendre compte de l'importance, encore aujourd'hui, des discours anti-genre et anti-lgbt dans les espaces en ligne, chacun de ces types de discours ayant eu un pic de production majoritaire au cours de la période de collecte – en plus de leur représentation au sein du corpus. Initialement inclus à but de vérification, les discours portant sur le « wokisme » sont de loin les plus représentés du sous-corpus, suggérant l'importance de ce type de discours dans l'univers du discours politique français actuel. L'analyse qualitative permettra d'éclairer la relation des discours anti-wokiste, et anti-lgbt/anti-genre. Par ailleurs, inclure les mots de la catégorie « Autres » a permis de voir la popularisation de « detransition » et de « hétérophobie », après un pic d'utilisation de ces requêtes à la semaine 4.

La meilleure distribution entre les catégories de requêtes s'est illustrée dans l'hétérogénéité des mots les plus fréquents contenus dans les nuages de mots présentant ce sous-corpus. En ayant intégré les *retweets* dans le code de collecte du sous-corpus « haine dissimulée », près de quarante *tweets* ont pu être identifiés, à partir desquels ont été esquissées des catégories d'analyse. Le tableau ci-dessous présente les cinq mots les plus explicites des catégories proposées, avec leur fréquence dans le sous-corpus en pourcentage pondéré :

Protection des enfants	Discours populiste	Discours religieux	Discours nationaliste	Actualités internationales
Enfants (0.53)	Ecole (0.37)	Vierge (0.08)	France (0.31)	Douma (0.12)
Ecole (0.37)	Mensonges (0.23)	Genres (0.07)	Culture (0.22)	Hongrie (0.08)
Cours (0.24)	Président (0.08)	Religion (0.07)	Français (0.14)	Qatar (0.06)
Protéger (0.10)	Peuple (0.08)	Dieu (0.07)	Blanc (0.12)	Occident (0.05)
Parents (0.10)	Ministre (0.07)	Sexe (0.06)	Histoire (0.11)	Lituanie (0.03)

Les catégories proposées dans ce tableau sont construites en tenant compte des catégories identifiées dans la revue de littérature. Ces catégories d'analyse partagent des frontières poreuses, et s'entrecroisent selon les arguments mobilisés. Malgré la présence de contre-discours, je ne les considère pas en tant que catégorie d'analyse, afin de rester concentré sur les discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme.

La première catégorie d'analyse renvoie à un discours sur la protection des enfants. Ce discours est mobilisé selon deux rhétoriques. La première s'inscrit dans un discours anti-lgbt, passant par des témoignages de mises en garde sur la détransition de genre, à des discours contre les spectacles de *drag-queens*. La seconde semble davantage tendre vers un discours anti-gouvernemental, portant sur l'école, l'éducation nationale et le ministre Pap Ndiaye. Cette rhétorique suggère le rapprochement du discours portant sur la protection des enfants, avec un discours populiste. Alors que les travaux antérieurs exposaient la présence de discours sur la protection de la famille nucléaire hétérosexuelle, en plus de la protection des enfants, cet argument semble absent, ou particulièrement peu visible au sein du corpus constitué.

La seconde catégorie s'inscrit dans un discours populiste, en raison de la présence de discours anti-institutionnels qui mettent en cause l'éducation nationale, ainsi que l'éducation supérieure. Cette catégorie comprend également des discours anti-gouvernementaux, qui ciblent personnellement Emmanuel Macron, et le ministre Pap Ndiaye. Des discours complotistes sont également ressortis du sous-corpus « haine dissimulée », et s'inscrivent dans cette catégorie.

La troisième catégorie renvoie à un discours religieux. Comme dans les recherches antérieures, ce discours passe notamment par la réaffirmation de la différence et de la binarité des genres selon Dieu – argument également exprimé par un discours biologique porté par les

« femelliste ». Ici, le discours religieux passe également par la protection du patrimoine culturel catholique présent dans l'espace public français – suggérant le rapprochement du discours religieux à un discours nationaliste catholique. Par ailleurs, un *tweet* renvoyant à la pratique de l'Islam au Qatar, par la lutte contre la propagande LGBT, a également été identifié.

La quatrième catégorie s'inscrit dans un discours nationaliste, avec des *tweets* portant sur l'état – voire l'effondrement – de la culture française, notamment en commentant les sorties récentes au cinéma. Dans cette catégorie se retrouvent également des discours portant sur l'histoire française et ses symboles, discours qui peuvent s'étendre à l'histoire « européenne », ou à l'histoire « occidentale », suggérant un tournant civilisationnel au discours nationaliste.

Finalement, je propose la catégorie « actualités internationales », composée de discours renvoyant à l'actualité de différents pays. La visibilité de ces discours internationaux laisse supposer qu'une circulation des discours s'opère, à l'aide des réseaux sociaux, pour venir alimenter les discours anti-genre et anti-lgbt diffusés en France.

Conclusion

Ce quatrième chapitre a permis d'ouvrir une voie en vue de l'analyse qualitative, dans le corpus de 345 413 *tweets* constitué pour ce mémoire. Cette étape quantitative s'est faite en deux temps.

Dans un premier temps, j'ai présenté le sous-corpus « haine directe » à l'aide d'un graphique à barres regroupées, qui représente la répartition des requêtes au sein du sous-corpus, et de nuages de mots, illustrant les 100 mots les plus fréquents du sous-corpus pour chaque mois de collecte. Le graphique à barres regroupées a permis d'exposer la surreprésentation de la catégorie de requête « gayphobie », par rapport aux catégories « lesbophobie » et « transphobie ». Cette surreprésentation se reflète dans les nuages de mots, qui sont marqués par la faible variation des mots les plus fréquents au fil des mois. Malgré ce biais dans la constitution du sous-corpus « haine directe », quatre catégories d'analyse ont pu être proposées : « insultes », « football », « politique » et « pédophilie ».

Dans un second temps, j'ai présenté le sous-corpus « haine dissimulée », en suivant le même procédé que précédemment. En comparaison au graphique à barres regroupées illustrant le

sous-corpus « haine directe », une distribution plus équitable des catégories de requêtes apparaît. Les catégories « Genre » et « LGBT » connaissent chacune un pic d'utilisation majoritaire au fil des semaines de collecte, suggérant l'importante quantité de discours anti-genre et anti-lgbt diffusés sur Twitter. Pour autant, la catégorie « wokisme » est la plus représentée de ce sous-corpus, confirmant la popularisation des mots « woke », « wokisme », « wokiste » dans l'univers du discours politique français. Cette forte représentation dans le sous-corpus pousse à s'interroger sur les relations interdiscursives des discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme – interrogation qui sera poursuivie dans l'analyse qualitative.

Les catégories d'analyse proposées dans cette seconde partie ont été esquissées à partir des thèmes de *tweets* particulièrement visibles dans les nuages de mots, grâce à l'inclusion des *retweets* dans le code de collecte du sous-corpus « haine dissimulée ». Ainsi, à partir d'une quarantaine de *tweets*, cinq catégories d'analyse ont été proposées : « protection des enfants », « discours populiste », « discours religieux », « discours nationaliste », « actualités internationales ». En reprenant les catégories présentées dans la revue de littérature, je soutiens que l'analyse qualitative permettra de retrouver ces catégories, bien que les thèmes composant les discours d'aujourd'hui aient évolué. En ajoutant la catégorie « actualités internationales », je suggère qu'une circulation internationale de discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme s'opère. Selon moi, cette circulation de discours s'inscrit dans ce que Bennett et Livingston (2018b) désignent comme l'« ordre de désinformation ».

Les *tweets* mobilisés pour esquisser ces catégories seront analysés à l'étape qualitative, afin d'enrichir les catégories d'analyse proposées ici – ce qui se traduit par ma sélection des cas principaux en vue de l'analyse critique de discours. Je mobiliserai d'autres *tweets* avec lesquels ces *tweets* principaux présentent une relation interdiscursive, en complément d'analyse.

L'inclusion des *retweets* dans le code de collecte a finalement permis de faire ressortir des comptes Twitter, soit parce qu'un ou plusieurs *tweet* produits par ce compte est particulièrement rediffusé, par exemple le compte de @f_desouche, réapparu chaque mois de collecte, soit parce qu'un compte est mentionné dans un discours fortement rediffusé, comme ce fut le cas pour @sciencespo, lors des discussions portant sur le départ d'une professeure de danse. Ces comptes identifiés, ainsi que ceux à la source des *tweets* sélectionnés pour l'analyse critique de discours, me permettront d'identifier les types de vecteurs de diffusion derrière les discours étudiés. À la vue

des comptes illustrés dans les nuages de mots, je soutiens que les *tweets* sélectionnés renvoient à un ensemble de vecteurs hétérogènes, allant des comptes individuels à des comptes de partis politiques, en passant par les médias et les associations – reprenant les types de vecteurs identifiés dans la revue de littérature. Les comptes illustrés dans les nuages de mots suggèrent l’absence de groupes catholiques. Ce premier survol des données permet également de constater l’importance de vecteurs issus de la sphère politique, dont les profils semblent indiquer la présence d’un noyau dur, homogène, qui soutient un projet politique de droite populiste et nationaliste, par l’instrumentalisation des discours étudiés.

En raison de tous ces éléments, l’analyse qualitative qui fera l’objet du prochain chapitre se concentrera sur les catégories d’analyse proposées à partir du sous-corpus « haine dissimulée », afin de pouvoir répondre aux questions qui guident cette recherche.

CHAPITRE 5 : ANALYSE DES DONNÉES

Des discours pour construire des entités à protéger

Qui participe aux campagnes anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme en ligne aujourd'hui ? Quels types de vecteurs de diffusion peuvent-être identifiés ? Quels sont les principaux thèmes de ces campagnes ? Par quelles stratégies discursives passe la construction de discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme ? Quelles sont les relations entre ces types de discours ? Et à quelles stratégies d'action collective leur diffusion répond-elle ?

Pour répondre à ces questions de recherche, ce chapitre présente l'analyse qualitative de 70 *tweets*, en croisant l'approche historique de discours (DHA) et les études critiques de discours sur les réseaux sociaux (SM-CDS). Pour ce faire, j'ai interrogé les *tweets* à partir des deux grilles d'analyse associées à ces approches, et présentées dans la méthodologie. La première grille vise à m'informer sur les thèmes que renferment les micro-discours et à identifier les stratégies discursives qui les construisent. La seconde grille d'analyse me renseigne sur les facteurs médiatiques et situationnels qui accompagnent les micro-discours, afin d'identifier les types de vecteurs derrière la diffusion des discours analysés, et les stratégies auxquelles la diffusion de discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme répond.

Je commence par présenter les types de vecteurs de diffusion retrouvés dans les *tweets* analysés, pour montrer la récupération des discours étudiés par la fachosphère. Je présente ensuite les thèmes et les stratégies discursives retrouvées, en me concentrant sur les discours portant sur la protection des enfants. En partant de discours centrés sur le refus de la non-conformité de genre, il apparaît que la rhétorique sur la protection des enfants permet, comme à l'époque du mariage pour tous·tes, de mettre en cause le gouvernement et les instances d'éducation, y compris supérieure. Par la suite, je montre qu'avec l'intégration des discours anti-genre et anti-lgbt dans le discours anti-wokisme, un nouvel « épouvantail » apparaît dans l'univers du discours politique, et permet aux entrepreneurs de discours de mettre en parallèle deux menaces contre lesquelles protéger les enfants : le « wokisme » et l'islamisme. L'association de ces deux menaces permet de mettre en cause le gouvernement en place, et de proposer un discours nationaliste, centré sur la protection de l'identité française. J'expose finalement l'importance des discours sur l'actualité internationale pour nourrir les argumentaires proposés, visant à intégrer le phénomène national présentement analysé dans une montée globale des discours populistes de droite radicale.

I. Présentation des vecteurs de diffusion : d'un portrait de la fachosphère

L'analyse des facteurs médiatiques et situationnels des micro-discours m'a permis d'identifier les types de vecteurs à la source des *tweets* analysés. Les travaux présentés dans la revue de littérature exposaient un ensemble hétérogène d'acteur·rices, d'associations militantes, d'organisations politiques, de médias et de sites Internet (Chetcuti – Osorovitz et Teicher 2017f, 122). Je retrouve sensiblement les mêmes types de vecteur de diffusion, allant des figures politiques aux acteur·rices individuel·les, qui sont les plus représenté·es, en passant par des médias traditionnels, des journalistes individuels, des médias alternatifs, des comptes de traduction, des comptes d'associations et de collectifs militants, et celui d'une institution d'éducation supérieure.

Les figures politiques identifiées renvoient toutes à des partis de droite et d'extrême-droite, avec des représentants des Républicains (LR), des Patriotes (LP) (parti de Florian Philippot créé en 2018) ou du Rassemblement National (RN). Des (ex)présidents de partis, tels que Philippe de Villiers (MPF), Nicolas Dupont-Aignan (DLF) ou François Asselineau (MPR) contribuent également à la diffusion des discours étudiés. Finalement, le seul compte de parti officiel identifié est @Reconquete_off, renvoyant au parti créé par Éric Zemmour en 2021. En plus du compte officiel du parti, 7 membres de Reconquête (vice-président·es, élus locaux, députés européens) sont identifié·es, parmi lesquels @MarionMarechal, @Bruno_Attal ou @DamienRieu. La forte représentation des membres de Reconquête suggère une récupération des discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme par les membres de ce parti pour se créer une place dans l'univers du discours politique français.

Certains médias identifiés par la littérature réapparaissent également, tels que Le Figaro et Valeurs Actuelles, ainsi que des journalistes de ce dernier, dont @GeoffroyLejeune, directeur de la rédaction jusqu'en juin 2023. Les comptes des chaînes d'information @BFMTV et @CNEWS apparaissent, la première par la diffusion d'une interview d'Éric Zemmour, et la seconde par la rediffusion de discours anti-genre et anti-wokisme, ainsi que par l'activité de certains de ses chroniqueurs, également identifiés. Le dernier média traditionnel identifié est la station @SudRadio, radio régionale critiquée depuis 2010 pour l'espace accordé aux théories complotistes et aux idées d'extrême-droite dans ses émissions (Conspiracy Watch 2011). Plusieurs médias alternatifs apparaissent également, dont Fdesouche.com, précédemment identifié par la littérature. Parmi les 70 tweets analysés, 8 ont été produits par Fdesouche.com, ce qui en fait le vecteur de

diffusion le plus important. D'autres médias de « réinformation » apparaissent, tels que @tvlofficier (TV Liberté), @reseau_internat (Réseau International) ou @france_soir. Une journaliste de Boulevard Voltaire est également identifiée, autre média alternatif d'extrême-droite créé en 2012, et devenu populaire notamment avec La Manif Pour Tous.

Dans cette lignée, un nouveau type de vecteur apparaît : les comptes de traduction. Trois comptes de ce type sont identifiés, chacun ciblant un type de contenu spécifique à traduire. Le compte @QuantumLeapTrad traduit du contenu complotiste, souvent pris au compte américain d'origine @QuantumLeap. Le compte @brunolp30 se dit défenseur de la libre expression et traduit du contenu touchant à cette question. Finalement, @TrumpFrance, compte créé par des militants d'extrême-droite, dont Vivien Hoch (figure de La Manif Pour Tous déjà identifié pour son activité sur Twitter à l'époque), afin de servir de relai aux déclarations de Donald Trump sur des thèmes touchant les partisans de l'extrême-droite française, comme les « marches pour la vie », les discours complotistes sur le COVID-19 et les vaccins, ainsi que les questions migratoires et raciales (Lecot 2020).

En plus des vecteurs issus des sphères médiatiques et politiques, trois associations et collectifs militants apparaissent : le compte de l'association @ParentsVigil, qui lutte « pour la protection des enfants » dans les écoles, et les comptes @femelliste et @resistancelesbi, qui renvoient respectivement à un collectif féministe soutenant qu'« être une femme est une réalité biologique » (Femelliste 2023), et à un collectif lesbien féministe radical (Resistance Lesbienne 2023). La présence de comptes féministes, dans l'ensemble identifié, suggère la formation d'alliances « improbables » (Mathieu 1999a). Par ailleurs, le philosophe et polémiste Michel Onfray réapparaît, avec le compte @MichelOnfrayTv, diffusant régulièrement ses positions sur l'immigration, le wokisme et l'état de déclin que connaît la France aujourd'hui – présence qui souligne le rôle toujours actuel des intellectuels dans ce type de campagnes. Un institut de sciences sociales privé est également identifié, l'ISSEP Lyon, créé en 2018 par Thibault Monnier et Marion Maréchal, qui était la directrice jusqu'en 2022. Finalement, la majorité des comptes identifiés renvoient à des utilisateur·rices individuel·les, souvent anonymes, dont plusieurs caractéristiques ont pu être identifiées à l'aide du pseudonyme, des photos de profil et de couverture, et de la biographie.

Parmi cet ensemble d'utilisateur·rices apparaissent des comptes partisans soutenant le RN ou Reconquête, d'autres revendiquant l' « Union des droites », des comptes patriotiques sans affiliation partisane exprimée (généralement avec pour biographie : « La France, mon seul parti » et déclinaisons), des militant·es catholiques, des souverainistes, des eurosceptiques pro-FREXIT ou des complotistes. Un compte de soutien à La Manif Pour Tous ressort également.

En raison de la teinte politique de cet ensemble, le discours anti-genre, ainsi que les discours anti-lgbt et anti-wokisme, semblent aujourd'hui concentrés au sein de la fachosphère, soit la nébuleuse d'acteur·rices issus de droite identitaire et d'extrême-droite, dont le dénominateur serait « une opposition commune à la modernité libérale et à son idéal de société ouverte », et qui a su investir le cyberspace pour « contourner le filtre des médias « traditionnels » et [pour] toucher directement l'audience » à travers les réseaux sociaux (Albertini et Doucet 2016a). La concentration de ce type de discours chez la fachosphère permet d'expliquer, en partie, la faible présence de discours religieux dans les discours analysés, en comparaison avec l'importance de ce thème dans la littérature présentée. Si parmi les vecteurs de diffusion identifiés, plusieurs sont associés à l'Église catholique et à la chrétienté, les discours diffusés par ces derniers ne renvoient pas spécifiquement à un discours religieux, mais davantage à un discours conservateur et nationaliste.

Parmi les *tweets* analysés, deux renvoient spécifiquement à un discours religieux anti-genre ou anti-lgbt. Le premier, produit par le compte individuel d'un enseignant, traducteur et ancien imam orateur en Île-de-France, énumère l'importance de la foi au Maroc, la diffusion du savoir religieux en Algérie et le droit de pratiquer à l'école en Tunisie, ainsi que la lutte contre la propagande LGBT au Qatar – légitimant ce dernier élément comme une bonne pratique religieuse, au même titre que les précédentes. Le second, diffusé par le compte @TrumpFrance, traduit une citation de Donald Trump selon laquelle : “Nous allons vaincre le culte de l'idéologie du genre et réaffirmer que Dieu a créé deux genres appelés hommes et femmes.” - présentant un argument fallacieux de réalité basé sur un discours religieux. Si ces deux *tweets* renvoient respectivement à un discours anti-lgbt et à un discours anti-genre, rappelant ce faisant l'opposition ouverte de figures de l'Islam comme de l'Église Catholique au progrès des droits des minorités sexuelles et de genre, ce sont les deux seuls s'inscrivant dans ce registre parmi les *tweets* analysés.

Aussi, sans prononcer l'absence de ce type de discours dans le corpus de *tweets* collecté, les discours religieux y sont moins visibles que les discours proprement politiques, comme cela sera présenté dans la prochaine partie.

II. « Protégez les enfants » : de la récupération politique des discours anti-genre et anti-lgbt


Les discours invoquant la protection des enfants comme argument central ont été largement exposés par les recherches antérieures, dans le cas des campagnes d'opposition au mariage et à l'adoption pour tous·tes, comme dans celui des campagnes anti-genre numériques. La présence du mot « enfant », dans 53% des *tweets* constituant le sous-corpus « haine dissimulée », illustre la centralité de cette thématique, encore aujourd'hui. L'analyse des micro-discours renvoyant aux enfants m'a permis d'identifier au moins trois grandes menaces contre lesquelles les protéger, dont la présentation suivra l'ordre énoncé. D'une part, il faut protéger les enfants du lobby et de la propagande LGBT, menace identifiée par des discours portant sur les lectures drags et la (dé)transition de genre. De l'autre, la lutte contre la « théorie du genre » est actualisée. Croisée avec la lutte contre « l'enseignement wokiste », ces enjeux permettent aux producteur·rices des micro-discours analysés de tenir pour responsable les instances d'éducatrices, nationale comme supérieure, soit de proposer un discours populiste anti-institutionnel. Finalement, les discours sur le « wokisme » passent par une mise en parallèle avec l'islamisme, permettant la formation interdiscursive de deux « épouvantails » menaçant les enfants français, et l'affirmation d'un discours nationaliste légitimant un appel à la protection de l'identité française.


II.1. Protégez les enfants de la non-conformité de genre

Selon la littérature, les discours renvoyant à la protection des enfants s'accompagnaient d'une défense du modèle familial traditionnel. Ces discours soulignaient la nécessité de protéger les enfants de « l'idéologie du genre » en mobilisant des arguments naturalistes comme la préservation « des lois de la nature » ainsi que des arguments physiologiques par la mention de la puberté et des caractères sexuels secondaires comme la barbe ou les règles (Olivesi 2017i). Ces arguments permettaient par la même occasion de réaffirmer la différence des sexes et des rôles

génrés qui en découlent au sein de la famille nucléaire hétérosexuelle (Husson 2015g). Les chercheur·es identifiaient déjà la double portée de ce discours d'opposition aux progrès sur des enjeux liés à la parité et aux revendications féministes, qui alimente également un discours stigmatisant des personnes trans' et des corps « volontairement indéterminés », en opposition aux corps « naturellement sexués » qui relèveraient de la normalité (Julliard 2017g). La nécessité de protéger « la santé mentale » de ces enfants exposés à la « théorie du genre » était également invoquée, permettant de condamner la folie des parents qui ne sauraient protéger leurs enfants, voire qui leur imposerait cette idéologie (Olivesi 2017j). Si parmi les discours analysés, aucun ne renvoie à la protection de la famille nucléaire hétérosexuelle, les discours d'opposition à ce qui renvoie à la non-conformité de genre et aux transidentités sont particulièrement visibles.

II.1.1. Le refus des lectures drags

«  Les drag-queens et le lobby LGBT sont acharnés : ils veulent toucher les enfants ! Les enfants les obsèdent ! Nous disons NON !

 NON au Conseil Départemental de @HauteGaronne de @SebVincini qui héberge la lecture drag du 4 février à la MJC Roguet à #Toulouse »²⁵

À travers ce *tweet* accompagné d'une lettre ouverte, Arthur Cottrel, membre de la branche toulousaine de Reconquête, exprime le refus du parti face à l'acharnement des drag-queens, et du « lobby LGBT », compris ici comme la menace ciblant les enfants. Pour ce faire, plusieurs stratégies discursives sont à l'œuvre. L'ouverture du texte sur un emoji « interdit aux moins de 18 ans » et l'emploi de mots pouvant renvoyer à une menace physique (« acharnés », « toucher », « obsèdent ») permettent d'intensifier la construction de la menace en rappelant le stigma de pédérastie qui accompagne l'homosexualité depuis les années 1970, ainsi que par l'utilisation répétée de points d'exclamation. La suite du texte présente le refus du groupe par l'emploi du « Nous », ce qui traduit une stratégie de perspectivation²⁶, qui vise à positionner le point de vue du locuteur (Reconquête) par rapport à l'énoncé précédent le « nous », soit à exprimer l'implication du parti face à cette menace. Ce refus est également intensifié par l'emploi de majuscules pour dire « NON », de points d'exclamation et d'une croix rouge. Finalement, ce texte se termine par une

²⁵ J'ai laissé l'orthographe des *tweets* cités, bien que certains qui suivent soient mal orthographiés.

²⁶ Précédemment définis dans le chapitre 3, page 82

stratégie de prédication, qui permet de tenir pour responsable de la menace « le Conseil Départemental [...] de @SebVincini », soit Sébastien Vincini président du CD de Haute Garonne et Secrétaire National du Parti Socialiste – opposant par la même occasion Reconquête au Parti Socialiste.

Un *tweet* de BFM TV revient sur l'évènement dénoncé, en précisant qu'« à Toulouse, « La Manif pour Tous » et « Furie Française » se sont indignées d'un atelier de lecture pour enfants animé par des drag-queens », permettant d'être informé sur la longévité des mobilisations de LMPT, ainsi que sur l'émergence du groupuscule « Furie Française », jeunesse identitaire toulousaine se dressant « contre les fléaux de notre temps : wokisme, invasion migratoire... » (Furie Française 2023). Le *tweet* de BFM TV informe également que « L'évènement a finalement été déprogrammé par la mairie », permettant de rendre compte de l'un des objectifs de la première communication : faire pression sur les élus locaux pour annuler les lectures drags, et prévenir l'exposition des enfants à des performateur·rices du genre (Greco et Kunert 2021). Un autre *tweet*, cette fois publié par un compte militant du Rassemblement National, met en cause « Le maire de Lamballe [qui] favorise la culture woke et la théorie du genre en embrigadant les enfants ! », permettant de nouveau d'attribuer la responsabilité de la menace à un maire socialiste, et de lancer un appel : « Bretons réveillez-vous ! » en s'appuyant sur un article de Valeurs Actuelles portant sur l'évènement.

Pour comprendre les dynamiques à l'œuvre derrière cette lutte contre les lectures drags, il est pertinent de se tourner vers la littérature américaine, ce type de mobilisation ayant proliféré aux États-Unis ces dernières années. En analysant 203 mobilisations anti-drags ayant pris place en ligne et hors ligne, aux États-Unis, entre juin 2022 et mai 2023, Martiney et Lawrence (2023a, 9) révèlent un ensemble d'acteur·rices hétérogène derrière ces campagnes, parmi lesquels les groupes anti-LGBTI+, des groupes d'extrême-droite et des suprémacistes blancs, des activistes pour les droits des parents, des groupes anti-vaxx et des chrétiens-nationalistes. Toujours selon ces chercheuses, les narratifs principaux des discours anti-drags présentent les performateur·rices drags comme des « groomers » ou des « pédophiles », les spectacles drags ouverts à tous les âges comme de l'abus d'enfants (« child abuse »), et les identités LGBTI+ y sont décrites comme une idéologie.

Ces narratifs se rapprochent de la stratégie d'intensification identifiée dans le premier *tweet*, ainsi que de la formulation du troisième *tweet* présenté selon laquelle « Le maire de Lamballe favorise la culture woke et la théorie du genre en embrigadant les enfants ! ». Finalement, cette recherche présente les tactiques clés de ces campagnes, passant par la manifestation, le vandalisme, le doxxing, l'incitation à la violence, le harcèlement et la menace, et rappel qu'en parallèle à ces campagnes physiques et en lignes, près de 540 lois anti-LGBTI+ ont été proposées au pouvoir législatif américain en 2023, parmi lesquelles 220 ciblant spécifiquement les personnes trans' et non-binaires (Martiny et Lawrence 2023b, 18). Un article de Jannic-Cherbonnel (2023) présente la transposition des campagnes en ligne contre les drag-queens français·es dans l'espace physique, partant d'« une polémique sur les réseaux sociaux, reprise par des médias proches de l'extrême-droite et suivie de menaces contre les artistes et le lien d'accueil », pour émerger sur une manifestation physique si la représentation n'est pas annulée, comme ce fut le cas à Lamballe-Armor.

II.1.2. Prévenir la détransition de genre


« États-Unis : cet ancien soldat était devenu une icône trans. Aujourd'hui en "détransition", il veut protéger les enfants. "J'ai été propagandisé", "utilisé", "naïf". »


Ce *tweet*, publié par @f_desouche, ouvre sur le second enjeu mobilisé contre la « propagande LGBT » : la détransition de genre. Accompagné d'un lien vers l'article du site éponyme, et de photos de la personne mentionnée en tant que femme trans, et pré-transition en uniforme militaire, ce *tweet* traduit le témoignage d'une « icône trans » sur sa « détransition », permettant de proposer un argument fallacieux d'autorité : sa notoriété passée en tant que femme trans légitimerait sa volonté de « protéger les enfants ». Les trois mots caractérisant son témoignage renvoient à la tromperie, à la manipulation, à un abus de la part de ceux qui ont permis sa transition, soit ceux qui menacent les enfants. En retraçant l'identité de cet ancien soldat, il apparaît que celui-ci mène aujourd'hui des campagnes anti-genre en ligne, notamment sur Instagram (@valor4us), en mobilisant un discours fondamentaliste chrétien croisé à un discours complotiste sur la pédophilie et le satanisme – tout en intégrant une rhétorique anti-drags, également décrites comme des « groomers ».

Un second *tweet* de @DubreuhlMarcel, fondateur du site de réinformation « Le média en 4-4-2 » (Conspiracy Watch 2022), présente le témoignage du Britannique Oli London, « influenceur devenu homme après sa détransition, [et qui] dénonce l’enseignement #woke qui cible les enfants ». De nouveau, le témoignage d’une personne en détransition permet d’établir un argument fallacieux d’autorité et de renforcer la construction de la menace qui cible les enfants. Le témoignage d’Oli London fut initialement diffusé par Fox News lors d’une interview avec Tucker Carlson, présentateur controversé pour ses positions conservatrices et sa rhétorique anti-LGBTI+ (Factora 2023). Ces deux témoignages seront d’abord diffusés sur des sites de réinformation américains, avant d’être repris par fdesouche.com et Le Média en 4-4-2 en France. En outre, @DubreuhlMarcel ouvre le *tweet* en annonçant : « Voilà pourquoi il a été interdit à des drag-queens de faire la lecture sur la question du genre à des mômes de 3-6 ans, écoutez bien... » - permettant de faire un lien interdiscursif avec le premier enjeu exploré, et de renforcer l’idée d’une évolution du discours anti-genre vers un discours centré sur le refus de la non-conformité de genre.

Comme pour les campagnes anti-drags, les discours sur la détransition ont d’abord émergé aux États-Unis, permettant à la littérature américaine d’ouvrir une analyse de ce type de discours. À cet égard, la recherche de Slothouber (2020a) a permis d’identifier trois narratifs clés accompagnant les discours sur la détransition. D’une part, un climat socio-politique « trop acceptant des identités trans » passerait sous silence les détransitions pour rester dans le « politiquement correct ». De l’autre, ces discours adressent le besoin de protéger les enfants d’un mauvais diagnostic (et donc d’une transition de genre). Finalement, la peur du mauvais diagnostic serait intensifiée par l’idée que la dysphorie de genre puisse être le résultat d’une « contagion sociale » (90). En reliant ces arguments au concept de « futurisme reproductif » (Edelman 2004, cité par Slothouber 2020b, 93), l’auteur·e identifie un discours idéologique qui vise à dénier les citoyens de leurs droits dans le présent au profit de la « liberté » d’un « enfant futur », en remettant en question le droit d’accès à des soins médicaux appropriés et respectueux de l’identité de genre « par le biais d’un appel au risque » (Slothouber 2020c, 93). Cette recherche identifie une autre stratégie des articles sur la détransition : promouvoir l’idée que les personnes en dé/retransition sont en large nombre (Slothouber 2020d, 92).


Cette stratégie peut s'illustrer par le *tweet*-titre d'un article de Valeurs Actuelles :

«  Détransition de genre : ces ex-trans qui regrettent (et le font savoir)

 Conséquence du phénomène trans : de nombreuses personnes regrettent d'avoir franchi le pas. Ces dé-transitionneurs alertent sur les dommages de la chirurgie et des traitements ».

Je retrouve une stratégie d'intensification par le nombre, accompagnée d'un discours présentant la chirurgie et les traitements selon les dommages que ces procédures peuvent créer. Selon l'étude de Turban et al. (2021), sur 17 000 personnes transgenres intégrées dans la recherche, 13.1% des participant·es ont rapporté avoir détransitionné, et parmi ceux-ci, 82.5% ont mentionné au moins un facteur conducteur externe, comme une pression exercée par la famille ou la stigmatisation sociale, ce qui apporte une complexification nécessaire à l'idée que « de nombreuses personnes regrettent d'avoir franchi le pas ». Les discours sur la détransition s'inscrivent dans la continuité du discours pathologisant et médicalisant contre lesquels luttent les mouvements trans, depuis les années 1960.

Le *retweet* ci-dessous, publié par le compte @femelliste, reflète le discours pathologisant accompagnant ces discours sur la détransition :

«  Parole de détransitionneuse : « Je ne veux juste pas que des enfants soient stérilisés parce qu'ils ont des problèmes de santé mentale. Je reçois des menaces de mort parce que j'exprime cette idée ». »

Effectivement, les discours sur la détransition s'insèrent également dans un type de discours réactualisé ces dernières années, le discours « femelliste » (renvoyant au « femalism » en anglais), qui traduit un discours féministe « pour les femelles, ces membres de la catégorie de sexe biologique qui produisent généralement des gamètes volumineux et immobiles » (Lawford-Smith 2023, 40).

Parmi les *tweets* analysés, ce type de discours se retrouve par exemple dans un *tweet* du compte @ResistanceLesbi (collectif de « résistance lesbienne, pas queer ») : « Très récent témoignage d'une adolescente qui a « transitionné » dès 13 ans puis a « détransitionné » à 16 ans aux États-Unis » - accompagné de *hashtags* tels que #chirurgie #toposurgery #lesbiennes ou #hommetrans ; ou dans ce *tweet* du compte @MaleTearsDej, qui déclare :

« Je vois tourner #ProtegeonsNosEnfants pour parler de tout le mouvement LGBT, et je tenais à dire que je ne suis PAS solidaire de ça. S’il faut protéger nos enfants, il faut les protéger : - de l’homophobie – de l’idéologie de genre et du grooming qui va avec (leur montrer des shows avec des drags, leur parler sexualité et identité de genre alors qu’ils sont mineurs) – du fascisme – de l’extrême-droite – de la « gauche » néo-libérale ».

Les noms de comptes à la source de ces deux *tweets* contrastent avec ceux précédemment mentionnés, l’un renvoyant explicitement au lesbianisme et l’autre au féminisme. Ces *tweets* illustrent des divisions réactualisées au sein des mouvements féministes et LGBTI+, bien que l’exclusion des personnes trans’ puisse se retracer aux débuts de ces mouvements (Beaubatie 2020a, §2). Aujourd’hui, l’une des conséquences de ces divisions est la formation d’alliances socio-politiques « improbables », comme l’illustre ce *tweet* de @f_desouche : « « Être un homme ou une femme ça se décide » : Quand le sexe disparaît au profit de la théorie du genre, les féministes Dora Moutot et Marguerite Sterne lance le mouvement « Femelliste » pour contrer ces idées ». Ce *tweet* est accompagné d’un article du média alternatif concentré sur ce projet, et d’un extrait vidéo dans lequel Dora Moutot et Marguerite Sterne, entrepreneuses du mouvement femelliste, sont interviewées sur Sud Radio. Si pour Beaubatie (2020b, §11), les discours féministes hostiles aux personnes trans’ « n’ont rien d’un *backlash* », et que celles qui les portent « n’ont rien d’une Manif pour tous ou autres tenant.es de la lutte contre la « théorie du genre », le rapprochement des militantes femellistes avec la fachosphère suggère la formation d’alliances « improbables ». À une échelle internationale, le même type de rapprochement s’est illustré récemment.

Le 21 juin 2023, alors qu’Elon Musk annonce que les termes « cis » et « cisgenre » sont désormais considérés comme des insultes sur la plateforme Twitter, J.K. Rowling exprima le même jour que « cis » est un « langage idéologique » avec lequel « le reste d’entre nous a le droit d’être en désaccord » - *tweet* auquel Elon Musk répondra : « Exactly » (Rumpf-Whitten 2023). Depuis une première controverse sur Twitter en 2020, l’auteure d’Harry Potter a exprimé plusieurs positions transphobes, portant notamment sur la détransition (Gardner 2023), ou en ciblant des associations LGBTI+ britanniques, et elle a participé à des campagnes de financement d’associations « LGB » actives dans la lutte anti-trans (Pantalaemon 2022).

Les théories des mouvements sociaux sur le *backlash* peuvent, selon moi, éclairer la formation de ces alliances, qui semblent « improbables » au sens de Mathieu (1999, 481), lorsqu'il décrit les mobilisations des prostituées lyonnaises en 1975, soit une population profondément marquée par la carence de ressources, soutenue par le mouvement du Nid, association issue de la Jeunesse ouvrière chrétienne. En raison de la montée de la visibilité des personnes trans' ces dernières années, et certaines avancées législatives en leur faveur – notamment la possibilité de faire une demande de changement d'état civil sans document médicaux depuis 2016, les campagnes anti-genre semblent s'être détournées de la « question homosexuelle » pour se concentrer sur la lutte contre la transidentité, comme cela est illustré par les deux cas précédents. Pour ce faire, ces campagnes mobilisent des menaces et un narratif en partie repris des féministes radicales excluant les personnes trans'. Face à un « ennemi commun » qui gagne en visibilité, contre lequel sont tenus des discours proches, la formation d'alliance ne semble plus si improbable pour ces femmes qui s'en prennent à d'autres femmes, même si cette alliance se fait avec « l'ennemi principal », soit le patriarcat (Beaubatie 2020c, §3) – ici représenté par un média de désinformation d'extrême-droite, ou par l'homme le plus riche de la planète, aux positions sexistes reconnues (Steele 2021 ; Levin 2022).

Ces éléments, ainsi que l'ensemble des *tweets* précédemment mobilisés, permettent d'illustrer une évolution du discours anti-genre, allant vers une forme d'acceptation de l'homosexualité pour proposer un rejet affirmé des transidentités, et des représentations non conformes du genre auxquelles les enfants pourraient être exposés. Par ailleurs, en présentant les discours collectés sur les lectures drags et la détransition de genre, cette première sous-partie visait également à illustrer l'importation de deux enjeux ayant émergé aux États-Unis, et dont les narratifs ont su être repris efficacement en France pour mettre en garde contre les dangers de l'idéologie du genre, et de ses entrepreneurs drags, sur « nos enfants ». L'actualité américaine n'est pourtant pas la seule à nourrir les discours anti-genre et anti-lgbt retrouvés durant ces mois de collectes. L'actualité russe et des pays d'Europe de l'Est ont également leur rôle à jouer dans la construction de ces types de discours, comme l'illustre la prochaine partie, portant sur la lutte contre « la théorie du genre » dans les instances d'éducation.

II.2. *Protégez les enfants de l'éducation*

Selon la littérature, les discours anti-genre renvoyant à la protection des enfants permettaient également d'ouvrir à des discours condamnant l'école et les institutions nationales, perçues comme des organes de diffusion de la « théorie du genre » par les militant·es anti-genre. À partir d'un corpus de tweets collectés entre 2014 et 2017, Julliard (2022b) présente l'attention soutenue portée à l'ex-ministre de l'Éducation Nationale, Najat Vallaud – Belkacem, qui était mentionnée près d'un tweet sur cinq. Dans le corpus que j'ai collecté, la mention du compte twitter du ministre de l'Éducation nationale en place lors de la collecte, @PapNdiaye, apparaît dans 6% des *tweets* du sous-corpus haine dissimulée. Ainsi, parmi les tweets analysés, ces arguments réapparaissent pour mettre en cause l'Éducation Nationale, responsable de l'enseignement de la « théorie du genre », du « wokisme », et de la « propagande LGBT », ainsi que les institutions d'éducation supérieure, en raison de leur rôle supposé dans la définition et la diffusion d'une norme sur le « genre ». Cet argumentaire renvoie à un discours populiste, qui permet la mise en opposition des institutions nationales et européennes, avec « le peuple ».

II.2.1. *Les ministres de l'Éducation, complices de la « théorie du genre »*

« On apprend sur CNews que l'agenda du ministre PapNdiayaie a été consulté. Rien sur l'enseignement mais bcp de réunions concernant les LGBT et l'anti-racisme. Bref, la propagande gauchiste et woke à la manœuvre. Nos enfants vont avoir du mal à progresser. »

Ce micro-discours, diffusé par un compte individuel identifié comme patriote sans affiliation partisane, présente deux arguments. D'une part, la « manœuvre » de « la propagande gauchiste et woke » est désignée par « bcp de réunions concernant les LGBT et l'anti-racisme ». Ce premier argument permet de comprendre que le terme « woke » renvoie à la fois aux luttes LGBT et aux luttes antiracistes, ce qui suggère l'intégration des discours anti-genre et anti-lgbt vers un discours d'opposition à la « propagande » des luttes progressistes (Canet et Dupuis-Deri 2022d, 28), dont le ministre Pap Ndiaye serait responsable. Le second argument, « nos enfants vont avoir du mal à progresser », est justifié par un argument fallacieux de définition : « l'agenda du ministre [de l'éducation] Pap Ndiaye : a été consulté. Rien sur l'enseignement [...] ». Cette formulation permet de poser un problème en soi, soit que le ministre de l'Éducation ne se préoccupe

pas de l'enseignement, ne répondant ainsi pas à ses fonctions qui seraient de faire « progresser les enfants ».

Dans un second *tweet*, cette fois diffusé par @BFMTV, on apprend que « Eric Zemmour (@ZemmourEric) souhaite un débat télévisé avec Pap Ndiaye » sur « [l'] école, « théorie du genre ». ». Ce *tweet* peut être mis en parallèle avec un *tweet* publié par @Europe1 en octobre 2021, collecté à l'aide de l'inclusion des *retweets* dans la constitution du corpus :

« Eric Zemmour sur la théorie du genre à l'école : « Il faut arrêter de se soumettre aux injonctions abominables des militants LGBT. Ils n'ont rien à faire à l'école et Monsieur Blanquer est complaisant avec eux ! » #Punchline »

Le *tweet* de la chaîne d'information BFMTV vise à informer par une stratégie de nomination, tout en désignant la « théorie du genre » entre guillemets, permettant au média de ne pas s'aligner sur les discours précédemment analysés. À l'inverse, celui d'Europe 1 postule la présence de la « théorie du genre » à l'école, et rediffuse la déclaration d'Éric Zemmour par une stratégie d'intensification, illustrée par la présence de « #Punchline » (=phrase choc). Au-delà des considérations d'Éric Zemmour envers les « injonctions abominables des militants LGBT », « Monsieur Blanquer » est désigné comme étant « complaisant » en raison de ses déclarations contre l'homophobie et la transphobie à l'école (Blanquer 2019). Cette étiquette permet, comme dans les recherches antérieures, de présenter la sensibilisation aux enjeux LGBTQ+ dans les instances d'éducation comme une stratégie démagogique du gouvernement (Marongiu 2021 ; Julliard 2016i). Ce processus d'étiquetage des différents ministres de l'Éducation connaît nécessairement des variations : là où Jean-Michel Blanquer, qui a participé à lutter contre « l'islamo-gauchisme » dans les universités, puis qui a initié la « guerre » contre l'écriture inclusive (Têtu 2021) et contre le « wokisme », est « complaisant » avec les militants LGBT ; Pap Ndiaye est « acquis à l'idéologie de la race et du genre », « un ambassadeur de la propagande LGBT » voir un collaborateur du « wokisme ».

Pour autant, ce processus d'étiquetage répond à la même logique : dénoncer les instances d'éducation qui seraient responsable de la diffusion de la « théorie du genre », et ce depuis l'apparition des premiers débats sur les livres de SVT en 2011.

II.2.2. L'école, première instance de socialisation au « genre »

« 🚨😬 Cours sur la théorie du genre à 5 ans, la prise d'hormones et le changement de sexe.

➡ En [Belgique] comme en [France], il est URGENT de stopper l'influence grandissante de ce progressisme mortifère, a fortiori lorsqu'il entre en contact avec nos enfants. 🇷🇺 @MLP_officiel @RNational_off »

Accompagné d'une vidéo de sensibilisation diffusée par l'EVRAS (Éducation à la Vie, Relationnelle, Affective et Sexuelle), ce *tweet* passe par une stratégie d'argumentation qui permet la construction d'une menace, et appel à l'urgence d'agir par une stratégie d'intensification passant par le mot « URGENT » en majuscule, la présence d'émojis d'alarme et d'énervement, et le rappel de ceux qu'il faut protéger : « a fortiori lorsqu'il entre en contact avec nos enfants ». Ce micro-discours passe également par une stratégie de perspectivation, en identifiant les comptes Twitter de Marine le Pen et du Rassemblement National, soit ceux capables d'agir contre « ce progressisme mortifère ». Finalement, ce micro-discours met en comparaison l'éducation belge avec celle française, ce qui permet de souligner le caractère transnational de la menace identifiée.

« La Hongrie interdit la propagande LGBT/ONG ds les écoles. Orbán : “Les parents sont responsables de l'éducation de leurs enfants sur ces questions, pas une ONG... Une forte pression s'exerce sur nous pour que nous renoncions à cela, sinon la Hongrie ne recevra pas de fonds [drapeau européen] »

Comme l'illustre ce second *tweet*, ce type de comparaison se retrouve également dans des discours portant sur l'actualité de pays d'Europe de l'Est. Par la citation de Viktor Orbán, premier ministre hongrois, ce micro-discours argumente que « les parents sont responsables de l'éducation de leurs enfants sur [les questions LGBT] », pas les écoles, légitimant de fait l'interdiction de « la propagande LGBT/ONG » dans les écoles nationales. Parallèlement, cette citation permet de désigner l'Union européenne comme l'institution responsable de cette « propagande », de par les pressions exercées sur la souveraineté hongroise et le retrait de fonds européens. Ce second point s'illustre particulièrement dans le *tweet* ci-dessous :

“👉 La CEDH condamne la Lituanie qui voulait seulement protéger ses enfants de la propagande LGBT. La volonté des juges méprise encore la volonté des peuples. Protéger nos enfants : une priorité absolue ! Mon communiqué 👉 [lien facebook]”.

Ici aussi, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) est désignée comme une institution qui « méprise encore la volonté des peuples », soit qui ne respecte pas la souveraineté lituanienne pour imposer de nouveau la « propagande LGBT » dans les écoles européennes. Ce *tweet* passe par une stratégie d'atténuation, en indiquant que la volonté des peuples est « seulement [de] protéger ses enfants » de la menace identifiée. Une stratégie de perspectivation est également à l'œuvre, ce *tweet* étant diffusé par Nicolas Bay, vice-président du parti Reconquête et député français au parlement européen, qui rappelle les objectifs du parti : « Protéger nos enfants : une priorité absolue ! » et qui accompagne cette publication d'un communiqué partisan. Aussi, les *tweets* sur la Hongrie et sur la Lituanie permettent une critique de l'Union européenne et de ses politiques d'homogénéisation sur les questions LGBTI+, perçues comme des atteintes à la souveraineté des États membres au profit d'une « idéologie », comme ce fut présenté dans le chapitre contextuel.

Le choix de ces pays comme cas d'argumentation, et de l'enjeu de « la propagande LGBT », peut également être relié à l'actualité russe, qui semble être la direction espérée pour les vecteurs de ce type de discours, comme l'illustre le *tweet* suivant :

« 🇷🇺 [Russie] Vladimir #Poutine a signé lundi 5 décembre un ensemble de lois, précédemment votées par la Douma (Parlement), elles interdisent la propagande LGBT en Russie, la propagande du changement de sexe et de la pédophilie. Les lois punissent d'une amende toutes infractions. »

Ce *tweet*, diffusé par le média de réinformation TV Liberté, vise à informer sur l'actualité législative russe par un cadrage législatif, en décrivant un processus démocratique par lequel des lois ont été votées, pour interdire trois formes de « propagandes » (LGBT, changement de sexe et pédophilie) toutes mises sur le même niveau, et légitimer la condamnation en cas d'infraction. Ces lois s'inscrivent dans la lignée de la loi contre la « propagande homosexuelle » qui fut adoptée en 2013 par la Fédération de Russie. Comme l'indique Moss (2018a, 269), la Russie se place, au niveau international, dans une « posture exceptionnaliste et messianique destinée à [la] présenter comme sauveuse de l'Europe et principale défenseuse des véritables valeurs européennes », soit des « valeurs traditionnelles ». Cette prise de position passe notamment par une législation toujours plus restrictive des droits des minorités sexuelles et de genres, des déclarations sur la décadence européenne, et par l'organisation conjointe avec des lobbys américains du « World Congress of

Families », soit « l'organisation la plus grande et la plus influente engagée dans la politique anti-LGBT au niveau mondial » (Human Rights Campaign, 2014, cité dans Moss 2018b, 270). Adopter le rôle de « sauveuse de l'Europe » demande également à la Russie de nouer des relations avec des militant·es et figures politiques anti-genre européen·nes, comme ce fut le cas lors de la conférence donnée par Marine Le Pen à l'Institut d'État de RI de Moscou, en 2013. Lors de celle-ci, Marine Le Pen présente la « théorie du genre » comme une importation américaine imposée par l'UE, avec le mariage pour tous·tes et l'adoption (Moss 2018c, 283), rejoignant les *tweets* précédents portant sur la Lituanie et la Hongrie.

L'école reste ainsi une cible privilégiée du discours anti-genre et anti-lgbt aujourd'hui. En se concentrant sur les écoles comme lieu de transmission de « la propagande LGBT » et de « la théorie du genre », les vecteurs de diffusion de ce type de discours portent un discours anti-institutionnel, qui passe par la mise en cause du ministre de l'Éducation et de l'école, ainsi que par la désignation de l'Union Européenne comme responsable de la menace au niveau régional.

Cette mise en cause des institutions nationales et européennes sert la proposition d'un projet politique, qui dans le corpus analysé, est principalement porté par le parti Reconquête, comme l'illustre le *tweet* suivant :

« ● L'école de vos enfants est menacée.

Agissez contre la propagande immigrationniste et LGBT, l'enseignement wokiste et l'effondrement du niveau scolaire. Protégez vos enfants : protegeons-nos-enfants.fr/petition #ProtegeonsNosEnfants ».

Ce *tweet*, diffusé par le compte officiel du parti, permet d'illustrer la menace pesant sur l'école « de vos enfants » par l'énumération de plusieurs enjeux politiques, puis de « l'effondrement du niveau scolaire », soit l'argument qui peut parler aux parents n'ayant pas relevé les menaces précédentes. Ici, souligner ces menaces vise à appeler à la signature de la pétition « Protégeons Nos Enfants », et participe à la publicité du parti.

II.2.3. L'éducation supérieure, laboratoire de la « théorie du genre »

« ● Les enseignants du rectorat de Bordeaux sont formés à la transidentité. La propagande LGBT commence dans les instances de l'Éducation nationale avant d'arriver dans les classes. Agissez contre cette propagande. Témoignez : protegeons-nos-enfants.fr/temoignages #ProtégeonsNosEnfants »

Ce *tweet*, émis par le compte @ParentsVigil, relié à la campagne #ProtégeonsNosEnfants, est produit en réaction à un *tweet* du sociologue Arnaud Alessandrin concernant une formation sur l'accueil des transidentités à l'école – permettant de construire un pont discursif entre la mise en cause de l'éducation nationale et de l'éducation supérieure. Ce *tweet* s'inscrit dans la lignée de discours critiques des universitaires et des institutions d'éducation supérieure, critiques qui présentent « l'agenda idéologique tyrannique des académies » et qui ciblent spécifiquement les études portant sur les femmes, le genre et la sexualité, ainsi que les études critiques de la race et de l'ethnicité (Montegary 2022a, 22) – ce qui s'illustre par la construction initiale de la formule « théorie du genre », présentée dans le chapitre contextuel, mais également par l'adoption de législations, telle que l'interdiction de l'enseignement des études de genre dans toutes les universités hongroises depuis 2018 (Montegary 2022b, 22).

Parmi les discours analysés ici, le discours anti-université s'est particulièrement exprimé autour d'une controverse sur le départ d'une professeure de danse de l'école Science Po. Comme présenté dans le chapitre précédent, cette affaire s'est exprimée sur les deux premiers mois de collecte, et s'ouvre sur le *tweet* suivant :

« ● Après des plaintes d'étudiants, Sciences Po Paris a viré sa professeure de danse "sexiste". L'école lui avait demandé de changer les termes "homme-femme" pour "leader-follower" Elle a refusé : "On me censure. Je ne marche pas à la dictature" #Wokisme ».

Publié par un journaliste de Valeurs Actuelles, ce *tweet* dénonce ce qui est décrit comme la décision de Science Po [de virer la professeure] et, en citant la déclaration de la professeure de danse concernée, propose un argument fallacieux de menace à la liberté d'expression et à la démocratie. La construction de cette menace passe par une stratégie d'intensification, appuyée par de la désinformation. Effectivement, selon un communiqué de l'IEP :

“Plusieurs étudiants inscrits à [ce] cours [...] se sont plaints auprès de l’administration de Sciences Po de propos sexistes, discriminatoires, dégradants et minimisant les violences sexistes et sexuelles, tenus de façon répétée par l’enseignante. Dans ce cadre, Sciences Po lui a fait part de la nécessité de cesser ses propos à caractère discriminatoire, conformément à la loi et à notre charte de déontologie. Dans ce contexte [...] l’enseignante a indiqué à l’administration de Sciences Po qu’elle ne souhaitait pas poursuivre ses activités au sein de notre institution.” (Sciences Po, cité dans de La Roche Saint-André 2022).

Si le communiqué de l’IEP sur cette affaire fut publié le lendemain du *tweet* susmentionné, cela n’a pas prévenu l’escalade discursive entreprise par les différentes figures politiques et médiatiques de la “fachosphère”. Aussi, Nicolas Dupont-Aignan déclare que « Le virus du wokisme a encore frappé! Discrimination positive, écriture inclusive, théorie du genre... Sciences Po perd définitivement son étoile d’école de prestige ! », rattachant « discrimination positive, écriture inclusive, théorie du genre » au « virus du wokisme ». Une journaliste de Boulevard Voltaire soutient la professeure : « 🗑️ Refusant de se soumettre à la doxa woke et à la théorie du genre, Valérie, professeure de danse à Sciences Po, a été contrainte d’abandonner son poste. @BVoltaire 📌 », présentant « Valérie » comme une résistance qui « [refuse] de se soumettre à la doxa woke et à la théorie du genre » ; et une journaliste indépendante patriote et ex-collaboratrice d’un membre de Reconquête annonce : « Hier, @G_Peltier se faisait lyncher pour avoir osé se qualifier d’homme blanc hétéro. Aujourd’hui, une prof de danse se fait exclure pour avoir osé distinguer les hommes des femmes. Ceux qui soutiennent ces condamnations sont donc coupables d’hétérophobie. On va jouer. » Dans ce dernier *tweet*, la professeure de danse est de nouveau présentée comme une résistante, qui a « osé distinguer les hommes des femmes », et dont l’acte est mis en parallèle avec le « lynchage » de Guillaume Peltier, qui déclarait trois jours auparavant lors d’un meeting de Reconquête : " Je suis blanc, je suis chrétien, je suis hétérosexuel, je roule au diesel.... Et je n'ai pas à m'excuser !". La mise en parallèle du « lynchage » du premier et de « l’exclusion » de la seconde permet à la productrice du *tweet* de proposer un argument fallacieux de définition de l’« hétérophobie », et de légitimer l’annonce suivante : « On va jouer ». Finalement, cette controverse permettra la mise en place de stratégies de récupération, comme l’illustre le *tweet* suivant :

“Cet incident à @sciencespo justifie à lui seul l’existence de l’ISSEP ! L’idéologie woke n’aura jamais sa place dans notre établissement et nos cours de #danse.”

Émis par le compte de l'Institut de sciences sociales, économiques et politiques (ISSEP), ce *tweet* dénonce le positionnement idéologique de Sciences Po pour justifier son existence, signifiant que sans l'ISSEP, l'enseignement supérieur serait livré à « l'idéologie woke ». L'ISSEP est une école privée d'enseignement supérieur, fondée en 2018 sur une structure d'association à but non lucratif par Marion Maréchal et Thibaut Monnier, tous deux membres de Reconquête. Étant une école privée hors contrat gouvernemental, l'ISSEP dépend principalement de dons privés, ce qui s'illustre par ce second *tweet* :

“Face à l'assaut de l'idéologie woke dans l'enseignement supérieur, l'@ISSEP_Lyon est l'alternative. Nous ne dirons jamais à nos étudiants quoi penser, notre école est un lieu de liberté et de débat des idées. Soutenez l'ISSEP 👉 [hyperlien] #Wokisme”.

Publié par le compte officiel de Marion Maréchal, ce *tweet* vise à présenter l'ISSEP comme un espace de liberté idéologique et de débat, bien que cette dernière eût déclarée à la création de l'institut « qu'il s'agit d'une « école conservatrice » assumant « le souhait de former une nouvelle élite patriotique », avec pour ambition de constituer un « Sciences Po de droite » (Maréchal 2018, cité dans Laubacher 2018). L'hyperlien présent à la fin du *tweet* renvoie à la section « Don personnalisé » du site de l'ISSEP – illustrant l'appel à des dons pour soutenir l'école. Dans l'échantillon analysé, les discours critiques des universités peuvent finalement passer par la dénonciation d'évènements organisés par des étudiants, comme l'illustre le *tweet* suivant :

« 🟡 A l'EDHEC Lille, la propagande LGBT bat son plein avec la “pride week”. Contre le grand endoctrinement de vos enfants, agissez : protegeons-nos-enfants.fr #ProtegeonsNosEnfants ».

Produit de nouveau par @ParentsVigil, ce *tweet* rend compte de l'apparition d'une nouvelle formule discursive, le « grand endoctrinement », dont la construction rappelle la formule portée par l'extrême-droite de « grand remplacement », produite par Renaud Camus pour désigner la menace démographique qui serait imposée principalement par l'islam et les personnes musulman·es, et qui ciblerait les Caucasiens sur « leurs propres territoires dans un contexte de « déculturation multiculturaliste » (Camus 2014, cité dans Wakil 2021, 18). Ce rapprochement interdiscursif ouvre sur un discours nationaliste, et m'amène à explorer un dernier élément contre lequel protéger les enfants : le « wokisme », dans sa mise en relation avec l'islamisme.

II.3. Protégez les enfants du « wokisme » et de l'islamisme

Les recherches antérieures ont présenté le genre, selon un discours nationaliste, comme une manipulation de langage (Husson 2015h) porteuse d'une idéologie défendue par dogmatisme ou prosélytisme, et qui peut être comparée au nazisme, au communisme ou à l'État islamique (Julliard 2016j, 143), pour favoriser la construction d'un « ennemi unique » (Husson 2015i). Julliard (2022c, §43) a également identifié les modalités par lesquelles « la rhétorique antiféministe prend appui sur l'idéologie raciste », en analysant des énoncés disqualifiants explicitement Najat Vallaud-Belkacem, en réaction au plan d'égalité filles-garçons et à l'enseignement de l'arabe à l'école. Dans les sous-parties précédentes, le « wokisme » a été présenté comme une construction discursive dans laquelle peuvent être intégrés les discours anti-genre et anti-lgbt, au côté de discours contre les mouvements antiracistes, et par extension contre les mouvements progressistes. L'intégration de ces différents types de discours sous l'étiquette du « wokisme » laisse supposer que, tout comme la « théorie du genre », le « wokisme » pourrait être instrumentalisé en tant que « signifiant vide », soit une construction discursive qui veut dire tellement peu de choses qu'on peut lui faire dire beaucoup de choses (Paternotte et Kuhar 2018h, 27). Parallèlement à l'analyse de l'utilisation situationnelle du « wokisme », les *tweets* analysés ici amènent à s'intéresser à la relation interdiscursive du « wokisme », et des différents types de discours qui y renvoient, avec l'islamisme – ouvrant ce faisant à un discours nationaliste qui permet de redéfinir les frontières de la communauté française imaginée.

II.3.1. La construction du « problème musulman »

Dans l'univers du discours politique français, la lutte contre l'islamisme se traduit par la construction d'un « problème musulman », qui n'a cessé d'évoluer depuis les années 1983. En partant des grèves de travailleurs immigrés maghrébins dans des usines de production du secteur automobile, accusés « d'être influencés par les intégristes de pays étrangers », la construction d'un « problème musulman » permet aux entrepreneurs de ce type de discours de cibler une multitude d'enjeux, allant des jeunes de « banlieue », par un discours qui lie délinquance et radicalisme islamique, en passant par les dangers de la radicalisation et des départs pour le *djihad* – discours

devenu central depuis les attentats de janvier et novembre 2015 pour légitimer des politiques sécuritaires, et par les débats constamment réactualisés sur les « femmes voilées », déclinés sur le « hijab de sport » ou sur les femmes portant le burkini dans les espaces publics (Asal 2020a, §6). Par ce type de discours se crée dans l'univers du discours politique français « les images d'un ennemi extérieur et intérieur musulman, vu comme le cheval de Troie des « islamistes » qui sévissent sur le sol national » (Asal 2020b, §7), permettant de légitimer conjointement des guerres menées à l'étranger à des politiques nationales sécuritaires discriminatoires, sous couvert de cette « peur d'un ennemi intérieur ». Ces discours islamophobes, soit des discours idéologisés qui, comme le racisme, amènent à des représentations négatives de l'islam et des musulmans et donnent lieu à des pratiques discriminatoires et d'exclusion, voire à des actes de violence (Asal 2020c, §9). Ces discours passent également par une dynamique genrée, « qui construit la figure de l'homme musulman violent et extrémiste face à celle de la femme musulmane voilée, soumise mais dangereuse, soupçonnée de contribuer à l'islamisation de la société et de mettre en péril un principe majeur de la République : la laïcité. » (Asal 2020d, §7).

II.3.2. Croiser les menaces pour les amplifier

« ● Enseignement de la théorie du genre en cours d'anglais et élève portant le voile islamique à l'@univamu. Refusez aussi la propagande LGBT et l'offensive islamique à l'université. Témoignez : protegeons-nos-enfants.fr/temoignages #ProtegeonsNosEnfants #AixEnProvence ».

De nouveau publié par la page @ParentsVigil, ce *tweet*, appuyé par une photo d'une classe de faculté présentant une diapositive titrée « Article : gender and autism » ainsi qu'une élève portant un hijab, permet de présenter un argument fallacieux de menaces idéologiques, rattachant la diapositive à « la propagande LGBT » et l'élève portant le voile à « l'offensive islamique ». La juxtaposition de ces deux menaces idéologiques permet à l'association d'appeler à des témoignages.

En allant regarder la page de la campagne, il apparaît que deux luttes spécifiques sont portées par « Protégeons Nos Enfants » :

« D'un côté, de nombreux militants d'extrême-gauche et « wokes » arrivent à diffuser l'idéologie déconstructiviste jusque dans les manuels scolaires, dans les programmes [...] D'un autre côté, l'islamisation des écoles est de plus en plus répandue. Même la présidente du « Conseil des sages de la laïcité » avoue que, pendant les 15 dernières années, l'Éducation nationale a fermé les yeux sur cette terrible progression. [...] » (Pétition Protégeons Nos Enfants à l'École 2023).

Aussi, le *tweet* précédent permet de combiner les deux menaces identifiées par l'association et contre lesquelles il faudrait protéger « nos enfants ». La mise en parallèle du « wokisme » et de l'islamisme pour mettre en avant l'existence de ces menaces dans les écoles se retrouve sous différentes formes, par exemple dans un *tweet* en réaction à une vidéo d'enfants qui chantent « Salam Aleykoum » dans une école maternelle publique : « Les outrages à la république laïque que nous font subir la culture woke et l'islam radical ! » – discours qui permet ici de relier « culture woke » et « islam radical » et de les mettre en opposition avec la « république laïque ». Ce type de discours passe également par une mobilisation du catholicisme comme norme culturelle nationale, comme l'illustre ce *tweet* qui porte sur le suicide d'un élève de collège, qui se faisait harceler en raison de son homosexualité :

« Avant l'arrivée des populations Christianophobes, la présence des enfants homosexuels, à l'école, passait inaperçue. Par ailleurs, le lobby #LGBT n'était pas là, pour revendiquer leur différence. 🏳️ #Lucas ».

Ce *tweet* présente deux arguments pour expliquer l'acte de cet enfant de 13 ans : d'une part, les populations « Christianophobes » – soit les personnes de confessions musulmanes – seraient responsables du harcèlement dont faisait objet l'adolescent, et de l'autre, le « lobby #LGBT » inciterait les enfants issus de minorités sexuelles et de genre à revendiquer « leur différence », les exposant de fait à du harcèlement. Ce discours permet de détourner l'attention du problème central de cette affaire : l'opposition à la sensibilisation aux problématiques LGBTI+ dans les écoles, qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les discriminations et le harcèlement scolaire, soit ce contre quoi luttent les différentes figures politiques présentées dans ce développement.

La mise en parallèle de ces deux menaces permet également de proposer une troisième voie, comme l'illustre le *tweet* suivant :

« À vous de choisir pour vos enfants, l’islam basé sur des valeurs d’asservissement, le wokisme basé sur des valeurs immorales et libertés sans limites, ou des valeurs chrétiennes basées sur l’amour, le pardon de l’autre... A vous de choisir pour votre futur et celui de vos enfants ».

Par rapport aux recherches antérieures, la mobilisation d’un discours catholique dans les tweets analysés ne passe plus par des arguments naturalistes et attachés à des questions de mariage et d’homoparentalité, mais par une mise en concurrence du catholicisme avec l’Islam et le « wokisme », la déqualification des deux permettant la promotion du premier. Finalement, le processus de mise en parallèle et d’étiquetage de ces deux « menaces » doit passer, selon la tradition du discours nationaliste, par des discours cultivant explicitement la peur, comme l’illustre ce *tweet* :

« Fillette violée et égorgée, femmes françaises violees, grand-mère agressée, écriture inclusive, vegan, burkini, piste cyclable non genrée, réunion interdite aux blancs, wokiste ministre de l’éducation, guerre imposée par macron. France décadente 2022 ».

Ce discours passe par une stratégie d’énumération, qui alterne entre les menaces attribuées à l’immigration et celles attribuées au « wokisme » et à la théorie du genre, pour présenter les responsables de ces maux qui font la « décadence » de la France en 2022, le ministre de l’Éducation « wokiste » et Emmanuel Macron, soit le gouvernement en place. Cette mise en cause est explicite dans le *tweet* suivant :

“Un président ne devrait jamais critiquer et humilier son peuple et son pays. Nous avons le dirigeant qui rassemble tous les vices modernes, wokiste, racialisé, immigrationniste, fossoyeur. Elu par des français malades et des médias propagandistes de ses idéologies.”

Produit par un compte individuel, patriote et nationaliste, ce micro-discours permet d’attribuer à la figure d’Emmanuel Macron tous les « vices modernes », soit les idéologies identifiées (« wokiste, racialisé, immigrationniste, fossoyeur »), tout en remettant en question sa légitimité en tant que président (« élu par des français malades ») et d’accuser les « médias propagandistes de ses idéologies », soit les médias traditionnels.

Cette dernière sous partie a permis de présenter la mise en parallèle du « wokisme » et de l'islamisme par la fachosphère, dans les discours analysés. La construction de cette relation interdiscursive permet à ses émetteur·rices de présenter deux menaces ciblant spécifiquement les enfants. D'une part, le discours anti-wokisme permet d'intégrer les discours sur la « théorie du genre » et sur le « lobby et la propagande LGBT », aux côtés de discours sur « la théorie de la race » ou sur l'environnement, soit de proposer un discours anti-progressiste, allant dans le sens de la compréhension du « wokisme » proposée par Canet et Dupuis-Deri (2022e). Cette stratégie permet aux émetteur·rices de ce type de discours de se créer une place dans l'univers du discours politique français, tout en brouillant les frontières entre les différentes luttes intégrées dans le « wokisme », supprimant par la même occasion de l'espace aux « wokes » par la redéfinition, la réduction, la décrédibilisation et la dénonciation. De l'autre, nous retrouvons des discours sur l'islam et l'immigration, participant à renforcer la stigmatisation des personnes musulmanes et à accroître la peur de « l'islam conquérant » qui s'est construite dans l'imaginaire français, ces « questions » étant des cibles discursives privilégiées par les mouvements et partis de droite et d'extrême-droite depuis plusieurs décennies (Policar 2022a, §10).

La mise en parallèle de ces deux « épouvantails » au sens de Wagener (2021, cité dans Policar 2022b, §10), image qui fait référence à « la stratégie d'argumentation fallacieuse de l'homme de paille, qui consiste à créer un avatar déformé d'un individu ou d'un groupe d'individus, puis de mettre en scène le combat contre cet avatar », sert un premier objectif, soit la réaffirmation d'une communauté nationale imaginée, qui exclut de fait ceux rattachés à l'un de ces épouvantails. L'association du « wokisme » et de « l'islamisme » répond à un second objectif, propre au discours populiste, soit la mise en cause du gouvernement en place, tenu responsable de ces deux menaces, comme l'illustre ce *tweet* produit en réaction à un *tweet* d'Emmanuel Macron, par Ivan Rioufol, susmentionné dans la définition de la fachosphère proposée dans le cadre théorique : « Non, Mr le Président #Macron, vous n'êtes pas un Résistant : avec #papndiaye à l'Education vous collaborez avec le #Wokisme de salon. Vous n'entrez pas l'#islamisme dans ses conquêtes. Vous falsifiez l'histoire en disant que « la France a toujours été une terre d'immigration. »

Ce faisant, la fachosphère se crée l'espace et les conditions nécessaires pour proposer un projet politique alternatif, en mobilisant un discours populiste – nationaliste qui puissent être réceptionnés par la communauté imaginée.

III. « Protégez l'identité française » : de la construction d'un discours contre le « wokisme »

Dans la revue de littérature, le discours populiste était défini comme « un discours dichotomique dans lequel le « peuple » est juxtaposé à l'« élite » à partir d'un antagonisme bas/haut, ce « peuple » étant construit discursivement comme un grand groupe impuissant, par opposition à cette « élite » conçue comme un petit groupe illégitimement puissant. La politique populiste prétend ainsi représenter le « peuple » contre une « élite » qui contrecarre ses revendications légitimes, et présente ces revendications comme provenant de la volonté du peuple » (De Cleen et Stavrakakis 2021c, 95). Dans la partie précédente, ce type de discours s'illustre spécifiquement par la mise en cause des institutions nationales comme supranationales supposées « mépriser la volonté des peuples ». Le discours nationaliste était quant à lui défini comme « un discours structuré autour du point nodal « nation » qui lui-même est envisagé comme une communauté limitée et souveraine, existant à travers le temps, liée à un certain espace qui se construit à travers une opposition intérieur/extérieur entre la nation et ses « autres ». » (De Cleen et Stavrakakis 2021d, 93). Dans la partie précédente, ce type de discours s'illustre spécifiquement par la mise en parallèle de l'islamisme et des questions migratoires, avec le « wokisme », permettant la construction d'une communauté nationale toujours plus exclusive. Toujours selon De Cleen et Stavrakakis (2021e, 100), l'articulation de ces deux types de discours peut passer par l'exclusion de certains groupes de personnes de la nation, de l'État-nation et de la prise de décision politique – articulation discursive qui est fréquemment mobilisée par les partis populistes de droite radicale. Dans le discours populiste de droite radicale, « le sens des signifiants populistes « peuple » et « élite » dépend fortement du nationalisme d'exclusion » : « le peuple opprimé » représente un sous-groupe d'une nation « définie sur le plan ethnique et culturel », construit par opposition « aux migrants et aux autres groupes nationaux », ce qui permet de présenter « l'élite » comme illégitime parce qu'elle « favorise les minorités ethnoculturelles et ne prend pas à cœur les intérêts des gens ordinaires qui souffrent de la diversité » (De Cleen et Stavrakakis 2021f, 100). Dans ce type de discours, les positions occupées sur l'axe intérieur/extérieur parviennent ainsi à déterminer les positions occupées sur l'axe bas/haut. Cette articulation du discours populiste et du discours nationaliste s'illustre dans les discours anti-wokisme analysés ici.

D'une part, cette articulation se retrouve dans les définitions du « wokisme » proposées par les différents vecteurs de diffusion rattachés à la droite radicale. Aussi, le « wokisme » serait « une religion fanatique et totalitaire » selon Éric Zemmour, « une religion de la haine de soi [...] la haine d'être né blanc, la haine d'appartenir à l'histoire européenne occidentale » selon Pierre Gentilet. Le « wokisme » serait également « un totalitarisme en marche : [une] dictature [qui] s'exerce sur notre manière de parler et d'écrire » selon Éric Naulleau, voire « un combat culturel extrêmement important » selon Geoffroy Lejeune. Le « wokisme » serait en fait « un autre racisme qui s'insinue... contre le « blanc », plus exactement « le mâle blanc hétérosexuel », ce qui fait des « wokes » des « générateur[s] de racisme pour diviser les populations au profit des investisseurs privés qui les ont formés ». Aussi, ceux qui diffusent cette nouvelle « religion », qui imposent ce totalitarisme ou qui mettent en place ce combat culturel seraient « ultra-minoritaires », « maximum 10.000 personnes » : c'est pourquoi « il est encore temps de renverser la vapeur » (Lejeune), en rejoignant Éric Zemmour qui souhaite « [prendre] la tête de ce combat et [il est] sûr que beaucoup de Français [le] suivront ». Jean-François Braunstein prévient qu'« il faudra du courage pour résister à ce monde orwellien », car « le wokisme emportera aussi ceux qui ne l'attaquent pas aujourd'hui » (Lejeune).

Effectivement, bien qu'« ultra-minoritaires », la source de cette menace entretiendrait des liens avec les « GAFAM » et les « services de renseignement » (France Soir), en plus de la « complicité » du gouvernement exposée précédemment. C'est d'ailleurs grâce à ces liens avec les élites politiques, médiatiques et économiques que le « wokisme » vient menacer directement l'identité française. Comme l'a déclaré Michel Onfray, « 2022 aura notamment été l'année de l'effondrement généralisé de la culture devant le wokisme ». Cette menace s'infiltrerait d'abord par la culture, avec un « PDG woke » chez Disney, des films français qui « font de + en + la promotion du wokisme, de l'indigénisme et des LGBT » comme le film « Tirailleur » avec Omar Sy ou le film « Youssef Salem a du succès » avec Ramzy Bedia, de la « propagande communautaire et woke ». Le « wokisme » passe également par les programmes télévisés, par des pièces de théâtre, par la publicité – ce « totalitarisme » vient même interdire de mots incitant à la haine dans les règles du Scrabble ! C'est ainsi que le « wokisme » vient substituer la culture française, la remplacer pour mettre en place une pensée unique, imposer « un monde arbitraire où les opinions personnelles n'auront pas place ». L'infiltration du « wokisme » demande aux

Français de s'habituer à « oublier nos traditions », comme lorsque la mairie de Paris met un sapin de Noël « en fer, jaune, sans guirlandes, sans boules, sans rien ».

Au-delà de la culture, le « wokisme » vient détruire « notre histoire et nos racines », lorsqu'un maire socialiste « déboulonne Jeanne d'Arc » ou qu'un autre élu du même bord politique « érige une statue de Victor Hugo noir », ce que Philippe de Villiers interprète comme une action de plus « pour infuser la honte du blanc occidental hétérosexuel ». Il semble important de préciser que ces deux affaires ont été instrumentalisées à l'aide d'une stratégie de désinformation : la statue de Jeanne d'Arc a été déplacée pour des travaux, mais est destinée à rester dans l'espace public ; celle de Victor Hugo n'était simplement pas terminée. Plus encore, le « wokisme » vise à détruire les racines catholiques de la France, par exemple lorsque la Cour Administrative de Bordeaux demande de retirer la Vierge de la Flotte de l'espace public. Pour Thierry Mariani, qui est pourtant un fervent opposant au port du voile dans l'espace public, l'application de la loi sur la laïcité ne devrait pas concerner une statue catholique, intégrée selon lui dans l'identité nationale : « Au secours... on se suicide ! [...] La woke culture nous conduit vers un mondialisme qui est la négation de l'identité de la France ».

Ainsi, en s'infiltrant par la culture française et en déconstruisant l'histoire nationale, le « wokisme » est une menace, tout comme le « genre », avant tout discursive - contre laquelle peuvent être ralliés des groupes catholiques, conservateurs, identitaires ou complotistes. Tout comme le « genre », cette menace est venue d'ailleurs, comme l'affirme Gaspard Skoda : « adhérer à l'idéologie « woke » n'est pas un signe d'ouverture sur le monde, c'est une preuve de repli sur la culture de masse américaine ». Ce *tweet*, diffusé par le compte d'un individu franco-québécois, s'inscrit dans une diversité de discours tenus en ligne par des acteurs québécois sur le « wokisme », suggérant le rôle de courroie de transmission que peuvent jouer des acteurs du Québec dans la diffusion de discours émergeant en Amérique du Nord vers la France, à travers les réseaux sociaux mais aussi par les médias traditionnels, comme l'illustre l'intégration de Mathieu Bock-Côté parmi les chroniqueurs réguliers de la chaîne CNEWS.

Face à une menace « importée » de l'étranger, mieux vaut se munir de réponses également importées pour alimenter les discours d'opposition. C'est du moins l'une des stratégies de communication retrouvées dans les *tweets* publiés par des médias alternatifs, et particulièrement

par le média Fdesouche.com, dans les *tweets* analysés. Effectivement, en plus des *tweets* publiés par Fdesouche.com et présentés précédemment, ce média alternatif diffuse des titres d'article dénonçant une exclusion des personnes blanches des espaces culturels, tels que :

« New York/wokisme : des interprètes en langage des signes d'un spectacle de Broadway écartés parce que blancs ; « inapproprié que des Blancs soient interprètes en langage des signes pour des personnages noirs ». »

« Canada/wokisme : le théâtre le plus subventionné par le contribuable canadien fait polémique en annonçant des représentations interdites aux Blancs et aux Asiatiques ». »

De même, la diffusion cadrée de l'actualité internationale par fdesouche.com permet de dénoncer les « dérives » des universités anglo-saxonnes, par exemple :

« Royaume-Uni / Wokisme : des universitaires dénoncent la partialité de la BBC dans ses documentaires historiques. Aux erreurs s'ajoutent les oublis de faits essentiels, allant toujours dans le sens d'une vision woke de l'Histoire. »

« Wokisme à l'Université de Yale (Etats-Unis) : le gouvernement des étudiants suggère aux Blancs de laisser passer les Noirs dans les files d'attentes trop longues et de mettre leur manteau à terre pour leur épargner de marcher dans une flaque d'eau. »

Chacun de ces titres contribue à la diffusion d'un narratif alternatif, par un cadrage spécifique de l'information : lorsque « le théâtre le plus subventionné par le contribuable canadien fait polémique en annonçant des représentations interdites aux Blancs et aux Asiatiques » selon fdesouche.com, il est en fait question d'une date parmi les 9 représentations de « Is God Is » qui sera réservée aux personnes noires pour s'assurer du libre accès à cette représentation durant le Black History Month. Avant d'être rediffusée par fdesouche.com, cette information a d'abord créé une controverse sur les forums conservateurs canadiens. Comme précisé dans le cadre théorique, la facilitation d'activités transnationales par la capacité d'ubiquité permise par le cyberspace, croisée à l'internationalisation des mouvements sociaux, amène les structures d'opportunité nationales à être influencées par les événements et alignements qui s'opèrent à l'échelle internationale (Ayres 1999, cité dans Garrett 2006h).

Ici s'illustre la facilitation de la circulation internationale de discours alternatifs par les réseaux socio-numériques, qui peuvent servir de véritable « chambre d'écho » si l'information est cadrée et adaptée au contexte national. Les réseaux socio-numériques ne sont cependant pas « une toile où l'information circule de manière fluide et horizontale » (Mabi 2021e, §4) ; ce sont des espaces comportant des règles spécifiques, régies par des algorithmes, qui structurent la communication par « des métriques de visibilité qui accordent à la forme du message et à son cadrage un rôle décisif dans sa capacité à circuler et à rencontrer ses publics » (Mabi 2021f, §5) - règles qui, bien utilisées, permettent une grande visibilité sur une information « bien » cadrée, comme l'illustrent les publications précédemment citées, qui sont parmi les plus rediffusées des *tweets* analysés. Finalement, malgré les normes et législations nationales et régionales sur les réseaux socio-numériques, seuls les propriétaires/actionnaires peuvent régir et redéfinir les règles de ces espaces. Dans le cas de twitter, son nouveau propriétaire, Elon Musk, vise à faire de la plateforme un espace de libre expression absolue, notamment par la réduction des effectifs de modération de contenus haineux, et l'assouplissement des règles de modérations (Marin 2023) – permettant à celui-ci de s'imposer comme l'une des figures internationales de l'anti-wokisme, comme l'illustre ce dernier *tweet* de Fdesouche.com :

« Elon Musk : « Le virus woke pousse la civilisation au suicide. Il faut un contre-récit ».

Conclusion

Ce cinquième chapitre a présenté l'évolution des discours anti-genre, dix ans après les débats sur le mariage et l'adoption pour tous·tes, par une analyse critique de près de 70 *tweets* renvoyant à des discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme.

Dans un premier temps, j'ai exposé les vecteurs de diffusion identifiés derrière les *tweets* collectés. Allant des figures et partis politiques aux acteur·rices individuelles, en passant par des médias traditionnels comme alternatifs, des journalistes indépendants, des comptes de traduction, des associations et une institution d'études supérieures privée, cet ensemble de producteur·rices de discours illustre les multiples orientations qui composent la fachosphère – soit cette nébuleuse d'acteur·rices issus des différentes teintes de la droite et de l'extrême-droite française et particulièrement actif·ves en ligne.

Dans un second temps, l'analyse des thèmes composant les *tweets* a suivi la rhétorique centrée autour de la « protection des enfants », permettant d'exposer trois types de discours. J'ai d'abord analysé les discours portant sur les lectures drags et la détransition, qui expriment une opposition explicite à la non-conformité de genre. Le premier voit raviver l'association des drags, et par extension des homosexuels, à des « groomers », et le second s'inscrit en continuité des discours médicalisant et pathologisant envers les personnes trans'. En s'insérant dans des discours anti-genre et anti-lgbt, et en étant mobilisés par des collectifs précédemment identifiés comme La Manif Pour Tous, ces arguments suggèrent un déplacement des discours contre le mariage pour tous·tes et l'adoption homoparentale pour un rejet affirmé de la transidentité. Cette première sous-partie a permis de présenter la pertinence des théories des mouvements sociaux sur le *backlash* pour étudier la nature relationnelle des campagnes anti-genre et des mobilisations LGBTI+, et les transformations des questions de genre et de sexualité par les militant·es anti-genre, « en champs de bataille cruciaux et en symboles puissants de la société que [ce projet] souhaite construire » (20, 2). Ce type de discours ouvre également la voie à des alliances « improbables », illustrées ici par le rapprochement des « femellistes » et de la fachosphère. La formation de ces « alliances improbables » semble favorisée par Twitter comme espace d'interaction.

J'ai ensuite identifié l'expression d'un discours populiste, qui permet la mise en cause des instances d'éducation nationale et supérieure, et plus globalement des institutions françaises et européennes. Comme cela fut présenté à partir de la controverse de Sciences Po, une affaire interne peut, grâce aux réseaux sociaux, permettre l'élaboration de plusieurs stratégies discursives de la part de la fachosphère, allant de la personnification de la professeure partie en tant que « résistante » à « la théorie du genre » et au « wokisme », à la dénonciation de Sciences Po comme collaboratrice de ce nouveau « totalitarisme », en passant par des stratégies de récupération et des appels à financements. Par ailleurs, Pap Ndiaye fait l'objet de plusieurs discours critiques, tout comme l'était l'ancienne ministre de l'Education Nationale, Najat Vallaud – Belkacem, dans les recherches antérieures – confirmant l'attention portée aux représentant·es d'éducation par ces mouvements.

L'intégration des discours anti-genre et anti-lgbt au discours anti-wokisme permet aux producteur·rices des discours analysés de diffuser un discours nationaliste qui associe « wokisme » et « islamisme », et qui légitime un appel à la protection de l'identité française. Cette mise en

relation facilite la mobilisation d'un discours pour faire peur, avec des constructions telles que « le grand remplacement » et « le grand endoctrinement », et l'énumération des multiples menaces pouvant s'intégrer dans ces signifiants vides. L'association discursive de ces deux « épouvantails » permet également d'articuler un discours nationaliste à un discours populiste, en plaçant pour responsable de ces deux menaces nationales le gouvernement en place.

Les deuxièmes et troisièmes sous-parties ont ainsi permis d'illustrer l'intérêt de privilégier une approche émiqque pour étudier les campagnes anti-genre, permettant d'étudier ces mouvements pour eux-mêmes et de l'intérieur, et d'analyser l'intégration des discours anti-genre et anti-lgbt dans un discours anti-wokisme, qui, tout en ciblant les minorités sexuelles et de genre, rend possible la construction symbolique de deux entités à protéger et l'articulation des discours nationalistes et populistes. Cette approche permet ainsi de voir que les campagnes ciblant les droits des personnes LGBTI+ s'inscrivent dans un projet plus large, qui tend vers l'instauration d'un nouvel ordre politique exclusif, moins libéral et moins démocratique, comme le soutient Paternotte (2021k).

Dans un troisième temps, cette articulation des discours populistes et nationalistes a été explorée en présentant les discours concentrés sur le « wokisme », qui expriment un appel à protéger l'identité française. Cette troisième partie a d'abord permis d'exposer le rôle des figures politiques et médiatiques, ainsi que des intellectuel·les, dans la définition du « wokisme » en tant que « religion », « totalitarisme » voire « combat culturel », et dans la désignation de la source de cette menace – cette « élite » que constituent les « wokes » et leurs relations de proximité avec les « GAFAM », « les services de renseignement » et le gouvernement. Cette partie a également permis d'exposer les multiples manières par lesquelles le « wokisme » menacerait l'identité française, en s'infiltrant par la culture sous toutes ses formes, en visant à détruire, déconstruire, voire en niant « notre histoire et nos racines ».

En outre, un effacement (partiel) du discours proprement religieux contre le « genre » et le « lobby LGBT » est visible, et laisse la place à l'affirmation d'un discours politique mobilisant un narratif populiste opposant « l'élite » au « peuple », ainsi qu'un narratif nationaliste opposant ceux appartenant à la nation aux « Autres ». Le narratif nationaliste permet d'intégrer les racines catholiques de la France à « l'identité nationale », mobilisant une nouvelle forme de discours sur la religion, qui place le catholicisme en compétition avec l'islamisme et le « wokisme », compris par ces vecteurs comme une « religion ». Cet agencement du discours politique sur la religion se

traduit par un « détournement » du christianisme par des acteurs populistes, pour incarner l'identité nationale contre la menace supposée de l'islam – détournement théorisé par Marzouki, McDonnell et Roy (2016).

Finalement, tout au long du développement ont été présentés des discours mobilisant des actualités internationales et des narratifs alternatifs importés, et adaptés au contexte national par des médias de réinformation, des comptes de traduction et des médias traditionnels, comme Valeurs Actuelles. Cette circulation de discours depuis les États-Unis, l'Europe de l'Est ou la Russie dans les tweets analysés, s'inscrit dans ce que Bennett et Livingston (2018c, 132) désigne comme un « ordre de désinformation », soit « l'émergence de systèmes d'information alternatifs, qui permettent de bloquer les médias traditionnels et fournissent à ceux qui les suivent des croyances émotionnellement satisfaisantes autour desquelles ils peuvent s'organiser ». Ces systèmes d'information alternatifs serviraient notamment les mouvements et partis de droite radicale d'Occident, pour affaiblir la légitimité des institutions démocratiques et déstabiliser les partis concurrents, les gouvernements, et les processus électoraux (Bennett et Livingston 2018d, 134-5) – ce qui s'illustre par la mise en cause, au fil des *tweets*, des partis socialistes, des institutions d'éducation et du gouvernement en place. Cette transnationalisation du discours rejoint également la vision des campagnes anti-genre défendue par Paternotte et Kuhar (2018i, 332), selon lesquels ces campagnes, loin d'être des phénomènes isolés dans des frontières nationales, s'inscrivent plutôt dans une constellation complexe d'acteurs globaux.

CONCLUSION ET DISCUSSION

Alors que les réseaux sociaux sont devenus des espaces privilégiés pour l'expression de discours socio-politiques, le cyberspace reste le premier contexte de survenance de LGBTIphobies, auxquelles sont particulièrement exposés les plus jeunes individu·es LGBTI+. Face à ces constats, cette recherche visait à explorer ce que peuvent-nous apprendre les discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme diffusés sur les réseaux sociaux français aujourd'hui. Derrière cette problématique est soutenue la thèse que les terrains de recherche numériques représentent une voie féconde pour saisir l'évolution des discours socio-politique, et qu'il est pertinent, socialement comme scientifiquement, d'approfondir les connaissances sur ces types de discours - car s'ils permettent à leurs producteur·rices de proposer un projet politique, ces discours ont un impact concret sur les utilisateur·rices LGBTI+ qui y sont confronté·es.

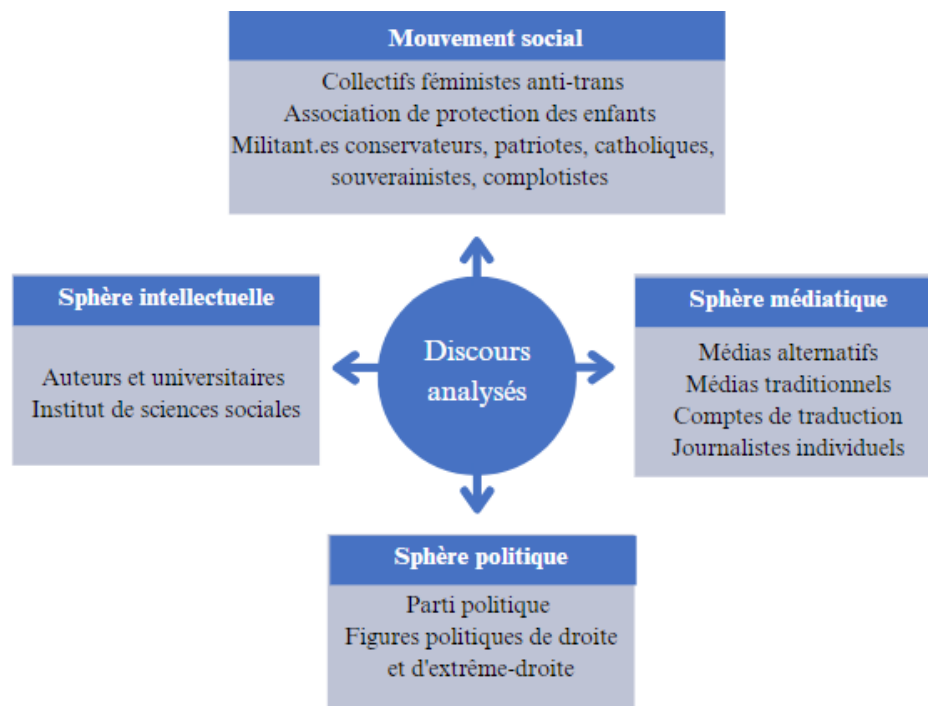
Pour ouvrir l'exploration de cette problématique, j'ai d'abord contextualisé l'émergence des mouvements LGBTI+ français, et des forces d'oppositions qui se sont manifestées en parallèle. En partant des années 1960, le premier chapitre a permis de retracer l'histoire d'un mouvement et de ce qui s'apparente à son contre-mouvement, jusqu'aux années clivantes des débats sur le mariage et l'adoption pour tous·tes, durant lesquelles s'est développé le discours anti-genre dans sa version française. Dans la continuité de ces années de polarisation, le second chapitre a présenté la littérature qui s'est ouverte alors, sur les campagnes anti-genre numériques. J'ai ensuite défini le cadre théorique sur lequel s'est appuyée cette recherche, en croisant une approche émique pour l'étude du phénomène anti-genre, à une compréhension socio-politique du cyberspace en tant qu'espace de militantisme. Cette recherche s'inscrit également dans l'analyse critique de discours, qui fournit un cadre d'interprétation pertinent pour saisir les campagnes anti-genre numériques. Inspiré des pistes méthodologiques ouvertes par les recherches antérieures, le troisième chapitre a présenté les méthodes suivies pour constituer un corpus original de 345 413 *tweets*, puis pour analyser ce corpus, à l'aide d'une méthode mixte et du logiciel NVivo. [phrase sur chapitre 4?] Croiser l'approche historique du discours aux études critiques des discours sur les réseaux sociaux, lors de l'étape qualitative, s'est avérée être une voie pertinente pour approcher mes questions de recherches, et voir que la fachosphère, et spécifiquement le parti Reconquête, ont réussi à lever une véritable « armée numérique » à la source des discours étudiés.

Résultats et contributions

Pour présenter les résultats trouvés à partir de l'analyse qualitative de 70 *tweets* sélectionnés parmi le corpus, j'actualise les figures proposées à l'issue de la revue de littérature, à partir desquelles ont été définies les questions de recherche suivantes :

- Qui participe aux campagnes anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme en ligne aujourd'hui, et quels types de vecteurs de diffusion peuvent-être identifiés ?
- Quels sont les principaux thèmes de ces campagnes, et par quelles stratégies discursives passe la construction de discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokiste ? Quelles sont les relations entre ces trois types de discours ?
- À quelles stratégies d'action collective leur diffusion répond-elle ?

Interroger les facteurs médiatiques et situationnels des discours, à partir des *tweets* et de leurs métadonnées, m'a d'abord permis d'exposer les acteurs participant aux campagnes étudiées, et les types de vecteurs auxquels ils correspondent, comme l'illustre la figure 13 ci-dessous :



[Figure 13 : Vecteurs de diffusion des discours analysés]

Par rapport à la figure 3, initialement proposée, la catégorie « mouvement social » est la première à évoluer, avec l'effacement de groupes initiaux (associations conservatrices et traditionnelles ; groupes nationalistes ; groupes catholiques) dans les *tweets* analysés.

Les mouvements familiaux et pro-vie sont ici illustrés par la campagne « Protégeons Nos Enfants », identifiée sous le compte @ParentsVigil, ainsi que par la présence d'un compte soutien à La Manif Pour Tous. Un nouveau type d'acteur.rices issu des mouvements sociaux s'intègre dans cette catégorie : les groupes féministes prônant une réalité biologique pour définir les femmes, excluant de fait les femmes trans de leur lutte. Cela amène à la formation d'alliances « improbables » entre ces groupes et des acteurs issus de la fachosphère. En ayant accès aux comptes, photos de profil et biographies des acteur.rices individuel.les, il est pertinent de les déplacer dans cette catégorie pour souligner leurs engagements explicites et variés – qui peuvent s'exprimer par un soutien partisan au Rassemblement National ou à Reconquête, comme par un complotisme assumé qui rejette l'ensemble des acteurs issus de la sphère politique, en passant par des patriotes, des militant.es catholiques, des souverainistes, des eurosceptiques pro-FREXIT et un acteur prônant la lutte contre la « propagande LGBT » comme une bonne pratique de l'Islam.

Intégrer les acteur.rices individuel.les issus de la société civile dans la catégorie « mouvement social » me permet d'ouvrir la catégorie « sphère intellectuelle », qui comprend les auteurs et les universitaires, tels que Michel Onfray, ainsi qu'un institut de sciences sociales privé, l'ISSEP, fondé en 2018 par Thibault Monnier et Marion Maréchal, tous deux rattachés au parti Reconquête. Ce parti s'est d'ailleurs intégré dans la catégorie « sphère politique », en plus d'une représentation forte de figures politiques dans les discours analysés. Ces acteur.rices renvoient tous·tes à des partis de droite et d'extrême-droite, bien que les membres du parti Reconquête soient les plus nombreux à être identifié·es.

Finalement, j'ai intégré les comptes de traduction et les journalistes individuel.les à la catégorie « sphère médiatique ». Les journalistes sont tous·tes rattachés à des médias également identifiés, par exemple à Valeurs Actuelles ou à Boulevard Voltaire. Aussi, plusieurs médias traditionnels précédemment identifiés sont réapparus dans les discours analysés, de même que pour les médias alternatifs – en particulier Fdesouche.com, qui est le vecteur de diffusion le plus important de cet ensemble. Les comptes de traduction partagent des stratégies de communication

avec les médias alternatifs comme traditionnels – soit l’importation de narratifs alternatifs issus de sites de réinformation étrangers, et adaptés au contexte national.

Sans prétendre à la généralisation, la teinte politique de cet ensemble de vecteurs suggère la concentration des discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme au sein de cette nébuleuse d’acteur·rices issues de droite identitaire et d’extrême-droite qui a su investir le cyberspace pour signifier une opposition à la modernité libérale et à son idéal de société ouverte – la fachosphère.

L’effacement des groupes religieux suggère une évolution des discours renvoyant à la religion, ce qui se confirme dans l’identification des thèmes composant les discours analysés, illustrés dans la figure 14 ci-dessous :



[Figure 14 : Thèmes des discours analysés]

Interroger les *tweets* sélectionnés à l’aide de l’approche historique du discours a mis en évidence la protection des enfants comme thématique centrale des discours analysés. En me concentrant sur cette thématique, trois types de discours ont pu être identifiés – se traduisant par les trois menaces pesant sur « nos enfants ». Dans un premier temps, je retrouve un discours d’opposition au « lobby LGBT » et à la propagande associée, qui exprime un rejet de la non-conformité de genre, à travers des discours portant sur les lectures drags pour enfants, et sur la détransition de genre. Dans un second temps, un discours contre « la théorie du genre » dans les

instances d'éducation réapparaît, traduisant un discours populiste, qui permet la mise en cause de l'Éducation nationale et supérieure, ainsi que des institutions gouvernementales et européennes. Dans un dernier temps, cette thématique permet de mobiliser un discours nationaliste, qui permet de redéfinir les frontières de la communauté française imaginée en juxtaposant « wokisme » et « islamisme », que je comprends comme des « épouvantails » discursifs qui permettent de créer un avatar déformé d'un groupe d'individus, pour mettre en scène le combat contre cet avatar.

Cette association éclaire les relations interdiscursives entre les discours analysés, suggérant une intégration des discours anti-genre et anti-lgbt dans le discours anti-wokisme, ce qui permet de brouiller les frontières entre les différentes luttes intégrées dans le « wokisme », pour proposer un discours anti-progressiste. Ce faisant, je soutiens que ce type de discours permet de supprimer de l'espace aux « wokes » dans l'univers du discours politique français, par la redéfinition, la réduction, la décrédibilisation et la dénonciation – tout en perpétuant un discours stigmatisant sur l'Islam et l'immigration. Finalement, la construction d'un discours anti-wokisme permet à la fachosphère de se créer l'espace et les conditions nécessaires pour proposer un projet politique alternatif, exprimé par l'articulation d'un discours populiste – nationaliste qui appelle à protéger l'identité française. Selon une première analyse de ce type de discours, il passe par la définition, par les entrepreneurs de discours, du « wokisme », pour traduire cette construction comme une menace idéologique, qui ciblerait spécifiquement la culture et l'histoire catholique française, permettant une évolution du discours sur la religion, en l'intégrant dans un discours sur l'identité nationale. Finalement, tout au long du développement ont été intégrés des discours mobilisant des actualités internationales, qui permettent de renforcer les arguments présentés par une adaptation au contexte national, et qui suggèrent l'intégration du phénomène étudié dans une constellation complexe d'acteurs globaux, et dont l'expression en ligne favorise la circulation internationale des discours. Pour exprimer les types de discours présentés, plusieurs stratégies discursives sont à l'œuvre, comme l'illustre la figure 15 ci-dessous :

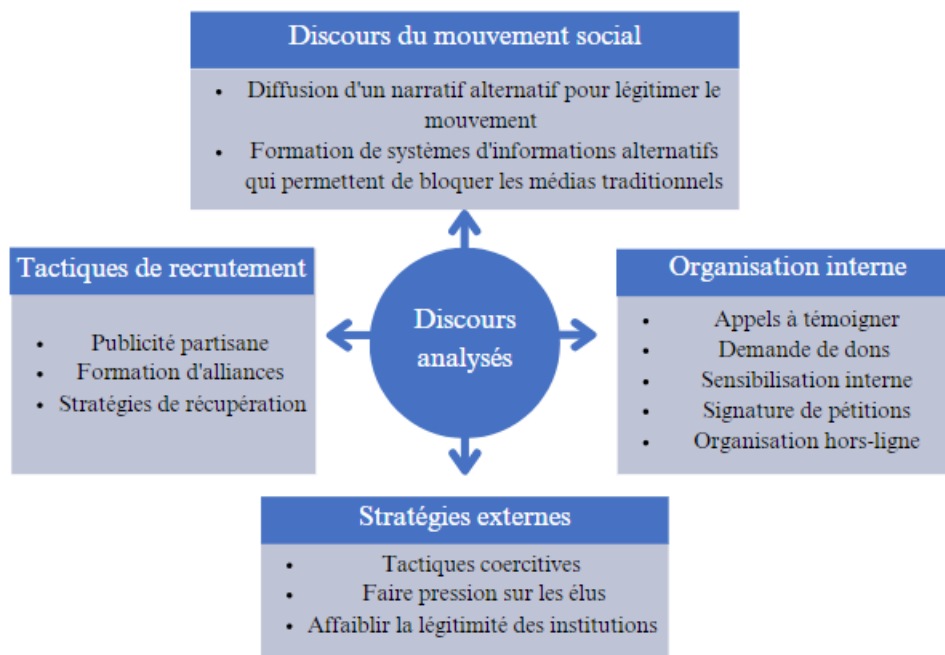
Stratégie de redéfinition	Stratégies selon la DHA	Stratégies coercitives
<ul style="list-style-type: none"> • Simplification et neutralisation • Recadrage de l'objet de contestation • Comparaisons internationales 	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie de prédication • Stratégie d'argumentation • Stratégie de perspectivation • Stratégie d'intensification 	<ul style="list-style-type: none"> • Associations stigmatisantes • Désinformation • Dénonciation • Discours pour faire peur

[Figure 15 : Stratégies discursives des discours analysés]

Je retrouve les stratégies de redéfinition présentées dans la revue de littérature, en y intégrant les comparaisons internationales comme stratégie permettant de recadrer l'interprétation d'enjeux nationaux. Apparaissent également les stratégies discursives distinguées par la DHA, soit la stratégie de prédication, par exemple dans l'étiquetage des élus socialistes ; la stratégie d'argumentation, qui permet notamment la construction de menaces idéologiques ; la stratégie de perspectivation, grâce à laquelle sont désignés les partis capables de lutter contre les menaces présentées ; et la stratégie d'intensification, qui permet d'intensifier les menaces énoncées.

Des stratégies coercitives sont également identifiées, passant par l'association stigmatisante des drag-queens à des « groomers », des stratégies de désinformation par le cadrage spécifique d'informations, la dénonciation d'évènements et d'individus pour appeler à la mobilisation, et l'expression de discours pour faire peur, par exemple par l'énumération des multiples menaces qui peuvent être rattachées aux « épouvantails » contre lesquels il faudrait lutter.

Finalement, plusieurs stratégies d'action collective ont été identifiées au fil des *tweets* analysés, comme l'illustre la figure 16 ci-dessous :



[Figure 16 : Stratégies d'action collective derrière les discours analysés]

D'une part, je retrouve les stratégies renvoyant à l'énonciation d'un discours élaboré par le mouvement social, narratif alternatif qui, par sa diffusion, permet de légitimer le mouvement. Dans les discours étudiés, ces stratégies sont facilitées par la formation d'un système d'information alternatif, représenté par les vecteurs inscrits dans la sphère médiatique, et qui permet de bloquer les médias traditionnels et de fournir, à ceux qui les suivent, « des croyances émotionnelles satisfaisantes autour desquelles ils peuvent s'organiser » (Benett et Livingston 2018, 132), en profitant des règles algorithmiques pour s'assurer que leur message touche un large public. Apparaissent également des stratégies d'organisation interne, qui passent par des appels à témoigner, des demandes de dons et de signature de pétitions, en plus d'un exercice de sensibilisation d'interne et d'organisation hors-ligne. En parallèle, des tactiques de recrutement sont visibles, avec de la publicité partisane accompagnant les discours menaçants, et des stratégies de récupération apparaissant dans des débats controversés. Par ailleurs, les caractéristiques inhérentes au cyberspace semblent favoriser la formation d'alliances « improbables ». Des stratégies extérieures au mouvement social ressortent des discours étudiés, visant à mettre une pression sur les élus locaux, notamment les élus socialistes, mais également à affaiblir la légitimité des institutions démocratiques et du gouvernement.

Contribution empirique

En m'interrogeant sur ce que peuvent-nous apprendre les discours anti-genre et anti-lgbt diffusés en ligne aujourd'hui, ma première intention était de proposer une contribution d'ordre empirique, par l'actualisation des connaissances sur ces discours dans leur expression en ligne, en exposant les vecteurs de diffusion, les thèmes qui les composent et les stratégies discursives qui les construisent, ainsi que les stratégies collectives à l'œuvre derrière la diffusion de ces types de discours. D'une part, cette actualisation m'a permis de présenter la concentration de ces discours au sein de ce qui est désigné comme la fachosphère, soit cette nébuleuse d'acteur·rices issus des différentes teintes de la droite et de l'extrême-droite française, et particulièrement actif·ves en ligne. Les discours analysés m'ont également permis d'illustrer le déplacement des discours contre le mariage et l'adoption pour tous·tes, vers un rejet affirmé de la transidentité et de ce qui renvoie à la non-conformité de genre. Par ailleurs, les discours contre la « théorie du genre » et le « lobby LGBT » dans les instances d'éducation restent présents, alors que les discours d'opposition

présentant un argument religieux sont absents de l'analyse. Les discours traduisant des narratifs importés de l'étranger ont pris une place importante dans les discours analysés, illustrant la compréhension transnationale du phénomène anti-genre proposée par Paternotte et Kuhar (2018j).

En intégrant le discours anti-wokisme dans les discours étudiés, une seconde contribution empirique a pu être proposée, par l'exposition des relations interdiscursives à l'œuvre entre ces trois types de discours - soit l'intégration des discours anti-genre et anti-lgbt dans un discours contre le « wokisme ». Cette contribution rejoint les connaissances sur le discours anti-wokisme, qui se traduit, par extension, comme un discours anti-progressiste (Canet et Dupuis-Deri 2022f). En me concentrant sur les discours contre le « wokisme » dans la troisième partie de l'analyse, l'articulation d'un discours populiste – nationaliste a été présentée, discours qui permet de formuler un appel à la protection de l'identité française, de sa culture et de son histoire, permettant le « détournement » du discours religieux par des acteurs populistes, pour incarner l'identité nationale contre les menaces supposées de l'Islam et du « wokisme ».

Contribution théorique

En menant cette recherche, je participe aux débats théoriques concernant l'approche à adopter pour étudier le phénomène anti-genre. Si plusieurs chercheur·es ont privilégié les théories des mouvements sociaux sur le *backlash*, cette approche présente des limites conceptuelles, empiriques et politiques dans son application, comme l'a illustré Paternotte (2021i). Pour pallier ces limites, Avanza (2018c) propose de suivre une approche émique pour étudier les « mouvements déplaisants », pour eux-mêmes et de l'intérieur, en accordant une attention méticuleuse aux discours et aux représentations des acteurs. À l'issue de mon analyse, je soutiens que l'approche du *backlash* permet d'étudier la nature relationnelle des campagnes anti-genre et anti-lgbt et des mobilisations LGBTI+, et les transformations des questions de genre et de sexualité par les militant·es anti-genre, « en champs de bataille cruciaux et en symboles puissants de la société que [ce projet] souhaite construire » (Paternotte 2021h, 15). Cependant, en privilégiant une approche émique, j'ai pu identifier l'intégration des discours anti-genre et anti-lgbt dans un discours anti-wokisme. Cette intégration permet aux entrepreneurs de discours d'associer le « wokisme » et « l'islamisme » par l'articulation d'un discours nationaliste – populiste, et ce faisant de construire deux entités à protéger : les enfants et l'identité française.

Aussi, suivre une approche émique a permis de voir que les campagnes prenant pour cible les droits des personnes LGBTI+ servent à porter un projet plus large, qui s'efforce d'établir un nouvel ordre politique, qui prône un nationalisme exclusif, et qui cible conjointement les mouvements progressistes, les populations musulmanes, et les personnes issues de l'immigration.

Par ailleurs, en soulignant la circulation internationale des discours anti-genre, anti-lgbt et anti-wokisme à travers la sphère médiatique, cette recherche participe à la discussion sur ce que Bennett et Livingston (2018) désignent comme un « ordre de désinformation », soit l'émergence de systèmes d'information alternatifs qui permettent de bloquer les médias traditionnels, et qui servent notamment les partis de droite radicale d'Occident, pour affaiblir la légitimité des institutions démocratiques et déstabiliser les partis concurrents, les gouvernements et les processus électoraux. La circulation internationale des discours est favorisée par les caractéristiques inhérentes au cyberspace, ainsi que par les caractéristiques du phénomène anti-genre, compris comme une constellation complexe d'acteurs globaux selon Paternotte et Kuhar (2018k). Parmi les discours analysés, des acteurs issus du Québec, en tant qu'espace francophone frontalier des États-Unis, semblent favoriser la circulation de narratifs alternatifs formulés aux États-Unis vers la France. Je soutiens enfin que les discours francophones étudiés dans ce mémoire s'inscrivent dans une montée globale des discours populistes de droite radicale.

Limites du mémoire et pistes de recherche

En voulant explorer les possibilités d'une recherche menée sur un terrain en ligne, avec des données et des outils numériques, des limites se sont d'abord présentées dans l'application de la méthodologie. D'une part, un biais dans la définition des mots-clés du sous-corpus « haine directe » s'est illustré par une surreprésentation des discours renvoyant à la gayphobie, par rapport aux discours renvoyant à la lesbophobie et à la transphobie, et particulièrement des discours comprenant « pédé/pd » et « enculé », qui représentent 67.5% du sous-corpus « haine directe ». Pour prévenir ce biais, il aurait fallu co-définir les mots-clés renvoyant aux autres catégories de discours LGBTIphobes auprès de personnes concernées par ce type de violence, afin de privilégier leurs expériences situées.

De l'autre, et à la vue de la proportion des discours renvoyant à de la haine directe par rapport à ceux renvoyant à de la haine dissimulée, j'ai fait le choix, à la quatrième semaine de collecte, d'inclure les *retweets* dans la ligne de code pour la collecte du sous-corpus « haine dissimulée », et de ne pas les inclure dans la constitution du sous-corpus « haine directe ». Ce choix a directement faussé la comparabilité des deux sous-corpus, ce qui s'est illustré lors de l'interprétation des nuages de mots, à l'étape quantitative de l'analyse. Alors que les nuages de mots présentant le sous-corpus « haine directe » sont marqués par leur homogénéité, en partie due à la surreprésentation des discours renvoyant à la gayphobie, les nuages de mots présentant le sous-corpus « haine dissimulée » présentent d'importantes variations dans leur composition. L'inclusion des *retweets* dans la constitution du sous-corpus « haine dissimulée » a également permis de faire ressortir des *tweets* particulièrement visibles dans les nuages de mots, ce qui m'a permis de faire une première sélection de discours en vue de l'analyse qualitative. Les conséquences de cette asymétrie dans l'analyse des sous-corpus soulignent la nécessité, pour ce type de recherche, de mener une collecte de données cohérente et constante dans les choix.

Si le processus de sélection des cas principaux pour l'analyse qualitative a été en partie appuyé par l'étape quantitative, il faut signaler un biais de représentativité dans les discours analysés, qui sont parmi les 70 *tweets* les plus visibles d'un sous-corpus de 211 685 *tweets*. Répéter le même exercice d'analyse en suivant un processus de sélection des cas différent, par exemple en les sélectionnant aléatoirement, amènerait probablement à un autre développement.

Par ailleurs, le manque de comparabilité des deux sous-corpus m'a empêché d'explorer les liens entre discours de haine directe et discours de haine dissimulée, dans l'analyse qualitative. Pour autant, plusieurs catégories d'analyse ont pu être proposées à partir du sous-corpus « haine directe », qui était quantitativement plus fourni que le sous-corpus « haine dissimulée », malgré l'absence de *retweets* dans la ligne de code. Aussi, il serait pertinent d'approfondir les connaissances sur les discours de haine directe, particulièrement sur leur expression en tant que stratégie politique, et sur la relation entre les deux facettes des discours de haine. Le cyberspace étant le premier contexte de survenance de LGBTIphobies en France, développer les connaissances sur les discours de haine en ligne est nécessaire, particulièrement pour œuvrer envers la protection des enfants – car protéger les enfants doit passer par la protection des enfants LGBTI+, qui sont

particulièrement exposés à ce type de violence, desquelles peuvent apparaître des conséquences bien réelles sur la santé mentale de ces individualités.

Investir cette direction permettrait également de faire avancer les débats scientifiques, et politiques, sur la frontière entre liberté d'expression et discours de haine. Ces débats sont particulièrement importants lorsqu'ils portent sur les discours diffusés sur les réseaux sociaux, alors que la modération des contenus et la définition des « règles » algorithmiques est la responsabilité des propriétaires de ces plateformes - qui semblent privilégier le capital au détriment de l'encadrement des discours de haine, comme l'illustre l'approche de Elon Musk, qui souhaite faire de Twitter un espace de libre expression garantie, tout en ayant monétisé une grande partie des fonctionnalités de la plateforme. Cette monétisation des fonctionnalités de la plateforme illustre également une nouvelle limite de Twitter en tant que terrain de recherche.

Effectivement, choisir Twitter comme terrain de recherche se justifiait notamment par les avantages méthodologiques présentés par la plateforme, en offrant une banque de données publiques, dont la collecte était facilitée par la possibilité d'interagir avec l'interface de programmation de l'application – ce que ne permettent pas d'autres réseaux sociaux comme Facebook ou Instagram. Monétiser les conditions d'accès à l'API remet directement en question l'intérêt de la plateforme pour y mener des recherches scientifiques, particulièrement en tant qu'étudiant·e à la maîtrise.

En outre, Twitter est un espace pertinent pour l'analyse de discours socio-politiques diffusés en ligne, en tant que réseau social tourné vers l'actualité politique, institutionnelle et culturelle. En étant un espace privilégié par les médias, les partis politiques et les personnalités, les discours retrouvés sur cette plateforme sont symptomatiques des débats publics d'aujourd'hui. Pour autant les *tweets* sont des micro-discours de maximum 280 caractères, limitant en partie l'analyse en profondeur des discours étudiés - bien que ces micro-discours puissent être étudiés en considérant leurs relations interdiscursives, comme ce fut le cas ici. Pour pallier cette limite dans le contenu des micro-discours, il serait pertinent de mener un terrain de recherche sur plusieurs espaces en ligne aux propriétés différentes, et de faire trianguler le matériel propre à chacun de ces espaces. Ce faisant, il serait possible de proposer une meilleure compréhension de l'ensemble des discours qui circulent en ligne, tout en faisant ressortir les manières par lesquelles l'univers de Twitter percole dans d'autres univers du cyberspace.

Finalement, plusieurs trouvailles de ce mémoire ne peuvent être généralisées, et se traduisent par l'ouverture de pistes à approfondir. J'aimerais souligner trois questions spécifiques :

- Comment faire évoluer les théories des mouvements sociaux sur le *backlash*, pour considérer cette « réaction » en tant que stratégie des mouvements conservateurs ?
- Quels rôles jouent les acteur·rices québécois dans la circulation des discours de droite alternative, depuis les États-Unis vers la France, et depuis la France vers les États-Unis ?
- Quels sont les effets des discours analysés, notamment sur le militantisme LGBTI+ ?

Bibliographie

- Aguilera, Thomas, et Tom Chevalier. 2021. « Les méthodes mixtes pour la science politique. Apports, limites et propositions de stratégies de recherche ». *Revue française de science politique* 71 (3): 365-89. <https://doi.org/10.3917/rfsp.713.0365>.
- AIDES. 2021. « Remaides 116 ». AIDES. <https://www.calameo.com/aides/read/0062255006910282c7f69>.
- . 2022. « FN, RN et lutte contre le VIH/sida : reconnais ton ennemi ». AIDES. <http://www.aides.org/actualite/fn-rn-et-lutte-contre-le-vih-sida-reconnais-ton-ennemi>.
- Albertini, Dominique, et David Doucet. 2016. *La fachosphère : comment l'extrême droite a remporté la bataille d'Internet*. Flammarion EnQuête. Paris : Flammarion.
- Alessandrin, Arnaud. 2018. « Les mouvements trans ». In *Sociologie des transidentités*, 57-69. Mobilisations. Paris : Le Cavalier Bleu. <https://www.cairn.info/sociologie-des-transidentites--9791031802633-p-57.htm>.
- Alessandrin, Arnaud, et Yves Raibaud. 2013. « Les lieux de l'homophobie ordinaire ». *Cahiers de l'action* 40 (3) : 21-26. <https://doi.org/10.3917/cact.040.0021>.
- Alicie, Bridget, O. 2023. « Communication at the margins: Online homophobia from the perspectives of LGBTQ + social media users ». *Journal of Human Rights* 22 (3): 269 83. <https://doi.org/10.1080/14754835.2022.2104116>.
- Ancarno, Clyde. 2020. « Corpus-Assisted Discourse Studies ». In *The Cambridge Handbook of Discourse Studies*, édité par Alexandra Georgakopoulou et Anna De Fina, 165-85. Cambridge Handbooks in Language and Linguistics. Cambridge : Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108348195.009>.
- Antolinos-Basso, Diégo, Audrey Baneyx, Héloïse Théro, Benjamin Ooghe-Tabanou, et Paul Girard. 2022. « L'atelier de méthodes de Sciences Po : apprendre, aider, rassembler ». *Humanités numériques*, n° 5 (juin). <https://doi.org/10.4000/revuehn.2799>.
- Arsenault, Mathieu. 2015. « Repenser l'agenda-Setting à l'ère Des Médias Socionumériques : Étude de Cas Sur Twitter ». Mémoire accepté. Montréal (Québec, Canada) : Université du Québec à Montréal. Avril 2015. <https://archipel.uqam.ca/7609/>.
- Asal, Houda. 2020. « L'islamophobie en France : le déni d'un phénomène bien réel ». In *Racismes de France*, 170-86. Cahiers libres. Paris : La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.slaou.2020.01.0170>.
- Assimakopoulos, Stavros, Fabienne H. Baider, et Sharon Millar. 2017. *Online Hate Speech in the European Union*. SpringerBriefs in Linguistics. Cham : Springer International Publishing. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-72604-5>.
- Avanza, Martina. 2018. « Plea for an Emic Approach Towards 'Ugly Movements' : Lessons from the Divisions within the Italian Pro-Life Movement ». *Politics and Governance* 6 (3) : 112-25. <https://doi.org/10.17645/pag.v6i3.1479>.
- Baider, Fabienne H. 2019. « Le discours de haine dissimulée : le mépris pour humilier ». *Déviance et Société* 43 (3): 359-87. <https://doi.org/10.3917/ds.433.0359>.
- Barker, Meg. 2014. « Heteronormativity ». In *Encyclopedia of Critical Psychology*, édité par Thomas Teo, 858-60. New York, NY : Springer. https://doi.org/10.1007/978-1-4614-5583-7_134.
- Barrangou, Martin. 2018. « Mariage pour tous dans la presse : itinéraire d'une nomination (2012-2013) ». *Mots. Les langages du politique*, n° 116 (mars): 75-90. <https://doi.org/10.4000/mots.23066>.
- Barrie, Christopher. 2021. « academictwitteR ». R. <https://github.com/cjbarrie/academictwitteR>.

- Beaubatie, Emmanuel. 2014. « Trans : un parcours semé d'embûches ». *Alternatives Economiques*. 1 février 2014. <https://www.alternatives-economiques.fr/trans-un-parcours-semble-dembuches/00067218>.
- . 2020. « Des trans' chez les féministes. Retour critique sur cinquante ans de controverse ». *Revue du Crieur* 16 (2): 140-47. <https://doi.org/10.3917/crieu.016.0140>
- Bennett, Lance, et Steven Livingston. 2018. « The disinformation order: Disruptive communication and the decline of democratic institutions ». 2018. <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0267323118760317>.
- Bérard, Jean, et Nicolas Sallée. 2015. « Les âges du consentement. Militantisme gai et sexualité des mineurs en France et au Québec (1970-1980) ». *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 42 (décembre): 99-124. <https://doi.org/10.4000/clio.12778>.
- Béraud, Céline, et Philippe Portier. 2015. *Métamorphoses catholiques: acteurs, enjeux et mobilisation depuis le mariage pour tous*. Interventions. Paris: Éditions de la Maison des sciences de l'homme. <https://doi.org/10.4000/books.editionsmsmsh.10939>.
- Bergeron, Josée, et Jane Jenson. 2005. « Nation, natalité, politique et représentations des femmes ». *Recherches féministes* 12 (1): 83-101. <https://doi.org/10.7202/058022ar>.
- Bjørge, Tore, et Jacob Ravndal. 2019. « Extreme-Right Violence and Terrorism: Concepts, Patterns, and Responses », septembre. <https://doi.org/10.19165/2019.1.08>.
- Blee, Kathleen M. 2017. *Understanding Racist Activism: Theory, Methods, and Research*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315461533>
- Borrillo, Daniel. 2017. « La réception des revendications LGBT et des droits LGBT : un regard critique ». In *Les discriminations fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle et l'identité de genre*. Angers, France: Félicien Lemaire and Daniel Borrillo. <https://hal.science/hal-01527430>.
- Breizh-info. 2022. « Eric Zemmour : « Le wokisme est une religion fanatique et totalitaire ». *Breizh-info*, 20 novembre 2022. <https://www.breizh-info.com/2022/11/20/210960/eric-zemmour-le-wokisme-est-une-religion-fanatique-et-totalitaire/>.
- Broqua, Christophe, et Pierre-Olivier Busscher. 2003. « La crise de la normalisation : expérience et condition sociales de l'homosexualité en France ». In *Homosexualités au temps du sida : tensions sociales et identitaires*, 19-33. (4) (PDF) [La crise de la normalisation : expérience et condition sociales de l'homosexualité en France \(researchgate.net\)](https://www.researchgate.net/publication/266111144-La_crise_de_la_normalisation_experience_et_condition_sociales_de_l_homosexualite_en_France)
- Broqua, Christophe, Pierre-Olivier De Busscher, et Patrice Pinell. 1997. « Du Mouvement à La "Communauté Homosexuelle" ». *Politique : La Revue*, juillet. https://www.academia.edu/37452076/Article_Du_mouvement_%C3%A0_la_communaut%C3%A9_homosexuelle.
- Canet, Raphaël, et Francis Dupuis-Déri. 2022. « Au-delà d'une manipulation de l'opinion publique ». *Revue Possibles*, n° Hors-Série (septembre): 26-31. <https://revuepossibles.ojs.umontreal.ca/index.php/revuepossibles/article/view/483>
- Cervulle, Maxime, et Fred Pailler. 2014. « #mariagepourtous : Twitter et la politique affective des hashtags ». *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, n° 4 (janvier). <https://doi.org/10.4000/rfsic.717>.
- Charnay, Amélie. 2016. « Le top 10 des insultes sur Internet ». *BFM TV*, 3 février 2016. https://www.bfmtv.com/tech/vie-numerique/le-top-10-des-insultes-sur-internet_AN-201602030069.html.
- Chetcuti-Osorovitz, Natacha, et Fabrice Teicher. 2017. « De « La Manif pour Tous » au rap identitaire et dissident. Circulation des discours antiféministes, hétérosexistes et antisémites en France ». *Cahiers de littérature orale*, n° 82 (octobre). <https://doi.org/10.4000/clo.4385>.

- Coëffé, Thomas. 2023. « L'API Twitter devient payante : quel impact pour les utilisateurs ? » *BDM*, 3 février 2023. <https://www.blogdumoderateur.com/api-twitter-payante-impact/>.
- Coetzee, Azille. 2021. « Afrikaner Nationalism and the Light Side of the Colonial/Modern Gender System: Understanding White Patriarchy as Colonial Race Technology ». *Feminist Review* 129 (1): 93-108. <https://doi.org/10.1177/01417789211041677>.
- Cointet, Jean-Philippe, et Sylvain Parasie. 2018. « Ce que le big data fait à l'analyse sociologique des textes. Un panorama critique des recherches contemporaines ». *Revue française de sociologie* 59 (3): 533-57. <https://doi.org/10.3917/rfs.593.0533>.
- Coman, Ramona, Amandine Crespy, Frédéric Louault, Jean-Frédéric Morin, Jean-Benoît Pilet, et Émilie Van Haute. 2022. « Chapitre 7. L'analyse de discours et de contenu ». In *Méthodes de la science politique*, 145-73. Méthodes en sciences humaines. Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur. <https://www.cairn.info/methodes-de-la-science-politique--9782807337756-p-145.htm>.
- Conspiracy Watch. 2011. « Sud Radio : Robert Ménard offre une tribune à Meyssan ». 10 septembre 2011. https://www.conspiracywatch.info/sud-radio-robert-menard-offre-une-tribune-a-meyssan_a716.html.
- . 2022. « Le Média en 4-4-2 ». Consulté le 24 août 2023. <https://www.conspiracywatch.info/notice/le-media-en-4-4-2>.
- Dassonville, Aude. 2022. « La finale de la Coupe du monde 2022, record d'audience absolu pour TF1 ». 19 décembre 2022. https://www.lemonde.fr/coupe-du-monde-2022/article/2022/12/19/finale-de-la-coupe-du-monde-2022-pour-tf1-un-record-d-audience-absolu_6155022_6101826.html.
- Data to Fish. 2021. « How to Export a DataFrame to Excel File in R ». 16 juillet 2021. <https://datatofish.com/export-dataframe-to-excel-in-r/>.
- De Cleen, Benjamin, et Yannis Stavrakakis. 2021. « L'étude du populisme et du nationalisme sous le prisme de la théorie du discours : distinctions et articulations ». *Populisme*, 2 février 2021. https://populisme.be/articles_sc/letude-du-populisme-et-du-nationalisme-sous-le-prisme-de-la-dt-distinctions-et-articulations/.
- De Longraye, Clémence. 2022. « La Manif pour tous : dix ans après, que reste-t-il ? ». *Boulevard Voltaire*. 2 novembre 2022. <https://www.bvoltaire.fr/la-manif-pour-tous-10-ans-apres-que-reste-t-il/>.
- Dictionary.Com. 2023. « TERF Definition & Meaning ». Consulté le 23 août 2023. <https://www.dictionary.com/browse/terf>.
- Dodier, Nicolas. 2003. « Les premières années de l'épidémie de sida et la conversion politique du mouvement homosexuel ». [S48010.pdf \(lecrips.net\)](https://www.lecrips.net/S48010.pdf).
- Duchastel, Jules, et Danielle Laberge. 2014. « Au-delà de l'opposition quantitatif/qualitatif. Convergence des opérations de la recherche en analyse de discours ». *Corela. Cognition, représentation, langage*, n° HS-15 (octobre). <https://doi.org/10.4000/corela.3524>.
- Dupéré, Sabrina, et Hugo Loiseau. 2017. « L'espace, le temps et les individus dans le cyberspace ». In *Cyberspace et science politique*, édité par Hugo Loiseau et Elena Waldispuehl, 1^{re} éd., 17-36. De la méthode au terrain, du virtuel au réel. Presses de l'Université du Québec. <https://doi.org/10.2307/j.ctt1z27hd9.7>.
- Dupré, Delphine, et Valérie Carayol. 2020. « Haïr et railler les femmes en ligne : une revue de la littérature sur les manifestations de cyber misogynie ». *Genre en séries*, n° 11 (juin). <https://doi.org/10.4000/ges.1072>.

- Écoiffier, Matthieu. 2013. « Le débat sur le mariage pour tous n'a été qu'un révélateur ». *Libération*, 21 avril 2013. Consulté le 22 août 2023. https://www.liberation.fr/societe/2013/04/21/le-debat-sur-le-mariage-pour-tous-n-a-ete-qu-un-revelateur_897909/.
- Eribon, Didier, Arnaud Lerch, et Frédéric Haboury, éd. 2003. *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*. Paris: Larousse.
- Espineira, Karine. 2011. « Transidentité : de la théorie à la politique. Une métamorphose culturelle entre pragmatisme et transcendance ». *L'information psychiatrique* 87 (4): 279-82. <https://doi.org/10.1684/ipe.2011.0770>.
- . 2015. « Le mouvement trans : un mouvement social communautaire ? » *Chimères* 87 (3): 85-94. <https://doi.org/10.3917/chime.087.0085>.
- Espineira, Karine, et Maud-Yeuse Thomas. 2022. « “Les trans sont des travestis, des homos invertis.” » In *Transidentités et transitude*, 49-57. Idées reçues. Paris: Le Cavalier Bleu. <https://www.cairn.info/transidentites-et-transitudo--9791031804927-p-49.htm>.
- Eynaud, Marc. 2023. « Réseaux sociaux : la liberté souffle à la droite de Twitter ! ». *Boulevard Voltaire*, 26 janvier 2023. <https://www.bvoltaire.fr/reseaux-sociaux-la-liberte-souffle-a-la-droite-de-twitter/>.
- Factora, James. 2023. « Looking Back at Tucker Carlson's Legacy of Anti-LGBTQ Rhetoric ». *Them*, 25 avril 2023. <https://www.them.us/story/tucker-carlson-anti-lgbtq-legacy>.
- « FEMELLISTE. » 2022. FEMELLISTE. 16 octobre 2022. <https://www.femelliste.com>.
- Fleury, Serge, Émilie Née, et Christine Barats. 2017. « Chapitre I. Compter les mots ? Pas si simple... ». In *Méthodes et outils informatiques pour l'analyse des discours*, 19-39. Didact Méthodes. Rennes: Presses universitaires de Rennes. <https://doi.org/10.3917/pur.nee.2017.01.0019>.
- Forcari, Christophe, et Blandine Grosjean. 1999. « Les anti-Pacs défilent en famille très catholique. » *Libération*, 1^{er} février 1999. Consulté le 22 août 2023. https://www.liberation.fr/evenement/1999/02/01/les-anti-pacs-defilent-en-famille-tres-catholique_263800/.
- France 24. 2011. « La Gay Pride entend peser sur la présidentielle 2012 ». 25 juin 2011. <https://www.france24.com/fr/20110625-france-gay-pride-paris-presidentielle-2012-france-homosexualite-bisexualite-bi-mariage>.
- « Furie Française - Accueil ». s. d. Consulté le 24 août 2023. <https://www.furiefrancaise.fr/>.
- Gagnon, Yves-Chantal. 2012. *L'étude de cas comme méthode de recherche*. PUQ. [L'étude de cas comme méthode de recherche, 2e édition \(auf.org\)](https://www.auf.org/fr/etude-de-cas-comme-methode-de-recherche).
- Gardner, Abby. 2023. « A Complete Breakdown of the J.K. Rowling Transgender-Comments Controversy ». *Glamour*, 25 avril 2023. Consulté le 24 août 2023. <https://www.glamour.com/story/a-complete-breakdown-of-the-jk-rowling-transgender-comments-controversy>.
- Garrett, Kelly R. 2006. « Protest in an Information Society: a review of literature on social movements and new ICTs ». *Information, Communication & Society* 9 (2): 202-24. <https://doi.org/10.1080/13691180600630773>.
- Gervais, Julie. 2013. « Les questions de sexualité et de genre comme enjeux politiques dans l'élection présidentielle française de 2012 ». *Genre, sexualité & société*, n° Hors-série n° 2 (avril). <https://doi.org/10.4000/gss.2694>.

- Gingras-Dubé, Stéphanie. 2020. « Nationalismes sexuels et genrés : production et reproduction des rapports d'oppression par la définition du "nous québécois" inclusif dans les médias écrits francophones ». Mémoire accepté. Montréal (Québec, Canada): Université du Québec à Montréal. janvier 2020. <https://archipel.uqam.ca/13839/>.
- Gosselin, Lucie. 2014. « Internet et l'émergence du mouvement intersexe : Une expérience singulière – Observatoire Des Transidentités ». 5 avril 2014. <https://www.observatoire-des-transidentites.com/2014/04/05/internet-et-l-emergence-du-mouvement-intersexe-une-experience-singuliere/>.
- Greco, Luca, et Stéphanie Kunert. 2021. « Drag et performance ». In *Encyclopédie critique du genre*, 254-64. Hors collection Sciences Humaines. Paris: La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.renne.2021.01.0254>.
- Grosjean, Blandine, et Judith Perrignon. 1998. « En croisade contre le Pacs, la droite remobilise ses forces. » Libération. 9 novembre 1998. https://www.liberation.fr/evenement/1998/11/09/en-croisade-contre-le-pacs-la-droite-remobilise-ses-forces_252912/.
- Gross, Martine. 2010. « Histoire des revendications homoparentales en France ». *Histoire politique* 18 (2), 113-123. <https://doi.org/10.7202/1054803ar>
- Harsin, Jayson. 2018. « Tactical Connecting and (Im-)Mobilizing in the French Boycott School Day Campaign and Anti-Gender Theory Movement ». In *Global Cultures of Contestation: Mobility, Sustainability, Aesthetics & Connectivity*, édité par Esther Peeren, Robin Celikates, Jeroen de Kloet, et Thomas Poell, 193-214. Cham: Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-63982-6_10.
- Hodge, Edwin, et Helga Hallgrimsdottir. 2020. « Networks of Hate: The Alt-Right, "Troll Culture", and the Cultural Geography of Social Movement Spaces Online ». *Journal of Borderlands Studies* 35 (4): 563-80. <https://doi.org/10.1080/08865655.2019.1571935>.
- Husson, Anne-Charlotte. 2015. « Stratégies lexicales et argumentatives dans le discours anti-genre : le lexique de VigiGender ». <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01250678>.
- Igounet, Valérie. 2016. « Jean-Marie Le Pen et l'homosexualité : un tabou ? - Derrière le Front ». 10 mai 2016. <https://blog.francetvinfo.fr/derriere-le-front/2016/05/10/jean-marie-le-pen-et-lhomosexualite-un-tabou.html>.
- ILGA Europe. s. d. « Rainbow Europe ». Consulté le 22 août 2023. <https://www.rainbow-europe.org/>.
- Jackson, Julian. 2006. « Arcadie :sens et enjeux de "l'homophilie" en France, 1954-1982 ». *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 53-4 (4): 150-74. <https://doi.org/10.3917/rhmc.534.0150>.
- Jannic-Cherbonnel, Fabien. 2023. « Comment les drag queens sont devenues la nouvelle cible de l'extrême droite ». Franceinfo. 30 juin 2023. https://www.francetvinfo.fr/societe/lgbt/comment-les-drag-queens-sont-devenues-la-nouvelle-cible-de-l-extreme-droite_5822021.html.
- Jenson, Jane. 1991. « All the World's a Stage: Ideas, Spaces and Times In Canadian Political Economy ». *Studies in Political Economy* 36 (1): 43-72. <https://doi.org/10.1080/19187033.1991.11675443>.
- . 1994. « Le refus de la dualité. Nouvelles revendications de la citoyenneté au Canada ». *Érudit*. 1994. <https://www.erudit.org/fr/livres/culture-francaise-damerique/question-identitaire-au-canada-francophone-recits-parcours-enjeux-hors-lieux/000412co/>.
- Journal du sida. 1989. « Daniel Defert : le malade réformateur ». juin 1989. <http://www.journaldusida.org/dossiers/lutte-contre-le-vih/figures-de-la-lutte/daniel-defert-le-malade-reformateur.html>.
- Julliard, Virginie. 2015. « Les apports de la techno-sémiotique à l'analyse des controverses sur Twitter ». *Hermès, La Revue* 73 (3): 191-200. <https://doi.org/10.3917/herm.073.0191>.

- . 2016. « #Theoriedugenre : comment débat-on du genre sur Twitter ? » *Questions de communication*, n° 30 (décembre): 135-57. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10744>.
- . 2017. « « Théorie du genre », #theoriedugenre : stratégies discursives pour soustraire la « différence des sexes » des objets de débat ». *Études de communication. langages, information, médiations*, n° 48 (juin): 111-36. <https://doi.org/10.4000/edc.6811>.
- . 2018. « L'idéologie raciste en appui aux discours antiféministes : les ressorts émotionnels de l'élargissement de l'opposition à la 'théorie du genre' à l'école sur Twitter ». *Cahiers du Genre* 65 (2): 17-39. <https://doi.org/10.3917/cdge.065.0017>.
- . 2022. « Communauté politique, sémiotique, émotionnelle: Ce que la circulation des images révèle de la structuration de la mobilisation anti-genre sur Twitter ». *Communication & langages* N° 212 (2): 131-53. <https://doi.org/10.3917/comla1.212.0131>.
- Julliard, Virginie, et Maxime Cervulle. 2013. « "Différence des sexes" et controverses médiatiques : du débat sur la parité au "mariage pour tous" (1998-2013) ». *Le Temps des médias* 21 (2): 161-75. <https://doi.org/10.3917/tdm.021.0161>.
- KhosraviNik, Majid, et Johnny Unger. s. d. « •KhosraviNik M, Unger J. Critical Discourse Studies and Social Media: Power, Resistance and Critique in Changing Media Ecologies. In: Ruth Wodak and Michael Meyer, Ed. Methods of Critical Discourse Studies (3rd Edition). 2016, Pp.206-233. » Consulté le 12 août 2023. https://www.academia.edu/17307324/KhosraviNik_M_Unger_J_Critical_Discourse_Studies_and_Social_Media_power_resistance_and_critique_in_changing_media_ecologies_In_Ruth_Wodak_and_Michael_Meyer_ed_Methods_of_Critical_Discourse_Studies_3rd_edition_2016_pp_206_233.
- Koehler, Daniel. 2016. « Right-Wing Extremism and Terrorism in Europe Current Developments and Issues for the Future on JSTOR ». 2016. <https://www.jstor.org/stable/26470450>.
- Kováts, Eszter, Maari Poim, et Andrea Pető. 2015. *Gender as Symbolic Glue: The Position and Role of Conservative and Far-Right Parties in the Anti-Gender Mobilizations in Europe*. Brussels: Foundation for European Progressive Studies. [Gender-as-symbolic-glue.pdf \(feps-europe.eu\)](https://www.feps-europe.eu/gender-as-symbolic-glue.pdf)
- Krepak, Maria. 2021. « Evolution politique et ideologique du « Front National » de 1972 a 2019 ». Dans *La France et la Francophonie aujourd'hui : XVe colloque international d'étudiants et de jeunes chercheurs*. p.54-66. Moscou : Université d'Etat a Lomonossov de Moscou. <https://lang.hse.ru/mirror/pubs/share/direct/520261186.pdf#page=54>
- Krief, Nathalie, et Véronique Zardet. 2013. « Analyse de données qualitatives et recherche-intervention ». *Recherches en Sciences de Gestion* 95 (2): 211-37. <https://doi.org/10.3917/resg.095.0211>.
- Kutter, Amelie. 2017. *Corpus Analysis*. Routledge Handbooks Online. <https://doi.org/10.4324/9781315183718.ch11>.
- La Dépêche.fr*. 2012. « Eric Zemmour sur le mariage gay : «pourquoi pas une union entre un père et sa fille» ». 8 novembre 2012. <https://www.ladepeche.fr/article/2012/11/08/1484485-eric-zemmour-sur-le-mariage-gay-pourquoi-pas-une-union-entre-un-pere-et-sa-fille.html>.
- Lampmann, Erik. 2014. « Queering la politique LGBTQ en France : entre l'universalisme et la particularité, l'hétérosexualité et les identités non-normatives, le mariage et la libération totale de la communauté queer ». *Honors Theses*, janvier. <https://scholarship.richmond.edu/honors-theses/879>.

- Laubacher, Paul. 2018. « “On a l’impression d’être des précurseurs” : à l’école de Marion Maréchal ». L’Obs. 11 novembre 2018. <https://www.nouvelobs.com/politique/20181108.OBS5093/on-a-l-impresion-d-etre-des-precurseurs-a-l-ecole-de-marion-marechal.html>.
- Laval, Christian. 2022. « Le « wokisme » ou la guerre culturelle à la française ». *Geografares*, n° 35 (décembre). <https://journals.openedition.org/geografares/5318#tocto1n2>.
- Lawford-Smith, Holly. 2023. « Who Is Feminism For? » *The Philosophers’ Magazine*, n° 99 (mai): 40-48. <https://doi.org/10.5840/tpm20239911>.
- Le Monde*. 1984. « Propos et débats - M. Le Pen : l’homosexualité c’est la fin du monde ». Archives de *Le Monde*. Publié le 13 juin 1984. https://www.lemonde.fr/archives/article/1984/06/13/propos-et-debats_3023768_1819218.html
- . 2012. « Christian Vanneste (UMP) évoque la “légende de la déportation des homosexuels” », 15 février 2012. https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/02/15/christian-vanneste-ump-evoque-la-legende-de-la-deportation-des-homosexuels_1643436_1471069.html.
- Le Parisien*. 2011. « Polémique sur les manuels de biologie ». 11 juillet 2011. <https://www.leparisien.fr/societe/polemique-sur-les-manuels-de-biologie-11-07-2011-1528234.php>.
- Lebugle Mojdehi, Amandine. 2018a. « Stéréotypes de genre et sexisme : principaux registres d’insultes dans les espaces publics ». *Cahiers du Genre* 65 (2): 169-91. <https://doi.org/10.3917/cdge.065.0169>.
- Lecot, Julien. 2020. « Présidentielle américaine : qui sont ces Français qui soutiennent Trump ? » *Libération*, 3 novembre 2011. Consulté le 24 août 2023. https://www.liberation.fr/planete/2020/11/03/presidentielle-americaine-qui-sont-ces-francais-qui-soutiennent-trump_1804320/.
- Euronews*. 2022. « Les députés russes votent une loi bannissant “la propagande” LGBT+ ». 24 novembre 2022. <https://fr.euronews.com/2022/11/24/les-deputes-russes-votent-une-loi-bannissant-la-propagande-lgbt>.
- Levin, Bess. 2022. « A Reminder of Just Some of the Terrible Things Elon Musk Has Said and Done » *Vanity Fair*, 26 avril 2022. Consulté le 24 août 2023. <https://www.vanityfair.com/news/2022/04/elon-musk-twitter-terrible-things-hes-said-and-done>.
- Lewis, Rebecca. 2018. « Alternative influence: broadcasting the reactionary right on YouTube ». In . <https://www.semanticscholar.org/paper/Alternative-influence%3A-broadcasting-the-reactionary-Lewis/6c1bff49d3731a13f3208b56e10e694fce85d1c6>.
- Liberté d’expression. s.d. « Le discours de haine ». Conseil de l’Europe. Consulté le 22 août 2023. <https://www.coe.int/fr/web/freedom-expression/hate-speech>.
- Lorenzi-Bailly, Nolwenn, et Mariem Guellouz. 2019. « Homophobie et discours de haine dissimulée sur Twitter : celui qui voulait une poupée pour Noël ». *Semen*, n° 47 (novembre). <https://doi.org/10.4000/semen.12344>.
- Mabi, Clément. 2021. « La concurrence algorithmique. Logique des mobilisations en ligne ». *Esprit* vembre (11): 65-73. <https://doi.org/10.3917/espri.2111.0065>.
- MacDonald, Fiona, et Alexandra Dobrowolsky. 2020. *Turbulent Times, Transformational Possibilities?: Gender and Politics Today and Tomorrow*. University of Toronto Press.
- Maes, Renaud. 2018. « De la droite à l’extrême droite : la radicalisation des troles: » *La Revue Nouvelle* N° 7 (7): 61-73. <https://doi.org/10.3917/rn.187.0061>.
- Magat, Anastasia. 2020. « Collecter, traiter et analyser Twitter ». Billet. *Les Vendredis Quanti* (blog). 24 novembre 2020. <https://quantigre.hypotheses.org/308>.

- Le Point*. 2022. « A sa rentrée politique, Zemmour met en garde contre “le grand endoctrinement” ». 11 septembre 2022. https://www.lepoint.fr/politique/a-sa-rentree-politique-zemmour-met-en-garde-contre-le-grand-endoctrinement-11-09-2022-2489540_20.php.
- Malmgren, Evan. 2017. « Don't Feed the Trolls ». *Dissent* 64 (2): 9-12. <https://doi.org/10.1353/dss.2017.0042>.
- Mansbridge, Jane, et Shauna L. Shames. 2012. « Vers une théorie du backlash : la résistance dynamique et le rôle fondamental du pouvoir1 ». *Recherches féministes* 25 (1): 151-62. <https://doi.org/10.7202/1011121ar>.
- Marin, Jérôme. 2023. « Twitter va devoir détailler sa politique de modération en France ». *L'Usine Digitale*. www.usine-digitale.fr. 24 mars 2023. <https://www.usine-digitale.fr/article/twitter.N2114401>.
- Marongiu, Jean-Pierre. 2021. « Transgenre : La dangereuse démagogie de la circulaire Blanquer ». *Atlantico*. 14 octobre 2021. <https://atlantico.fr/article/decryptage/transgenre---la-demagogie-suicidaire-de-la-circulaire-blanquer-ministre-de-l-education-enfants-genre-ecole-parents-eleves-jeunes-identite-construction-jean-pierre-marongiu>.
- Marres, Noortje. 2012. « The Redistribution of Methods: On Intervention in Digital Social Research, Broadly Conceived ». *The Sociological Review* 60 (juin). <https://doi.org/10.1111/j.1467-954X.2012.02121.x>.
- Martel, Frédéric. 2000. « Gay: Chronique d'une émancipation ». *Le Débat* 5: 78-80. <https://www.cairn.info/revue-le-debat-2000-5-page-78.htm&wt.src=pdf>
- Martin, Raphaëlle. 2022. « Extrême-droite et réseaux sociaux : faire face à la violence ». *Alternatives Non-Violentes* 202 (1): 11-13. <https://doi.org/10.3917/anv.202.0011>.
- Martiny, Clara, et Sabine Lawrence. 2023. « A Year of Hate: Anti-Drag Mobilization Efforts Targeting LGBTQ+ People in the US », 22 juin 2023. [Anti-drag Mobilization Efforts Targeting LGBTQ+ People in the US - ISD \(isdglobal.org\)](https://www.isdglobal.org/anti-drag-mobilization-efforts-targeting-lgbtq-plus-people-in-the-us)
- Marzouki, Nadia, Duncan McDonnell, et Olivier Roy. 2016a. *Saving the People : How Populists Hijack Religion*. C. Hurst & Company. <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/43166>.
- Mathieu, Lilian. 1999. « Une mobilisation improbable: l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises ». *Revue française de sociologie* 40 (3): 475-99. <https://doi.org/10.2307/3322825>.
- Millerand, Florence, David Myles, et Serge Proulx. 2020. « La redistribution des méthodes de recherche en contexte numérique : critique d'une cartographie ». In , édité par Mélanie Millette, Florence Millerand, David Myles, et Guillaume Latzko-Toth, 25-38. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal. https://www.pum.umontreal.ca/catalogue/methodes_de_recherche_en_contexte_numerique/fichiers/c7fb8007-6419-457d-8ed2-f73786c642e1/9782760642508.pdf.
- Monin, Valérie. 2012. « Interview par Valérie Monin - Famille. Le célèbre pédiatre Aldo Naouri donne une conférence, ce soir, au Colisée.. L'homoparentalité et « l'enfant-produit » ». 23 novembre 2012. <https://www.lejssl.com/edition-de-chalon/2012/11/23/l-homoparentalite-et-l-enfant-produit>.
- Montegary, Liz. 2022. « Anti-Gender, Anti-University: “Gender Ideology” and the Future of US Higher Education ». *Feminist Formations* 34 (3): 1-32. <https://doi.org/10.1353/ff.2022.0033>.
- Moss, Kevin. 2020. « La Russie comme sauveuse de la civilisation européenne : “genre” et géopolitique des valeurs traditionnelles ». In *Campagnes anti-genre en Europe : Des mobilisations contre l'égalité*, édité par Roman Kuhar et David Paternotte, 269-90. Sexualités. Lyon: Presses universitaires de Lyon. <https://doi.org/10.4000/books.pul.27940>.

- Mouzon, Céline. 2014. « L'invention des trans' », 2014. <https://doi.org/10.3917/sh.261.0023>.
- Mullet, Dianna R. 2018. « A General Critical Discourse Analysis Framework for Educational Research ». *Journal of Advanced Academics* 29 (2): 116-42. <https://doi.org/10.1177/1932202X18758260>.
- Olivesi, Aurélie. 2017. « « Ces parents sont de vrais tarés ! » L'opposition à une expérience de parentalité alternative dans les commentaires en ligne comme structuration d'une grammaire anti-genre ». *Genre en séries*, n° 6 (novembre). <https://doi.org/10.4000/ges.925>.
- Pantalaemon. 2022. « Rowling s'attaque aux principales associations LGBT britanniques ». *Gazette du sorcier*. 7 octobre 2022. <https://www.gazette-du-sorcier.com/j-k-rowling/face-aux-critiques/rowling-sattaque-aux-principales-associations-lgbt-britanniques>.
- Parents Vigilants. s.d. « Pétition : Protégeons nos enfants à l'École ». Consulté le 24 août 2023. <https://www.parents-vigilants.fr/petition>.
- Paternotte, David. 2013. « La juridification ou le droit comme matrice de l'action collective : la revendication du droit au mariage entre personnes du même sexe ». *Politique et Sociétés* 31 (2): 93-112. <https://doi.org/10.7202/1014353ar>.
- . 2020. « Le mouvement anti-genre en perspective comparée ». In *Campagnes anti-genre en Europe : Des mobilisations contre l'égalité*, édité par Roman Kuhar, 311-38. Sexualités. Lyon: Presses universitaires de Lyon. <https://doi.org/10.4000/books.pul.27960>.
- . 2021. « Backlash : une mise en récit fallacieuse ». *La Revue Nouvelle* 6 (6): 11-15. <https://doi.org/10.3917/rn.216.0011>.
- . 2023. « Victor Frankenstein and his creature: the many lives of 'gender ideology' ». *International Review of Sociology* 33 (1): 80-104. <https://doi.org/10.1080/03906701.2023.2187833>.
- Paternotte, David, et Roman Kuhar. 2018. « L'« idéologie du genre » en mouvement ». In *Campagnes anti-genre en Europe*, édité par Roman Kuhar et David Paternotte, 11-36. Presses universitaires de Lyon. <https://doi.org/10.4000/books.pul.29556>.
- Pezet, Jacques. 2022. « Eric Cantona, l'archevêque de Cologne, Virginie Despentes, la ville de Paris: la liste des appels au boycott du Mondial de football au Qatar – Libération », 5 octobre 2022. https://www.liberation.fr/checknews/villes-sportifs-stars-politiques-la-liste-des-appels-au-boycott-de-la-coupe-du-monde-de-football-au-qatar-20221005_KNL2XNXATRANTI5X46OUN2WNNNA/.
- Pluen, Stuart, Louve Zimmermann, et Simon Jutant. 2023. « Notre santé nous-mêmes. Comment l'auto-organisation en santé trans peut faire évoluer les pratiques en santé publique ». *Revue du Crieur* 22 (1): 24-35. <https://doi.org/10.3917/crieu.022.0024>.
- Point, Sébastien, et Cédric Baudet. 2022. « Pour une justification du choix d'adoption, de l'intention d'usage et de l'utilisation effective du logiciel NVivo ». *Management international / International Management / Gestión Internacional* 26 (special): 279-94. <https://doi.org/10.7202/1098588ar>.
- Policar, Alain. 2020. « Un Nationalisme Qui Ne Dit Pas Son Nom. Sur Le Front Populaire de Michel Onfray ». *Telos*. 16 juin 2020. <https://www.telos-eu.com/fr/societe/un-nationalisme-qui-ne-dit-pas-son-nom-sur-le-fron.html>.
- . 2022. « De woke au wokisme : anatomie d'un anathème ». *Raison présente* 221 (1): 115-18. <https://doi.org/10.3917/rpre.221.0115>.
- Prearo, Massimo. 2010. « Réflexions critiques sur l'histoire contemporaine de l'homosexualité ». *Bulletin d'histoire politique* 18 (2): 21-32. <https://doi.org/10.7202/1054795ar>.

- . 2013. « L'espace du militantisme LGBT à l'épreuve des présidentielles ». *Genre, sexualité & société*, n° Hors-série n° 2 (avril). <https://doi.org/10.4000/gss.2701>.
- . 2015. « La naissance de la formule « LGBT » en France et en Italie : une analyse comparative des discours de mobilisation ». *Cultures & Conflits*, n° 97 (juillet): 77-95. <https://doi.org/10.4000/conflits.18956>.
- Radio-Canada. 2023. « Roumanie : l'influenceur Andrew Tate assigné à résidence après trois mois de prison | Radio-Canada.ca ». 1 avril 2023. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1967819/roumanie-andrew-tate-prison-sortie>.
- Ratinaud, Pierre. 2014. « Visualisation chronologique des analyses ALCESTE : application à Twitter avec l'exemple du hashtag #mariagepourtous ».
- Raymond, Lucie. 2022. « La construction médiatique de la revendication “antisystème” : enquête sur les stratégies de création et de renouvellement d'une (im)posture journalistique et politique, Thèse réalisée par Lucie RAYMOND, sous la direction de Valérie Jeanne-Perrier, laboratoire GRIPIC, Celsa Sorbonne Université, soutenue le 30 novembre 2020. » *Communication & langages* 212 (2): 183-87. <https://doi.org/10.3917/comla1.212.0183>.
- « Résistance Lesbienne ». s. d. Résistance Lesbienne. Consulté le 24 août 2023. <https://resistancelesbienne.fr/>.
- Rinn, Michael. 2022. « Les discours de la haine en question : Autour de quelques ouvrages récents ». *Argumentation et Analyse du Discours*, n° 29 (octobre). <https://doi.org/10.4000/aad.6820>.
- Robert, July. 2022. « Le wokisme, la nouvelle panique morale à la mode ». *La Revue Nouvelle* 8 (8): 5-7. <https://doi.org/10.3917/rn.228.0005>.
- Roche Saint-André, Elsa de la. s. d. « Une professeure de danse de Sciences-Po a-t-elle été virée pour avoir employé les mots «homme» et «femme»? » Libération. Consulté le 24 août 2023. https://www.liberation.fr/checknews/une-professeure-de-danse-de-sciences-po-a-t-elle-ete-viree-pour-avoir-employe-les-mots-homme-et-femme-20221209_IJSEQBYOU5HSFE42FH4EQRI6ZQ/.
- Roussel, Yves. 1995. « Le mouvement homosexuel français face aux stratégies identitaires ».
- Roy, Normand, et Roseline Garon. 2013. « Étude comparative des logiciels d'aide à l'analyse de données qualitatives : de l'approche automatique à l'approche manuelle ». <https://doi.org/10.7202/1084616ar>.
- « rtweet ». 2023. R. rOpenSci. <https://github.com/ropensci/rtweet>.
- Rumpf-Whitten, Sarah. s. d. « J.K. Rowling claims “cis is ideological language” after Elon Musk bans term from Twitter ». Consulté le 24 août 2023. <https://nypost.com/2023/06/22/j-k-rowling-claims-cis-is-ideological-language-after-elon-musk-bans-term-from-twitter/>.
- Samaie, Mahmoud, et Bahar Malmeer. 2017. « US news media portrayal of Islam and Muslims: a corpus-assisted Critical Discourse Analysis ». *Educational Philosophy and Theory* 49 (février): 1-16. <https://doi.org/10.1080/00131857.2017.1281789>.
- Sansfaçon, Annie Pullen, Morgane A. Gelly, Françoise Susset Originally published on Policy Options April 5, et 2022. 2022. « Les Détransitions Ne Sont Pas Un Argument Contre Les Transitions ». Policy Options. 5 avril 2022. <https://policyoptions.irpp.org/magazines/april-2022/les-detractions-ne-sont-pas-un-argument-contre-les-transitions/>.
- Scigacz, Marie-Adélaïde. 2012. « Mariage et homoparentalité : la manif pour tous, enfin presque ». *Franceinfo*, 17 novembre 2012. https://www.francetvinfo.fr/societe/mariage/mariage-et-homoparentalite/mariage-et-homoparentalite-la-manif-pour-tous-enfin-presque_170943.html.

- Serpereau, Antonin. 2011. « Pratiques médiatiques alternatives et espaces publics : le cas du Wapikoni mobile ». Thèse ou essai doctoral accepté, Montréal (Québec, Canada): Université du Québec à Montréal. <https://archipel.uqam.ca/4558/>.
- Service-Public.fr. s. d. « Pacte civil de solidarité (Pacs) ». Consulté le 22 août 2023. <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/N144>.
- Severo, Marta, et Robin Lamarche-Perrin. 2018. « L'analyse des opinions politiques sur Twitter. Défis et opportunités d'une approche multi-échelle ». *Revue française de sociologie* 59 (3): 507-32. <https://doi.org/10.3917/rfs.593.0507>.
- Siapera, Morero, Zhou 2018. 2018. « Hate track : tracking and monitoring racist speech online », 28 novembre 2018. <https://www.ihrec.ie/app/uploads/2018/11/HateTrack-Tracking-and-Monitoring-Racist-Hate-Speech-Online.pdf>.
- Sitri, Frédérique, et Christine Barats. 2017. « Chapitre II. Constituer un corpus en analyse du discours, un moment crucial ». In *Méthodes et outils informatiques pour l'analyse des discours*, 41-62. Didact Méthodes. Rennes: Presses universitaires de Rennes. <https://doi.org/10.3917/pur.nee.2017.01.0041>.
- Slothouber, Van. 2020. « (De)trans visibility: moral panic in mainstream media reports on de/retransition ». *European Journal of English Studies* 24 (1): 89-99. <https://doi.org/10.1080/13825577.2020.1730052>.
- SOS Homophobie. 2001. « Rapport sur l'homophobie 2001 ». [Rapport sur l'homophobie 2001 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](http://sos-homophobie.org)
- . 2002. « Rapport sur l'homophobie 2002 ». [Rapport sur l'homophobie 2002 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](http://sos-homophobie.org)
- . 2003. « Rapport sur l'homophobie 2003 ». [Rapport sur l'homophobie 2003 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](http://sos-homophobie.org)
- . 2004. « Rapport sur l'homophobie 2004 ». [Rapport sur l'homophobie 2004 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](http://sos-homophobie.org)
- . 2005. « Rapport sur l'homophobie 2005 ». [Rapport sur l'homophobie 2005 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](http://sos-homophobie.org)
- . 2006. « Rapport sur l'homophobie 2006 ». [Rapport sur l'homophobie 2006 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](http://sos-homophobie.org)
- . 2007. « Rapport sur l'homophobie 2007 ». [Rapport sur l'homophobie 2007 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](http://sos-homophobie.org)
- . 2008. « Rapport sur l'homophobie 2008 ». [Rapport sur l'homophobie 2008 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](http://sos-homophobie.org)
- . 2009. « Rapport sur l'homophobie 2009 ». [Rapport sur l'homophobie 2009 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](http://sos-homophobie.org)
- . 2010. « Rapport sur l'homophobie 2010 ». [Rapport sur l'homophobie 2010 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](http://sos-homophobie.org)
- . 2011. « Rapport sur l'homophobie 2011 ». [Rapport sur l'homophobie 2011 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](http://sos-homophobie.org)
- . 2012. « Rapport sur l'homophobie 2012 ». [Rapport sur l'homophobie 2012 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](http://sos-homophobie.org)
- . 2013. « Rapport sur l'homophobie 2013 ». [Rapport sur l'homophobie 2013 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](http://sos-homophobie.org)
- . 2014. « Rapport sur l'homophobie 2014 ». [Rapport sur l'homophobie 2014 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](http://sos-homophobie.org)

- . 2015. « Rapport sur l'homophobie 2015 ». [Rapport sur l'homophobie 2015 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](#)
- . 2016. « Rapport sur l'homophobie 2016 ». [Rapport sur l'homophobie 2016 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](#)
- . 2017. « Décret sur le changement d'état civil des personnes trans : on est encore loin du changement d'état civil entièrement libre et gratuit ! ». SOS homophobie. Consulté le 22 août 2023. <https://www.sos-homophobie.org/nos-articles/decret-sur-le-changement-detat-civil-des-personnes-trans-est-encore-loin-du-changement>.
- . 2017. « Rapport sur l'homophobie 2017 ». [Rapport sur l'homophobie 2017 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](#)
- . 2018. « Rapport sur l'homophobie 2018 ». [Rapport sur l'homophobie 2018 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](#)
- . 2019. « Rapport sur l'homophobie 2019 ». [Rapport sur les LGBTIphobies 2019 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](#)
- . 2020. « Loi bioéthique : une avancée, mais peu d'ambition ? ». SOS homophobie. Consulté le 22 août 2023. <https://www.sos-homophobie.org/nos-articles/loi-bioethique-une-avancee-mais-peu-dambition>.
- . 2020. « Rapport sur les LGBTIphobies 2020 ». [Rapport sur les LGBTIphobies 2020 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](#)
- . 2021. « Rapport sur les LGBTIphobies 2021 ». [RAPPORT SUR LES LGBTIPHOBIES 2021 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](#)
- . 2022. « Rapport sur les LGBTIphobies 2022 ». [RAPPORT SUR LES LGBTIPHOBIES 2022 | SOS homophobie \(sos-homophobie.org\)](#)
- . 2023. « Rapport sur les LGBTIphobies 2023 ». ressource.sos-homophobie.org/Rapports_annuels/Rapport_LGBTIphobies_2023.pdf
- SOS Transphobie. s. d. « " Travelo " est une injure transphobe punie par la loi en France ». SOS Transphobie. Consulté le 23 août 2023a. <https://www.sos-transphobie.org/travelo-est-une-injure-transphobe-punie-par-la-loi>.
- . s. d. « " Travesti " est une injure transphobe punie par la loi en France ». SOS Transphobie. Consulté le 23 août 2023b. <https://www.sos-transphobie.org/travesti-est-une-injure-transphobe-punie-par-la-loi-en-france>.
- Souti, Chérif. 2015. « La lexicométrie ou l'analyse du discours assistée par ordinateur : ce que l'informatique et les mathématiques peuvent apporter à la littérature et la linguistique. » *Expressions* 1 (1): 122-30. [souti.pdf \(umc.edu.dz\)](#)
- Stambolis-Ruhstorfer, Michael, et Josselin Tricou. 2018. « La lutte contre la « théorie du genre » en France : pivot d'une mobilisation religieuse dans un pays sécularisé ». In *Campagnes anti-genre en Europe*, édité par Roman Kuhar et David Paternotte, 143-66. Presses universitaires de Lyon. <https://doi.org/10.4000/books.pul.27880>.
- Statistique Canada. s. d. « 5.2 Graphique à barres ». Statistique Canada. Consulté le 23 août 2023. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/edu/power-pouvoir/ch9/bargraph-diagrammeabarres/5214818-fra.htm>.
- Steele, Chandra. 2021. « Elon Musk Is a Misogynist and It Matters ». *PCMAG*, 13 décembre 2021. Consulté le 24 août 2023. <https://www.pcmag.com/opinions/elon-musk-is-a-misogynist-and-it-matters>.
- Tamagne, Florence. 2006. « Histoire des homosexualités en Europe : un état des lieux ». *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 53-4 (4): 7-31. <https://doi.org/10.3917/rhmc.534.0007>.

- Vie Publique. 2019. « Déclaration de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, sur la sensibilisation contre l'homophobie et la transphobie à l'école, Paris le 28 janvier 2019. » vie-publique.fr. 28 janvier 2019. <http://www.vie-publique.fr/discours/271501-jean-michel-blanquer-28012019-homophobie-et-transphobie-ecole>.
- Vie Publique. 1999. « Interview de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, à Europe 1 le 12 octobre 1999, sur l'avenir du front national, le Pacts, le projet de lois sur la réduction du temps de travail, la victoire du parti nationaliste de M. Haider en Autriche. » vie-publique.fr. 12 octobre 1999. <http://www.vie-publique.fr/discours/252673-m-jean-marie-le-pen-12101999-lavenir-du-front-national>.
- Viktine, Benoît. 2022. « La Russie durcit sa législation contre la « propagande homosexuelle » ». *Le Monde.fr*, 24 novembre 2022. https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/24/la-russie-durcit-sa-legislation-contre-la-propagande-homosexuelle_6151480_3210.html.
- Wakil, Michel. 2021. « Rationaliser la violence raciste : civilisation et rapports de genre dans les écrits de deux tueurs de masse occidentaux se réclamant du « grand remplacement » ». Travail dirigé (document diplômant). Montréal (Québec, Canada): Université du Québec à Montréal. octobre 2021. <https://archipel.uqam.ca/16166/>.
- Waldispuehl, Elena. 2023. « Le continuum des violences à l'ère de la cyberhaine : analyse comparée des cyberviolences antiféministes en France et au Québec ». Thèse de doctorat en science politique, Université de Montréal. <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/28139>.
- Wiktionnaire*. 2020. « spammer ». Consulté le 23 août 2023. <https://fr.wiktionary.org/w/index.php?title=spammer&oldid=28500855>.
- . 2023. « trollage ». Consulté le 23 août 2023. <https://fr.wiktionary.org/w/index.php?title=trollage&oldid=32514603>.
- Winter, Aaron. 2019. « Online Hate: From the Far-Right to the 'Alt-Right' and from the Margins to the Mainstream ». In *Online Othering*, édité par Karen Lumsden et Emily Harmer, 39-63. Cham: Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-12633-9_2.
- Wodak, Ruth. 2015. « Critical Discourse Analysis, Discourse-Historical Approach ». In , 14pp. <https://doi.org/10.4135/9780857028020.d6>.
- Wood, Charles Tilly, Lesley. 2019. « Social Movements as Politics ». In *Social Movements, 1768 - 2018*, 4^e éd. Routledge.
- Yannus. 2020. « Top 20 des insultes préférées des français, un sujet de première importance ». Topito. 11 novembre 2020. <https://www.topito.com/top-insultes-preferees-francais>

Annexe 1 : Captures d'écran des tweets analysés, par ordre d'utilisation

I. Présentation des vecteurs de diffusion : d'un portrait de la fachosphère



II. « Protégez les enfants », ou de la récupération politique des discours anti-genre et anti-lgbt

II.1. Protégez les enfants de la non-conformité de genre

II.1.1. Le refus des lectures drags

Arthur Cottrel @ArthurCottrel · Jan 30

18 Les drag-queens et le lobby LGBT sont acharnés : ils veulent toucher les enfants ! Les enfants les obsèdent ! Nous disons NON !

NON au Conseil Départemental de @HauteGaronne de @SebVincini qui héberge la lecture drag du 4 février à la MJC Roguet à #Toulouse

Lettre 3 :

RECONQUÊTE!

LETTRE OUVERTE : Contre la promotion Queer par le Conseil Départemental de Haute-Garonne

Toulouse, 29 Janvier 2023

Monsieur le président du Conseil Départemental de Haute-Garonne,

Avec l'unanimité des droites et le soutien des parents soucieux en colère, nous avons obtenu que rassemblement, M. Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse déprogramme une lecture Drag à destination des enfants de 3-6 ans à la Médiathèque José Cabanis le samedi 18 février 2023.

Laisser des activistes queer promouvoir le wokisme auprès d'enfants, sans bagage intellectuel et culturel suffisant pour user de leur libre-arbitre, relève de la propagande et de l'endoctrinement. Autoriser une association subventionnée à panacher librement ces pratiques dans des espaces publics dédiés à l'enfance est un manquement grave pour toute instance institutionnelle dont le devoir est de travailler pour le bien commun, dans le respect de tous ses concitoyens.

M. Moudenc a reconnu le manque de vigilance de ses équipes dans les choix de programmation du « Mars Queer » à la Médiathèque José Cabanis. Et bien que M. Moudenc n'ait toujours pas répondu à nos questions, nous ne doutons pas que l'impulsion BD + Conseil se « sera déprogrammée de l'espace Intermezzo réservé aux adolescents (8-12 ans), et l'atelier-encounter BD + Transitions » (10-14 ans) réorientée vers les adultes comme la lecture Drag du 18 février.

Pour autant les deux drag-queens qui devaient animer cet atelier « Cortes drag » ont refusé la décision du maire. Pour preuve de leurs motivations plus politiques qu'artistiques, ils ont décidé d'annuler leur prestation, décernés à destination des adultes, à la Médiathèque. Dans l'objectif affirmé de toucher des enfants, les deux artistes activistes ont obtenu l'autorisation de l'association Lesbienne ALLÉE de s'inviter à la « Fête de l'Iniver », le 4 février, à l'espace Roguet, pour se produire en prolongement du spectacle des enfants du CLAE Patis d'Or.

Ces deux drag-queens ont également initié une pétition sous le titre « **LES DRAG-QUEENS (C)A PAS SE PLIER DANS LA CULTURE** », actuellement largement diffusée sur les réseaux. **A ce titre qui fait état « du privilège de vivre en France dans un état laïque dans lequel les lois de la République protègent sur les lois des religions », de « liberté fondamentale », de « sécurité des artistes » nous n'opposons qu'un seul argument : la préservation morale, intellectuelle et éducative de nos enfants d'un sujet sociétal qui n'est pas de leur âge. Rien de très queer en somme, contrairement au ton de cette pétition belvédère qui insiste : « Non, si aujourd'hui, il demain » et annonce vouloir multiplier ces lectures « le 4 février à la MJC Roguet, le 18 février dans une autre MJC et tous les autres jours dans tous les autres lieux... »**

Les MJC étant sous la responsabilité du Conseil Départemental, les CLAE, des centres de loisirs associés aux écoles, ALLÉE une association subventionnée à hauteur de 300.000 € par le contribuable, je vous demande Monsieur le Président du Conseil Départemental très officiellement de assurer vos concitoyens en leur assurant tout l'inévitable que vous portez à votre mission publique en faveur de la paix sociale, du respect des valeurs et des libertés de tous et tout particulièrement de la protection de nos enfants.

Dans l'attente de votre réponse, Cordialement,

Chantal DOUNOT
Déléguée Départementale RI

RECONQUÊTE!

RECONQUÊTE! | Haute-Garonne and 9 others

6 228 306 7,676

Show this thread

BFMTV @BFMTV · Jan 26

À Toulouse, "La Manif pour Tous" et "Furie Française" se sont indignées d'un atelier de lecture pour enfants animés par des drag-queens

L'événement a finalement été déprogrammé par la mairie

@MarieGentric revient sur cette polémique ce matin dans @PremiereEdition




2:23 | 21.9K views | Podcast Service Politique sur l'app et les plateformes. PREMIÈRE ÉDITION

83 48 46 63.2K

olivier le malouin @malouin_olivier · Jan 28

Le maire de Lamballe favorise la culture woke et la théorie du genre en embrigadant les enfants! Bretons réveillez-vous!

Dans les Côtes d'Armor, un collectif de drag-queen s'invite devant les enfants et fait polémique - Valeurs actuelles



valeursactuelles.com

Dans les Côtes d'Armor, un collectif de drag-queen s'invite devant le... A l'occasion des Nuits de la lecture, la mairie de Lamballe-Armor a invité un collectif de drag-queen à se produire à la bibliothèque ...

1 3 47

II.1.2. Prévenir la détransition de genre

Fdesouche.com est une revue de pr... @F_Desou... · Dec 5, 2022

États-Unis : cet ancien soldat était devenu une icône trans. Aujourd'hui en "détransition", il veut protéger les enfants. «J'ai été propagandisé», «utilisé», «naïf»
fdesouche.com/2022/12/05/eta...



44 621 1,495

VA Valeurs actuelles · Dec 29, 2022

Détransition de genre : ces ex-trans qui regrettent (et le font savoir)

Conséquence du phénomène trans : de nombreuses personnes regrettent d'avoir franchi le pas. Ces dé-transitionneurs alertent sur les dommages de la chirurgie et des traitements.



valeursactuelles.com

Détransition de genre : ces ex-trans qui regrettent (et le font savoir)
Conséquence directe et dramatique du phénomène trans : de nombreuses personnes regrettent d'avoir franchi le pas. Certains de...

97 403 723 42.9K

Marcel D. @DubreuilhMarcel · Jan 28

Voilà pourquoi il a été interdit à des drag-queens de faire la lecture sur la question du genre à des mômes de 3-6 ans, écoutez bien...

Oli London, influenceur devenu homme après sa détransition, dénonce l'enseignement #woke qui cible les enfants :
#igbt



lamediaen442.fr

Oli London, influenceur devenu homme après sa détransition, déno...
L'histoire de transition de genre de Oli London est fascinante et révèle les effets de la normalisation de la transition de genre sur les enfants.

4 96 161 6,192

FEMELLISTE @femelliste · Jan 17

parole de détransitionneuse :

« Je ne veux juste pas que des enfants soient stérilisés parce qu'ils ont des problèmes de santé mentale.

Je reçois des menaces de mort parce que j'exprime cette idée. »
#detrans

Chloe Cole @ChooCole · Jan 14

I just don't want kids to be sterilized because of mental health problems.

I get death threats because of this opinion.

3 17 76 7,129

Résistance Lesbienne @ResistanceLesbi · Jul 15, 2022

Très récent témoignage d'une adolescente qui a "transitionné" dès 13 ans puis a "détransitionné" à 16 ans aux Etats-Unis.

#detrans #détransition #ftm #testostérone #chirurgie #topurgery #lesbiennes #lesbiennefrance #lgbtfrance #nonbinaire #hommetrans #transition #transidentité

Je m'appelle Chloe Cole, j'ai 17 ans.

SB 107 GENDER-AFFIRMING HEALTH CARE. California State Assembly

1:39

8 32 44

Male Tears au petit dej' @MaleTearsDej · Dec 7, 2022

Je vois tourner #ProtegeonsNosEnfants pour parler de tout le mouvement LGBT, et je tenais à dire que je ne suis PAS solidaire de ça. S'il faut protéger nos enfants, il faut les protéger de :

- de l'homophobie
- de l'idéologie de genre et du grooming qui va avec (leur montrer des shows avec des drags, leur parler sexualité et identité de genre alors qu'ils sont mineurs)
- du fascisme
- de l'extrême droite
- de la "gauche" néo-libérale

Translate Tweet

11:20 AM · Dec 7, 2022

1 Quote 3 Likes

Fdesouche.com est une revue de presse @F.Desouche · Jan 10

« Être un homme ou une femme ça se décide » : Quand le sexe disparaît au profit de la théorie du genre, les féministes Dora Moutot et Marguerite Sterne lance le mouvement « Femelliste » pour contrer ces idées fdesouche.com/2023/01/10/etr...

1:32 17.8K views

63 136 306 37.2K

Réseau International @reseau_internat · Jan 21

En Allemagne, une fois par an, toute personne âgée de plus de 14 ans peut faire modifier son inscription de sexe et son nom. Les expertises psychologiques et médicales ne sont plus nécessaires.

#dépopulation #wokisme

« Changer de sexe une fois par an »

Qui se cache derrière cette nouvelle loi sur l'autodétermination ?

reseauinternational.net

« Changer de sexe une fois par an » : Qui se cache derrière cette nou...
En Allemagne, une fois par an, toute personne âgée de plus de 14 ans peut faire modifier son inscription de sexe et son nom. Les expertise...

2 14 12 847

II.2. Protégez les enfants de l'éducation

II.2.1. Les ministres de l'Éducation, complices de la « théorie du genre »



II.2.2. L'école, première instance de socialisation au « genre »

La France au cœur ! #Marine... @KRYSL... · Dec 8, 2022

🚩🇫🇷 Cours sur la théorie du genre à 5 ans, la prise d'hormones et le changement de sexe.

➡ En 🇫🇷 comme en 🇫🇷, il est URGENT de stopper l'influence grandissante de ce progressisme mortifère, a fortiori lorsqu'il entre en contact avec nos enfants. 🚩 @MLP_officiel @RNational_off



182 views 0:10 / 2:20

7 12

TVL @tvlofficiel · Dec 6, 2022

🚩🇷🇺 **Vladimir #Poutine** a signé lundi 5 décembre un ensemble de lois, précédemment votées par la Douma (parlement), elles interdisent la propagande LGBT en Russie, la propagande du changement de sexe et de la pédophilie. Les lois punissent d'une amende toutes infractions.




257 1,247 4,368

Aliénor d'Aubigné @AlienorAubigne · Dec 31, 2022

🇫🇷🇮🇪🇮🇹🇪🇺 **La Hongrie interdit la propagande LGBT/ONG ds les écoles.**

Orbán : «Les parents sont responsables de l'éducation de leurs enfants sur ces questions, pas une ONG... Une forte pression s'exerce sur nous pour que nous renoncions à cela, sinon la Hongrie ne recevra pas de fonds 🇪🇺»



2:10 I don't think that anyone in Brussels or Berlin really wants to dictate what Hungary should do on gender.

3 461 1,056 20.5K

Nicolas Bay @NicolasBay_ · Jan 26

🇫🇷🇷🇺 **La CEDH condamne la Lituanie qui voulait seulement protéger ses enfants de la propagande LGBT. La volonté des juges méprise encore la volonté des peuples.**

Protéger nos enfants : une priorité absolue !

Mon communiqué facebook.com/10004443747947...



**LA LITUANIE
CONDAMNÉE PAR
LA CEDH POUR
AVOIR PROTÉGÉ
SES ENFANTS DE LA
PROPAGANDE LGBT**

NICOLAS BAY
Vice-président de Reconquête!
Député français au Parlement européen

RECONQUÊTE!

52 444 732 18.6K



II.2.3. L'éducation supérieure, laboratoire de la « théorie du genre »



N. Dupont-Aignan @dupontaignan · Dec 8, 2022

Le virus du wokisme a encore frappé ! Discrimination positive, écriture inclusive, théorie du genre... Sciences Po perd définitivement son étoile d'école de prestige !

Boulevard Voltaire @BVoltaire · Dec 7, 2022

Sciences Po : Une enseignante contrainte de quitter son poste pour avoir osé dire « homme » et « femme » pendant son cours - #SciencesPo
 bvoltaire.fr/sciences-po-un...
 « A 53 ans, je n'ai jamais été féministe mais je vais le devenir »



94 562 1,572

Clémence de Longraye @ClemdeLongraye · Dec 8, 2022

Refusant de se soumettre à la doxa woke et à la théorie du genre, Valérie, professeur de danse à Sciences Po, a été contrainte d'abandonner son poste. @BVoltaire



bvoltaire.fr
 Sciences Po : Une enseignante contrainte de quitter son poste pour a...
 « A 53 ans, je n'ai jamais été féministe mais je vais le devenir »

20 269 351

Maud Koffler @MaudPK · Dec 8, 2022

Hier, @G_Peltier se faisait lyncher pour avoir osé se qualifier d'homme blanc hétéro.

Aujourd'hui, une prof de danse se fait exclure pour avoir osé distinguer les hommes des femmes.

Ceux qui soutiennent ces condamnations sont donc coupables d'hétérophobie.

On va jouer.

11 236 696

ISSEP @ISSEP_Lyon · Dec 8, 2022

Cet incident à @sciencespo justifie à lui seul l'existence de l'ISSEP ! L'idéologie woke n'aura jamais sa place dans notre établissement et nos cours de #danse.

Sciences-po écarte sa prof de danse de salon

MONTPARNASSE Jean-Pierre DARROUSSIN Laura SMET
 "Une merveille" très sexy
 "pièce pleine de charme"

73 863 1,843

Marion Maréchal @MarionMarechal · Dec 19, 2022

Face à l'assaut de l'idéologie woke dans l'enseignement supérieur, l'@ISSEP_Lyon est l'alternative. Nous ne dirons jamais à nos étudiants quoi penser, notre école est un lieu de liberté et de débat des idées. Soutenez l'ISSEP issep.fr/soutenir-lisse... #Wokisme

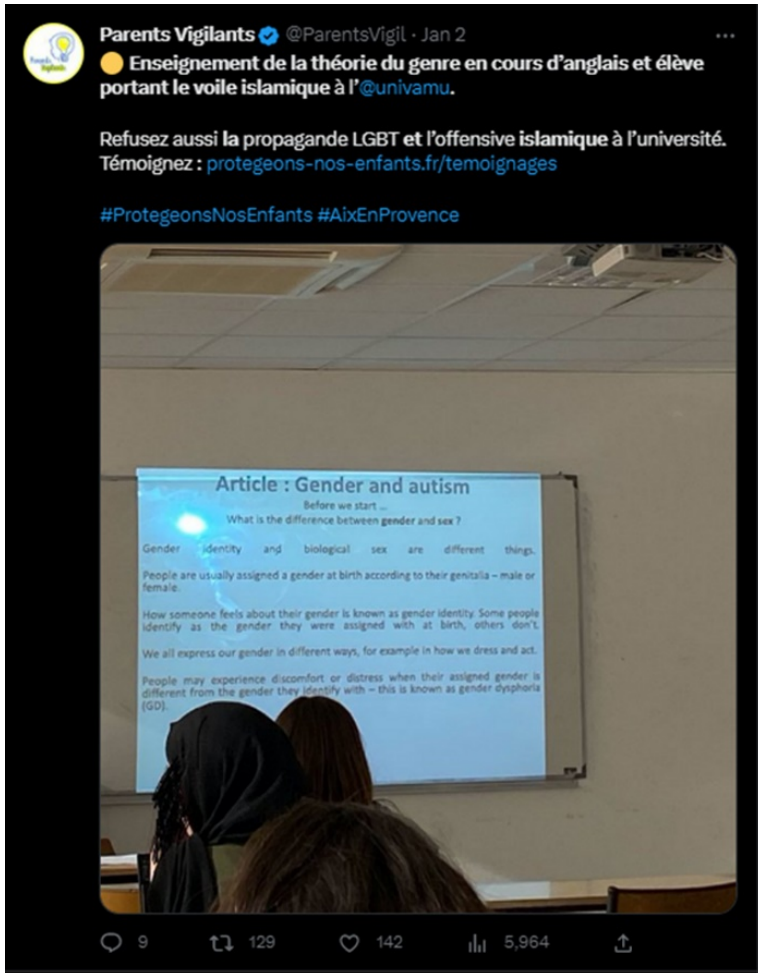


2:31

351 842 2,650 113.8K



II.3. Protégez les enfants du « wokisme » et de l'islamisme



Max @holste_max · Jan 14

Avant l'arrivée des populations Christianophobes, la présence des enfants homosexuels, à l'école, passait inaperçue. Par ailleurs, le lobby #LGBT n'était pas là, pour revendiquer leur différence. 🙏 #Lucas



10 46 83 7,197

Merci aux moutons ! @CTPASMAGUERRE · Jan 21

A vous de choisir pour vos enfants, l'islam basé sur des valeurs d'asservissement, le wokisme, basé sur des valeurs immorales et libertés sans limites, ou des valeurs chrétiennes basées sur l'amour, le pardon de l'autre...

A vous de choisir pour votre futur et celui de vos enfants

Jean Bambois @JeanBambois6 · Jan 21

Les outrages à la république laïque que nous font subir la culture woke et l'islam radical ! twitter.com/RafaelSereti/s...

1 35

Doc P @patrioteFr75 · Oct 18, 2022

Fillette violée et égorgée, femmes françaises violees, grand mère agressée, écriture inclusive, vegan, burkini, piste cyclable non genrée, réunion interdite aux blancs, wokiste ministre de l'éducation, guerre imposée par macron France décadente 2022.

107 943 2,203

Olivier S. @oliviers1359 · Nov 21, 2022

Un président ne devrait jamais critiquer et humilier son peuple et son pays. Nous avons le dirigeant qui rassemble tous les vices modernes, wokiste, racialisé, immigrationniste, fossoyeur. Élu par des français malades et des médias propagandistes de ses idéologies.

51 634 1,003

Ivan Rioufol @ivanrioufol · Dec 6, 2022

Non, Mr le Président #Macron, vous n'êtes pas un Résistant : avec #papndiaye à l'Education vous collaborez avec le #Wokisme de salon. Vous n'entrez pas l'islamisme dans ses conquêtes. Vous falsifiez l'histoire en disant que "la France a toujours été une terre d'immigration".

Emmanuel Macron @EmmanuelMacron · Dec 5, 2022

L'escalade de la haine dont le camp des Milles fut un exemple hier et reste le témoin aujourd'hui, peut cesser. Ce passé advenu ne dit rien de notre destin. À nous de résister à ceux qui falsifient l'Histoire, feignent d'adopter la République tout en trahissant ses valeurs.

Show this thread

137 1,239 2,776

III. « Protégez l'identité française », ou de la construction d'un discours contre le « wokisme »

Eric Zemmour @ZemmourEric · Nov 20, 2022

Le wokisme est une religion fanatique et totalitaire. Son objectif : façonner l'esprit des hommes. Sa cible privilégiée : nos enfants.

Nous ne pouvons pas les laisser faire. Je prendrai la tête de ce combat et je suis sûr que beaucoup de Français me suivront.

#FaceABockCote



MATHIEU BOCK-CÔTÉ REÇOIT ERIC ZEMMOUR

2:11

193 1,319 3,188

CNEWS @CNEWS · Dec 8, 2022

«Le wokisme, est un combat culturel extrêmement important. Les gens qui sont en train de nous pourrir la vie, des malades mentaux, des fous dangereux, en France c'est maximum 10.000 personnes. Il est encore temps de renverser la vapeur», commente Geoffroy Lejeune dans #HDPros2



SCIENCES PO : UNE PROF ÉCARTÉE POUR "DISCRIMINATION"

0:29

259 1,637 3,902

Pierre Gentillet @Pierre_GTIL · Nov 21, 2022

Le wokisme est une religion de la haine de la soi. La haine d'être né blanc, la haine d'appartenir à l'histoire européenne ou occidentale.

Ces théories viennent appuyer le malaise identitaire inconscient de jeunes gens avec une seule issue possible : la destruction de soi.



E ZEMMOUR : "LE WOKE EST UNE NOUVELLE RELIGION"

2:29

86 886 2,037

Sud Radio @SudRadio · Jan 6

@EricNaulleau : "Le wokisme est un totalitarisme en marche. La dictature s'exerce sur notre manière de parler et d'écrire : en imposant l'écriture inclusive, en réclamant l'interdiction de certains mots au Scrabble, en féminisant arbitrairement des noms de ville..." #Pantine



3:01

24 132 339 132.7K

BrunoLP30 Traduction articles 🇺🇸 🇬🇧 🇪🇺 🇩🇪 @brunolp30 · Jan 23 ...

Cet autre racisme qui s'insinue... contre le "blanc", plus exactement « le mâle blanc hétérosexuel » car, à en croire le livre de la genèse woke, c'est par lui que le mal s'est introduit dans le monde.



MSNBC REIDOUT

bvoltage.fr

[L'œil américain] Une étue démocrate propose d'appliquer aux Blancs... Depuis des années, Joe Biden ne cesse de le répéter, il y a une tache qui salit l'âme de la nation américaine : « la haine et le suprémacism...

4 2 159

Geoffroy Lejeune @GeoffroyLejeune · Dec 9, 2022 ...

Le wokisme emportera aussi ceux qui ne l'attaquent pas aujourd'hui. Les militants qui nous pourrissent la vie sont ultra-minoritaires, c'est aujourd'hui qu'il faut renverser la vapeur !



C NEWS

GEOFFROY LEJEUNE DIRECTEUR REDACTION VALEURS ACTUELLES

239 1,623 3,747

TIGER @Steve_Tiger1 · Jan 23 ...

Si j'avais à trouver un mot plus fort que « racisme » ça serait « woke » !

Y a pas plus raciste que qqn qui accuse tout l'monde d'être raciste sauf lui... Un woke c'est un générateur de racisme pour diviser les populations au profit des investisseurs privés qui les ont formées..

1 6 51 1,077

DOUCHINKA @douchi... · Feb 4 ...

Replying to @FDesouche

"Dans un essai choc La Religion woke, le philosophe Jean-François Braunstein met en garde contre cette nouvelle religion destructrice qui semble tout emporter sur son passage. Il faudra du courage pour résister à ce monde orwellien." famillechretienne.fr/39299/article/... #antiwoke #antiwef



famillechretienne.fr

Jean-François Braunstein : « Le wokisme est une religion sans pardo... Dans un essai choc La Religion woke, le philosophe Jean-François Braunstein explore les racines philosophiques du wokisme. ...

1 13 25 740

France-Soir @france_soir · Dec 17, 2022 ...

La sixième partie des #TwitterFiles révèle que le FBI collaborait étroitement avec la précédente équipe de modération du réseau social, exigeant même la suspension de comptes. Les liens entre GAFAM, services de renseignement et wokisme se précisent.



DEPARTMENT OF JUSTICE FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION

francesoir.fr

Les Twitter Files dévoilent "l'omniprésence" du FBI dans la modérati... Les révélations des Twitter Files se poursuivent. Dans un nouveau thread, le journaliste Matt Taibbi s'intéresse cette fois-ci à la relatio...

30 639 1,065 62.8K

Michel Onfray TV @MichelOnfrayTV · Dec 30, 2022

🔊 Pour Michel #Onfray, 2022 aura notamment été l'année de l'effondrement généralisé de la culture devant le wokisme...



Les livres qu'on ne publie plus, les spectacles qu'on réécrit, les opéras

0:28

285 801 2,141 135.6K

Fdesouche.com est une revue de p... @FDeso... · Nov 22, 2022

En raison de résultats financiers en berne et de choix stratégiques regrettables, Disney se débarrasse de son PDG woke

fdesouche.com/2022/11/22/bob...

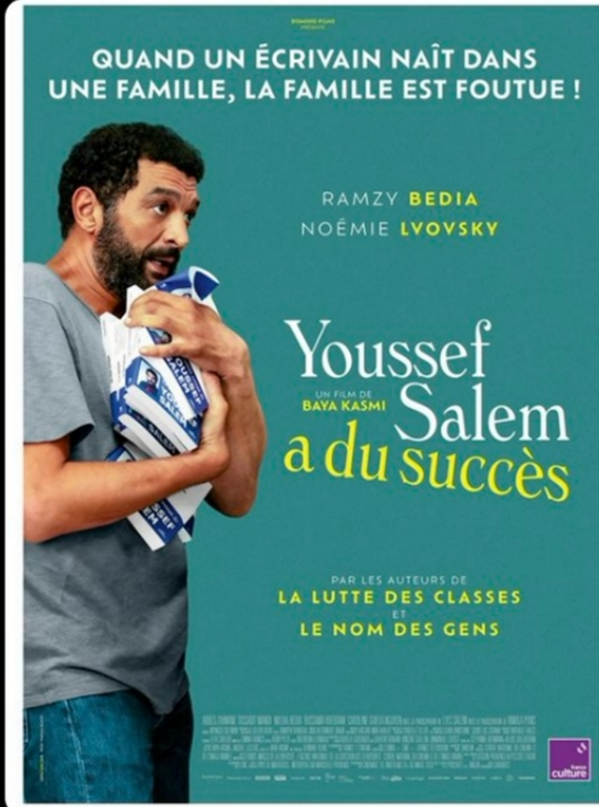


210 1,075 3,571

Bruno Attal @Bruno_Attal_ · Jan 18

Après le bide d'#OmarSy avec #tirailleur. Maintenant une promo de fou pour le film de #Ramzy « Youssef Salem a du succès »

Le cinéma français c'est la propagande communautaire et woke.



Quentin Jeulin @QJeulin · Dec 29, 2022

#Cinéma: pour la 1ere fois en 33 ans, aucun film 🇫🇷 n'est en tête du #boxoffice en 2022. Totalement logique:

- Les acteurs sont des covidistes fans de #Macron
- Les films font de + en + la promotion du wokisme, de l'indigénisme et des LGBT

Résultat: plus personne n'y va 😂

15 110 302 7,758

Pharaonsblancs2 @pharaonsblancs2 · Jan 5

En gros, ce film est une propagande et non parler de l'histoire de ces tirailleurs. Cela change le monde, ça n'a jamais été effacé cette partie de l'histoire

Je Boycotte ce film dû à Omar Sy qui est un wokiste racaliste, une haine de la France, il l'a démontré plus d'une fois

28 minutes @28minutes · Jan 5

Les derniers tirailleurs sénégalais pourront désormais rentrer dans leur pays d'origine tout en touchant leur minimum vieillesse.

Pour @OmarSy, « le cinéma apporte une façon de voir le monde, c'est fait pour le bouger ».

#Tirailleurs

Show this thread



140

QUEEN @QueenZ0Z7 · Nov 10, 2022

Je ne regarde pas ce type de programme car ce n'est que de la propagande #LGBT et #woke .
Total soutien à ce jeune qui refuse à priori de se soumettre aux injonctions #hétérophobe des fanatiques du #wokisme #StarAcademy

VOIR LA VIDÉO

"J'ai une dignité", Julien (Star Academy) refuse de mettre des talons, les internautes s'indignent

13 43 109

Fdesouche.com est une revue de presse @FDesouche · Jan 13

Wokisme : Au théâtre du Nord de Lille, le metteur en scène David Bobée, militant de la gauche wokiste, déboulonne Dom Juan qu'il accuse de "masculinité violente" et en modifie l'origine ethnique de certains personnages
fdesouche.com/2023/01/13/wok...

117 280 358 32.3K

Sylorenz @loRenzSy44 · Dec 18, 2022

Les Noirs représentent 5% de la population française et 90% des publicités. Continuez à insulter le peuple français avec votre propagande woke de merde. 🇫🇷

44 437 1,032 12.9K

Fdesouche.com est une revue de p... @FDeso... · Dec 22, 2022

"Tarlouse, travelo, poufiasse...", bien que présents dans le dictionnaire, Mattel décide d'interdire dans les règles du Scrabble une série de mots "constituant une incitation à la haine et à la discrimination"
fdesouche.com/2022/12/22/tar...

170 209 380 57.5K

Mâle Blanc 60a @male_blanc_60a · Jan 23

Les activistes Woke sont en réalité les nouveaux ayatollahs de nos sociétés occidentales.
Leur paroles doit être indiscutable et gare aux contrevenants.
Nous nous dirigeons vers un monde arbitraire ou les opinions personnelles n'auront pas place.
Une nouvelle religion ?

«Les "activistes" woke s'estiment en droit d'interdire toute parole non conforme à leurs convictions»


Nathalie Heinich
Sociologue

18 88 99 2,077

Nadia Maksoud @NadiaMaksoud3

Voilà le sapin de Noël que met la mairie de Paris.
En fer, jaune, sans guirlandes, sans boules, sans rien.
Mairie spécial wokisme. histoire de bien habituer les Français d'oublier nos traditions.
Merci aux parisiens d'avoir bien choisi votre maire.....

Translate post



5:15 AM · Dec 4, 2022

Eric Revel @ericrevel1 · Jan 13

La Vierge de La Flotte est installée depuis 1983..vouloir la déloger en 2023, c'est le signe que la théorie Woke grignote notre pays C'est juste ignoble. Il y a des églises avec gravé sur leur fronton :Liberté, égalité, fraternité ..On peut les garder, progressistes sectaires?



356 2,152 4,505 132K

Edouard VARIN @edouard_varin · Jan 22

A Bourg-Argental dans la #Loire, le maire socialiste déboulonne Jeanne d'Arc.

Ne laissons pas notre histoire et nos racines être détruites par la folle #woke !

valeursactuelles.com/regions/auverg...

VALEURS Régions S'abonner

POLITIQUE




Une statue de Jeanne d'Arc à Paris. Photo © NICOLAS MESSYASZ/SIPA

Loire : un maire déboulonne une statue de Jeanne d'Arc, les habitants se rebiffent

1 8 26 1,513

Philippe de Villiers @PhdeVilliers · Nov 21, 2022

La ville de #Besançon a décidé de repeindre la statue de Victor #Hugo en noir dans le seul souci de rejoindre la mode du progressisme ambiant. La blanchité littéraire devient un délit. Jusqu'où ira le #wokisme pour infuser la honte du blanc occidental hétérosexuel ?



787 2,675 7,072

Thierry MARIANI @ThierryMARIANI · Jan 15

**Au secours ...on se suicide !
A cause des Ayatollahs de la laïcité, notre pays détruit progressivement ses racines...et se détruit lui même !
La woke culture nous conduit vers un mondialisme qui est la négation de l'identité de la France .**



20minutes.fr

Sur l'île de Ré, la statue de la Vierge doit descendre de son promont...
La cour administrative d'appel de Bordeaux confirme l'obligation pour la commune de La Flotte-en-Ré, sur l'île de Ré, de déplacer une ...

344 1,322 3,581 118.5K

Gaspard Skoda @Gaspard_Skoda · Dec 30, 2022

Adhérer à l'idéologie "woke" n'est pas un signe d'ouverture sur le monde, c'est une preuve de repli sur la culture de masse américaine.

12 62 364 15.6K

Fdesouche.com est une revue de p... @F_Desou... · Dec 30, 2022

Royaume-Uni / Wokisme : des universitaires dénoncent la partialité de la BBC dans ses documentaires historiques. Aux erreurs s'ajoutent les oublis de faits essentiels, allant toujours dans le sens d'une vision woke de l'histoire

fdesouche.com/2022/12/30/roy...



Streets in Sierra Leone. (1848 photograph)

18 180 472 18.7K

Fdesouche.com est une revue de p... @F_Desou... · Nov 27, 2022

New York/wokisme: des interprètes en langage des signes d'un spectacle de Broadway écartés parce que blancs ; « inapproprié que des Blancs soient interprètes en langage des signes pour des personnages noirs »

fdesouche.com/2022/11/27/new...



129 539 764

Fdesouche.com est une revue de presse @F_Desouche · Jan 29

Canada / Wokisme : le théâtre le plus subventionné par le contribuable canadien fait polémique en annonçant des représentations interdites aux Blancs et aux Asiatiques

fdesouche.com/2023/01/29/can...



534 2,103 3,172 251K

Fdesouche.com est une revue de presse @F_Desouche · Feb 4

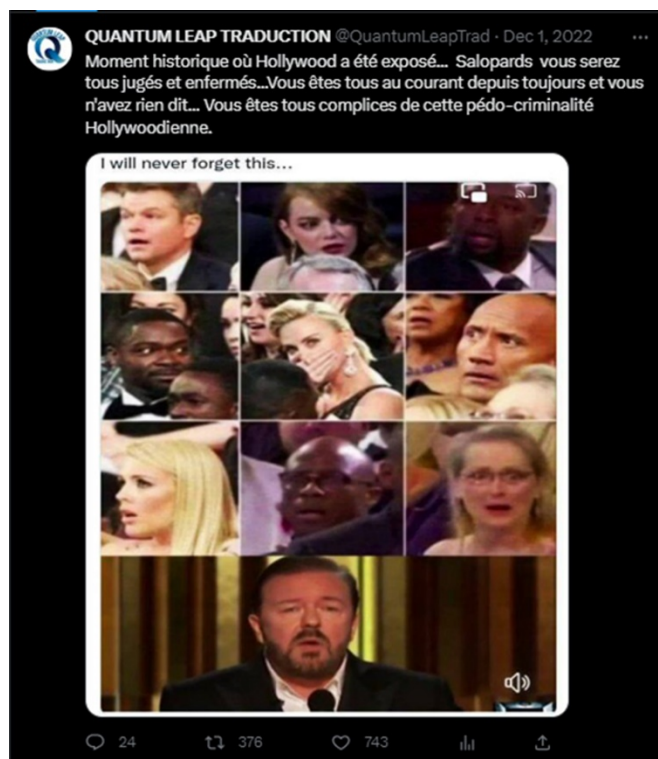
Wokisme à l'Université de Yale (États-Unis) : le gouvernement des étudiants suggère aux Blancs de laisser passer les Noirs dans les files d'attente trop longues et de mettre leur manteau à terre pour leur épargner de marcher dans une flaque d'eau

fdesouche.com/2023/02/04/wok...



593 1,252 2,334 404.2K

Tweets identifiés lors de l'étape quantitative, non-intégrés dans l'analyse qualitative



CLARET Marc @Marc_Claret75 · Oct 31, 2022

J'aimerais tant revenir ds les années 80 où il n'y avait pas d'insécurité, pas de barbus, pas de problèmes de port de voile, pas de culture woke, pas de racistes, pas de lobby LGBT, pas d'études de genre. Nous étions un peuple homogène, heureux et en paix

240 962 2,637

Le Goldenretriever @Goldenretour · Oct 30, 2022

J'aimerais tant revenir ds les années 80 où il n'y avait pas d'insécurité, pas de barbus, pas de problèmes de port de voile, pas de culture woke, pas de racistes, pas de lobby LGBT, pas d'études de genre. Nous étions un peuple homogène, heureux et en paix

396 1,160 3,402

Dr JF Lesgards Marseille @marseille_jeff · Dec 29, 2022

Vous comptez nous faire chier jusqu'à l'Apocalypse avec vos vaccins ARNm, le climat, vos mensonges sur l'énergie, vos délires vegans, votre propagande LGBT ?
Ou on aura des breaks ?

321 2,699 7,907 122.7K

Marcel D. @DubreuilhMarcel · Jan 4

Ca part en couille... #Wokisme : Une fille de 13 ans devient secrètement un garçon avec l'aide des enseignants et à l'insu des parents. La jeune fille a avoué qu'un travailleur social avait changé son prénom et demandé de ne rien dire à ses parents.
lemediaen442.fr/wokisme-une-fi...

17 234 418 11.9K

eli @ellicmoi · Feb 2

on rappelle que la misandrie n'existe pas au même titre que le racisme anti blanc et l'heterophobie

zoey @nanntsudi · Feb 2

Eh ouais les misandres je vous crache dessus tout autant que les misogynes arrêtez de dire que vous êtes féministes vous puez le seum

100 375 1,045 209.1K

La Briochée @La_briochee_off

Le parti d'extrême-droite RECONQUÊTE utilise mon image sans autorisation (bien entendu) pour sa propagande de haine anti-lgbt

Je vais porter plainte !

N'hésitez pas à faire tourner pour bien faire prendre conscience des méthodes ignobles et frauduleuses qu'ils emploient.

Translate Tweet

8:06 AM · Feb 4, 2023 · 703.7K Views

5,528 Retweets 219 Quotes 13.4K Likes 67 Bookmarks

La Briochée @La_briochee_off · Jan 26

Si des Dragqueen ou la "propagande LGBT" suffit à rendre les enfants PD comme vous dites, bah vous n'avez qu'à les remettre devant un Disney ou faire de la propagande hetero pour rectifier le tir hein.

Apparemment c'est tellement facile dans un sens, pourquoi pas dans l'autre ?

25 167 1,176 32.2K